

Antoine Viallet
➤ Acteur en Immobilier d'Entreprise

REVUE

DE PRESSE

Marseille et ses environs



Photos : Laurent Carte

ÉDITION N°29
2^e SEMESTRE 2016

Marseille, le 23 janvier 2017

Objet : 29^{ème} Edition de la Revue de Presse de Marseille.

Madame, Monsieur,

C'est avec grand plaisir que je vous invite à découvrir ou redécouvrir l'actualité du 2^{ème} semestre 2016 de Marseille et sa région à travers notre 29^{ème} Revue de Presse.

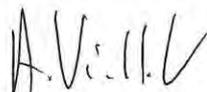
Plus de 80 ans se sont écoulés depuis les premiers projets de contournement de Marseille par la rocade L2. Son ouverture partielle le 29 novembre dernier est un évènement... révélateur de nos politiques urbaines depuis l'après-guerre privilégiant le « tout voiture ». Le développement économique et la qualité de vie des habitants -hier d'une ville et aujourd'hui d'une métropole- passent, entre autres, par les moyens de transport.

Or, notre retard est considérable face à une ville comme Lyon. Le métro, inauguré à Marseille en 1977 compte 2 lignes, tout comme le tramway, contre 4 lignes de métro (dont la première ouverte en 1978), 6 lignes de tramway et 2 funiculaires pour Lyon.

Il faudra mettre les bouchés doubles, que dis-je, triple, pour rattraper notre retard afin de nous doter d'infrastructures modernes : extension du métro et du tramway et création de nouvelles lignes, réseaux de bateaux-bus permanents, lignes de RER entre Aix et Marseille..... Ainsi, nous pourrons nous déplacer en « souplesse » dans le territoire métropolitain !!

Bonne lecture,

Antoine VIALLET
Directeur Associé.



ASTIME MÉDITERRANÉE

92 Rue Breteuil - 13006 Marseille

Tél. : 04 96 200 300 - Fax : 04 91 714 026

E-mail : marseille@astime.fr - Site : www.antoineviallet.com

SOMMAIRE

- 1 L'AMÉNAGEMENT URBAIN
- 2 L'ÉCONOMIE
- 3 LES TRANSPORTS
- 4 LE COMMERCE
- 5 L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
- 6 LE LOGEMENT
- 7 LA CULTURE
- 8 LES SECRETS DE MARSEILLE
- 9 LES MARSEILLAIS VUS PAR LA PRESSE ÉTRANGÈRE
- 10 GUIDE GOURMAND DE MARSEILLE À CASSIS
- 11 LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE

① L'AMÉNAGEMENT URBAIN

① Attentes et craintes autour du futur parc Bougainville

La Provence – 02.07.2016

② Euroméditerranée avance sur Arenc

La Provence – 13.07.2016

③ Le parc du renouveau à la Capelette

La Provence – 13.07.2016

④ Les unes après les autres, nos rues adoptent le « green power »

La Provence – 18.07.2016

⑤ Un piédestal pour la cathédrale de La Major

La Provence – 31.07.2016

⑥ La Méditerranée climatise la ville

La Provence – 18.10.2016

⑦ Euromed 2 déraille à la gare du Canet

La Provence – 29.10.2016

⑧ La Plaine – On ne l'avait jamais vue comme ça !

La Provence – 23.11.2016

⑨ Une tour peut en cacher une autre

La Provence – 22.12.2016

Attentes et craintes autour du futur parc Bougainville

La concertation autour du parc livré en 2020 s'est achevée par une réunion publique



Le parc Bougainville est la première partie du parc des Aygaldes (ci-dessus) qui se développera sur près de 14 hectares. / DOCUMENT EUROMED 2

Ce n'est plus un projet, mais un véritable dossier de construction qui est en cours." Lisette Narducci, maire des 2^e et 3^e arrondissements, était fière, hier, de conclure quatre mois de concertation préalable sur le parc Bougainville.

Un forum public a clôturé cette première phase. Forum auquel ont participé les habitants du quartier, soucieux de leur devenir. "Ce parc est fait pour vous et doit donc être fait par vous" a bien précisé Laure-Agnès Caradec, présidente de l'Établissement public d'aménagement Euroméditerranée. Ils ont donc eu, encore hier, l'occasion de débattre sur l'aménagement de ce futur parc de 4 hectares qui va se dessiner d'ici 2020. Un réaménagement dont ils attendent beaucoup, la plupart d'entre eux se sentant "délaissés", "relégués en dernière place des préoccupations de la ville." Il est vrai que

durant les dernières décennies, le quartier de Bougainville a été laissé de côté. Si bien, qu'aujourd'hui il est dans un état tel qu'il est considéré parmi les plus précaires de France.

Mais avec Euroméditerranée

2, les élus municipaux ont bien l'intention de changer la donne et ambitionnent de faire du parc le poumon vert des quartiers Nord, avec 4 hectares de verdure aménagés d'équipements sportifs, de jeux

d'enfants et d'aires de pique-nique. Seule ombre au tableau idyllique pour les habitants, la proximité du parc avec la cité Bellevue. Certains craignent "un contraste si fort que ça ne peut pas marcher", selon un participant du forum. Leur principale inquiétude vient des trafics de stupéfiants qui pourraient se développer aux abords du parc, conçu pour être fréquenté par des familles avec de jeunes enfants. Pour l'heure, Euroméditerranée n'a pas trouvé de solution pour évacuer cette crainte. Pour le reste du projet, les participants au forum se sont montrés plutôt confiants. Ils espèrent que ce parc "rapprochera les gens entre eux" et fera oublier que ce quartier reste le moins fréquenté de la ville. Les habitants pourront en outre profiter de quelques aménagements provisoires dès la fin de l'année.



Les habitants du quartier Bougainville ont pu débattre sur les aménagements du futur parc de 4 hectares.

/ PHOTO P.B.

Pauline BUISSON



Euroméditerranée avance sur Arenc

PARC HABITÉ La reconstruction de la ville sur la ville prend forme avec la commercialisation partagée de 10 projets

Si elle n'est pas inédite, puisqu'une vente immobilière commune concerna en son temps les constructions autour du Parc du 26^e centenaire, la mutualisation des promoteurs autour du parc habité d'Arenc est déjà une réussite pour Euroméditerranée. Elle témoigne, du moins, du dynamisme de la commercialisation de cette dernière pièce maîtresse de la phase 1 de l'opération d'intérêt national (OIN). Laquelle a pour ambition depuis 1995, rappelons-le, de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes. "Cela souligne l'attractivité métropolitaine", a relevé hier la présidente d'Euroméditerranée, Lau-



Les représentants des promoteurs Ardissa/Pitch, Sogima, Nexity et BNP Paribas Immobilier étaient réunis hier autour de la présidente d'Euroméditerranée Laure-Agnès Caradec pour le lancement du village de vente du Parc habité d'Arenc./PHOTO F.M./IMAGE DE SYNTHÈSE ATELIER LION

"Un principe de variation des hauteurs et des îlots très ouverts"

re-Agnès Caradec, à l'occasion du lancement du village de vente sur le boulevard de Paris, au pied des archives et de la bibliothèque départementales Gaston-Defferre, à deux pas seulement du terminus du tramway T2 Euromed-Arenc.

Là sont donc désormais réunies les bulles de vente des programmes 2^e Élément, Meridian Square, My Liberty, Made in Méditerranée (MI-M), Eko Active/

EKO Life, ILOT 2B Nord, ILOT 4A, ILOT 5A, Neomed, Cœur Euromed. Encore méconnus de certains, ces dix ensembles ont pourtant déjà séduit de futurs autochtones curieux, tous attirés par ces programmes novateurs de Nexity, Ardissa et Pitch Promotion, BNP Paribas immobilier ou encore Sogima. Lesquels font ici cause commune. Surfaces généreuses, appartements modulables, espaces

verts, mixité sociale, commerces, services et situation géographique imprenable au bord de la Grande Bleue, dans une zone effervescente en devenir, figurent parmi les principaux arguments des vendeurs de ces programmes "à l'architecture bioclimatique adaptée" sur lesquels tous ont misé. Avec, comme l'ont souligné les aménageurs, "un principe de variation des hauteurs et des îlots très ouverts

avec vues traversantes". Environ trois années seront nécessaires pour voir les premiers habitants succéder aux chantiers et aux grues afin de scruter l'horizon méditerranéen. Depuis les terrasses duplex et autres penthouses pensés pour demain. "À des prix variant de 2350 à 3500 €/m² hors stationnement", ont précisé hier les promoteurs immobiliers.

L'enjeu de la réussite de cette

reconstruction de la ville sur la ville, qui préfigure déjà l'avancée d'Euromed 2 vers le Nord, est crucial pour toutes les parties prenantes. À commencer par Marseille qui doit trouver là un souffle pour concurrencer les autres capitales continentales. En développant son bassin économique et en se densifiant : "La ville doit construire chaque année 2500 logements pour ne pas perdre d'habitants.

EN CHIFFRES

Ce projet de parc habité imaginé par l'urbaniste Yves Lion, dans le cadre de la Zac Cité de la Méditerranée, est compris entre la rue d'Anthoine, le boulevard de Paris, les avenues Camille-Pelletan et Roger-Salengro. Au total, ce périmètre contiendra 2 700 logements, une université régionale des métiers, des bureaux, des commerces et des services de proximité dans un nouveau quartier urbain desservi par le métro, le tramway et la halte TER. Au final, ce nouveau site regroupera 210 000 m² de logements, 130 000 m² de bureaux, 36 000 m² de commerces et 98 000 m² d'équipements, dont l'hôpital européen déjà réalisé.

F.M.

Notre objectif est d'en bâtir 5 000", ambitionnée à ce titre Laure-Agnès Caradec, par ailleurs adjointe au maire déléguée à l'Urbanisme. Premier signe encourageant de ce renouveau, le public bucco-rhodanien croit au projet : il constitue l'écrasante majorité des primo-accédants déjà candidats pour loger dans le périmètre.

Franck MEYNIAL

fmeynial@laprovence-presse.fr

Le parc du renouveau à la Capelette

En 2017, le quartier aura un nouvel espace paysager, aménagé sur une friche. Les prémices de l'évolution de la Zac ?

La Ville avait de grands projets pour la Capelette, l'entrée Est de Marseille. La Zac (Zone d'aménagement concerté) devait complètement remodeler ces friches et ce quartier populaire, à l'habitat défraîchi traversé par une voie de transit, l'avenue de la Capelette, saturée. Les friches ont bien laissé place à de l'habitat, 900 logements sur les 1 500 prévus. Quelques voies ont été tracées. Mais la Zac est au point mort. Bloquée par le départ prévu, annoncé, puis retardé, et enfin annulé, du centre de transfert des déchets. Il va rester sur place, jouxtant de nouvelles résidences, des habitants à qui on avait promis un quartier doté d'équipements. "La Zac se cherche. Elle a été créée en 2004 et il faudra 20 à 25 ans pour son aménagement", affirme Gérard Chenoz, président de la Soleam, chargé par la Ville de cet aménagement. "Notre difficulté c'est la maîtrise foncière. Ainsi, on veut délocaliser Sanitor pour créer des voies et ça dure depuis 7 ans".

Alors, en attendant de racher les terrains pour faire voiries et équipements, "on va avancer avec ce parc paysager", annonce Lionel Royer-Perreaut, maire LR du 5^e secteur. Il s'agit d'aménager une friche bordée par la traverse Bessède, la rue



St-Jean et le bd Lazer pour offrir un espace sportif, des jardins potagers partagés, une aire de jeux, une prairie, une zone pour les food trucks et des parkings sur 1,7 hectare. "Actuellement, c'est une décharge à ciel ouvert. S'il fallait nettoyer le terrain et l'entretenir ce serait 40 000€ par an. On va l'aménager pour 250 000€, avec la participation dans le cadre triennal d'aide aux communes du Conseil départemental", précise le maire. Mais c'est du provisoire, pour 5 à 6 ans, le temps de maîtriser le sol. Il sera nettement plus compliqué, dans quelques années, de raser le parc au profit de routes. Mais comme on sait, ici, le provisoire peut durer. Le nettoyage du terrain est prévu en août pour un début des travaux (5 mois) cet automne. Au regard des nouvelles exigences du plan prévention des risques inondations, des terrains risquent de ne plus être constructibles. La Zac va devoir être restructurée, la trame viaire repensée. L'école livrée en septembre elle aussi est provisoire, pour les mêmes raisons. "Ce parc va redonner du sens à la zone et créer des perspectives d'avenir. On n'abandonne pas le projet de coulée verte, il s'inscrit dans les nouvelles orientations de la Zac", finit Lionel Royer-Perreaut.

Corinne MATIAS

Le challenge : améliorer le cadre de vie des 900 nouvelles familles

Une première Zac, Ferrié-Capelette, en activité aujourd'hui, avait été créée en 1997 au carrefour du boulevard Schloesing et du boulevard des Acières, pour y fonder un Village de l'automobile de sept hectares. La municipalité confie en 1996 à Marseille Aménagement, une convention publique d'aménagement, que gère la Soleam depuis 2013, pour développer une zone à vocation résidentielle et tertiaire. Le projet vise à redynamiser ce secteur de 75 hectares, des zones en friches et accroître substantiellement l'offre de logements sur près de 30 ha. 218,3 M€ seront investis. Les travaux ont démarré en 2009 avec pour mission de réaliser les voiries et les espaces publics nécessaires au développement des programmes immobiliers en cours de construction. Près de 900 familles habitent à présent les trois îlots bâtis sur la Zac, parfois à proximité de friches.

Depuis la sortie de terre fin 2009 du Palais omnisports, qui devait lancer le renouveau du quartier, rien n'avance. Des dossiers sont en souffrance comme Bleu Capelette et le centre de transfert, qui ne sera plus déménagé mais encapsulé, c'est-à-dire intégré dans un bâtiment dont l'architecture reste à définir. Voiries et transports n'ont pas été suffisamment pensés en amont de l'aménagement de la Zac. Les permis sont gelés en attendant de maîtriser le foncier pour avancer sur les équipements publics. "Notre rôle est de trouver le juste équilibre entre les demandes des promoteurs et le maintien d'une vie agréable, dans un environnement architectural à taille humaine", a souligné Lionel Royer-Perreaut, le maire de secteur, lors du lancement en mars de la résidence "10/10 Curtel", de 27 logements.

C.Ms.



Un espace sera dévolu aux jardins partagés. Une façon pour les riverains de mieux s'approprier le parc.

La rentrée dans une nouvelle école rue Curtel

En décembre, on posait la première pierre d'un groupe scolaire à la Capelette, sur le terrain de sport qui jouxte le collège Louise-Michel. "Une victoire en soi", se félicitait alors Lionel Royer-Perreaut, le maire du 5^e secteur, rappelant les péripéties qui ont précédé le début des travaux, "les problèmes administratifs, puis techniques. On a refait 3 fois le projet", qui s'est heurté au plan de prévention des risques inondation, plus fort que le besoin de classes dans ce quartier en plein développement urbain et aux écoles alentour (Laugier, Lauze) bien remplies. En septembre, 8 classes (3 maternelles et 5 primaires) vont ouvrir dans une école modulaire, en préfabriqué, mais avec tout le confort.



L'encapsulation du centre de transfert des déchets

On en parle depuis qu'on sait que le centre de transfert des déchets restera à La Capelette. Envelopper la structure pour limiter les odeurs et redonner aux habitants qui ont vu sur le centre une nouvelle perspective. Des pré-études seront lancées. Reste à savoir si la Métropole mettra les 100 millions d'euros nécessaires pour réaliser cette enveloppe. "On doit pouvoir faire le projet pour beaucoup moins", estime le maire de secteur.



L'INCERTITUDE

Bleu Capelette : un trou jusqu'à quand ?

Dans le quartier, le chantier à l'abandon de Bleu Capelette à côté du Palais de la glisse ne fait plus rire les riverains. L'un d'eux a même lancé une pétition sur internet affirmant que la Ville refuse un nouveau projet présenté par les promoteurs Icade et Sifer. "Ce nouveau projet de centre de loisirs fait l'unanimité parmi les habitants ! Le centre sera novateur, tourné vers les loisirs et sports, en parfaite harmonie avec son voisin le Palais Omnisports ! Il comblera aussi le déficit de la Capelette en professions de santé ! Il créera plus de 1000 emplois ! Ce qui est inespéré ! Il disposera de 1500 places de parking dans un quartier où il est impossible de se garer ! De nombreux habitants, bailleurs et commerçants ont surpayé leurs biens en raison de la présence future de Bleu Capelette ! Si la mairie refuse, le terrain restera à l'abandon ! La décision est désormais entre les mains des élus !", affirme la pétition.

Icade et Sifer ont acheté le terrain pour 12 M€ à Marseille Aménagement et ont obtenu un permis pour un centre commercial de 42 500m², avec 12 salles de cinéma, un supermarché, des restaurants et 50 boutiques. Et ce qui faisait défaut, 1 500 places de parking. Le panneau publicitaire annonce toujours l'ouverture du centre pour... 2017 ! Depuis avril 2014, rien n'a bougé. Pour que le permis ne soit pas caduc, des centrales à béton ont été installées. La crise et la multiplication des surfaces commerciales ont eu raison du projet.

"Nous rappelons que c'est la SCI propriétaire du terrain et d'un permis de construire, purgé, qui tergiverse depuis plusieurs années à débiter le chantier", répond Gérard Chenoz, président de la Soleam. De commercial, le projet semble désormais s'orienter vers des activités de loisirs et de services à la personne. On y est favorables. Ce sera un élément moteur de l'attractivité



Un trou énorme creusé il y a deux ans, qui préfigurait les travaux du programme commercial. / PHOTO C.MS.

du quartier. À ce jour, aucun nouveau permis n'est déposé, la balle est dans le camp des investisseurs". L'enveloppe peut rester la même, l'intervention de la CDAC (qui donne les autorisations pour la commercialisation) sera sans doute nécessaire. "On ne peut pas laisser cette zone en l'état. Les clignotants sont tous au vert ; il n'y a pas d'opposition sur le plan politique, la population le souhaite, le cinéma qui a investi 20 M€ n'attend que ça, il faut passer aux travaux pratiques", insiste M. Chenoz.

C.Ms.

Les chantiers en cours et à venir

Les travaux qui seront réalisés dans le courant de l'été :

- Place Rabatau-Bonnefoy, réaménagement avec espace piéton, plantation et parking
- Sécurisation et aménagement du bas de la rue Curtel
- Démolition de maisons de ville 145, bd Rabatau
- Démolition en urgence d'un hangar rue Curtel
- Démolition d'un hangar traverse Saint-Jean.

Les chantiers à venir (entre fin 2016 et début 2017)

- Démolition du 147, bd Rabatau,
- Aménagement de la place Rabatau chemin de l'Argile,
- Débouché de la rue Curtel sur Lazer,
- Démolition de l'îlot de maisons de ville situé aux intersections bd Bonnefoy avenue de la Capelette bd Lazer
- Démolition de la blanchisserie rue Curtel

Les unes après les autres, nos

De la rue de l'Arc au boulevard Honorine, les voies marseillaises sont de plus en plus nombreuses à prendre ce chemin



C'est l'une des pionnières à Marseille, en l'espace de quelques mois, la rue de l'Arc a pris le "green power". Pour les habitants il s'agit de se sentir mieux dans ce quartier du centre-ville.



Sénac, Arc, Chateaufredon, Plaine, Belle de Mai, Cabucelle... ce qui pouvait n'apparaître que comme un acte écologique au début, une idée de quelques bobos marseillais, est devenu naturel aujourd'hui, dépassant la simple prise de position politique. Il s'agit d'une réaction citoyenne par rapport à la pollution et au gris de la cité, surtout au centre-ville, de se réapproprier son quartier mais surtout de se sentir mieux dans sa rue et dans sa ville. Plus belle la rue a l'habitude de dire que "la végétalisation des rues met du vert dans la ville et dans les têtes". Après les pots de fleurs posés de chaque côté des entrées d'immeuble, on est passé aux jardinières, le long des trottoirs, puis aux plantes grimpantes et désormais à un projet global de végétalisation d'une rue et d'un pâté de maisons. L'étape suivante sera celle d'un quartier. Des associations, comme aux Réformés ou au Panier, font participer les enfants à des dessins qui viennent décorer ces initiatives. Initiatives qui interpellent les passants et permettent de se découvrir des affinités avec son voisin.



Rue Sénac, on commence aussi à penser plus vert.



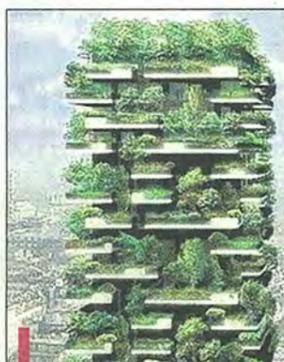
/PHOTOS VALÉRIE VREL

Réseaux sociaux et citadins-jardiniers

"Notre ville devient ainsi un immense chemin botanique et poétique aux sentiers qui bifurquent... À chacun alors, de reconnaître l'odeur du thym, les effluves du romarin, les couleurs d'un cosmos chocolat, la fraîcheur de la rosée, le goût d'une fraise ou le bruissement d'un bambou... de vivre des moments agréables entre voisins." Mon jardin dans ma rue aide les urbains jardiniers à végétaliser leurs rues. Et organise un véritable réseau social du végétal en ville. Le collectif a créé une application "Mon jardin en ville" qui propose aux citadins de traverser un parc, passer par une rue végétalisée ou visiter un jardin potager lors de leurs trajets quotidiens. → www.mon-jardin-en-ville.fr

Des projets fous

Tandis que les initiatives vertes fleurissent dans les cités du monde (fermes urbaines, toits végétaux, jardins partagés, potagers, vergers collectifs...), une nouvelle vague verte déferle sur les villes, initiée par les architectes et urbanistes qui créent des projets fous et utopiques parfois, quitte à ne pas les voir se concrétiser un jour. Parmi ces projets se trouve la towerflower d'Edouard François, livrée en 2004 à Paris ou la "Bosco Verticale", de Stefano Boeri à Milan, une prouesse d'aménagement qui laisse entrevoir la ville de demain.



On peut voir le projet fou de Stefano Boeri à Milan / PH.D.R.

L'idée a aussi germé au Panier

À Marseille, les initiatives citoyennes de végétalisation se multiplient, comme celle de Dominique Jouan du collectif Jardinons au Panier. "Au départ nous étions trois, puis dix et tous mobilisés par un engouement certain à tisser des liens." Depuis, touristes et visiteurs en général, témoignent sur le mail du collectif et sont séduits par cette verdure.

L'INITIATIVE

Rues Bourgeois et d'Isoard, la campagne en ville

Le projet a démarré début mai, à l'initiative d'une habitante de la rue Léon-Bourgeois, Pauline Derlon documentaliste de profession. Le groupe est composé de 15 habitants (rues Bourgeois, d'Isoard, Libération). Très vite il augmente. "Aujourd'hui nous sommes 40 et le périmètre s'est élargi (Consolat, Grobet, Esperandieu, Le Camas, Fondère...)", explique-t-elle. Des habitants de tous âges, issus d'univers professionnels différents, informaticien, maçon, employés d'université (en développement durable), paysagiste, graphistes, artiste plasticienne, dans les énergies renouvelables, musicienne, psychologue... tous réunis par la même envie : avoir des rues plus vertes et de petits espaces publics réservés aux habitants (et non plus aux voitures et motos). Marseille ayant mis en place une charte de végétalisation, ils souhaitent obtenir le visa vert avant de se lancer.

Aujourd'hui le groupe se prépare : récupération de terre, bouturage des plantes, ramassage de graines, fabrication des bacs... Quant au périmètre d'intervention, "pour commencer, nous allons nous concentrer sur deux rues: Isoard et Bourgeois", précise Pauline Derlon. Au cours de leurs réunions, véritables laboratoires d'idées, les projets fusent: Judit et Pauline proposent la création d'une page Facebook. Une affiche a été créée.

Après présentation de la démarche initiale du projet, de nouvelles propositions le font évoluer. Outre la démarche esthétique (jolis bacs, belle végétalisation) pour enjoliver les



Envahi de verdure, le jardin de l'une des habitantes était tout trouvé pour se réunir. / PH. DR

rues, le groupe espère que "le soin apporté à nos rues va inciter les promeneurs à respecter l'espace public."

Il table aussi sur la diversité avec des bacs de formes et de couleurs différentes. Claire propose de garder le bois naturel. La Ruhe, boulevard National, a planté directement dans des troncs d'arbres coupés et vidés. "On est aussi dans une démarche écologique: être dans la récupération de matériaux bruts", note Magali. On propose de récupérer les déchets urbains, faire du lombricompostage... Dalila souhaite un compost dans la "porte à caca": située rue Léon-Bourgeois, il s'agit d'une petite porte avec un renforcement, autrefois une écurie. La démarche est locale également: les boutu-

res, graines et plantes sont méditerranéennes et poussent spontanément dans l'environnement. Dalila maîtrise bien le sujet et Magali peut orienter les jardiniers vers des chercheurs en botanique à Luminy. Cette végétalisation sera pédagogique aussi puisque les passants pourront s'informer sur les plantes, avec la participation des enfants. "On veut en faire un projet durable qui s'inscrit dans un projet de quartier. Repenser la ville autrement, mais on va avancer doucement, ajoute Pauline Derlon. Il y a deux choses dont je ne pourrais pas me passer pour vivre, les livres et les jardins."

C.Ms.

Contact: leon.en.fleurs@gmail.com

rues adoptent le "green power"

verdoyant, au point que la Ville a lancé une charte de végétalisation. Quarante dossiers sont en cours d'instruction

Créée au début des années 2000 dans une rue de la Cabucelle. L'opération "pots bleus" a fait des petits à Marseille, comme rue de l'Arc au centre-ville. À tel point que la Ville a décidé l'an dernier, par la voix de son adjointe aux Espaces verts, Monique Cordier, d'y mettre un peu d'ordre. "On va encadrer par une autorisation et la délivrance d'un visa vert ces initiatives qui fleurissent un peu partout, parfois empiétant sur la voirie." L'ordre, un mot difficilement conciliable avec l'esprit un peu bohème de ces jardiniers-poètes comme se définit lui-même Raphaël Caillens, de

l'association Dazein, papa des pots bleus de la Cabucelle. "Une ville n'est pas faite que d'urbanistes. Cette initiative était une réponse pour faciliter le mieux-vivre ensemble. Ça ouvrirait tous les possibles."

À son lancement en octobre, la charte de Monique Cordier avait provoqué un tollé au sein du conseil municipal, et les railleries de ses collègues socialistes, plaisantant sur "la jungle marseillaise". Huit mois ont passé, la charte de végétalisation de la ville a été dépassée par des événements plus graves ou plus ludiques. Mais elle a fait son

La Ville parle d'accompagner ces initiatives avec des conseils et avis techniques, les jardiniers des rues, de respiration et mieux-vivre ensemble.

chemin. Doucement. Quarante-neuf dossiers réceptionnés aux espaces verts, neuf projets ont reçu leur visa pour le moment, les autres sont en at-

tente. Le nombre peut faire sourire. L'élue a l'habitude. Elle répond "jalousie. Je l'ai maintenu contre vents et marées. Ce visa est pris dans l'intérêt général, on donne des conseils aux particuliers." Elle a négocié la gratuité de l'occupation du sol avec le service des emplacements. "En cas d'absence de visa, le particulier n'est pas exempt de PV. C'est à ses risques et périls." Les habitants ont besoin de reverdir leurs rues. Avec le retour de la chaleur et les envies de jardiner, attention à ce que les espaces verts ne soient pas submergés de dossiers...

Corinne MATIAS

RAPHAËL CAILLENS PAYSAGISTE À L'ORIGINE DES POTS BLEUS

"On se sentait un peu pirates des rues"

"Etudiant paysagiste, je suis arrivé à la Cabucelle, dans les années 2000. Le soir, les habitants sortaient encore leurs chaises sur le trottoir pour discuter; puis l'usage a disparu. La convivialité aussi. C'est en voyant un jour ma voisine, récupérer l'eau du caniveau, avec une bouteille, pour laver son coin de trottoir, que l'idée a germé. Sur le boulevard Honorine, en dehors d'un platane, il n'y avait rien. Avec mon coloc Sam, que plus tard on surnommait Germinator, on a commencé par mettre deux pots récupérés ici et là, assez hauts pour être hors de portée des chiens. On n'a pas commencé avec des pots bleus mais avec des cagettes de récupération. Les bidons bleus (provenant d'une laverie) sont venus plus tard. On les troquait contre des plantes. Notre jardin a tellement pris de l'ampleur qu'on a pensé qu'on pouvait déborder sur l'espace public. C'était pour nous une nouvelle façon d'être paysagiste-habitant, sans répondre à un appel à projet. À partir du pas de ma porte, c'était avoir une démarche citoyenne. En l'occurrence, on occupait l'espace jouxtant l'ancien mur du centre social. Ce lieu méritait mieux que de ressembler à un dépôt. On prenait soin de l'espace public, on n'attendait pas que tout soit pris en main par la ville. On a commencé avec quelques bidons, l'homogénéité a redonné une identité positive à la rue. En 2012, la voie comptait 45 pots, plantés de lauriers, tomates cerise, belles de nuit, menthe, jasmin... l'engouement s'est emparé de la rue. En 2006, on a même gagné un prix au concours des villes fleuries. C'était surtout un prétexte pour rencontrer ses voisins, rester plus longtemps dehors, échanger autrement qu'en se garant. C'est rentré dans la culture de notre secteur. À notre époque, on avait eu des échanges oraux avec la Ville; sans réponses négatives, on en avait déduit que cela ne posait pas de problèmes. Nous n'avions pas de cadre, on ne savait pas si on rentrait dans les clous, tout était à définir. On se sentait un peu pirates en développant ce concept de jardinier-poète. La charte essaie de régler l'encombrement dans la ville. Nous, on a fait notre part de boulot, on se battait pour un rêve. Par ce simple geste, on est arrivé à répondre au mieux-vivre ensemble."



MONIQUE CORDIER ADJOINTE AU MAIRE DÉLÉGUÉE AUX ESPACES VERTS

"Sur 49 dossiers, 9 ont déjà eu leur visa"

"Ça a démarré doucement, avec quelques dossiers déposés entre le moment où j'ai présenté ma charte en octobre et le mois de décembre. Mais la demande est allée croissante avec le printemps, on reçoit trois dossiers par jour en ce moment, à tel point qu'alors qu'on pensait qu'une personne pouvait s'en occuper, on a dû former une cellule pour les gérer. Bilan, depuis le début on a réceptionné 49 dossiers, 9 ont été acceptés et ont reçu leur visa vert (un logo que l'on met sur les pots), les autres sont en attente. Peu sont refusés, il y a toujours moyen de changer un emplacement, une grosseur de pot... pour que le projet se concrétise. Une commission à laquelle participent les emplacements et les marins-pompiers étudie les dossiers et prend la décision. Le facteur sécurité est prioritaire. Ainsi, il est conseillé de mettre des jardinières le long des barrières installées sur les trottoirs plutôt qu'entre, c'est l'espace prévu pour la grande échelle des pompiers. À certains endroits prescrits par l'architecte des Bâtiments de France on doit demander des autorisations supplémentaires."

Nous ne sommes pas là pour fliquer les habitants et les empêcher d'agir, je rappelle que pendant 25 ans, je me suis occupée des quartiers dans les CIQ; on se bat pour que les Marseillais soient acteurs de leur ville, mais il s'agit de ne pas faire n'importe quoi, il y a un minimum de règles. Je m'aperçois aussi que quand le domaine public est investi par les habitants, il est davantage respecté que si c'est un projet municipal."

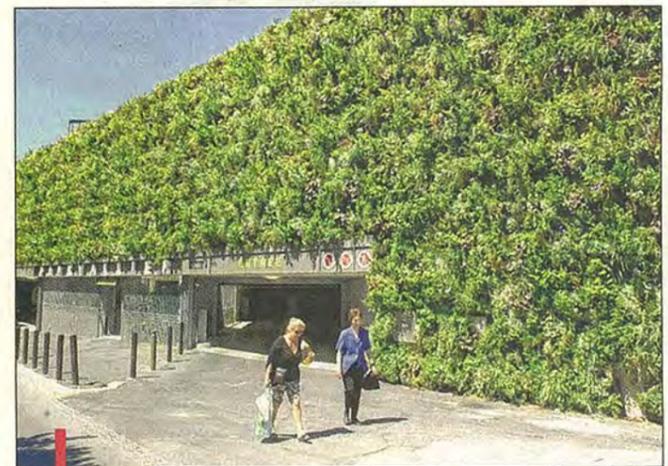
Installations de palettes verticales, de jardinières, de pots... les demandes émanent de particuliers ou d'associations de tous les coins de la ville. Parmi les projets bien avancés, celui de la rue des Bons-Enfants (6^e), de la rue Saint-André (14^e) et la rue Samatan (7^e). On ne pensait pas avoir autant de succès, les gens ont besoin de ce retour à la nature. De mon temps, on cultivait des géraniums. Aujourd'hui, on fait pousser des tomates cerise, des fraises... Les plantes absorbent de la pollution et rafraîchissent l'atmosphère. On ne peut pas parler de politique de développement durable, de biodiversité, sans accompagner de telles initiatives."



Au cœur de Noailles, les plantations de la rue de l'Arc ont donné un bol d'air frais à ce secteur sururbanisé, gris et pollué. /PHOTO VALÉRIE VRELE



Les pots bleus du boulevard Honorine ont depuis fait des petits dans les rues de Marseille. /PHOTO ARCHIVES D.T.A.



En 2010 le mur végétal du parking Vallier faisait figure de précurseur à Marseille. Il était suivi en 2013 du "green wall", quai de Rive-Neuve, créé pour Marseille Capitale de la Culture. /PH. L.P.

Un piédestal pour la cathédrale de La Major

La réhabilitation de la partie Sud de l'esplanade est achevée



Son esplanade piétonne enfin terminée, la cathédrale de La Major a enfin le décor urbain qu'elle mérite.

/ PHOTO VALÉRIE VRELLI

En passant sur le boulevard du Littoral, impossible de les manquer. Eblouissants de lumière, les escaliers monumentaux de l'esplanade de La Major ont été libérés vendredi des échafaudages du chantier, enfin débarrassés de décennies de pollution automobile incrustée dans la pierre. Cette cure de jouvence spectaculaire vient achever la rénovation de l'esplanade de La Major, dont l'inauguration est attendue en septembre.

Voilà qui met fin à... 16 ans de travaux autour de la cathédrale, elle-même en phase de réhabilitation. Une première partie avait été réalisée entre 2006 et 2009 avec le réaménagement du parvis de la mairie des 2^e et 3^e arrondissements, celui de la cathédrale et le boulevard Schu-

man. En septembre dernier, alors que les Voûtes de La Major étaient inaugurées, de nouveaux travaux démarraient sur l'esplanade. Un chantier de 9 millions d'euros porté par Euroméditerranée pour aménager 9 500 m² de dallage tout autour de la cathédrale, uniquement dédiés aux piétons.

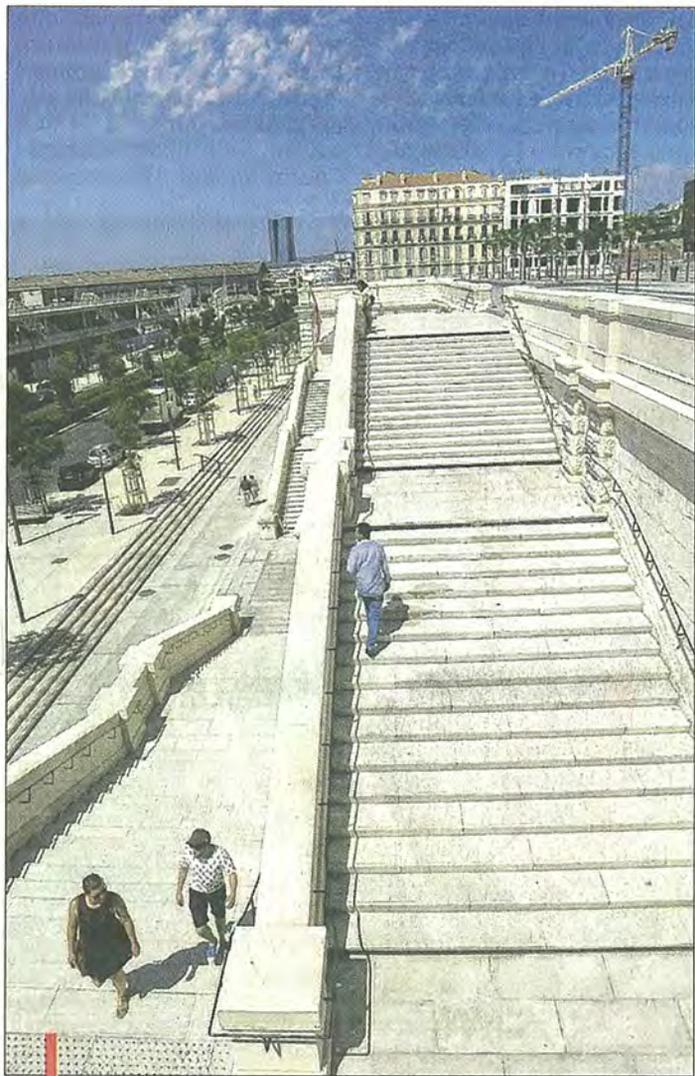
La réalisation des travaux, à proximité d'une cathédrale classée aux monuments historiques, n'a pas été chose aisée. Le chantier a été confié à l'architecte urbaniste Bruno Fortier, à qui l'on doit notamment l'aménagement de la place Massena à Nice ou de l'île Feydau à Nantes. Son objectif: apporter de la fraîcheur à l'édifice avec l'ombre apporté par des arbres résistant aux em-

L'aboutissement de 16 ans de travaux de réhabilitation autour de la cathédrale.

bruns. 44 mélias, qui doubleront de volume à terme, ont donc été plantés. Autre souci: le panorama. Pour jouir pleinement de la vue sur la rade, un banc de pierre de 220 m de long a été construit. Il a fallu au préalable conforter les voûtes juste en-dessous, et réaliser un important travail de drainage sur les réseaux. Le résultat, spectaculaire, attire déjà les touristes, nombreux hier à déambuler sur la nouvelle esplanade.

Lors du lancement des travaux, la présidente d'Euroméditerranée, Laure-Agnès Caradec avait évoqué le chemin parcouru depuis le lancement de ce projet de réhabilitation, en 2000: "À l'époque, des voitures et même des poids lourds circulaient en grand nombre, faisant ressembler ce balcon sur la mer à une bretelle d'autoroute." Les voûtes étaient alors invisibles, noyées sous une passerelle portuaire qui masquait également la consigne sanitaire devenue le musée Regards de Provence. De ce triste décor on a déjà du mal à se souvenir, tant ce secteur, nouveau triangle d'or de la ville entre Mucem, façade maritime, Terrasses du port a été transfiguré en une décennie.

Sophie MANELLI



Comme neufs, les escaliers monumentaux qui conduisent l'esplanade.

/ PHOTO V.V.



Un nouveau lieu de rendez-vous ou de promenade, avec vue imprenable sur les ferrys pour la Corse.

/ PHOTO V.V.

La Méditerranée climatise la ville

Unique en France, la centrale Thassalia de géothermie à eau de mer a été inaugurée hier sur les quais du port

Une inauguration en... grandes pompes a marqué hier l'entrée en service officielle de la toute nouvelle usine Thassalia, sur les quais du port de Marseille. De puissantes turbines assurent, en effet, la circulation en circuit fermé d'une eau de chauffage ou de refroidissement portée à la température souhaitée, entre son lieu de production et le domicile des clients alimentés, bureaux et locaux commerciaux pour l'essentiel.

Présidée par Gérard Mestrallet, président du conseil d'administration d'Engie, maître d'ouvrage et exploitant du site, la cérémonie a réuni les plus hauts représentants de l'État, de la place maritime, des collectivités territoriales, des institutions et des entreprises qui ont participé à la concrétisation de ce projet à la fois très innovant et très ambitieux.

Première centrale de géothermie marine réalisée sur le littoral français métropolitain, Thassalia utilise l'énergie calorifique contenue dans l'eau de mer qu'elle puise à une profondeur de 7 m et à une température comprise entre 14 et 22°C (selon la saison) dans le bassin de la Grande Joliette, pour produire de l'eau chaude à 60°C et de l'eau froide à 5°C qu'elle distribue à des clients situés, dans un premier temps, dans un rayon de 1500 m autour de la centrale.

Ce rayon d'action devrait atteindre 3,5 km à l'horizon 2020 et pourrait même s'étendre les années suivantes jusqu'aux ca-



À gauche, la salle des pompes à eau froide. En haut à droite, le bâtiment d'enceinte de la centrale dessiné par l'architecte Roland Carta. En bas à droite, Gérard Mestrallet, président du conseil d'administration d'Engie, présente l'installation à ses invités. / PHOTOS FRÉDÉRIC SPEICH

sernes de La Belle-de-Mai (Quartier Libre); la centrale ayant été dimensionnée pour desservir 500 000 m² de locaux d'habitation ou de travail.

Actuellement, Thassalia dessert l'immeuble des Docks (groupe Constructa), le Calypso, l'hôtel Golden Tulip et une

partie d'Euromed Center (l'Hermione). Construits bien avant la centrale, l'immeuble l'Astrolabe et les Terrasses du port ne peuvent en revanche pas être raccordés.

Dans un second temps, seront reliés la tour La Marseillaise, le Floréal (Euromed Center),



le Castel et le Parc Habité d'Arenc (Nexity), puis les futurs tours H99 et Horizon (Constructa). Avec une obligation légale pour l'exploitant qui bénéficie d'une concession d'occupation de trente-cinq ans: rejeter une eau dont la température ne soit pas inférieure ni supérieure de

5°C à celle qu'il a pompée au départ. La centrale produit actuellement 70 % d'énergie renouvelable (géothermie marine); les 30 % restant étant d'origine électrique (25 %) et gaz (5 %), notamment pour les ajustements de température saisonniers, avec cependant la possibilité

de développer ultérieurement du solaire. Parmi les avantages environnementaux de cette technologie, Engie met en avant une réduction de la consommation électrique de plus de 35 %, une réduction des émissions de CO₂ pouvant aller jusqu'à 70 %, et une réduction de près de 90 % des émissions de fluides frigorigènes (climatisation).

Quant aux clients qu'elle dessert, elle leur permet non seulement d'arbore le label HQE, mais également de bénéficier d'une TVA réduite à 5,5 % sur la fourniture d'eau chaude, de gagner de la place dans leurs locaux techniques; sans doubler une indexation de l'énergie vendue qui fait que si, par exemple, les coûts d'électricité augmentaient de 4 % par an, les tarifs de Thassalia ne progresseraient que de 1,6 %.

Dès lors, pour Laure-Agnès Caradec, présidente d'Euroméditerranée, "Thassalia constitue à la fois une vitrine technologique et l'élément clef d'un modèle de la ville durable méditerranéenne, mais aussi un modèle économique qu'il est possible de reproduire sur d'autres rives parce qu'il constitue une solution à long terme".

D'un coût de 35 millions dont 16 M€ pour la seule unité de production, le projet a été cofinancé par Engie, l'Ademe (3,344 M€), le Feder (1,6 M€), la Région (1 M€), le Département (0,5 M€), la Métropole et la Ville de Marseille (250 000 € chacune).

Philippe GALLINI

Euromed 2 déraile à la gare du Canet

Par Audrey SAVOURNIN et Delphine TANGUY
locale@laprovence-presse.fr

La deuxième phase de l'opération Euroméditerranée entre dans le vif du sujet. De la tour CMA CGM au boulevard du Capitaine-Gèze et du Grand port maritime au village du Canet, c'est un nouveau périmètre de 169 hectares qui vient porter l'ensemble d'Euroméditerranée à 480 ha. Et en fait la plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe. L'îlot Smartseille doit être livré d'ici la fin de l'année, une équipe a été désignée pour l'îlot XXL, le travail est amorcé pour le secteur du marché aux Puces et le pôle d'échange Capitaine-Gèze semble en bonne voie, mais ça coince encore pour le futur parc des Ayalades. Présentée par la présidente d'Euroméditerranée, l'élue LR Laure-Agnès Caradec, comme "la rotule essentielle à la réussite d'Euromed 2", la création de ce vaste espace vert est suspendue à la cession de la gare du Canet, sur laquelle il doit pousser, par la SNCF. Une vente qui tarde et pourrait finir par compromettre l'équilibre de tout le projet. Le vif du sujet, c'est encore, pour les habitants du quartier des Crottes, mais aussi pour les dizaines d'artisans et petits commerçants, cette angoisse, relevée par l'enquête publique menée autour de la Zac Littorale cet été : le tracé du tramway, la création de nouvelles voies de circulation et des programmes immobiliers vont profondément remodeler le paysage. Et donner lieu à des expropriations. "Pourquoi ne pas écrire le futur avec nous?", s'inquiètent les familles.

Le périmètre d'Euromed 2

-  EUROMED 2
-  PARC
-  PÔLE ÉCHANGE CAPITAINES GÈZE
-  ÎLOT XXL
-  FUTUR TRAMWAY
-  EXTENSION DU TRAMWAY
-  MÉTRO BOUGAINVILLE
-  CORNICHE LITTORALE
-  ZAC LITTORALE

GRAPHISME: S. SADELLI

Élément clé, le parc des Ayalades prend l'eau

Non seulement il est censé "faire le lien avec Euromed 1", mais il est "indispensable à la réussite d'Euromed 2", comme l'assume, voire le revendique la présidente d'Euroméditerranée, Laure-Agnès Caradec. Et il est à l'heure actuelle totalement en suspens. Le parc des Ayalades, situé sur l'emprise de l'actuelle gare de fret du Canet (25 ha) qui crée "une fracture entre le Canet et les Crottes", est en effet censé être "la trame verte" de ces quartiers, moyennant 38 millions d'euros. Celle qui va leur permettre "d'évoluer en termes de qualité de vie", celle aussi qui va rendre possible la construction de logements neufs "avec vue parc et mer" à ses abords, à l'image du parc du XXVI^e Centenaire. D'autant qu'en étant conçu comme un "parc inondable" au milieu duquel coulerait à nouveau le ruisseau des Ayalades (qui permettra une régulation hydraulique naturelle en cas de crue), il réduira les zones inondables non constructibles.

Présenté dans le plan guide de 2013 comme un espace vert de 14 ha mêlant pelouses, prairies et bosquets mais aussi équipements sportifs ou jeux, il était alors associé à des établissements scolaires. Il est aujourd'hui question d'une cité scolaire internationale à proximité, avec école, collège et lycée. Pour le reste, c'est flou. Initialement annoncé pour 2017, il n'entre plus dans aucun calendrier officiel et les visuels présentés alors "ne sont plus d'actualité".

C'est que la "libération" de la gare du Canet se fait attendre. La SNCF, qui est propriétaire de ce foncier, se dit toujours décidée à "libérer le site pour le valoriser au juste prix" selon le directeur territorial de SNCF réseau, Jacques



L'actuelle gare de fret du Canet, propriété de la SNCF, est censée être cédée à Euroméditerranée pour que l'aménageur puisse y réaliser le parc des Ayalades, un espace vert de 14 ha. Mais la "libération" du site se fait attendre. / PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

Frossard, qui ne donnera pas de chiffre, "le montant étant en négociation avec Euromed". Mais elle ne se précipite pas non plus pour "déloger" les opérateurs Transagruie, T3M et Naviland Cargo - une de ses filiales - qui y sont implantés dans le cadre de conventions d'occupation temporaire (COT) courant jusqu'à 2019 voire 2024. "Comme ce sont de bons payeurs

et qu'il n'y a pas de déclaration d'utilité publique (DUP), on ne peut pas expulser nos locataires. Avec le projet de Terminal de transport combiné de Mourepiane (TTCM) (1), on espérait qu'ils quitteraient le site d'eux-mêmes, maintenant que ce n'est plus le même projet et que l'on s'oriente plutôt vers de la remise en état de voies et la création de voies longues, ce n'est plus pareil...",

tente de se justifier Jacques Frossard. Mais les opérateurs n'ont jamais fait preuve d'un enthousiasme débordant à l'idée de déménager pour Mourepiane (lire ci-contre), comme l'a souligné le commissaire enquêteur dans son rapport sur le TTCM qui a enterré le projet tel qu'il était imaginé. Et ils ne se bousculent toujours pas pour quitter un site qui leur convient. "On est

obligé de négocier, de leur proposer des solutions et une compensation financière, c'est en cours", assure Jacques Frossard qui se dit "en discussion active" avec Transagruie, basée à l'ouest du site, et "plus dans une phase de sommeil" avec T3M et Naviland qui sont à l'est. "Cela dépendra aussi de la capacité d'investissement d'Euroméditerranée mais on souhaiterait céder la partie ouest dans un premier temps pour envisager une libération progressive du si-

"Une libération progressive de la gare du Canet pour céder la partie ouest."

JACQUES FROSSARD, SNCF RÉSEAU

te", explique ce dernier, même si aucune proposition écrite n'aurait été faite à Transagruie. Une stratégie actée semble-t-il par Laure-Agnès Caradec, qui se contente désormais de "quelques acquis" et d'un "aménagement provisoire du parc de Bougainville" (lire ci-contre)... Mais continue de mettre la pression sur la SNCF et sur l'État à chaque visite ministérielle. "Pour l'heure, les réalisations autour du parc des Ayalades ne sont pas retardées, jure-t-elle, mais il ne faut pas que ça s'enkyte et ce sera de leur responsabilité s'ils font échouer la mutation de ces quartiers."

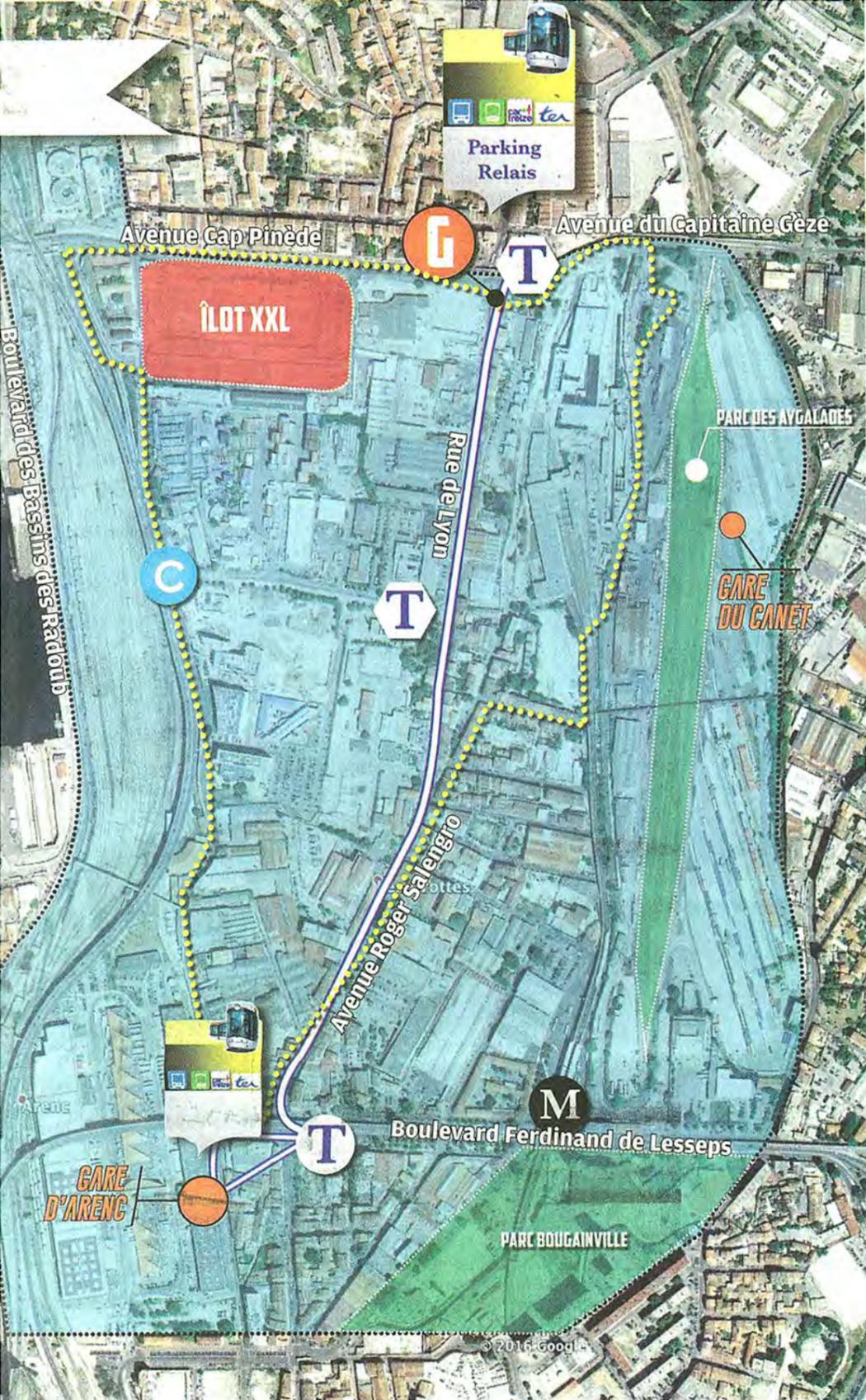
Audrey SAVOURNIN

(1) Le TTCM devait rapprocher d'ici fin 2017 les trafics ferroviaire et maritime de conteneurs en créant une gare de 10 ha sur le port pour remplacer celle du Canet.

Espaces vert, stationnement, pollution : un rapport réservé



La Zac Littorale permettra-t-elle de recoudre le quartier paupérisé des Crottes avec la ville, d'y apaiser la pollution et le bruit ? La commission d'enquête publique reste perplexe. /PHOTO ARCHIVES F.L.



Décidée par un décret ministériel du 22 décembre 2007, l'extension vers le nord d'Euroméditerranée comprend 169 hectares: c'est Euromed 2, dont la première phase opérationnelle, dessinée en 2009 par l'architecte et urbaniste François Leclercq, porte sur 70 hectares et vise une réalisation à l'horizon "2020, environ".

C'est aussi dans ce cadre que s'inscrivent les soixantaine d'hectares de la Zac Littorale, à cheval entre les 2^e, 3^e et 15^e arrondissements, le boulevard Ferdinand-de-Lesseps au sud, la rue Cazemajou et le chemin de la Madrague Ville à l'ouest, l'avenue du Cap-Pinède au nord, le ruisseau des Aygaldes, la gare du Canet, la rue Zoccola et la traverse du Bachas, à l'Est.

Sur ce secteur "d'environnement très dégradé", on compte encore "une majorité d'entreprises" (petits garages, station-service, restaurants ouvriers) et 420 logements; à terme, seuls 270 seraient conservés.

Le projet est de développer ici les transports en commun, d'y installer une Arena, un "modèle exemplaire d'Écocité", de grands espaces verts (parcs des Aygaldes et de Bougainville) et

d'exploiter "la situation de balcon sur mer par la création d'une corniche", à l'image de celle des quartiers Sud. La Zac envisage enfin l'accueil de 6458 logements et 5200 emplois. Mais aussi la rénovation du marché aux Pucés ou le passage du tram. Bref, une vraie révolution pour cet ancien quartier ouvrier très paupérisé, situé à quelques centaines de mètres à peine de la désormais rutilante Joliette.

Trop dense et minéral

Phase décisive, l'enquête portant sur l'utilité publique et le parcellaire (visant à la maîtrise foncière), en vue de la création de la Zac, s'est déroulée du 8 juin au 8 juillet derniers. La commission d'enquête a rendu, le 20 septembre, un avis favorable bien qu'assorti de réserves (voir aussi ci-dessous) que le préfet doit maintenant confirmer par une déclaration d'utilité publique.

À défaut d'accords amiables ("Ils représentent 85% des cas", estime Euroméditerranée), la procédure d'expropriation des occupants, particuliers et professionnels, pourra s'engager dès 2017. Les locataires, nombreux, pourront rejoindre le parc social.

Pour la commission

d'enquête, de "fortes interrogations" demeurent cependant: en matière de pollution et de nuisances sonores, d'abord, puisque l'établissement public ne prévoit "aucune action" sur les infrastructures qui ne sont pas dans son périmètre (A7, A55, Capitaine-Gèze). Trop coûteuse pour les collectivités, la mise en sarcophage de l'A55 a ainsi été renvoyée aux calendes grecques. Or, sans cet équipement, le projet de "mise en valeur de la façade littorale" semble aux enquêteurs "irréalisable".

Autres faiblesses relevées: un nombre insuffisant de places de stationnement, et malgré la promesse de futurs parcs, "réalisés dans des phases ultérieures" (plus de dix ans pour celui des Aygaldes), "la pauvreté du projet en objectif environnemental", pointée également par la Dreal. Comme dans sa phase 1, Euroméditerranée soutient que les espaces verts des copropriétés joueront leur rôle de "poumons verts", mais cela n'a pas convaincu la commission d'enquête. Pour ce "nouveau quartier très dense et minéral", elle recommande donc "une trame de jardins publics".

D.Ta.

"Pas d'alternative au Canet"

Plus le temps passe, plus il semble difficile d'imaginer un départ des opérateurs implantés dans la gare du Canet avant la fin de leurs conventions d'occupation temporaire. Envisagé quand le Terminal de transport combiné de Mourepiane (TTCM) devait leur offrir une alternative, leur déménagement est toujours dans les tiroirs bien que ce projet ait été abandonné par le Grand port maritime de Marseille après l'avis défavorable du commissaire enquêteur fin 2015. Si le Port prévoit "18 mois de travaux de réhabilitation à partir de 2017" dans son enceinte, il n'est plus question d'un terminal combiné, même si la directrice générale du GPM Christine Cabau Woehrel assure que "le projet reste d'actualité". Un projet que ne cautionnent pas, quoi qu'il en soit, les opérateurs du Canet. "Mourepiane,

c'était invraisemblable, c'était du grand n'importe quoi, ça ne pouvait pas fonctionner", tranche ainsi le président de T3M Jean-Claude Brunier, tandis que le propriétaire de Transagru, Régis Hauswirth, estime que "ce n'est pas jouable de transférer toute l'activité sur le port". "Pourquoi pas bouger? Mais que ce soit viable et sérieux", estime Jean-Claude Brunier. Je ne vois pas pourquoi on serait chassés alors qu'on a une infrastructure de grande qualité avec une bonne productivité et qu'il n'y a pas d'alternative." "On est là depuis presque 50 ans, on est propriétaire de bâtiments, une centaine de personnes travaillent pour nous... Si on nous indemnise, qu'on nous propose un outil performant et qu'on ne touche pas à l'emploi, OK", lance Régis Hauswirth.

A.S.

LE TÉMOIGNAGE des habitants

Chez les habitants de la rue de Lyon, l'angoisse monte

Modestes, elles ont un étage, des façades colorées, des jardins où ont poussé potagers et générations d'enfants. Il y a 56 ans, pour les jeunes amoureux désargentés qu'étaient alors Françoise, agent de la Ville, et Jean Mori, ajusteur de précision, "c'était un rêve", ces maisons de la rue de Lyon (15^e).

Aujourd'hui âgés de 83 et 86 ans, et même si le "quartier a beaucoup changé", ils le disent encore, dans leur petite cuisine où le temps semble s'être arrêté: "On ne se voit pas habiter ailleurs." Françoise renchérit: "Je veux finir mes jours ici, pas dans un HLM." Mais leur maison se trouve pile sur le tracé d'un futur mail piéton menant au pôle multimodal du Capitaine-Gèze. Ils l'ont appris, abasourdis, au début de l'été, par le courrier du préfet les prévenant de l'ouverture de l'enquête publique sur la réalisation de la Zac Littorale.

Un cataclysme pour ces retraités. À combien s'élèveront les indemnités d'éviction? Comment trouver ailleurs où se loger? "C'est pas à nos âges que la banque nous aidera à racheter quelque chose", soupire Jean. Ils ne connaissent pas encore l'estimation des Do-

maines, base sur laquelle se dérouleront de futures négociations.

Téléconseiller de 29 ans, Sébastien Gardiman avait lui aussi trouvé aux Crottes un endroit où se construire un futur. "Je n'ai pas le permis, j'ai un petit salaire: avec le marché aux Pucés, le métro, pour moi ici c'était bien", souffle-t-il. En 2011, il achète, grâce à un crédit sur 30 ans, un 70 m² en piètre état, passe un an sur les travaux. "Je voulais quelque chose de beau." Au service de l'urbanisme, nulle trace alors d'un risque d'expropriation. Or, Sébastien l'a appris en juin, cet immeuble, où il vit avec sa mère, aide-ménagère, va bien sauter: "Ils veulent changer le quartier sans les habitants", regrette-t-il, prêt à "se battre" pour ne "pas tout perdre" dans l'affaire.

Au collectif "On se laisse pas faire", Claude Hirsch est sur le qui-vive: "Euroméditerranée dit avoir tiré les leçons de ce qui s'est passé rue de la République, mais c'est mal parti. Les gens restent dans le flou." Même en mairie PS des 15^e et 16^e, l'entourage de Samia Ghali confirme d'avoir "aucun détail" sur l'avancée de la Zac. Pour les éclairer, l'établissement public le concède, il a "besoin de créer la Maison

du projet", près du marché aux Pucés. "Pour reprendre la certification, il fallait avoir quelque chose à montrer", assure Paul Colombani, le directeur adjoint d'Euroméditerranée, qui a missionné quatre personnes sur ce chantier.

Mais un "manque d'information préjudiciable" est bien aussi pointé par la commission d'enquête publique: concertation lointaine (en 2012), défauts d'affichage, plans "trop petits" ou "somméraires" pour permettre de comprendre le projet, etc. "Si l'enquête parcellaire ne concerne que quelques maisons de la rue de Lyon, alerte-t-elle aussi, hormis quelques immeubles, c'est tout le haut de la rue" qui sera bien démolie. Soit le tiers des logements présents, dont le bel immeuble Paoli, côté impair. N'est-ce pas "contraire" aux objectifs de mixité sociale, de maintien de la population en place qui étaient affichés dans le dossier? Euromed rétorque nécessités techniques et de coût. Paul Colombani le répète, "ces démolitions sont bien nécessaires pour désenclaver" les Crottes et une centaine d'expropriations seraient envisagées.

Delphine TANGUY

Un parc de Bougainville "provisoire"

En attendant, Euroméditerranée entend aménager "à titre provisoire" le parc de Bougainville, à l'angle des boulevards de Briançon et Ferdinand-de-Lesseps, à la frange des Docks Libres. Présenté comme la "première étape" du futur parc des Aygaldes, cet espace est pour l'instant séparé de ce dernier par les voies routières et toujours dissocié de celui-ci ne serait-ce que par sa dénomination. Ces premiers travaux (500 000 €) doivent permettre "de l'utiliser pour Marseille Capitale du sport 2017, avant une livraison complète en 2020", explique la présidente d'Euroméditerranée Laure-Agnès Caradec, qui promet que ce phasage n'entraînera pas de surcoût. "Après une consultation de la population, nous avons retenu 5 équipes qui vont travailler à partir des conclusions, puis l'équipe lauréate sera retenue début 2017, pour une livraison en juin prochain", précise-t-elle.

A.S.



Jean et Françoise Mori, 85 et 83 ans, vivent rue de Lyon depuis 56 ans. Françoise est née chemin de la Madrague-Ville: "C'est mon quartier et je veux y mourir!" Sébastien Gardiman, 29 ans, y a acheté son premier appartement il y a cinq ans. Ils sont tous menacés d'expulsion. /PHOTOS D.Ta.

On ne l'avait jamais vue comme ça !

Fin du suspense : voici, en exclusivité, à quoi ressemblera La Plaine en 2020.

La stratégie du choc ? Le projet du maître d'œuvre, les paysagistes de l'agence APS de Valence (Jean-Louis Knidel, Gilles Ottou, Hubert Guichard), appuyés par l'architecte milanaise Paola Vigano, est en tout cas une relecture radicale de la bonne vieille Plaine foutraque que l'on connaît. "C'était le plus ambitieux des quatre projets que nous avons retenus", estime Gérard Chenez, le président de la Soléam, en charge de ce dossier qui, depuis le début, déchaîne les passions. "On aurait pu se contenter d'agrandir deux trottoirs, on a préféré voir grand." Quitte à dépenser 11,5M€... autant faire la révolution, a tranché la Ville. De fait, cette Plaine épurée, dégagée, que *La Provence* vous présente aujourd'hui en exclusivité, ne devrait laisser personne indifférent.

UNE PLACE PIÉTONNE

C'était un élément clef du cahier des charges : 65 places de stationnement minute avaient été considérées comme essentielles à la bonne marche du quartier. Pour le reste... Ciao. En 2020, on ne pourra plus se garer sur la place -ce qui devrait susciter de vives réactions tant des usagers que des commerçants- ni non plus y circuler autour en "anneau". Ceci afin d'y supprimer la circulation de transit. Et les riverains remontant par exemple la rue Ferrari ou le boulevard Chave ne pourront plus non plus gagner la rue Saint-Savournin ou celle de la Bibliothèque : ils seront renvoyés vers Eugène-Pierre. "Oui, il va falloir changer des habitudes", reconnaît la Soléam. Mais revenons sur Jean-Jaurès : seule une nou-



Les paysagistes d'APS ont été retenus pour leur vision : dégagée de ses éléments confus, La Plaine retrouve son gigantisme (2,5 ha) et ses perspectives.

/ PHOTOS APS

velle rue traversera le site en deux, pour une traversée Nord-Sud, de la rue Saint-Michel à, en face, la rue Saint-Savournin. Cet axe d'une voie unique s'articule en "T", reliant aussi la rue des Trois-Mages et la rue Saint-Pierre. Il est aussi flanqué d'une piste cyclable.

Deux longues "ramblas" bordées d'arbres structurent l'espace, côté Poste et côté Bar de la Plaine, au pied des immeu-

bles. Cela représente des espaces piétons inédits et dégagés de 25 à 30 m de large. Entre ces deux promenades, c'est le "tapis central". Arboré, il propose une circulation dégagée pour les piétons, entre des "îles végétales". "Les magnolias sont conservés et leur butte est ceinte de gradins", explique Maryline Van De Voorde, responsable de programme. Entre les arbres, un cheminement est aménagé. Au-delà,

deux vrais espaces de jeux sans grilles (pour les 2-6 ans, puis les 6-12 ans). Mais pas pour les ados, comme des riverains en avaient exprimé la demande.

LE MARCHÉ

Il occupera 60% des 2,5 ha de la place. Les forains disposeront d'espaces de 6m linéaires permettant aussi de garer une camionnette. "À minima, nous avons demandé d'en conserver 170, sur les 300 actuels", précise la Soléam. Les kiosques seront démolis mais remplacés. Une rigoureuse charte encadrera aussi les terrasses. "Ce projet correspond au Marseille que nous voulons voir, celui d'une capitale, qui respecte aussi les caractéristiques d'un quartier", pose le président de la Soléam.

En décembre, son site Internet présentera l'ensemble du projet ; puis une expo sera organisée dans les mairies de secteur. Mais aucune grande réunion publique n'est envisagée : "Ça crie, ça ne sert à rien", estime Gérard Chenez. Après une année 2017 consacrée aux études, les travaux s'engageront en 2018 et dureront deux ans.

Delphine TANGUY

dtanguy@laprovence-presse.fr



Les piétons sont les gagnants du réaménagement : ramblas arborés, tapis central, etc. On ne se gare plus sur la place...

Une tour peut en cacher une autre



Réduction de moitié d'une tour, réaménagement d'une seconde et naissance d'une troisième; la future "skyline" marseillaise connaît des évolutions radicales

Constituée d'un ensemble de tours et d'immeubles de grande hauteur, la future "skyline" marseillaise, que la Ville et l'établissement public Euroméditerranée appellent de leurs vœux depuis plusieurs années, devrait connaître des évolutions notables au cours des mois à venir. Le projet initial a subi, en effet, des modifications importantes qui tiennent compte à la fois de l'évolution de la demande pour ce type de bâtiments et des retours d'expérience de leurs promoteurs.

Ces évolutions devraient se traduire notamment par la disparition (ou plus exactement, la transformation) de l'une des tours initialement prévues, la reconfiguration d'une seconde et, surtout, l'arrivée d'une nouvelle dont la naissance n'était pas (tout à fait) prévue au programme.

Concernant cette dernière, l'annonce en a été faite il y a quelques jours par la présidente de l'établissement public Euroméditerranée, Laure-Agnès Caradec, précisant que "le Plan local d'urbanisme (PLU) autorise la possibilité de construire une tour d'environ 90 m de haut sur le terrain propriété de CMA CGM où se trouve actuellement l'immeuble Mirabeau 1", soulignant toutefois que "rien n'est encore concrétisé".

Selon une autre source, le groupe armatorial auquel on doit déjà le navire amiral de la "skyline" - la fameuse tour signée Zaha Hadid, haute de 145 m - aurait bien prévu d'en

ériger une seconde de 86 m. Projet complexe car, comme pour la tour Hadid, la configuration du terrain impose de nombreuses contraintes techniques.

Cette annonce ne constitue cependant pas une véritable surprise puisque, comme nous l'indiquions dans notre édition du 20 décembre 2014, CMA CGM prévoyait d'investir dans la construction, "sur un terrain détenu en propriété", "à proximité de la tour" où se trouve son siège, d'un "immeuble de bureaux" comportant "une quinzaine d'étages" destinés à abriter "des sièges sociaux et des agences"; immeuble qui, si l'on se base sur le rapport hauteur-nombre d'étages de la tour de Zaha Hadid, aurait culminé à 66 m au-dessus du sol. Mais le groupe de Jacques Saadé, que nous avons contacté, a formellement démenti ces informations, affirmant n'avoir "aucun

projet de construction de nouvelle tour", à Mirabeau 1 ni ailleurs...

Autre annonce retentissante: la transformation de la tour Horizon dont les dimensions vont être fortement revues à la baisse. Et si le président du groupe Constructa, Marc Piétri, confiait en septembre dernier à *La Provence* qu'il trouvait cette tour "un peu trop haute" et qu'elle "mériterait peut-être une percée", la réduction atteint des proportions impressionnantes.

Le bâtiment dessiné par Yves Lion perd, en effet, pas moins de 57 m, passant de 113 à 56 m. Avec toutefois un avantage: celui de s'affranchir de la réglementation très contraignante des IGH (immeubles de grande hauteur).

Comme l'explique Philippe Béga, directeur général adjoint de Constructa Promotion, qui suit ces différents dossiers avec

Afin de mieux coller au marché, la future H99 va se transformer de l'intérieur.

Emmanuel Duchange, son homologue chez Constructa Urban Systems, "le but est de libérer un peu la skyline entre le point haut que constitue la tour CMA CGM et le point bas que représente Euromed Center".

Dans l'opération, la tour perdrait également son nom de baptême initial; ses promoteurs estiment que ce dernier n'est plus représentatif du produit ainsi retouché. Provisoirement redesignée "Tour C" (son nom de code d'origine), le bâtiment se veut, en effet, plus rationnel. "Nous avons retravaillé le projet en y introduisant une

forme de mixité. Nous avons sollicité pour cela des hôteliers et des résidences hôtelières qui pourraient prendre place dans les 10 ou 15 premiers étages, explique Philippe Béga. Il comportera également une soixantaine de logements de très haut standing dans les étages supérieurs, au-dessus du dernier niveau de l'immeuble Le Balthazar."

Ces logements disposeraient dès lors d'une vue imprenable sur la mer.

La construction de ce bâtiment dont la nouvelle configuration a été étudiée afin de lui permettre, dixit Constructa, de "trouver plus facilement son marché", pourrait démarrer dès 2018, après la livraison de la tour *La Marseillaise* (135 m) dessinée par Jean Nouvel, laquelle s'élève actuellement au rythme d'un étage par semaine.

Autre évolution notable: l'important lifting que va subir

la tour H99 afin, elle aussi, de mieux coller aux besoins du marché. Constructa veut "se donner du temps pour que le nouveau quartier du Parc Habité se stabilise et que l'architecte puisse intégrer les retours d'expérience tirés d'autres opérations haut de gamme", à Marseille et ailleurs. "Les services et prestations qu'elle proposera concrétiseront cet affinage, tout en lui conservant son caractère contemporain à tous les niveaux", tient à souligner Philippe Béga.

On sait déjà que les transformations ne concerneront pas la ligne extérieure de cette tour de 99 m dessinée par Jean-Baptiste Piétri, mais uniquement sa configuration interne, notamment l'orientation des logements par rapport aux points cardinaux et la vue qu'ils sont susceptibles d'offrir. Pour le promoteur, "l'idée est de relancer la commercialisation en 2018, en toute quiétude, afin de ne pas effrayer les acquéreurs potentiels par des chantiers toujours en cours autour d'elle".

La construction d'H99 pourrait alors débuter en 2019 ou 2020. Constructa tient d'ailleurs à casser un mythe au sujet de l'inaccessibilité de cette tour en raison du prix au mètre carré de ses appartements.

"On nous dit tout le temps qu'elle sera inabordable, se défend Philippe Béga. Certes, nous sommes sur du haut de gamme, mais on est aussi à Marseille, pas à Monaco. Ce seront donc bien des prix marseillais."

Euroméditerranée ne craint pas de voir son "Horizon" se réduire...

"En aucun cas, le fait de réduire la hauteur de la tour Horizon ou de modifier le contenu de H99 est susceptible de modifier l'équilibre de la Zac ni de remettre en cause son aménagement", insiste Paul Colombani, directeur général-adjoint d'Euroméditerranée, en réponse aux inquiétudes suscitées par les conclusions d'un récent rapport de la Chambre régionale des comptes. Ce document laisse, en effet, entendre que la participation "constructeur" due par le groupe de Marc Piétri (6,9 M€ pour les deux tours, à sa signature en 2008, dont 4 M€ pour la seule Horizon) pourrait être revue très sensible-

ment à la baisse en fonction des retards et des modifications subies par ces programmes. "Cette participation est une taxe liée au nombre de mètre carré, calculée à un moment donné. Or non seulement, son taux a évolué à la hausse en huit ans mais on ne peut pas évaluer le niveau de pertes tant qu'on ne connaît pas les surfaces de plancher que totaliseront les tours à l'issue de leurs modifications. Horizon sera moins haute mais peut-être plus ventruée. Quoi qu'il en soit, la perte ne sera pas de moitié (2 M€), mais probablement inférieure à 1 million, ce qui ne remettra certainement pas en cause l'équilibre financier

d'Euroméditerranée. Et si la nouvelle tour qu'on nous annonce à Mirabeau 1 se concrétise, il n'y aura plus de perte du tout..." Quant aux 14 M€ de recettes non perçues, pointés par la cour, Paul Colombani affirme "qu'il s'agit d'une construction intellectuelle fondée sur un postulat selon lequel les 90 000 m² de terrain auraient dû être acquis en 2001 par Euroméditerranée puis vendus dans leur intégralité, permettant à l'établissement d'encaisser la totalité de la charge foncière. On oublie simplement qu'il y a quinze ans, l'État nous avait demandé de ne pas préempter ce terrain..."

Ph.G.

② L'ÉCONOMIE

- 1 Les 30 patrons qui font bouger l'économie locale**
Capital – Juillet 2016
- 2 Les festivals font aussi des euros**
La Provence – 24.07.2016
- 3 Marseille à fond pour le cinéma**
La Provence – 02.08.2016
- 4 En juillet, le port a battu des records de croissance**
La Provence – 11.08.2016
- 5 Ce qui se cache sous les boues rouges**
Le Point – 03.11.2016
- 6 Le groupe Canavese fête ses 40 ans, tourné vers l'avenir**
La Provence – 10.11.2016
- 7 Une ville câblée avec le monde**
La Provence – 27.11.2016
- 8 Les smartphones Wiko à la conquête du monde**
La Provence – 29.11.2016
- 9 Plaisance digitale : Click & Boat fait la course en tête**
La Provence – 30.11.2016
- 10 Le port de commerce poumon économique**
La Provence – 06.12.2016
- 11 xRapid préfère innover à Aix et Marseille plutôt qu'à Londres**
La Provence – 13.12.2016
- 12 Incassables smartphones**
La Provence – 23.12.2016



Les 30 patrons qui font bouger l'économie locale



CYRIL VIDAL Ses smartphones blindés font un carton

Peu connue du grand public, Crosscall, cette marque française de smartphones outdoor, qui sortira fin 2016 deux nouveaux produits, s'est pourtant imposée comme une référence chez les aficionados de sports extrêmes. Ils apprécient la robustesse et l'autonomie de ses produits. «Que ce soit la boue, l'eau ou les températures extrêmes, ils résistent à tout», s'emballe Cyril Vidal, P-DG de cette société d'une soixantaine de salariés (17 millions de chiffre d'affaires). D'abord vendus chez Decathlon et Au Vieux Campeur, ses smartphones, entre 49 et 399 euros, ont fait leur entrée chez les opérateurs. Un tournant pour l'entreprise aixoise qui, pour accélérer la cadence, vient de déboucher David Eberlé, l'ex-président de Samsung France.

Créateurs de start-up et développeurs de groupes familiaux bousculent les traditions pour inventer l'économie de demain. Portraits.

MICHEL ASSADOURIAN ET LAURENT DAHAN, cofondateurs de Wiko

Pour ces Marseillais pure souche, amis d'enfance, faire rayonner leur région dans le monde entier est une fierté. D'autant que s'imposer sur le marché des smartphones face aux géants du secteur n'était pas gagné. «Le premier mois, on a vendu seulement 110 téléphones», s'amuse un porte-parole. Depuis, la société, fondée en 2011 et qui emploie 180 salariés à Marseille, a fait du chemin. L'année dernière, elle a vendu plus de 8 millions de mobiles, dont 3 millions dans l'Hexagone. Pour s'imposer face aux leaders du marché, elle mise sur des smartphones à petits prix (de 59 à 249 euros) et un budget communication réduit au strict minimum. Et pour séduire son cœur de cible, les 15-25 ans, elle joue la carte du smartphone décalé. Fin 2015, la PME a ainsi lancé un appareil... phosphorescent. Déjà présente dans une quinzaine de pays, elle compte accélérer à l'international en 2016 pour étendre ses ventes à une quarantaine d'Etats.

VINCENT BERGE, 53 ans, président de Think & Go

Cet ex-IBM, également ancien directeur marketing Europe d'Autodesk, a tapé dans l'œil d'Ingenico avec son écran connecté. Le spécialiste des solutions de paiement intégrées vient en effet de racheter en mars la start-up de Meyreuil pour un montant resté top secret. «On se donne les moyens de devenir un leader mondial sur ce marché», commente Vincent Berge, à la tête de la jeune pousse provençale qui affiche 1 million d'euros de chiffre d'affaires. Avec ses écrans sans contact, capables de dialoguer avec des objets

connectés, il veut révolutionner le parcours client dans les centres commerciaux et les lieux publics. «Il suffira bientôt de simplement poser sa carte bancaire sur l'écran pour acheter un billet de train», précise-t-il. 150 écrans de ce type sont déjà testés dans le monde.

GUILLAUME BONELLO, PETER NIEBERT, MATHIEU CARALP ET YASMINE NIEBERT, cofondateurs de Led's Chat

Ces quatre Marseillais ont eu une idée lumineuse : créer des dalles de LED connectées interactives qui se cliquent les unes aux autres comme un jeu de Lego. «On peut ainsi faire ce qu'on veut au niveau de la forme et créer des animations lumineuses variées», explique Guillaume Bonello. L'éclairage des panneaux est piloté à distance par ordinateur. Autre atout de ces dalles lumineuses : leur simplicité. Il suffit de brancher l'une des dalles à l'alimentation électrique pour que toutes les autres fonctionnent. La jeune société, qui vient de signer un contrat avec Vinci Autoroutes pour créer un prototype d'afficheur intelligent pour les réseaux autoroutiers, vise notamment les marchés de la signalétique intelligente, de l'aménagement commercial et de la décoration intérieure.

FREDRIK BRAG, 54 ans, P-DG de Median Technologies

C'est après le décès d'un de ses amis proches d'un cancer mal diagnostiqué que ce Suédois d'origine s'est attelé au développement de son logiciel d'imagerie médicale. Grâce à ce dernier, il est possible d'optimiser l'exploitation des images médicales d'un scanner ou d'une IRM pour diagnostiquer et suivre les patients atteints de cancers. «Cela donne aux oncologues



Les 30 patrons qui font bouger l'économie locale (suite)



JEAN-LAURENT SCHAUB ET NATHANAEL MUNIER Leur thermostat est intelligent et connecté

Si on lui avait dit il y a quelques mois que le rappeur Maître Gims l'aiderait à vendre Ween, son thermostat connecté, Jean-Laurent Schaub aurait cru à une blague. Pourtant, ce diplômé des Arts et Métiers le reconnaît volontiers : l'apparition de son thermostat dans le dernier clip du chanteur a boosté la notoriété de son produit. «La semaine qui a suivi la sortie du clip, on a même eu des commandes du Canada», dit-il. L'appareil avait déjà fait forte impression au CES de Las Vegas, la grand-messe du high-tech. Sa particularité ? Il régule la température en fonction de la présence ou non des utilisateurs chez eux, permettant ainsi jusqu'à 25% d'économies par an. Après une levée de fonds de 2 millions d'euros en janvier, la start-up aixoise accélère. Son produit sera disponible en magasin dès octobre.

PHOTOS : FOTOLIA / PICTARENA, SP

➔ et aux radiologues un moyen d'analyse plus pertinent», explique Fredrik Brag. Fondée en 2002 à Sophia-Antipolis, la société, valorisée à 83 millions d'euros en Bourse, a réalisé 3,9 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2015 contre 1,5 million un an plus tôt.

JULIEN CHAUDEURGE, cofondateur de Babyzen

Faire entrer une poussette dans un coffre de voiture est souvent un casse-tête. Pour faciliter le quotidien des parents, cette société venelloise (22 millions de chiffre d'affaires), implantée près d'Aix-en-Provence, a trouvé la solution miracle : une poussette maniable d'une seule main, qui se plie en un clin d'œil au format d'un bagage cabine et peut même se porter en bandoulière. Une affaire qui roule pour l'Azuréen : ses poussettes se vendent comme des petits pains, en grande majorité (plus de 80%) à l'international. Kim Kardashian, Nathalie Péchalat ou encore Keira Knightley en ont une.

OLIVIER COURTADE, 50 ans, fondateur de Myxyty

Et si, demain, il vous suffisait de parler à votre enceinte pour régler l'heure de votre réveil ou l'éclairage de la pièce ? C'est le pari d'Olivier Courtaud, un technophile passionné de

domotique qui a eu l'idée de créer MyxyPod, une enceinte connectée à 360 degrés contrôlable par la voix et permettant de piloter les objets connectés de sa maison. Dessiné par le designer niçois Ora-ïto, l'appareil se présente sous la forme d'une colonne évolutive. «Pour rajouter une nouvelle fonctionnalité, comme le diffuseur de parfum ou la vidéosurveillance, il suffit d'empiler le module correspondant sur l'enceinte», explique l'Azuréen, qui cherche aujourd'hui un fabricant pour commercialiser le produit. Spécialiste de la maison connectée, la start-up (2,5 millions d'euros de chiffre d'affaires) développe et vend par ailleurs des box pour la maison connectée, compatibles avec plus de 150 types de capteurs.

PATRICK DAHER, président du conseil d'administration de Daher

Les affaires vont bien pour l'équipementier aéronautique marseillais. Le groupe, entré dans le giron familial en 1898, vient de franchir pour la première fois de son histoire le cap du milliard de chiffre d'affaires et signe sa cinquième année consécutive de croissance de ses ventes avec, en prime, un carnet de commandes représentant près

de 3,5 années d'activité. Avec plus de 8 500 collaborateurs, l'avionneur azuréen est l'un des gros pourvoyeurs d'emplois dans la région : il a d'ailleurs récemment annoncé qu'il allait recruter 400 nouveaux collaborateurs en 2016.

JEAN-LUC DIAINVILLE, directeur général d'Aqua Lung France

Lorsqu'il disputera sa qualification pour les JO de Rio, du 26 juin au 3 juillet, le nageur américain Michael Phelps portera un maillot signé Aqua Lung France. Une belle performance pour la petite PME de Carros, fondée en 1947 par Air liquide. «Nous avons signé un partenariat pour concevoir avec lui une gamme de produits pour la natation sous la marque MP», explique Jean-Luc Diainville, à la tête de l'entreprise depuis 2005. En plus de son activité sur le marché de la natation de loisir, l'Azuréen commercialise des équipements de plongée pour le grand public, un secteur où il est leader en France, et pour l'armée. C'est notamment lui qui fournit les équipements de plongée militaire aux forces spéciales ou aux plongeurs démineurs de la marine nationale.

DENIS GASQUET, P-DG d'Onet

Créé il y a plus de 150 ans, ce groupe d'ingénierie et

de services marseillais est aujourd'hui le numéro 1 du marché français de la propreté avec plus de 1,6 milliard de chiffre d'affaires en 2015 et près de 65 000 collaborateurs, répartis dans six pays. Le groupe souhaite d'ailleurs accentuer sa présence à l'international. «Notre objectif est d'y réaliser 20% de notre chiffre d'affaires en 2018», note Denis Gasquet. Le Marseillais opère dans tous les domaines, de la propreté jusqu'au nucléaire. Récemment, il a développé, en partenariat avec le CEA, Maestro, un robot autonome capable de participer au démantèlement d'installations nucléaires et d'éviter ainsi à l'homme de s'approcher des éléments d'usines contaminés.

SÉVERINE GRÉGOIRE, CHLOÉ RAMADE ET NICOLAS OROFINO, cofondateurs de MesDocteurs

Après la revente au groupe Casino de Monshowroom.com, le site de vente de prêt-à-porter qu'elles ont cofondé, Séverine Grégoire et Chloé Ramade, rejointes par un troisième associé, ont décidé de tenter l'aventure dans un domaine complètement différent : l'esanté. Ouvert en septembre, leur site de téléconseil médical, basé près de Cassis, réunit 162 médecins, généralistes et spécialistes, qui répondent en ligne

7 jours sur 7, et en quelques minutes, aux questions des patients. Coût ? 5,90 euros la question avec un généraliste, et 2 euros de plus pour un spécialiste. «Les délais de rendez-vous médicaux s'allongent et les patients sont nombreux à se tourner vers Internet pour trouver des réponses immédiates à leurs questions. Nous leur offrons la possibilité de dialoguer rapidement avec un vrai médecin», explique Séverine Grégoire, qui planche déjà sur une nouvelle fonctionnalité pour son service : le tchat vidéo.

SAÏD HADJIAT, cofondateur de Mood Messenger

Cet ancien producteur de jeux vidéo ne s'attendait pas à un tel succès. Lancée en septembre, son application mobile de SMS a déjà été téléchargée plus de 700 000 fois. «C'est hallucinant, nous faisons partie des 2% d'applications les plus téléchargées au monde», s'enthousiasme Saïd Hadjiat. Pour s'imposer sur le marché, le Marseillais, qui compte parmi ses associés l'ex-directeur technique de Fifa Soccer chez Electronic Arts et l'ancien directeur général de Wiko, a trouvé le filon : un algorithme qui permet de proposer aux utilisateurs un choix d'emojis de manière prédictive lorsqu'ils tapent leurs SMS. Autre particularité : certains emojis intègrent des services lorsqu'on clique dessus dans le SMS, comme

l'emoji taxi qui ouvre immédiatement l'application Uber ou l'emoji parapluie qui donne la météo du lieu où l'on se trouve. Les 15-25 ans adorent.

CLINT HOGESTYN ET IRFAN GHAURI, 37 et 46 ans, cofondateurs de Parkego

Trouver une place de parking libre en ville peut parfois s'avérer une gageure. Pour remédier à ce problème, ces deux Niçois ont eu l'idée en 2015 de développer l'«Airbnb du parking». Les utilisateurs réservent en ligne ou via l'application une place de parking appartenant à un particulier ou à une société. Forts de ce premier succès, les deux compères se sont diversifiés et ont lancé en mars un service de voiturier à petit prix qui connaît un bel essor : «Nous sommes passés de cinq voitures par jour à une centaine en moins de trois mois», raconte Irfan Ghauri. La start-up, qui se lancera bientôt à Marseille et à Lyon, a reçu le soutien de Bpifrance et de la Métropole Nice Côte d'Azur, et emploie une dizaine de salariés.

LILIAN ET PHILIPPE JACQUELINET, fondateurs de Captain Tortue

Fondé en 1993 et soutenu par le fonds d'investissement du groupe LVMH, ce «Tupperware» de la mode, qui se présente comme le leader européen de la vente à domicile

de vêtements, connaît un beau succès. En 2015, la PME aixoise (80 salariés) affichait un chiffre d'affaires de 66 millions d'euros. Pour vendre ses collections de prêt-à-porter pour femmes et enfants, dessinées au siège, la société fait appel à son réseau de 3 500 vendeuses indépendantes, qui organisent, entre copines ou en famille, des «ateliers mode» à domicile (256 en moyenne chaque jour). Une façon originale de faire du shopping, qui a convaincu plus de 600 000 clientes l'année dernière. Cette année, la société devrait encore recruter 250 managers indépendants pour gérer ses équipes de vendeuses.

ÉRIC LÉANDRI, JEAN-MANUEL ROZAN ET PATRICK CONSTANT, cofondateurs de Qwant

Face à la toute-puissance de Google, le moteur de recherche en ligne développé par les ingénieurs niçois de cette start-up lancée en 2011 fait pâle figure avec ses 17,7 millions d'utilisateurs mensuels. Pourtant, il ne manque pas d'atouts par rapport à son cousin américain un peu trop curieux. Ici pas de cookies ni de traceurs publicitaires, le respect de la vie privée des utilisateurs est un principe. Tout comme la neutralité des résultats qui s'affichent à chaque recherche. «Nous offrons aux internautes la liberté de choix

AUDREY LIEUTAUD Elle vend des milliers de Bikini en ligne

Las de la grisaille parisienne, cette diplômée de Skema Business School, autrefois assistante de direction chez Les Néréides, a décidé en 2010 de tout plaquer pour retourner vivre dans le Sud et créer son site d'e-commerce dédié à la vente de maillots de bain. «Je trouvais que l'offre en France manquait parfois d'originalité et je voulais mettre en avant des marques du monde entier», explique Audrey Lieutaud, qui référence aujourd'hui une centaine de marques. Basée à Mougins, la jeune pousse a dépassé les 2 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2015, soit près de 20 000 maillots vendus. Après avoir lancé l'année dernière sa propre marque, Monpetibikini décline aujourd'hui son concept à l'étranger, en Espagne, en Italie, en Allemagne et au Royaume Uni.





Les 30 patrons qui font bouger l'économie locale (suite)

→ dont ils sont privés avec les moteurs de recherche traditionnels», insiste Eric Léandri. Les Niçois y croient plus que jamais et, avec leur équipe de 40 ingénieurs, ils ont convaincu la Banque européenne d'investissement d'injecter 25 millions d'euros en octobre dernier pour poursuivre le développement de ce moteur.

BERNARD MAUREL, P-DG de Martin Maurel

Né de la fusion en 1964 de deux banques marseillaises, la banque Martin Frères et la banque Maurel, cet établissement était l'une des dernières banques régionales familiales dans l'Hexagone à avoir su défier le temps face aux grands groupes bancaires. Dirigée depuis 1973 par Bernard Maurel, elle compte huit implantations en France et emploie près de 500 salariés. Pour se distinguer de ses concurrents, l'établissement a toujours misé sur la proximité avec ses clients. Mais elle vient d'annoncer sa volonté de fusionner avec Rothschild & Co. Le mariage de ces deux dynasties qui se fréquentent depuis toujours propulsera l'ensemble dans le peloton de tête des grandes banques privées françaises.

BEN MENNEM ET MARK SALMAN, cofondateurs de Compositeworks

La PME de La Ciotat ne sait plus où donner de la tête. «Les carnets de commandes sont pleins», précise Rob Papworth, son directeur commercial. En l'espace d'une année, le chiffre d'affaires du numéro 2 mondial de la réparation de yachts de plus de 50 mètres a bondi de 37 à 43 millions d'euros. La société, qui voit défilier les yachts des

plus grands milliardaires de la planète, emploie aujourd'hui 102 salariés et fait appel à quelque 250 sous-traitants pour retaper ces jouets de luxe. Cela va du simple contrôle technique, obligatoire tous les cinq ans, à la réparation de certaines pièces ou simplement la modification de l'intérieur du voilier. «L'an dernier, on nous a par exemple demandé d'installer une piscine de 10 mètres de large.»

DAMIEN NEYRET, 46 ans, fondateur de Mailinblack

Contre les spams qui envahissent nos boîtes mails au travail, ce Marseillais a créé en 2006 un logiciel infaillible, qui trie automatiquement les courriels des salariés. Un service très apprécié des entreprises qu'il a complété en 2011 avec Letsignit, une plate-forme de gestion des signatures mail. «Les signatures de mails sont un canal de communication interne et externe formidable. On peut y faire la promotion d'un événement, le service RH peut avoir une signature assurant la promotion des offres d'emploi, etc.», note Damien Neyret. Au total, ses solutions, vendues sous forme d'abonnement annuel, équivalent plus de 6 000 entreprises, de la TPE aux grands groupes comme Sephora, Pernod Ricard ou encore Suez.

DENIS PHILIPON, fondateur de Voyage Privé

Après dix ans dans l'agroalimentaire chez Mars et PepsiCo, et quatre ans à la tête du voyageur Lastminute.com en France, cet Aixois a l'idée, en 2004, de lancer avec quatre amis sa propre agence de voyages en ligne sur un principe original : la vente privée éphémère de séjours haut de gamme. «Nous ne sélectionnons que des hôtels ayant au moins cinq étoiles», précise Denis Philipon. Chaque semaine, une dizaine de nouveaux séjours sont proposés à la vente pendant quatre à six jours. La PME, qui compte 450 salariés dans 8 pays, affiche une crois-



CÉDRIC MESSINA Son application coache les entraîneurs

Planification des matchs, suivi des performances des joueurs, envoi de convocations... Grâce à sa plate-forme, les entraîneurs de foot peuvent désormais gérer leurs équipes en quelques clics. «C'est hypersimple et les entraîneurs ne risquent plus désormais de perdre leurs notes», souligne Cédric Messina. Initialement destinée aux clubs amateurs, l'application (à partir de 7,90 euros par mois), aujourd'hui utilisée par plus de 9 000 entraîneurs à travers le monde, a rapidement fait un carton. La start-up, qui affiche 500 000 euros de chiffre d'affaires en 2015, se concentre maintenant sur la commercialisation de sa solution auprès des clubs professionnels et sa déclinaison vers d'autres sports comme le rugby et le basket.

PHOTOS: FOLIA / PICTARENA, SP

sance de plus de 20% en 2015 pour un chiffre d'affaires de près de 550 millions d'euros. «Et on compte bien atteindre bientôt le milliard», précise son fondateur, qui vient de lancer son site.

KEVIN POLIZZI, 35 ans, président fondateur de Jaguar Network

L'ambiance a beau être morose, la société de ce Marseillais, elle, ne connaît pas la crise. Au contraire! «On est en plein recrutement», explique Kevin Polizzi, qui compte déjà une centaine de salariés. Il faut dire que l'opérateur azuréen (30 millions de chiffre d'affaires en 2015), spécialisé dans l'hébergement de données dans le cloud et la fourniture d'accès à la fibre optique pour les entreprises, déborde de projets : la construction d'ici 2017 d'un bâtiment de 5 000 mètres carrés pour la R & D, le déploiement de ses offres à l'international, des chantiers de recherche sur la smart city et l'e-santé, et la sortie

de son tout premier produit, à destination des collectivités. L'année va être chargée.

CÉDRIC PROSPER, 39 ans, fondateur d'Easyparapharmacie

Depuis son lancement en 2007, sa parapharmacie en ligne affiche une santé de fer. «Au bout de six mois d'existence, nous enregistrons déjà plus d'une centaine de commandes par jour», se souvient Cédric Prosper, son fondateur. Aujourd'hui, le site Internet en traite quotidiennement près de dix fois plus. Parmi ses quelque 15 000 références, provenant de 400 marques et laboratoires : des soins du corps, des produits minceur ou encore des compléments alimentaires. En 2015, l'entreprise a ainsi réalisé un chiffre d'affaires de 14,3 millions d'euros, en croissance de 30%, et se tourne désormais vers l'international avec le déploiement de son site en Grande-Bretagne à la fin de l'année dernière. Un peu à l'étroit dans ses locaux



Les 30 patrons qui font bouger l'économie locale (suite)

→ de Cagnes-sur-Mer, la société azuréenne, qui compte une trentaine de salariés, déménagera bientôt ses bureaux à Nice.

OLIVIER RIGAUD, 52 ans, directeur général de Naturex

Ils sont dans les boissons, les soupes, les bonbons, les compléments alimentaires et même les cosmétiques. Les ingrédients 100% naturels de cette entreprise avignonnaise, utilisés comme colorants ou conservateurs, sont partout. En l'espace d'un quart de siècle, le groupe vaclusien (1 800 salariés), qui affichait presque 400 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2015, en croissance de 21,5%, est devenu le leader mondial des ingrédients naturels d'origine végétale. Pour garder son avance, la société, qui réalise 95% de ses ventes à l'international, table sur l'innovation. «Nos agronomes parcourent, tout au long de l'année, les forêts du globe pour trouver de nouvelles plantes qui auraient des actifs intéressants», précise Olivier Rigaud, à la tête de l'entreprise depuis deux ans. Dans leurs besaces récemment : le Quillaja, d'où est extrait un agent moussant utilisé dans les boissons, ou encore la spiruline, qui sert de colorant bleu pour les bonbons.

JEAN RIONDEL, fondateur de Mini Green Power

Ecolo et rentable. L'idée de cette start-up hyéroise, protégée par plusieurs brevets internationaux, est simple : produire de l'électricité et de la chaleur à partir des déchets végétaux comme les branchages issus de l'élagage des parcs et jardins. «Au lieu de payer une société pour se débarrasser de ces déchets, on propose aux

collectivités un moyen de les rentabiliser qui se trouve en plus être écologique», assure cet expert en turbines à gaz. Sa minicentrale de gazéification de la biomasse peut générer jusqu'à 400 000 euros de revenus annuels pour une ville. «Elle est rentabilisée en trois à quatre ans», insiste son inventeur, qui a levé plus de 1 million et demi d'euros pour lancer son projet.

JACQUES SAADÉ, 79 ans, fondateur et P-DG de CMA CGM

Depuis ses débuts en 1978 dans le port de Marseille, le clan Saadé a fait du chemin. Aujourd'hui, sa compagnie, qui se présente comme le premier employeur privé de Marseille, est devenue le troisième groupe mondial de transport maritime de conteneurs avec plus de 15 milliards d'euros de chiffre d'affaires, une flotte de 471 navires et plus de 13 millions de conteneurs transportés par an. Le fondateur a déjà promu son fils Rodolphe à la barre et c'est lui qui a piloté l'acquisition, pour 2,2 milliards, du singapourien Neptune Orient Lines, qui vient d'être bouclée. Fin avril, le mastodonte, qui ne néglige pas l'innovation, a lancé une nouvelle génération de conteneurs permettant le transport de homards vivants dans leur eau d'origine, leur garantissant ainsi une meilleure fraîcheur. Un concept qu'il espère rapidement étendre à d'autres produits de la mer.

JEAN-MARC TOUBIANA, 58 ans, président de Terradona

En France, seuls 30% des emballages sont triés dans les grandes villes. C'est fort de ce constat que Jean-Marc Toubiana et ses associés ont mis au point une solution connectée pour les conteneurs urbains afin d'encourager les usagers à recycler leurs déchets. Le principe ? «On se connecte devant le conteneur grâce à une carte ou son smartphone, on jette ses emballages, et on récupère pour chacun d'eux des points qui permettent d'accéder à des réductions ou à des offres dans

les commerces à proximité», explique-t-il. Exemples : un Big Mac offert chez McDonald's pour 10 points ou encore une place de cinéma pour 50 points. Testé avec succès à Marseille, le système devrait être commercialisé en fin d'année. La start-up espère d'ores et déjà en vendre au moins 3 500 en 2017.

MADYAN ET YACIN DE WELLE, 30 ans, cofondateurs d'Optimum Tracker

Passionnés de mécanique depuis tout petits, ces fils d'agriculteurs de la plaine de la Crau, tous deux diplômés des Arts et Métiers, ont imaginé à seulement 23 ans une solution efficace pour optimiser la

production d'énergie photovoltaïque. Grâce à leur tracker connecté, il est ainsi possible de mesurer en temps réel l'ensoleillement et de faire pivoter les panneaux en conséquence pour qu'ils s'adaptent en permanence à l'environnement. «Avec cette solution, les centrales photovoltaïques peuvent gagner jusqu'à 30% de productivité», souligne Madyan De Welle. Commercialisé depuis fin 2013, après quatre ans de R & D et 12 brevets, leur capteur cartonne. En 2015, la société, installée à Meyreuil, a engrangé 7,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 60% en France. ☉

ZELIHA CHAFFIN



BRUNO DAVOINE En modernisant l'interphone, il crée le smart-interphone

Avec leur interphone connecté multifonction, ces Azuréens donnent un coup de jeune à cet appareil du quotidien. «Nous voulions dépoussiérer cet objet de tous les jours, qui n'avait pas beaucoup évolué depuis vingt ans, en lui intégrant une multitude d'usages grâce aux nouvelles technologies», raconte Bruno Davoine, l'un des cofondateurs de Fenotek. Baptisé Hi), cet interphone (399 euros) permet entre autres d'être alerté dès qu'on sonne à la porte et de répondre de n'importe où dans le monde grâce à son téléphone portable ou à sa tablette, de détecter les mouvements et de suivre par vidéosurveillance ce qui se passe à son domicile, voire même d'ouvrir la porte à distance. Pratique pour les seniors qui ont du mal à se déplacer ou les particuliers qui louent leur maison sur Airbnb. Installée à Meyreuil, la jeune pousse, lancée il y a moins d'un an et demi, prépare une belle levée de fonds pour la fin de l'été.

PHOTOS: FOTOLIA / PICTARENA, DANIEL PELCAT / SP

Les festivals font aussi des euros

Il y a une vie après l'Euro de football! La culture est un autre atout pour booster l'économie marseillaise

Avignon, un après-midi de juillet. Entre un guitariste de flamenco, un gars charmant déguisé en loutre (?) par 34 degrés, et quinze sollicitations pour aller se marquer devant "un spectacle absolument décapant", pas de doute, le festival de théâtre bat son plein et redessine les contours, l'ambiance de toute une ville. Au même moment, le Festival international de cinéma de Marseille (Fid) se referme dans la cité phocéenne, comme le Festival de Marseille (danse, arts) alors que, dans un bel enchaînement, démarrait cette semaine dans la ville et demain à Longchamp "Jazz des cinq continents". Pour autant, nulle trace en ville de cette frénésie festivalière: riche mais éparse, l'offre culturelle estivale ne transforme pas la ville. Après un Euro de football qui a dopé la fréquentation de ses hôtels et estaminets, elle lui insuffle cependant un regain d'activité économique. Jugez plutôt.

UN ANCRAGE LOCAL

L'une des particularités des trois festivals juilletistes est d'attirer principalement un public... local. Les Marseillais, et plus largement les habitants des Bouches-du-Rhône remplissent salles et gradins du Festival de Marseille, du Fid comme de Jazz des cinq continents. "Avignon est une énorme locomotive, qui fait de la ville une destination touristique. Ici on n'est pas sur ce modèle", souligne Francis Cossu, à la communication du premier. Régis



Intermittents, restaurateurs, traiteurs, hôteliers, chauffeurs: les festivals créent de l'emploi.

/ PHOTO NICOLAS VALLAURI

Guerbois, président fondateur du festival de jazz, estime lui aussi que "70%" de ses spectateurs sont des Marseillais. Même si "depuis quelques années, on voit progresser la clientèle étrangère, s'étonnerait-il presque. Des Anglais, des Belges, et même des Canadiens seront là pour cette édition!"

DE L'EMPLOI DIRECT

Une quarantaine d'intermittents, "principale-

ment des techniciens", ont été recrutés par le Festival de Marseille, qui a vu également son équipe "dans les bureaux, passer de 7 à 20 personnes". Au Fid, ce sont 37 contrats (technique, accueil) qui ont été signés pour l'occasion et "une bonne cinquantaine" de techniciens pour Jazz des cinq continents en plus de 12 personnes à l'accueil et d'un noyau de six permanents. "La sécurité a cette année représenté un poste de

dépense important, constate Régis Guerbois. Il a augmenté de 50%." Le Festival de Marseille le souligne bien, "la masse salariale reste un poste majeur" de dépenses. L'utilisation de voitures avec chauffeurs, de réservations massives de taxis ou de bus touristique pèsent elles aussi leur petit poids.

DES INVITÉS BIEN LOGÉS

Pour l'hôtellerie, les festivals restent une manne intéressante,

quand bien même nos festivaliers, on l'a déjà dit, rentrent souvent dormir... chez eux après le spectacle. 400 nuitées ont été réservées par Jazz des cinq continents (2 millions d'euros de budget), "surtout dans les hôtels du groupe Accor". Quelques rares stars, telles Seal, étant logées plus luxueusement à l'Intercontinental. Au Fid (900 000 € de budget), on a retenu 120 chambres d'hôtel (Beau-

vau, Mercure, Hermès) mais aussi des chambres d'hôtes telle l'atypique Pension Edelweiss ou les Amis du foyer, "pour nos étudiants" en résidence. Le Festival de Marseille (1,6 million de budget) a réservé 600 nuitées, "principalement dans des chaînes. On préfère mettre nos moyens dans une politique tarifaire ouverte au plus large public".

LES RESTOS SAVOURENT

À chacun son style. Au Fid, on a beaucoup travaillé avec le restaurant du musée Regards de Provence, mais aussi avec le Café des épices ou la Cantinetta. Et c'est le délicieux Nour d'Égypte qui a réalisé nombre de plats lors des cocktails. Le festival de jazz a surtout géré en interne, avec un Allaudien, Jean-David Traiteur, qui assurera "environ 180 couverts chaque soir", mais aussi des cocktails. "On n'a pas de demandes extravagantes des artistes, note, amusé, Régis Guerbois. Parfois, on nous envoie trouver certains vins français, des fruits exotiques, ou alors on a des invités végétariens ou végétaliens. Mais rien de fou!" Le Festival de Marseille a, comme d'habitude, fait tourner le Mas ou O'Stop - "les rares établissements servant après 1h du matin" - et a fait travailler le catering avec Les Grandes tables de la Friche, mais aussi le resto "de ce mec génial", au théâtre de la Minoterie, QG de l'événement cette année.

Delphine TANGUY
dtanguy@laprovence-presse.fr

Combien ça rapporte... vraiment?

"On ne dispose pas d'une étude permettant par exemple de savoir ce que rapporte un euro d'argent public investi dans les festivals", reconnaît-on à la Chambre de commerce et d'industrie. À Bouches-du-Rhône Tourisme, néanmoins, on sait qu'avec près de 680 000 participants, les principaux festivals du département enregistrent une hausse de leur fréquentation de 14% par rapport à 2012 ou que les musées ont été visités par 2,5 millions de personnes en 2014: une sévère baisse de 19% par rapport à l'embellie 2013, mais une hausse de... 190% par rapport à 2012! Celle-ci s'explique "en grande partie par l'ouverture du Mucem, de la Villa Méditerranée ou du Frac, ainsi qu'à la réouverture d'établissements déjà existants".

De même la clientèle touristique en "séjour culturel", c'est-à-dire ayant visité musées et/ou monuments ou ayant assisté à un spectacle est évaluée à près de 900 000 personnes, générant près de 5 millions de nuitées. On sait que ceux-ci dépensent 68 € par personne et par jour, ce qui porte la consommation touristique liée à la culture à 340 millions d'euros dans le département. On sait encore que 83% de cette clientèle est française, venant essentiellement de Paca, de Rhône-Alpes et d'Île-de-France. Enfin, 54,7% de ces séjours culturels sont réalisés par des touristes qui viennent sans enfant, soit en famille/amis, soit en couple, ou seuls. Cette part est supérieure à celle de l'ensemble des clientèles (52,4%).

LE COMMENTAIRE d'Anne-Marie d'Estienne d'Orves, élue à l'action culturelle

"Marseille est devenue une vraie capitale culturelle"

Quel est l'impact économique des festivals d'été pour la municipalité?

Chiffrer les retombées économiques reste encore compliqué car tous les festivals ne sont pas encore terminés. Cependant, on peut vraiment dire qu'il y a eu une dynamique au niveau de l'industrie touristique. Des milliers de touristes ont été présents et une grande partie des intermittents de la ville a pu travailler. Tous ces événements font vivre la ville cet été et c'est ce qu'il faut retenir.

À l'instar d'Aix-en-Provence, Marseille n'aurait-elle pas besoin d'un grand événement fédérateur pour booster la venue du public étranger?

Les publics cibles sont plus nombreux à Marseille. C'est pour cela que l'offre est peut-être plus diversifiée. Aix-en-Provence n'est pas une ville très grande et à l'exception de son festival international d'art lyrique, il n'y a rien d'autre. C'est la même chose en Avignon. Marseille possède une plus grande diversité de population et donc une multitude d'événements. Il en faut pour tout le monde et il n'est pas possible de rallier à chaque fois autant de personnes qu'au festival Jazz des cinq continents par exemple avec 35 000 spectateurs à chaque fois.

Marseille capitale européenne de la culture en 2013 a-t-il changé la donne pour la place de la culture dans le projet de la ville?

Il y a aujourd'hui un vrai dynamisme. Que ce soit au niveau des associations, des structures



Pour l'élue déléguée à l'action culturelle, les festivals "font vivre la ville".

/ PHOTO C.S.

d'accueil et les différents arts représentés. On peut même dire que la ville, et ses habitants, se sont décomplexés sur ce sujet. Marseille est devenue une vraie capitale culturelle.

Quel rôle la mairie veut-elle donner à la culture aujourd'hui?

La culture est primordiale pour la ville et en particulier pour la jeunesse. C'est une priorité et c'est pour cela que nos projets de lecture publique par exemple prennent tout leur sens. La culture, plus que jamais, permet de recréer le lien entre les populations.

Propos recueillis par M.B.

Marseille à fond pour le cinéma

Afin d'aider au financement de films d'auteur, des Marseillais ont créé un fond de dotation, quasi inédit en France

De jeunes actrices ultra-glamour (Natalie Portman, Lily-Rose Depp), un scénariste courtisé (Robin Campillo, *Les Revenants*, *L'emploi du temps*), une réalisatrice sensible (Rebecca Zlotowski, *Grand Central*, *Belle Épine*), compagne à la ville de Jacques Audiard... A priori, *Planetarium*, présenté au dernier Festival de Cannes, ne semblait pas un film particulièrement difficile à financer.

Pourtant, comme tant d'autres, ce long métrage dont la sortie est prévue pour novembre 2016 en France, a dû aller chercher son budget partout. Et même... à Marseille. Bien qu'il n'y a pas été tourné, il a pu bénéficier de l'appui financier, modeste mais déterminé, de Helios Film fund, un tout nouveau fonds de dotation créé par des Marseillais: Chantal Fischer, ancienne responsable du service ci-

Un seul autre outil de ce type existe en France, en Bretagne.

néma du Conseil régional, Fabrice Gomont, venu de Panavision (location de matériel de prise de vues) et Cyril Zimmerman. Installé à San Francisco, ce dernier dirige la société HiMedia, spécialisée dans le développement de la publicité en ligne. C'est lui qui a apporté la mise de départ nécessaire à la création du fond.

L'idée de cet outil quasiment inédit en France (un seul autre, le Breizh Film Fund, existe en Bretagne) est d'accompagner la création, la production et la diffusion de films courts ou longs, de documentaires "d'auteur, exigeants", précise Chantal Fischer. Incontournable depuis dix ans dans le monde du cinéma en Paca, mais aussi en Ile-de-France,



Deux des plus beaux visages du cinéma: Natalie Portman et Lily-Rose Depp, dont le prochain film a été soutenu par des Marseillais! / PHOTO DR

60%
de défiscalisation
pour les entreprises.

où elle a tissé son réseau, cette fine observatrice anticipe ainsi trois écueils: "Depuis des années, je vois la baisse des crédits publics consacrés au cinéma, mais aussi la désaffection de Canal +, historique financeur du secteur", appuie-t-elle. Et également cette spécificité française: "Le CNC impose qu'un film financé avec 50% d'argent public, trouve les 50% restant dans le privé. Or, pour les petits films, cela reste un parcours du combattant."

C'est justement de lever ces subsides privés que propose Helios Film fund. Entreprises, particuliers amoureux du 7^e art, toutes les sommes investies "bénéficient d'une défiscalisation" (60% pour les sociétés, 66% pour les particuliers). Examinés en comité de lecture, les projets de films sont ensuite proposés à ces potentiels mécènes, "selon la manière dont ils peuvent résonner" avec leurs goûts ou identité d'entreprise.

Au-delà du coup de pouce fiscal, ce sera pour les donateurs pros une occasion de travailler leur image: nom au générique, invitations sur les tournages, rencontres avec les acteurs sont quelques-unes des contreparties glamour qui leur sont encore proposées. Installé dans les locaux de l'Ina, à la Belle-de-Mai (3^e), Helios, créé en février, est cet été en phase d'amorçage. Pour grandir, "nous allons taper aux portes", sourit, déterminée, Chantal Fischer, sa directrice générale.

Delphine TANGUY
dtanguy@laprovence-presse.fr

AUX BAUX-DE-PROVENCE

Reno et Fabian, deux acteurs pour en attirer d'autres

Pour leur amour de la région, ils ont souhaité appuyer le projet. Jean Reno et Françoise Fabian sont les parrains et marraine du tout nouveau Bureau d'accueil des tournages des Baux-de-Provence. "Les avoir à nos côtés, c'est très important. Ils nous apportent leur renommée mais surtout leur savoir-faire", se réjouit Anne Poniatowski, élue en charge du tourisme et de la communication aux Baux. Le but du bureau: faciliter le travail des producteurs et promouvoir la région auprès du monde de l'audiovisuel. "Nous allons référencer les différents décors potentiels dans les Alpilles, explique Nathalie Favre, chargée de l'animation du bureau. Nous avons fait de la promotion notamment au festival de Cannes, à Paris ou encore au festival d'Angoulême. Ce bureau permettra en outre de créer un réseau de techniciens et de prestataires pour faire travailler les acteurs locaux".

"Une opportunité économique formidable"

Et qui de mieux pour se faire ambassadeurs du projet bausenc? Françoise Fabian et Jean Reno sont tous les deux tombés amoureux de la région. Ils s'y sont respectivement installés en 1991 et 1997. "C'est une formidable idée pour la région", s'enthousiasme Françoise Fabian, elle qui a découvert les Baux à l'âge de 19 ans à mobylette. Le maire de la commune, Michel Fenard, s'est montré ravi de l'aboutissement de ce projet.



Jean Reno et Françoise Fabian sont les parrains du tout nouveau Bureau d'accueil des tournages des Baux-de-Provence. / CYRIL HIÉLY

"Il y a longtemps que nous voulions un bureau pour les Alpilles. Même si chaque commune doit délivrer des autorisations pour les tournages, nous ne nous limitons pas aux Baux. On serait imbéciles de faire ça. Il y a une beauté évidente dans toute la région", explique-t-il.

Pour les acteurs de ce projet, la création de ce bureau dans l'organisation et la promotion de la région était une nécessité. "Dans le pays d'Arles et les Alpilles, il y a souvent des tournages, rappelle Laurent Ferrat, conseiller municipal délégué à la culture. Là, on va pouvoir canaliser, organiser. Ça aura également un grand impact économique". Les tournages ont souvent un aspect rebutant pour les communes, de par l'occupation de l'espace public. Pourtant, l'accueil de ces structures est

une opportunité de développement économique dans le domaine privé. Logement, restauration, figuration mais aussi renommée, l'apport d'un tournage pour un lieu ou une région est primordial comme le confirme Jean Reno: "Les euros investis reviennent à la région. On peut accueillir le cinéma ou bien des films publicitaires. Tout cela crée des emplois, c'est une opportunité économique formidable. On ne se rend pas assez compte de la vitrine que représente un film. Tout le monde va voir la gendarmerie de Saint-Tropez grâce aux films!" Ce projet, il le porte dans son cœur, désireux de faire bouger les choses pour un lieu qu'il affectionne particulièrement. "Il est difficile de ne pas aimer la région. Ce serait un rêve de tourner aux Baux".

Brice GERMAIN

LE CONTEXTE

D'Aix à La Ciotat, la région reste une terre fertile pour le 7^e art

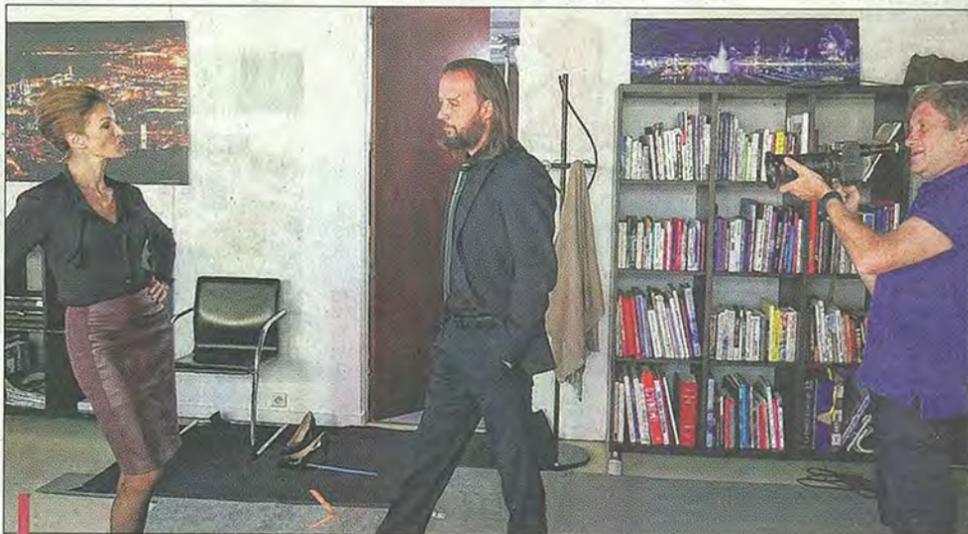
La série *Contact* à Aix, les prochains films de Laurent Cantet et Abdellatif Kechiche à La Ciotat... L'été est très cinéma dans la région. A Marseille, désormais deuxième ville de tournage en France, on a aussi mis en boîte les images de la série *La Stagiaire* ou la saison 5 de *Caïn*. Des longs comme *Corniche Kennedy*, de Dominique Cabrera, et le formidable *Chouf*, de Karim Dridi, seront sur les écrans à l'automne. Enfin, les prochains mois devraient voir réaliser la nouvelle série écrite par Dan Franck (autour de l'histoire du résistant américain à Marseille, *Varian Fry*), et "peut-être le prochain *Alexandre Arcady*", souffle en confidence Serena Zouagui, élue LR au cinéma.

En 2015, Marseille avait ainsi accueilli le tournage de 17 longs métrages, de quinze séries, des pubs, "ce qui représente 1663 journées". Oubliées les critiques acides sur la très attendue *Marseille* de Netflix: la Ville voit surtout que le cinéma lui aura rapporté l'an passé quelque "30 M€ de retombées économiques. Et je pense que cette année, on est partis

pour faire mieux", jubile l'adjointe. Portées par le service de la Mission cinéma, les ambitions municipales en la matière se concentrent sur "le meilleur accueil possible" des équipes, qu'il s'agit déjà d'aller vamped dans les festivals en leur vantant "la luminosité, les sites emblématiques" de la cité phocéenne. Autre atout, ici, la location de l'espace public est gratuite.

La Région Paca de son côté a soutenu financièrement l'an passé dix longs métrages, une trentaine de documentaires, dix courts et le même nombre de téléfilms, pour un budget de quelque 3,5 M€ quand l'Ile de France distribue chaque année 17 M€, Rhône Alpes 7 à 8 et même... Poitou Charente, une demi-douzaine! "Nous avons la 5^e place en la matière", souligne Chantal Fischer, qui a longtemps dirigé son service cinéma. De très belles réalisations ont été accompagnées ainsi, comme le magnifique *Fatima*, César du meilleur film 2016, ou *De rouille et d'os*, de Jacques Audiard.

D.Ta.



Le tournage événement de la série de Netflix, "Marseille". Éteinte à sa sortie, elle aura toutefois une saison 2. / PHOTO T.G.

En juillet, le port a battu des records de croissance

Il a aussi fait son entrée dans le top 20 européens pour le trafic conteneurisé

Le chemin est encore long à parcourir pour rejoindre les tout premiers ports européens en matière de trafic de marchandises conteneurisées, mais le constat est bien là : le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) progresse. Au terme d'un mois de juillet marqué par "des résultats exceptionnellement positifs" puisque la progression du trafic global a été de 19% (soit 7,8 millions de tonnes de fret), qui plus est enregistrée dans un contexte international morose, tous les voyants sont donc au vert. Et le GPMM a du coup effacé les conséquences des mouvements de contestation d'avant les vacances liées à la loi travail. Un communiqué de l'établissement portuaire éta-



Le trafic conteneurisé, en progression depuis le début de l'année, a accentué la tendance durant le mois de juillet. Confirmant ainsi l'attractivité du GPMM

/ PHOTO J.L.C.

Après 7 mois d'activité, 46,93 millions de tonnes ont été traitées par le GPMM

blissant la comparaison avec le mois de juillet 2015, explique d'ailleurs qu'en ce qui concerne les conteneurs, la progression a atteint 12%.

Fin juillet donc, le trafic portuaire global s'élève à 46,93 millions de tonnes. La progression de 1% enregistrée, au terme du premier semestre se trouve confortée tout comme celle du trafic conteneurisé qui de 3% à la fin juin, atteint 4% fin juillet. Une accélération à laquelle les terminaux de Fos ont largement contribué, particulièrement le terminal de Méditerranée opéré par Seayard qui en juillet a battu un record d'activité. C'est dans ce contexte que le GPMM fait état de son avancée au classe-

ment mondial des ports millionnaires en conteneurs. En 2015, il a en effet gagné trois places, passant du 111^e au 108^e rang. Une progression également perceptible au niveau européen, puis-

que Marseille-Fos gagne une place, passant du 20^e au 19^e rang. Son classement reste en revanche inchangé au niveau du trafic global, Marseille conservant sa 6^e place européenne après Rot-

terdam, Anvers, Hambourg, Amsterdam et le port méditerranéen d'Algésiras. Une place que Marseille-Fos convoite d'ailleurs, avec d'autant plus d'ardeur que la progression enregistrée ne l'est pas par tous.

Le GPMM se réjouit également de la croissance du trafic des hydrocarbures (+ 28%), laquelle avait été particulièrement affectée par les mouvements sociaux de juin. Les autres trafics, vracs solides en tête (+ 17%), progressent aussi.

Bref, "après un printemps perturbé, le troisième trimestre démarre sous de bons auspices", apprécie la direction du GPMM.

Jean-Luc CROZEL

jlcrozel@laprovence-presse.fr

Le trafic passagers a progressé de 13%

Le retard pris par le trafic passagers en début d'année, s'est amenuisé tout au long du premier semestre. Cela grâce à une stabilisation de la destination Corse, à une belle progression des embarquements sur l'Algérie, puis une montée en puissance de l'activité croisière, davantage concentrée sur l'été pour cette saison. En progression de 31% sur le seul mois de juillet, la croisière joue, comme les années précédentes, un rôle moteur qui explique la hausse de 13% du trafic passagers sur ce mois. La tendance est appelée à se poursuivre durant ce mois d'août.

J.-L.C.

ESCALE

À bord du paquebot "The World", les résidents ont le monde à leurs pieds

C'est un concept de croisières dont il n'existe aucun équivalent dans le monde. Et d'ailleurs, peut-on encore parler de croisière ? D'autant que *The World* qui effectue actuellement une escale prolongée à Marseille, au quai du Mucem, n'est pas à proprement parler un paquebot mais plutôt un navire résidentiel dont la particularité est d'accueillir des occupants à l'année. Très exactement 142 familles de 19 nationalités différentes qui n'ont pas hésité à déboursier de petites fortunes pour se rendre propriétaires des 165 "cabines" -des appartements de 100 à 300 m²- dont les prix varient (selon les sources) d'un demi million à six millions d'euros. Les logements les plus chers étant bien sûr les suites comportant chacune une cuisine entièrement équipée, trois chambres, un grand salon et une terrasse privative, avec la possibilité d'y adjoindre une piscine, sans compter la suite de six chambres pouvant accueillir 12 personnes simultanément... En moyenne, 150 à 200 résidents, en majorité nord-américains, sont majorités en permanence sur le bateau pour des séjours d'une durée de 3 à 4 mois, servis par un équipage de 280 personnes.

Après en avoir décidé deux à trois ans à l'avance, en accord avec leur commandant, les heureux passagers de *The World*



Paquebot de taille modeste (196,35 m de long) mais d'un confort très apprécié de ses 150 à 200 résidents permanents, "The World" a fait escale hier au quai du Mucem.

/ PHOTO VALÉRIE VREL

s'offrent chaque année une navigation différente, privilégiant les grands événements mondiaux ou les destinations exotiques exclusives.

Avec 39 000 milles nautiques (plus de 72 000 km) au programme pour visiter une centaine de ports dans 40 pays, 2016 ne déroge pas à la règle. Parti de

l'Antarctique, le navire a remonté l'Amérique du Sud avant de traverser l'Atlantique jusqu'en Europe du Nord. En Méditerranée de juillet à septembre, *The World* a prévu quatre escales sur le littoral français, à Collioures, Marseille, Sanary et Nice. Il traversera ensuite le canal de Suez pour rejoindre la Tasma-

nie via les Emirats, l'Inde, l'Asie du Sud-Est et la cote occidentale de l'Australie...

Le navire aura donc séjourné 48 heures dans la cité phocéenne qu'il devait quitter hier soir ; À moins que le vent soufflant à près de 40 nœuds (75 km/h) n'en ait décidé autrement.

Philippe GALLINI



Ce qui se cache sous les boues rouges

Pollution. Le dossier des déchets de l'usine Alteo dépasse les enjeux écologiques.

PAR FRANÇOIS TONNEAU

Les écologistes en ont fait un symbole. De quoi recentrer enfin la campagne électorale, phagocytée par les débats sur l'identité, sur les questions environnementales. Le 29 octobre, sur les hauteurs de la Sainte-Victoire, la députée européenne et candidate à la primaire EE-LV Michèle Rivasi a profité d'un « pique-nique citoyen » pour redire sa colère concernant les boues rouges de Gardanne. Depuis cinquante ans, cette affaire empoisonne au sens propre la fosse de Cassidaigne, en plein parc des Calanques, où l'usine Alteo (anciennement Pechiney et Rio Tinto)

déverse les rejets de sa production d'alumine, située à Gardanne. Des boues rouges chargées en arsenic, plomb et mercure.

La polémique, apparue dès les années 1960, a resurgi il y a un an, sous la pression de militants écologistes. En janvier, le gouvernement a prorogé l'autorisation de ces rejets, mais après filtrage. « *Alteo dit qu'il fait des efforts pour atténuer la pollution maritime, mais il ne fait que la transférer vers la terre* », affirme Michèle Rivasi. Dans son visage, Mange-Garri, site de stockage des boues rouges, à Bouc-Bel-Air.

À la fin de l'été, l'affaire a même pris un tour politique national lorsque Manuel Valls s'est cru obligé de taper du poing sur la table en recadrant Ségolène Royal à coups de « *c'est moi qui décide* », pendant que sa ministre de l'Environnement multipliait les déclarations indignées sur le ton du « *je ne lâcherai pas* ». L'ex-candidate à la présidentielle a manifesté à plusieurs reprises son opposition à l'autorisation de rejets accordée à Alteo.

Toxiques. Les déchets rejetés contiennent de l'arsenic et des métaux lourds.

Mais, si Manuel Valls tient autant à défendre le leader mondial de la production d'alumine de spécialité, ce n'est pas uniquement pour affirmer son autorité à la tête d'un gouvernement ballotté par la perspective présidentielle. Si les boues rouges sont de nouveau une affaire d'Etat, c'est aussi parce que le Premier ministre y a décelé des enjeux stratégiques, à commencer par l'emploi. À Gardanne, Alteo fait vivre quelque 700 familles et symbolise un savoir-faire français hautement technologique – les alumines étant une matière essentielle pour les écrans de smartphones, les blindages militaires, les médicaments ou les réacteurs de fusée. « *Une niche à très forte valeur ajoutée* », indique-t-on dans une agence de courtage en minerais, en remarquant au passage qu'Alteo appartient à un fonds de placements à risque situé à... Miami. « *Une crotte de mouche si on considère le marché mondial de la bauxite, dont est extraite l'alumine* », estiment toutefois les dubitatifs.



Il n'empêche: « Manuel Valls veut faire d'Alteo le symbole de sa politique industrielle, estime l'écologiste François-Michel Lambert, député UDE de Gardanne honni par les anti-Alteo. Sanctionner cette société qui fait des efforts pour diminuer la pollution, ce serait envoyer aux autres entreprises le signal qu'elles peuvent partir. Sans compter qu'Alteo ira polluer ailleurs, en Birmanie ou en Turquie, et que les effluents nous reviendront avec les courants marins. »

Mobilisée. Michèle Rivasi, députée européenne du Sud-Est et candidate à la primaire EE-LV, dénonce la pollution du site de Mange-Garri, à Bouc-Bel-Air.

Indignés. Des opposants aux pratiques d'Alteo manifestent lors de la venue à Marseille de Manuel Valls, le 9 septembre.

Transparence. Aujourd'hui, il n'y aurait quasiment plus de rejets de boues rouges en Méditerranée. Les efforts de filtrage d'Alteo les auraient transformées en résidus liquides blanchâtres. « Alteo est dans les clous de la réglementation », assure ainsi le préfet de région, Stéphane Bouillon, après avoir piloté le troisième comité de suivi autour du dossier. « On ne veut pas que d'autres produits chimiques remplacent les existants », s'inquiètent toutefois les associations et les riverains, qui ont demandé des garanties. Une nouvelle table ronde est prévue ce mois-ci. Mais, en réalité, les enjeux sont ailleurs.

Alors que les cours de la quasi-totalité des minerais sont au plus bas, ceux de la bauxite se maintiennent à plus de 55 dollars la tonne. En Guinée, où Alteo achète exclusivement 1,3 million de tonnes annuelles auprès

de CBG – un consortium international sis dans un paradis fiscal américain, le Delaware, et partagé entre l'Etat guinéen et de grands groupes (Rio Tinto, Alcoa, Dadco) –, les appétits s'aiguisent. Près de la plateforme maritime de Boké, des Français investissent dans les mines avec l'aide d'actionnaires tels que

Xavier Niel, Edouard Louis-Dreyfus et Anne Lauvergeon, sous le parrainage de l'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, candidat à la primaire du PS. « A partir du moment où l'Etat met 15 millions d'euros d'argent public pour aider Alteo à dépolluer, il y a besoin de transparence, signale le député PS des Français de l'étranger Christophe Premat, qui s'est penché sérieusement sur le dossier. Or on touche ici à la fois à des montages financiers opaques, complexes, et à des réseaux flous, liés à la Françafrique. C'est d'autant plus problématique qu'il s'agit de questions de santé publique. Cette histoire fait mal à la tête. »

Alors que, à Matignon, on prétend que tout va bien et qu'Alteo remplira son contrat en se développant, les opposants imaginent plutôt une opération financière et un départ à l'étranger. « Alteo, avec ses 200 millions d'euros de chiffre d'affaires et ses pertes annuelles de 12 millions d'euros, est ici une entreprise sans avenir », souligne ainsi Michel Mazzoleni, spécialiste du dossier et riverain de l'usine, installé à Simiane. Les communes de la Métropole Aix-Marseille se seraient d'ailleurs déjà préparées à une délocalisation en se répartissant la reconversion des ouvriers dans leurs services.

Ce qui est certain, c'est que le groupe cherche à se séparer de ses trois autres sites industriels – en Savoie, dans les Pyrénées et en Allemagne –, pour cela entamé des négociations fin juillet avec le groupe français Imerys, qui produit des tuiles et exploite des gisements, mais on peut voir dans cette opération une volonté de se recentrer sur la production d'aluminés de spécialité, à Gardanne. A moins qu'Alteo ne prépare sa reconversion dans les pots catalytiques et les batteries de véhicules électriques, des marchés prometteurs vers lesquels le groupe a tourné sa R & D. Un débouché à forte valeur ajoutée et un bel écologisme de façade ■



Le groupe Canavese fête ses 40 ans, tourné vers l'avenir

L'entreprise familiale, leader dans le Sud-Est, s'étend vers l'Ouest et l'Afrique

Canavese - créé par les trois frères du même nom, René, Jean-Pierre et Gérard, à Aubagne en 1976 - fête ses 40 ans cette année. "L'occasion pour nous, en cette période particulière, de présenter les perspectives d'avenir du groupe", ont indiqué Vincent Canavese, le directeur commercial et Christian Métadier, le directeur général Afrique, réunis hier au siège. Où Vincent Canavese en a profité pour faire le point sur les projets de développement.

"Il faut remonter au 1^{er} janvier 2015, date à laquelle nous avons repris notre indépendance, a-t-il précisé en préambule. Faisant de nous le premier grossiste n'adhérant à aucun réseau, ce qui nous a permis d'envisager



Vincent Canavese et Christian Métadier, du groupe Canavese qui développe ses activités, maîtrisant ainsi la filière de l'amont à l'aval dans la production et la distribution de fruits et légumes. / PHOTO C.C.

"Le groupe familial a su s'adapter et anticiper les exigences du marché."

des investissements conséquents. Ainsi, sur les deux dernières années, nous avons lancé des nouvelles familles de produits qui sont les produits carnés, laitiers et de la mer."

Et d'insister: "En revanche, Canavese n'est plus seulement un acteur du Sud-Est. L'agrandissement actuel de nos zones de chalandise, notamment dans le Sud-Ouest, s'inscrit dans une vraie straté-

gie, a souligné le directeur commercial. Avec notre implantation déjà totale dans le Sud-Est, nous couvrons désormais 60 % de la province."

L'entreprise au chiffre d'affaires de 135 M€ en 2015 prévoit, par ailleurs, d'adhérer à la charte de diminution des émissions de CO2. Cette dernière a été élaborée en 2008 par le ministère de l'Écologie et l'Agence de l'environnement et de la maî-

trise de l'énergie (Ademe), en concertation avec les organisations professionnelles du transport routier de marchandises. "Nous souhaitons agir pour l'environnement, au bénéfice de nos produits, directement concernés puisque issus du sol."

Autre levier de développement, les activités de production. "Nous avons créé une organisation de producteurs, les Maraîchers du Midi, autour des produits du terroir, tout en nous implantant en Afrique - Côte d'Ivoire (bananes et ananas) et Maroc (agrumes). Puis, en 2014, a été initiée une stratégie de diversification de notre activité de distribution, autour du bio, du commerce équitable... Les gens tiennent à consommer local, ce qui fait partie de notre ADN, nous avons ce souci historique inscrit dans nos gènes, a repris Christian Métadier. Notre savoir-faire d'expéditeur fut notre force dans le Sud-Est. D'ailleurs, aujourd'hui nous sommes les seuls à faire venir des bananes sur le port de Marseille, à hauteur de 35 000 tonnes annuelles. Notre implantation géographique n'y est pas pour rien."

"50 % de ce que l'on vend vient de nos outils de production."

Le secret de cette réussite selon Gérard Canavese, le PDG? "Le groupe familial s'est adapté et a anticipé les exigences du marché pour répondre et satisfaire aux exigences de ses clients."

Analyse confirmée par Vincent Canavese: "L'entreprise s'adapte en permanence, notre métier change tous les cinq ans. Pendant vingt ans, le marché a massifié, alors qu'on revient maintenant aux produits de proximité. Le secret, c'est l'agilité. On ne traite pas de la même façon avec un petit producteur et un industriel. Il nous faut les deux, sécuriser les volumes tout en développant l'offre de qualité autour du bio en particulier. Le bio, c'est l'avenir, alors que le marché traditionnel stagne. Une fois le marché mieux organisé, les produits bio seront plus accessibles."

Chanaël CHEMIN

La certification "Fairtrade" en Afrique

Christian Métadier est revenu, lui, sur les outils de production développés dans les années 90 en France et en Afrique. "On y produit des bananes depuis vingt ans, a-t-il spécifié, des ananas - le Cayenne lisse - depuis cinq ans. On a, là-bas, quelque 1 000 collaborateurs, pour une production de 60 000 tonnes de bananes par an (10 % du marché français). Au Maroc, cette année, nous dépassons les 10 000 tonnes de clémentines de Berkane - une référence - avec une prévision de 20 000 tonnes en 2020."

Et d'ajouter: "En Côte d'Ivoire, une première plantation, sur les quatre du groupe, a été certifiée Fairtrade en 2016. Les trois autres devraient suivre dans les années à venir. Cette certification sociale et environnementale nous permet d'accéder au marché du commerce équitable, en plein développement sur les marchés français et britannique. Toutes les plantations du groupe sont, par ailleurs, certifiées GlobalGap."

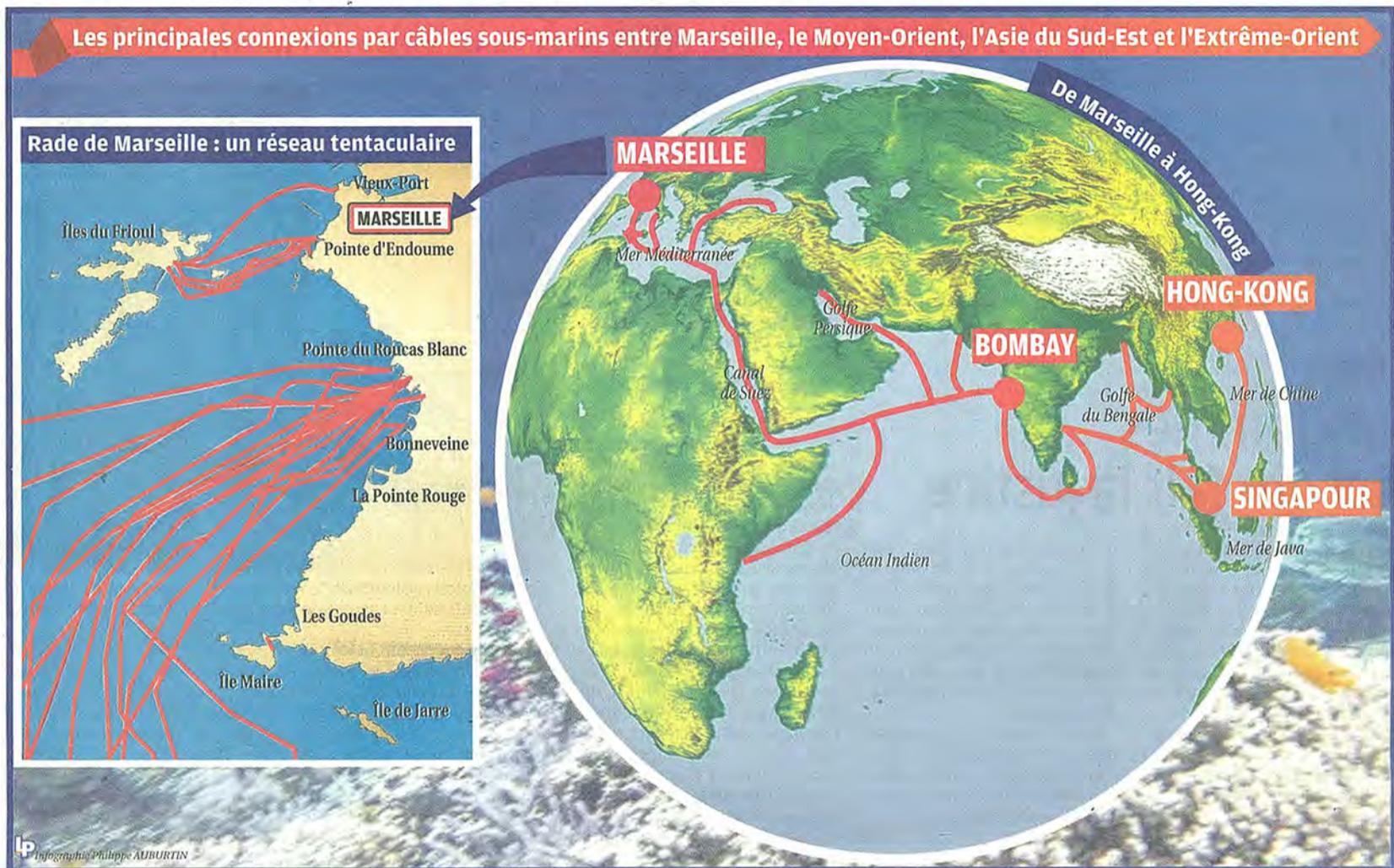
Une ville câblée avec le monde

L'opérateur Interoute a choisi Marseille pour connecter le sud de l'Europe aux fibres sous-marines de Sea Me We 5

Opérateur de télécommunications parmi les plus importants basés sur le continent européen, Interoute vient d'annoncer la création de deux nouvelles "autoroutes numériques" destinées à relier le sud de l'Europe au câble Sea Me We 5; immense serpent sous-marin de 20 000 km qui relie la France (La Seyne-sur-Mer) à Singapour et dont les trois paires de fibres optiques peuvent véhiculer jusqu'à 24 téraoctets (24 000 gigaoctets) par seconde. Deux nouvelles branches dont les points d'atterrissage (arrivée à la cote) n'ont d'ailleurs pas été choisis au hasard puisqu'il s'agit de Palerme, en Sicile et, surtout, de Marseille.

Comme l'explique Christophe Lancrey-Javal, directeur commercial d'Interoute, la cité phocéenne constitue, en effet, "le hub de l'Europe occidentale en matière de télécommunications, notamment parce qu'il offre d'excellents temps de réponse (la vitesse du signal, Ndlr)". Et d'ajouter: "Marseille et Palerme constituent les deux points

Fournir en moins d'un mois, des centaines de gigabits à un client installé à Francfort.



d'entrée les plus simples, mais la Sicile est quand même plus éloignée du continent et pose de ce fait davantage de contraintes."

C'est même si aujourd'hui, les échanges de données numériques s'effectuent dans des délais extrêmement courts, de l'ordre de 1 à 2/10^e de seconde (lire ci-dessous), ces temps de réponse restent déterminants dans le choix d'implantation des entreprises, notamment dans le domaine du commerce électronique où la concurrence fait rage. Et comme le font re-

marquer des spécialistes de ce secteur, "il est bien plus aisé de travailler à Marseille qu'à Paris".

Ce qui explique sans doute l'augmentation spectaculaire du nombre de centres de stockage de données - les fameux data centers - avec, notamment, deux opérateurs majeurs que sont Jaguar Network et Interxion. Ce dernier vient d'ailleurs d'inaugurer un nouveau site dans l'ancienne base sous-marine allemande Martha, imposante forteresse de bé-

ton située dans l'enceinte du Grand port maritime. Pour ce qui concerne Interoute, gestionnaire dans la cité phocéenne d'un centre d'extraction de données et d'un centre d'hébergement, la nouvelle autoroute marseillaise ne présenterait dès lors que des avantages. "C'est bien de faire arriver un câble quelque part, mais encore faut-il pouvoir l'exploiter ensuite de manière satisfaisante. Et Marseille offre cette opportunité." Comme celle de pouvoir fournir avec un préavis de

seulement quatre semaines, plusieurs centaines de gigabits à un client basé à Francfort.

Comme l'expliquait il y a quelques mois dans nos colonnes, Jamil Koussa, adjoint au président d'Omantel France, l'opérateur du Sultanat d'Oman à l'origine du câble AAE-1 reliant Marseille à Hong Kong, "les représentations européennes des géants de la fourniture de contenu sur internet comme Google ou YouTube, actuellement basés à Francfort et Amsterdam, pourraient saisir

ces opportunités pour s'installer à Marseille."

L'autre avantage de cette branche phocéenne est de proposer aux clients établis en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient de se servir du point d'entrée marseillais pour toucher d'autres territoires, en Europe continentale ou en Afrique du Nord. De plus, cette branche, comme d'ailleurs celle de Palerme, améliore sensiblement la fiabilité du réseau, ouvrant des itinéraires bis en cas de défaillance de la voie principale,

sachant que pour des entreprises dont toute la stratégie se fonde sur une capacité permanente de connexion à très haut débit, le moindre grain de sable peut devenir critique, voire mettre en cause leur existence.

Et Christophe Lancrey-Javal de conclure: "Marseille devient une énorme plateforme d'échanges internationaux car elle dispose de tout l'environnement nécessaire, en termes d'offre de bureaux, d'activités et de data centers."

Philippe GALLINI

DES LIAISONS À TRÈS HAUT DÉBIT

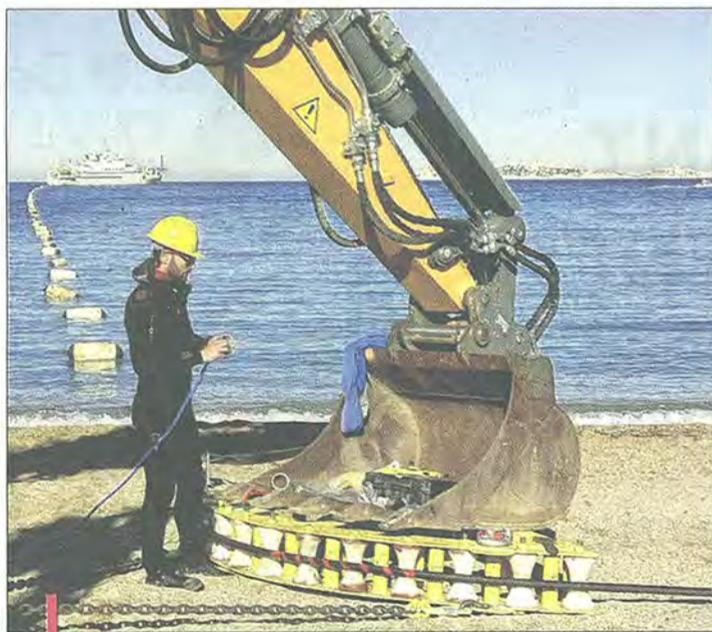
Marseille-New York en 89 millisecondes!

Marseille est une ville branchée et ce n'est pas une vue de l'esprit. Il suffit d'examiner les cartes du Shom (Service hydrographique et océanographique de la marine) pour s'en convaincre.

Pas moins de 19 câbles sous-marins atterrissent (c'est le terme consacré) dans la cité phocéenne, la plupart au niveau des plages du Prado. Le plus petit mesure moins de 100 mètres et relie la baie des Singes (cap Croisette) à l'île Maire. Le plus long s'étend sur 25 000 km et file jusqu'à Hong Kong. Cinq de ces câbles relient par ailleurs l'archipel du Frioul au continent. Mais la quasi-totalité d'entre eux sont des câbles de télécommunications destinés à transmettre, d'un continent à l'autre et dans des délais très courts, un maximum de données. Une information ne met, en effet, que 210 millisecondes pour effectuer le trajet Marseille-Singapour sur le réseau que gère Interoute, l'un des principaux opérateurs mondiaux dans ce secteur d'activité.

À peine 133 millisecondes pour effectuer un Marseille-Miami, 89 millisecondes pour un Marseille-New York et 20 ms pour un Marseille-Paris; mieux que le TGV et le Concorde réunis...

Marseille est une ville branchée et cela ne date pas d'hier. En 1870, elle devient l'une des premières villes européennes à recevoir un câble de télécommunications sous-marin, en l'occurrence un tube de 750 km qui la met en relation télégraphique directe avec Alger. Beaucoup d'autres suivront. Les principaux ont pour nom Sea Me We 4, AAE-1,



Arrivée du câble AAE-1 en provenance de Hong Kong sur les plages du Prado, en avril 2016.

/PHOTO VALERIE VREL

Imewe, TE-North, Hawk, Atlas, Seacom, Ariane 2 ou encore EIG. Avec pour chaque nouvel arrivant, l'introduction des sauts technologiques majeurs qui permettent de gagner en fiabilité, en sûreté et surtout en capacité.

Lors de son arrivée à Marseille il y a onze ans, en provenance de Singapour, Sea Me We 4 offrait une capacité impressionnante pour l'époque de 1,28 téraoctets/seconde, soit 1280 gigaoctets/s. Cinq ans plus tard, en 2010, les trois paires de fibres optiques du câble Imewe reliant la cité

phocéenne à Bombay, sur la côte occidentale de l'Inde, affichaient un débit phénoménal de 3,84 téraoctets/s, soit l'équivalent de 4 millions de conversations téléphoniques simultanées.

Six ans plus tard, en avril 2016, les cinq paires de fibres contenues dans le câble AAE-1 en provenance de Hong Kong, permettent de faire passer 40 téraoctets/s (40 000 giga/s); le double de la totalité des données actuellement échangées entre l'Europe et l'Asie...

Ph.G.

UNE CIBLE PROFONDÉMENT STRATÉGIQUE

Grandes manœuvres dans le silence des abysses

Parce que l'essentiel des échanges de données internationaux transite par les câbles de télécommunications sous-marins, ces équipements constituent des cibles privilégiées en temps de paix comme en temps de guerre, ne serait-ce pour pénétrer les réseaux informatiques d'entreprises high-tech dans le cadre de l'espionnage industriel. Un domaine extrêmement sensible où les informations circulent au compte-gouttes et où le secret reste de mise.

Intervenir de façon malveillante sur un câble sous-marin n'est cependant pas chose facile. À l'instar des avions espions américains de la guerre froide, protégés par leur altitude de vol, les câbles bénéficient d'une protection naturelle qui est la profondeur du plancher des océans sur lequel ils reposent. Il est, en effet, très compliqué de les repérer puis de les atteindre et seules quelques superpuissances disposent de technologies et du matériel pour y parvenir. Les principales actions pouvant viser un câble restent son sectionnement, sa mise sur écoute ou l'introduction en son sein d'un virus. Deux coupures quasi simultanées, intervenues il y a dix ans aux deux extrémités d'un même câble méditerranéen, étaient ainsi parues très suspectes à certains observateurs, même si l'hypothèse la plus vraisemblable reste leur "crochage" accidentel par un chalut ou l'ancre d'un navire. Les avis des experts en sécurité des réseaux et des communicants des sociétés exploitantes divergent d'ailleurs radicalement quant à la vulnérabilité des câbles.

Les premiers affirment qu'il est relativement aisé d'effectuer des branchements sauvages sur les parties du "tube" les moins profondes ou celles qui ne sont pas ensoufflées (enterrées dans un sillon), mais

aussi sur les boîtiers répéteurs qui réactivent le signal, voire en se connectant directement dans les stations d'atterrissage. Ce que ne se priveraient pas de faire, dit-on, les services secrets du pays où ces stations sont implantées...

Les seconds soutiennent au contraire que tout événement anormal est instantanément détecté puis localisé grâce à des systèmes qui analysent les perturbations subies par des impulsions "test", optiques ou électromagnétiques, envoyées dans le câble. Ils font également remarquer qu'en raison de la densité du maillage des réseaux de télécommunication internationaux, sous les

La tentation est grande d'introduire des mouchards dans les tuyaux où transite l'information planétaire.

mers comme sur la terre, il est très facile de dérouter les flux de données en cas d'incident et éviter ainsi des interruptions de trafic préjudiciables.

Un problème de sûreté nationale auquel la Royale affirme prêter une attention particulière, effectuant des contrôles a priori, des survols des lieux de pose et des navires câblés en opérations ou encore des écoutes sous-marines, mais aussi en faisant intervenir en cas de doute, les sonars et ROV de ses chasseurs de mines, voire les moyens d'intervention à très grande profondeur de sa Cellule plongée humaine et intervention sous la mer.

Ph.G.

Les smartphones Wiko à la conquête du monde

La marque marseillaise, numéro 2 en France, bat des records de croissance

Savez-vous que depuis juillet 2013, hors opérateurs, la seconde marque de téléphones mobiles la plus vendue en France, après Samsung mais devant Apple, est marseillaise? Savez-vous que cette marque qui porte le nom de Wiko et se classe au 5^e rang européen, vient aussi d'être saluée comme entreprise de forte croissance par le palmarès *Technology Fast50* organisé par le réseau de conseils Deloitte?

C'est qu'installée dans un coquet bâtiment de la place du 4-Septembre où ses 180 salariés occupent à présent trois étages, Wiko a tout simplement affiché une progression de 780% durant les quatre dernières années. Une performance digne d'une de ces start-up que le pal-

La marque détient 14% du marché français. Et les opérateurs comptent avec.

marès affectionne, qui doit aussi laisser songeurs tous ceux qui avaient jugé impossible le rêve caressé par l'autodidacte fondateur Laurent Dahan, d'être un jour l'égal des ténors du marché. Lui qui avait pressenti le boom des achats hors abonnement a, pour cela, mis en œuvre sa recette: "Savoir ce dont les consommateurs ont vraiment besoin, puis leur proposer le meilleur de la technologie et maîtriser les coûts en éliminant tout ce qui est superflu", raconte Michel Assadourian, cofondateur et directeur général de Wiko. Mais attention, nous ne sommes pas une marque low-cost, mais une marque low-price. La différence est que nous ne cherchons pas à être le moins cher possible, mais à offrir le meilleur rapport quali-



Wiko, dans son siège de la place du 4-Septembre à Marseille. En médaillon, Michel Assadourian, cofondateur et directeur général de la marque.

/ PHOTOS PATRICK NOSETTO

té-prix. Et ça marche car, en plus, nous sommes devenus la marque anticrise." Adossé à l'industriel chinois Tinno, Wiko conçoit entièrement sa gamme à Marseille et élabore le cahier des charges. La production sera faite dans la région de Shenzhen.

"Netto est notre actionnaire, mais il s'agit d'une association intelligente. Chacun fait ce qu'il sait faire et j'avoue que ce mélange de compétences est assez unique, avoue Michel Assadourian. Et il y a le fait que Wiko est une marque française. C'est la

French Touch et cela plaît." Dans les chiffres, cela se traduit par 8 millions d'appareils vendus en France et dans une vingtaine de pays, pour un chiffre d'affaires qui, en cinq ans, a atteint le demi-milliard d'euros. "Ce n'est pas fini car Wiko poursuit son développement dans 35 pays et nourrit de nouvelles ambitions. Nous travaillons sur les smartphones et sur une gamme d'objets connectés (voir ci-contre) en regardant toujours les usages. Notre volonté est de toujours tirer vers le haut, de soigner le marketing", poursuit Michel Assadourian.

Puis de conclure: "Notre ambition est de nous hisser parmi les cinq premiers mondiaux sous cinq ans."

Et maintenant, les objets connectés

Le futur de Wiko s'imagine avec une montée en gamme, mais aussi et surtout avec l'abondance du marché des objets connectés qui collent à l'ADN de la marque. C'est ainsi que plusieurs produits viennent d'être lancés avec, notamment, le Wimote et le WiShake. Conçu pour le sport, le premier est un bracelet qui se décline en quatre coloris, au design soigné et résistant à l'eau. "Rythme cardiaque, dépense de calories, suivi du sommeil... C'est un assistant personnel qui peut être jumelé à n'importe quel smartphone." Quant à WiShake, il s'agit d'un audio sans fil qui permet d'écouter de la musique et de prendre ses appels.

J.-L.C.

Jean-Luc CROZEL

jcrozel@laprovence-presse.fr

Plaisance digitale : Click & Boat fait la course en tête

Né à Marseille, le site de location en ligne vise le leadership européen

Après le logement et l'automobile, les grandes manœuvres ont débuté dans le secteur encore très jeune de la location de bateaux entre particuliers via internet. Surfant sur la vague prometteuse de l'économie collaborative, la jeune société Click&Boat vient, en effet, de franchir deux paliers décisifs dans son développement, avec l'objectif clairement affiché de devenir à terme "l'Airbnb des bateaux". Le premier a été le rachat, le 8 novembre, de son principal concurrent français Sailsharing. Grâce à quoi, moins de trois ans après sa création, Click&Boat propose un catalogue de

Deux levées de fonds successives pour un montant total de 1,7 million d'euros.

plus de 8 000 bateaux répartis dans 22 pays et 362 ports, dont celui de Marseille qui reste sa principale base européenne avec une offre de 318 bateaux et plus de 2 500 journées de location en haute saison.

Le volume d'affaires de l'entreprise approche désormais les 11 M€ avec 22 000 locations cette année. Mais surtout, 9,8 M€ ont déjà été reversés aux proprié-



Le Vieux-Port reste sa base principale avec 318 bateaux et plus de 2 500 journées de location en haute saison. /PHOTO NICOLAS VALLAURI

taires de bateaux. La seconde opération date d'hier et concerne la levée d'un million d'euros auprès du fonds d'investissement parisien Olma Fund; somme qui s'ajoute aux 700 000 € levés quelques mois auparavant et qui font de Click&Boat la start-up la mieux financée dans ce secteur en Europe.

Comme l'explique le Marseillais Jérémy Bismuth qui a fon-

dé la société en 2014 avec son associé breton Édouard Gorioux, "en nous permettant de consolider notre activité et d'atteindre la taille critique nécessaire pour dégager de la rentabilité, ce rachat donne naissance à un nouveau leader français et bientôt européen. Avec une offre très complémentaire puisque nous étions plutôt sur du bateau moteur et Sailsharing sur du bateau à voile".

Quant à la double levée de fonds, elle va soutenir les développements futurs, notamment à l'étranger avec trois marchés à fort potentiel de croissance que sont l'Espagne, l'Italie et la Croatie. Ces financements vont appuyer également un plan de recrutement qui devrait faire passer l'effectif de l'entreprise de 20 à 27 personnes l'an prochain, parmi lesquelles Romain Dalongville, cofondateur de Sailsharing.

"Marseille reste notre e-labo dans lequel nous expérimentons de nouvelles solutions en matière de services ou d'assurances. C'est dans cette ville que nous avons notamment imaginé et testé le concept de 'boat-manager' dont la mission consiste à gérer intégralement le début et la fin de la location pour le compte du loueur, comme pour celui du locataire. Nous en comptons aujourd'hui près d'une soixantaine sur tout notre réseau."

Comme le rappellent ses cofondateurs, Click&Boat est née d'un constat : des dizaines de milliers de bateaux de plaisance dorment dans les ports européens et coûtent de l'argent à leurs propriétaires. D'où l'idée de proposer à ces derniers de réduire leurs coûts d'entretien et de fonctionnement tout en permettant à des particuliers de naviguer à des prix abordables.

Philippe GALLINI

Le port de commerce poumon économique

Selon le GPMM et l'Insee, 41 500 emplois en dépendent

Quel est le poids économique du Grand port maritime de Marseille-Fos? Le GPMM et l'Insee, coauteurs d'une étude, répondent que le cluster industrialo-portuaire rassemble 1 500 établissements des Bouches-du-Rhône. Dont 290 relèvent de l'industrie. Représentatifs de cinq grandes familles professionnelles - les services aux navires et la logistique maritime, ceux à la marchandise et à la logistique terrestre, les industriels de la zone de Fos, les services supports et les acteurs publics - ils emploient 41 500 salariés qui habitent 62 communes du département.

Dans cet ensemble très imbriqué qui constitue le "cluster" et totalise à lui seul 7,5 % des effectifs salariés bucco-rhodaniens,



Le GPMM a entrepris de développer le trafic conteneurisé et de renforcer l'attractivité de sa zone industrialo-portuaire. / PHOTO L.P.

Marseille-Fos est le premier port de France et le second de Méditerranée.

les premiers employeurs sont les industriels (36 % des effectifs soit plus de 15 000 salariés). Ils devancent les services à la marchandise (24 % soit 9 900 salariés) qui font pratiquement jeu égal avec ceux aux navires (23 % soit 9 500 salariés). Les acteurs publics (douanes, police aux frontières, marins-pompiers, affaires maritimes, gendarmerie et services sanitaires) ferment le ban avec près de 1 230 salariés.

Et Marseille? L'enquête indique que parmi les 62 communes qui concentrent l'emploi, 51 sont dans le périmètre de la Métropole. Mais la cité phocéenne renferme à elle seule 48 % des établissements du cluster, ce qui représente près de 16 500 emplois. L'étude souligne que 14 % d'entre eux ont leur siège dans le 2^e arrondissement

de la ville où ils font travailler plus de 8 600 personnes. C'est-à-dire autant qu'à Fos-sur-Mer qui abrite 15 % des établissements, soit 8 700 emplois.

Retour aux quartiers marseillais: 12 % des établissements ont leur siège dans le 16^e arrondissement, 6 % dans le 15^e et 5 % dans le 14^e. Mais au bout du compte, pas moins de 12 500 emplois se concentrent sur 17 km² de territoire marseillais.

L'économie portuaire ne se cantonne pas au seul littoral, de Marseille à Port-Saint-Louis. Elle irrigue également l'ensemble du département. Plus de 1 600 salariés travaillent, en effet, sur la place logistique de Saint-Martin-de-Crau. C'est d'ailleurs à Vitrolles et à Berre. L'emploi lié à l'activité portuaire

est aussi présent à Aubagne et Gardanne (plus de 500 emplois par commune), ainsi qu'à Aix (environ 400 postes).

Les familles professionnelles qui composent l'activité portuaire, si elles emploient 40 % d'ouvriers, sont très diversifiées. L'étude a, en effet, identifié une vingtaine de professions caractéristiques. Animées par des entreprises à vocation internationale, ces familles génèrent 11 % de la richesse produite dans le département. Elles sont aussi source d'influence, puisque certains sièges sociaux contrôlent une activité et des emplois bien au-delà des frontières. De là à dire que le port est un poumon économique, il n'y a donc qu'un pas.

Jean-Luc CROZEL

jlcrozel@laprovence-presse.fr

xRapid préfère innover à Aix et Marseille plutôt qu'à Londres

La start-up spécialisée dans le diagnostic automatisé s'apprête à recruter



Provence Promotion (avec Solange Biaggi et Jean-Luc Chauvin) a accueilli les dirigeants de xRapid (Jean-Viry Babel et David Mendels) qui ont fait le choix de s'installer dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

/ PHOTO J.-L.C.

Sera-t-elle la première d'une longue série à quitter les bords de la Tamise pour rejoindre la Métropole marseillaise? Le fait est que les dirigeants de la jeune pousse xRapid, spécialisée dans le diagnostic automatisé de maladies infectieuses, confirment que c'est bien le Brexit et son cortège d'incertitudes, qui ont poussé au changement d'air. Avouant au passage que c'est aussi le soleil de Provence qui a éclairé le choix en faveur de Marseille, alors de Lille et Lyon étaient sur les rangs. "La présence de formations d'ingénieurs et de solides compétences dans le domaine de la santé ont également pesé dans la balance. Alors qu'il a aussi été envisagé de nous installer au Portugal ou en Irlande", explique Jean Viry Ba-

bel, cofondateur de xRapid avec le professeur David Mendels. Un autre ingrédient a aussi compté: le rôle joué par l'agence Provence Promotion, conjointement animée par le Conseil départemental et la Chambre de commerce et d'industrie. Elle a pour mission d'œuvrer en faveur de l'attractivité du territoire et, pour elle, "le Brexit est une source d'opportunités".

La jeune entreprise, qui a pris ses quartiers dans les locaux de l'École des mines à Gardanne avec trois salariés et cinq étudiants, a délocalisé son activité de recherche. Dont le produit phare est une plateforme de diagnostic automatique accessible grâce à une application sur iPhone. Schématiquement, des parasites, des bactéries et mé-

1,1 M€
Investissement de
recherche en deux ans.

me des particules d'amiante par exemple - mais pas des virus - ne pas en dessous du micron sont identifiés de par leur forme, puis numérisées. Il devient alors possible d'identifier de manière automatique via l'application mobile et à partir d'une goutte de sang ou de salive, le paludisme, la tuberculose, la maladie de Lyme et même une leucémie.

Pour l'heure l'identification de l'agent du paludisme est la plus avancée et xRapid a plu-

sieurs machines implantées en Afrique. Fin 2017, la certification du process pour l'identification de particules d'amiante devrait aussi livrer d'autres ressources. "Jusqu'à présent, nous avons consommé pour nos recherches l'argent levé, mais nous sortirons du rouge dès le début de 2017", commente Jean-Viry Babel. Notre système qui est breveté est sans équivalent et le marché est vierge. Ses avantages sont la rapidité d'identification par rapport à une analyse traditionnelle et, surtout, un moindre coût." Dans un second temps, xRapid développera un outil industriel sur Marseille, à Luminy. De quoi ouvrir alors la perspective de plusieurs recrutements.

Jean-Luc CROZEL

jlcrozel@laprovence-presse.fr

Incassables smartphones

Fondateur de Crosscall, la marque aixoise qui produit des smartphones endurants, il a franchi cette année un nouveau palier qui doit lui permettre de conquérir le monde



- 1979** Naissance de Cyril Vidal à Marseille. Il y accomplira ses études sanctionnées par un BTS commercial.
- 1997** Vend des téléphones pour le compte de Virgin Megastore.
- 2009** Fondation de Crosscall à Aix-en-Provence.
- 2010** Lancement du Shark, le premier mobile outdoor de la marque.
- 2012** Lancement du premier smartphone.
- 2016** Crosscall est la 8^e entreprise française de croissance.

Crosscall, le smartphone tout terrain. Celui qui résiste là où un autre rendrait l'âme sous les assauts de l'eau, du sel, du sable, du froid et les chocs répétés. Celui encore, dont la batterie peut tenir en veille jusqu'à une semaine sans recharge. Exagéré? "Tenez, c'est le Shark. Jetez-le dans l'eau, il flotte parce qu'il est 100% étanche. Quand on l'a lancé, il est devenu un best-seller". À la tête de l'entreprise qu'il a fondée en 2009, Cyril Vidal est un entrepreneur défricheur de marchés, adepte du karting et du jet ski bras. Dans une première vie commerciale pour le compte d'entreprises du BTP et de la chimie, il a vite compris qu'il y avait quelques risques à conserver sur soi un mobile ordinaire quand, justement, on se plaît à accomplir des choses qui réclament de l'endurance. "J'ai perçu un besoin et il n'y avait rien en réponse". Ainsi est née l'idée de fonder Crosscall. "Pour le premier produit j'en ai parlé avec Decathlon. Je suis parti en Chine, j'ai rencontré un industriel et tout a démarré comme cela. Depuis, on fonce. Notre premier chiffre d'affaires était de 20 000 euros, après avoir fêté nos sept ans cette année, nous en sommes à 35 millions. Et la prévision est de 50 millions pour l'année prochaine".

Dans son bureau blanc agrémenté de quelques fauteuils rouges et orné d'œuvres signées "Fabulous Board Art", Cyril Vidal explique pourtant être un adepte de la croissance prudente. "On n'est pas une start-up, on est structuré. On ne fait pas n'importe quoi. La clé du succès, c'est la qualité de nos produits et la sécurité qu'ils apportent. On est une entreprise collaborative dont la moyenne d'âge est de 34 ans. Il y a du lien entre tous et cela se voit jusque sur les réseaux sociaux où nous sommes suivis de par les événements que nous organisons. No-

tre credo, c'est la persévérance et l'envie de partager. On ne crée pas que pour soi, il faut partager". Une belle formule qui a conduit les 80 salariés à détenir 5% du capital, mais dont l'effet mobilisateur se traduit aussi par un pourcentage: + 1987%. Le taux de la croissance enregistrée par Crosscall sur les quatre dernières années. Ce qui lui vaut de figurer en tête du palmarès national Deloitte Technology des entreprises innovantes. "C'est bien, mais ce n'est qu'un chiffre. L'important est de trouver son bon rythme", commente le chef d'entreprise. Qui cette année a entamé une nouvelle étape de développement.

D'où la levée de 4,5 millions d'euros, le recrutement de l'ex-patron de Samsung Electronics France, Daniel Éberlé, puis la décision de se doter d'un nouveau siège social à Aix-en-Provence. Jusqu'où

veut-il mener Crosscall? "Mon rêve est mondial. Et puis on n'a pas le choix", répond Cyril Vidal. "Le marché est devant nous. C'est une niche, personne ne fait ce que nous faisons. Il faut donc penser international. Nous sommes déjà en Europe avec des filiales, mais il y a l'Afrique et surtout les États-Unis. Ce, d'autant, que ce marché de l'outdoor reste méconnu. Il y a le sport, certes, mais il y a aussi tout ce qui concerne les usages professionnels, là où les matériels sont exposés. C'est un gisement". Autre domaine dans lequel Crosscall fait une percée mais sur lequel Cyril Vidal reste discret: la Défense. "Il nous arrive d'être consultés pour ce qui relève des forces spéciales. Il est clair que le fait d'être une entreprise française est un atout". Puis d'ajouter: "On est une sorte de porte-drapeau, j'aime bien". Porte-drapeau, Crosscall le deviendra un peu plus en-

DES SPORTIFS COMME AMBASSADEURS DE CHOC

Des ambassadeurs, Crosscall n'en manque pas. Dans la peau de conquérants, ils sont une vingtaine à nourrir l'image de marque de l'entreprise. Ainsi Xavier De Le Rue, un freerider pyrénéen devenu un as dans sa discipline. Plusieurs fois champion du monde, sa passion de la montagne et son goût des grands espaces l'ont conduit jusqu'en Alaska et en Antarctique. Ou le besoin de rester connecté passe par un mobile capable de résister aux conditions extrêmes. Un besoin partagé par le guide polaire Nicolas Dubreuil. Qui lorsqu'il n'officie pas, vit au Groenland, dans le petit village de Kullorsuarq. Où il n'est pas si rare que la température descende jusqu'à 38 degrés en dessous de zéro. Cédric Gracia, médaillé au championnat du monde de VTT, atteste de la résistance des smartphones. Tout comme Alain Duclos, que la pratique de l'enduro a mené au Dakar qu'il a remporté dans la catégorie des 450 cc. Des sportifs de choc auxquels il faut ajouter Daniel Dhers, star du BMX et Sylvain Bazin, adepte du trail running. Une discipline où les longs périodes sont la règle, qui collent au tempérament baroudeur de celui qui est aussi un journaliste outdoor. "Tous illustrent notre côté sportif et contribuent à faire évoluer le design et les contenus grâce à leurs retours d'expérience. C'est important pour nous", apprécie Cyril Vidal.

J.-L.C.

core lorsque le projet de concentrer en France la totalité de la chaîne de production aura été arrêté. Car pour l'instant, si les smartphones sont conçus et sécurisés dans l'Hexagone, une partie de l'électronique est nipponne et l'assemblage se fait en Chine. "À cette heure, ce pays est incontournable". Et puis, il y a cette volonté d'innover, omniprésente et force motrice. Elle se vit avec la sortie d'une évolution du Trekker, le M1-Core. Mais mi-janvier, elle se matérialisera surtout avec la mise sur le marché d'un tout nouveau smartphone: le Trekker X3. "Il est sexy, sans renier la solidité. Il résiste aux chocs, est économe en énergie avec une semaine d'autonomie".

Des plus qui sont autant d'atouts, mais pas les seuls. Car le nouveau venu tout entier tourné vers l'outdoor, utilise la dernière génération de technologie tactile. "Il embarque également pas moins de dix capteurs pour renseigner sur l'altitude, la température, la pression barométrique. Un GPS de précision permet aussi de repousser les limites de la randonnée. Tout cela trouve usage auprès des sportifs et des professionnels. Mais nos produits sont également grand public. C'est pour cela que nous veillons au look et au style". Et, bien sûr, aux prix de vente, le sommet de la gamme culminant à 549 euros.

Alors, satisfait du parcours de son entreprise, Cyril Vidal? "Oui, c'est mon bébé. Mais il faut persévérer, se dépasser, c'est le côté sportif". La belle histoire ne demande donc qu'à se poursuivre en 2017 et au-delà.

Jean-Luc CROZEL
jlcrozel@laprovence-presse.fr

③ LES TRANSPORTS

1 En ville, le vélo a du mal à grimper

La Provence – 20.07.2016

2 Métro : terminus Gèze... en 2017

La Provence – 29.07.2016

3 La concurrence lorgne les TER

La Provence – 03.11.2016

4 Non, vous ne rêvez pas, la L2 est enfin ouverte !

La Provence – 29.11.2016

5 Transports : la Métropole se lance

La Provence – 03.12.2016

6 Quels seront les transports en commun du futur ?

La Provence – 05.12.2016

7 « Ce téléphérique est réalisable »

La Provence – 07.12.2016

8 Le métro met le cap à l'Est

La Provence – 15.12.2016

En ville, le vélo a du mal à grimper

Aurait-il fallu profiter des travaux de rénovation du quai de Rive-Neuve pour y construire une piste cyclable ?

Après plusieurs mois de travaux d'un coût de 17 millions d'euros, le nouveau quai de Rive-Neuve était inauguré le 3 juin dernier.

Satisfaction générale du côté des élus de la majorité Jean-Claude Gaudin y allant même de son anecdote historique : "Pendant la Révolution, un certain Fréron voulait boucher le Vieux-Port et brûler la Sainte-Baume. Nous, le Vieux-Port, on a voulu le protéger et nous avons su le rénover en préservant son âme."

Chez les cyclistes, en revanche, l'enthousiasme était bien plus modéré : "Pfff... Ils n'ont même pas fait de piste cyclable !", lâchait ainsi - et parmi d'autres - une Marseillaise qui se déplace chaque jour à vélo. Et de mettre la question sur la table : pourquoi n'a-t-on pas profité des travaux du quai de Rive-Neuve pour y aménager un espace de circulation propre et protégé, à destination des vélos ?

Cette question, *La Provence* l'a posée à deux acteurs du dossier. Le premier s'appelle Cyril Pimentel et est le coordonnateur du collectif Vélos en Ville. Forte de quelque 1 500 membres, cette structure a ouvert un atelier de réparation de bicyclettes animé par des bénévoles. Elle milite également



Les travaux effectués quai de Rive-Neuve n'ont pas amené la piste cyclable espérée par beaucoup.

/PHOTOS NICOLAS VALLAURI ET C.D.

depuis des années - procédures judiciaires à l'appui, lire ci-dessous - pour le développement des aménagements cyclables à Marseille. Notre second interlocuteur s'appelle Lionel Royer-Perreaut. Maire (LR) des 9^e et 10^e arrondissements, il est, depuis quelques mois, vice-président délégué à la Voirie au sein du conseil de territoire Marseille Provence (ex-MPM). Sur la question des pistes cyclables, l' élu affiche un discours volontariste, mettant en avant certaines réalisations d'ores et déjà effectuées dans son secteur. L'avenir dira si, dans le cadre de ses nouvelles fonctions, les mots seront suivis d'actes.

Ce qui est certain, c'est qu'il y aura beaucoup à faire avant que Marseille ne rattrape son retard en terme d'infrastructures. Car aujourd'hui encore, nombre de bandes cyclables se finissent en queue de poisson, laissant parfois l'usager abandonné à un flot de voitures arrivant à contresens... Et sur le quai de Rive-Neuve, les cyclistes continuent de prier la Bonne Mère pour ne pas être percutés par des voitures, en particulier celles qui sortent du tunnel en direction du Vieux-Port, se retrouvant ainsi sur leur droite.

Clair RIVIÈRE

FOCUS

Une obligation légale qui n'est pas toujours respectée

Dans son article L228-2, le code de l'environnement est on ne peut plus clair : "À l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines, à l'exception des autoroutes et voies rapides, doivent être mis au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements sous forme de pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation." Si cette pratique est revendiquée par

Lionel Royer-Perreaut (lire ci-dessous), MPM est en tout cas loin de s'y être toujours conformée dans le passé. Le collectif Vélos en ville a ainsi dû batailler, ne serait-ce que "pour avoir le droit de descendre la Canebière à vélo". À plusieurs reprises, il a obtenu gain de cause devant la justice. Ce fut le cas, par exemple, en avril 2013, quand le tribunal administratif condamna la communauté urbaine à revoir sa copie place du 4-Septembre (7). "La bande cy-

clable sur terre-plein - même pas peinte - mesure moins de 50 mètres et ne débouche nulle part", écrivions-nous alors. Même problème boulevard d'Athènes (photo ci-contre) et même courroux judiciaire place des Capucines (1^{er}), où aucun aménagement cycliste n'avait été réalisé à l'occasion de la rénovation. Le prix du Clou Rouillé, décerné cette année-là à Marseille par la Fédération française des usagers de bicyclette, ne venait pas de nulle part.



CYRIL PIMENTEL, COORDONATEUR DU COLLECTIF VÉLOS EN VILLE

"Réduire la place de la voiture"

La question à se poser, c'est plutôt de savoir s'il fallait faire des travaux quai de Rive-Neuve, parce que comme on le dénonçait déjà il y a plus d'un an, rien n'a changé. C'est ce qu'on disait dans notre contribution à l'enquête publique, mais dans le rapport du commissaire enquêteur, il n'y avait pas un mot, pas une référence à cette contribution. Il aurait fallu réduire le nombre de voies de circulation, or ce n'est pas le cas. Mis à part sur 150 mètres, où deux voies ont été réduites en une, on a toujours trois voies.

Les voies de bus, il n'y en a pas plus ; les voitures en ont toujours le même nombre ; et les vélos, rien du tout. La Métropole nous avait dit que les vélos pourraient circuler dans la voie du bus, mais comme celle-ci n'a pas été rallongée, eh bien, il ne passe rien de nouveau pour le vélo à Marseille : rien n'a changé, comme d'habitude ! Donc ce n'est pas comme ça qu'on va favoriser le vélo à Marseille, qui pourtant en a vraiment besoin, quand on voit tous les problèmes que génère la voiture individuelle. Il faut quand même rappeler qu'on est une des villes les plus embouteillées d'Europe, la ville la plus embouteillée de France. Qu'on est la ville la plus polluée en France, celle où on vit le moins à cause de la pollution, une pollution qui provient en grande partie des particu-

les fines, qui proviennent en grande partie des voitures, des diesels. On est la dernière ville pour le vélo. Rien n'y est fait pour le vélo. Du côté des aménagements cyclables existants, il n'y a aucune continuité. Vous avez quatre bouts qui se baladent dans le sud de Marseille, il y en a un peu à l'Est et rien au Nord, parce qu'on a décidé que ce n'était pas cyclable, donc on ne fera pas d'aménagement. Et quand il y a une piste qui est faite, elle l'est sur le trottoir au milieu des piétons, entre les tables et les chaises des commerçants, le fleuriste, le vendeur de presse et le parcimètre. Des voitures se garent dessus, continuellement, elles ne sont pas entretenues : rapidement, au bout de quelque temps, on ne voit plus la peinture.

Le peu de double-sens cyclable qu'ils ont fait, ils n'ont fait aucun marquage horizontal, au sol, donc personne n'est au courant : vous les prenez à vélo, mais les voitures ne savent en rien que vous allez arriver dans l'autre sens. Et si on regarde dix ans en arrière, on voit qu'il y a beaucoup plus de vélos qu'avant, malgré l'absence d'efforts du maire... Alors s'il en faisait, vous imaginez la quantité de vélos qu'on aurait ? ! Ici, faire du vélo, c'est très agréable, c'est une ville où il fait tout le temps beau. Souvent les gens disent que Marseille est une ville qui n'est pas faite pour le vélo, mais c'est l'inverse : c'est une ville qui n'est pas faite pour la voiture ! On n'est pas à Lyon ou à Paris avec des gros boulevards bien larges. On est dans une ville où on a des voies de circulation importantes qui sont dans des tout petits chemins. Donc, c'est d'autant plus important de développer les transports en commun et le vélo.

LIONEL ROYER-PERREAUT, DÉLÉGUÉ À LA VOIRIE AU CONSEIL DE TERRITOIRE

"Un parti pris qui peut se comprendre"

Il me semble qu'autour du Vieux-Port, les cyclistes ont le droit de rouler sur les voies de bus, mais c'est vrai qu'il n'y a pas de piste cyclable séparée : c'est un parti pris qui avait été décidé sous la précédente mandature et c'est ce qui a finalement été retenu. L'idée, c'était de privilégier autour du Lacydon une agora très largement dédiée aux piétons. Ainsi, la voiture est passée de huit voies à deux - plus les voies de bus. Sans doute qu'il y aurait pu avoir une approche différente au niveau des deux-roues non motorisés, mais c'est un parti pris qui peut aussi se comprendre d'avoir autour du Vieux-Port un espace pour les piétons. Et puis le vélo sur les voies de bus, ça peut aussi se concilier... À Paris, il y a un mix de différents aménagements : pistes cyclables séparées des voitures, bandes cyclables, utilisation à contresens des voies limitées à 30 km/h, voies communes avec les transports en commun. La vérité, c'est qu'on s'adapte au contexte des lieux. Le principal, c'est qu'il y ait un mix de façon à développer l'espace qui est dédié au vélo pour inciter à son utilisation. En ce moment, j'ai un projet en cours, le BHNS (Bus à haut niveau de service, Ndlr) sur l'avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, à Mazargues, vers Luminy. Sur cette voie où il n'y avait que des voitures et très peu de piétons car les trottoirs étaient défoncés, on crée deux pistes cyclables, de larges trottoirs et une voie de bus. À Sainte-Marguerite aussi, je crée des pistes cyclables : j'ai la place. La volonté du conseil de territoire, c'est d'arriver à un objectif de 300 km d'aménagements cyclables au niveau du conseil de territoire à la fin de la mandature. À chaque fois qu'on fait des travaux structurants, on en met en place, en tout cas dans mon secteur, nous le faisons : dans les 9^e et 10^e arrondissements, d'ici à la fin 2016 nous en aurons créé une quinzaine de kilomètres. Il y a une volonté politique, mais on part de tellement loin qu'on ne peut pas faire tout d'un coup. Alors, on le fait quand on fait des travaux. Il est vrai que quelquefois nous avons des pistes qui s'arrêtent brusquement, mais qui à terme seront connectées. Je pense à un rond-point autour duquel nous avons des pistes cyclables qui pour l'instant ne sont reliées à rien : donc si on n'est pas au courant des projets, on peut se dire que ça ne sert à rien, mais dans les projets à moyen terme, il est prévu qu'ils soient reliés. Moi je suis plutôt pour des pistes cyclables séparées, parce que c'est plus sécurisant. Il y a, d'ailleurs, peut-être une réflexion à avoir autour de la Corniche. En tout cas, quand on fait des travaux d'infrastructures importants, on peut les intégrer. Mais à Marseille, il y a 111 noyaux villageois, beaucoup de petites voiries, donc des petits espaces où on ne peut pas faire des pistes séparées : là, il faut faire des bandes cyclables ou organiser la circulation cycliste à contresens.



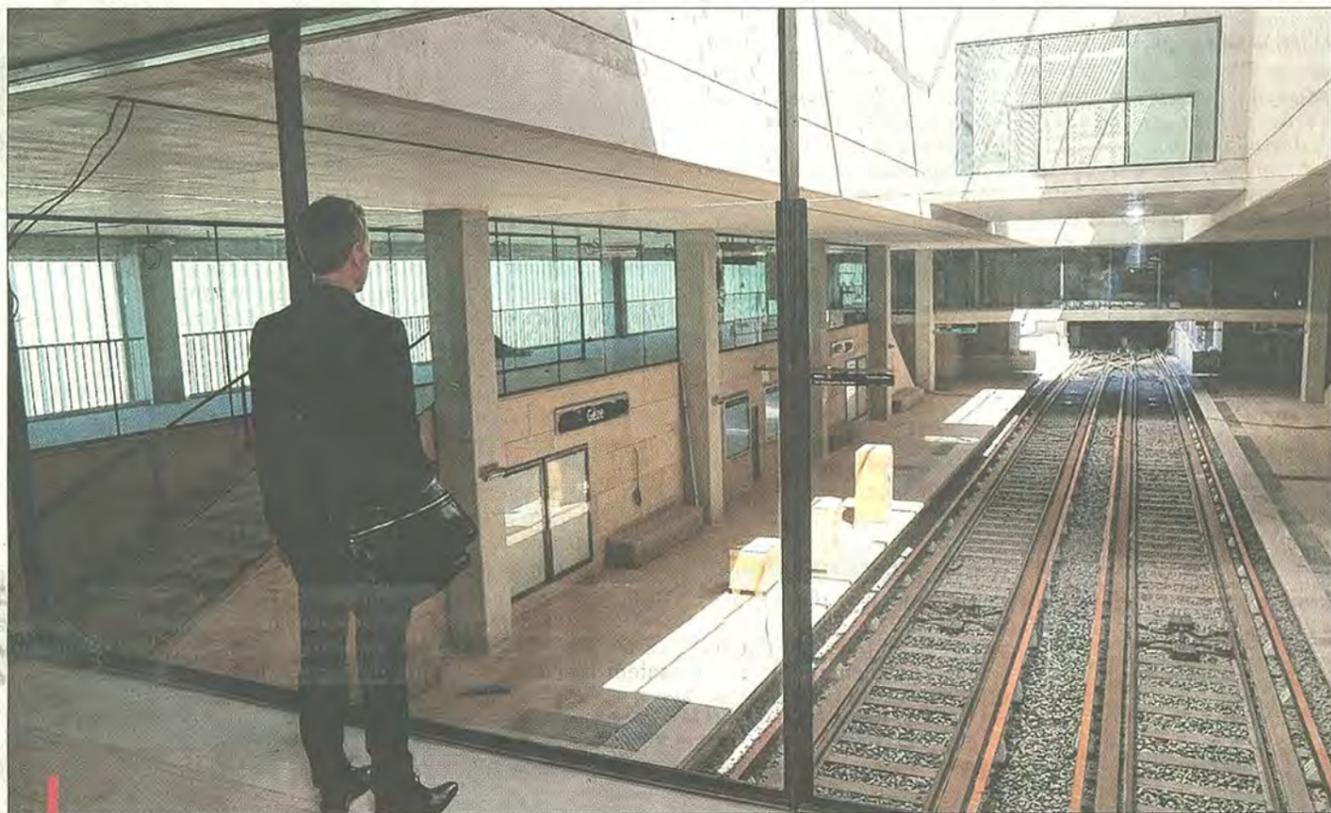


Du verre, des structures à claire-voie, un puits de lumière... la station est baignée de soleil et ventilée naturellement. Mais les voyageurs devront patienter encore près d'un an avant de fouler ses différents niveaux.

Métro : terminus Gèze... en 2017

Le prolongement de la ligne 2, les parkings, le pôle de transport, tout est prêt. La station n'attend plus que ses premiers usagers

En arrivant par la rue Zoccola (15^e), ouverte à la circulation, ou par le rond-point Capitaine Gèze, on pénétrera dans une station de métro flambant neuve, baignée de lumière, dotée d'un pôle multimodal de transport urbain et interurbain moderne, et de 3 niveaux de parking. La station Gèze est finie, ou presque. "Son ouverture est prévue dans la *courant 2017*", précise Jean-Pierre Serrus, vice-président LR de la Métropole en charge de la mobilité et des transports, qui avance des "problèmes techniques" pour expliquer presque deux ans de retard. Le vaste chantier situé à deux pas du marché aux puces a démarré courant 2013. Des travaux en surface sur des emprises de la RTM : sur le papier, le projet de prolonger le métro



Tout semble prêt pour l'arrivée de la première rame. En attendant le terminus Gèze fait figure de station fantôme. / PHOTOS NICOLAS VALLAURI

Le projet qui paraissait facile sur le papier accusera presque deux ans de retard.

de 900 mètres semblait facile. Beaucoup plus en tout cas que d'aller jusqu'à l'hôpital Nord. À l'origine, on prévoyait deux ans de travaux pour une mise en service en avril 2015, puis fin 2015, et finalement on a glissé douce-

ment mais sûrement vers 2017. Actuellement, sur le parking vide, les herbes folles commencent à se frayer un chemin entre les dalles. Mais ce retard a des conséquences plus lourdes, "mais pas exceptionnelles pour

ce genre de chantier", assure la Métropole, avec un budget revu à la hausse, 108 millions d'euros TTC au lieu de 93. L'ensemble du chantier est financé par la Métropole (avec une aide de l'État, du Conseil ré-

gional et du Département). "Ce sera le premier acte fort d'une métamorphose de l'offre des transports dans le nord de la ville", avait affirmé à l'époque des élus du secteur. Ce projet s'inscrit en parallèle à la réalisa-

tion de l'opération Euromed II. Tout l'environnement du pôle d'échanges va être transformé et renouvelé. Le toboggan qui enjambe le giratoire Gèze, sera démonté et remplacé par une trémie souterraine, ce qui permet-

tra d'aménager la place de la Cabucelle et de faciliter l'accès au métro. Le terrain rehaussé atteindra le 3^e niveau du pôle.

Hier, alors que Jean-Pierre Serrus, accompagné de Pierre Durand, directeur adjoint de la RTM, Rémi Tempier, chef de chantier et Bertrand Robin, directeur métro tramway à la Métropole, visitait la station à l'intérieur de laquelle régnait le plus grand silence, il revenait sur cette réalisation phare pour la Métropole : "Il faut que les communes se l'approprient. On a créé ce pôle en tenant compte de l'avenir, et d'un éventuel prolongement du métro."

Connaissant la situation des finances de la Métropole, on se doute qu'il ne se fera pas tout de suite. L'hôpital Nord est distant de 6 km environ, or le km de métro coûte entre 100 et 130 millions - à peu près le budget investissement transport de la Métropole en 2016. Alors, les responsables tablent sur l'aide de l'État, qui a mis en place cette collectivité. C'est l'objectif poursuivi à travers l'Agenda de la mobilité qui sera présenté fin 2016 au Premier ministre.

Au cours des prochains mois, les travaux vont se concentrer sur les systèmes préalables aux essais : sonorisation, vidéosurveillance, sécurité incendie, gestion centralisée, etc., pour une ouverture dans un an !

Corinne MATIAS

L'INTERVIEW de Jean-Pierre Serrus (*)

"Un agenda de la mobilité"

Quand pourrons-nous utiliser la station de métro et le pôle multimodal de transport ?
Nous ne pouvons pas donner de date précise pour cette ouverture, ce sera courant 2017.

Pourquoi faut-il encore attendre alors que tout semble prêt ?

Les opérations ont été lancées (sous la gouvernance du socialiste Eugène Caselli de l'ex-MPM, NDLR) avec précipitation, on n'a pas pris assez de temps pour définir le programme, les études n'étaient pas assez détaillées, on a été obligés de revoir les appels d'offres, des problèmes techniques se sont greffés, sans oublier les fouilles archéologiques qui ont pris six mois sur le calendrier. Actuellement, on doit apporter des compléments techniques en terme de signalisation et de sécurité et se caler sur le système du métro.

Que signifie ce pôle pour la population de la Métropole ?

Au-delà de sa nécessité pour la population du quartier, d'Euromed et du nord de Marseille, c'est indispensable pour la mobilité dans la Métropole. Concernant le parking, on a fait un choix, de le mettre en priorité à la disposition des usagers des transports de la Métropole.

Quels sont les projets en matière de transports dans ce secteur ?

Avant la fin de l'année, on va lancer la concertation préalable pour le prolongement du tramway d'Arènes à Capitaine Gèze en passant par Salengro et la rue de Lyon, pour une réalisation vers 2023 ; on prévoit la ligne 70 Saint-Exupéry-centre-ville en BHNS (bus à haut niveau de service, NDLR) en 2019 ; on attend surtout beaucoup de l'Agenda de la mobilité à l'échelle de la Métropole qui sera présenté en fin d'année au Premier ministre et au ministre de l'Aménagement du territoire, dans lequel on détaillera ce qui est du ressort de l'État concernant les retards des infrastructures, la continuité projets et les projets nouveaux pour améliorer la mobilité sur le territoire.



(*) Jean-Pierre Serrus (LR) est vice-président de la Métropole, en charge de la Mobilité.

Les repères

En 2013, le chantier du prolongement de la ligne 2 du métro démarre, avec les traditionnelles déviations de réseaux. "Nous étions dans un secteur contraint", rappelle Rémi Tempier, le chef de chantier, avec une grosse conduite de gaz. GDF, ERDF, France Télécom, les différents opérateurs travaillent pendant plusieurs mois. La rue Félix-Zoccola est fermée à la circulation, obligeant les véhicules en direction de la zone des Arnavants à faire le détour par le carrefour Gèze.

En parallèle, se tient un chantier de fouilles archéologiques, sur le site d'un ancien cimetière, utilisé entre 1784 et 1905. Puis, en 2014, c'est la démolition des établissements Arles, des locaux techniques de la Seram. La fin des travaux et l'ouverture de la ligne sont prévues courant 2017.

La création du métro, le tronçon La Rose-Saint-Charles (ligne 1) remonte à 1977, au terme de 4 ans de travaux, la même durée que pour les 900 m Bougainville-Gèze.

En mars 1978, la ligne 1 va jusqu'à Castellane. La ligne 2 Bougainville Sainte-Marguerite démarre en 1984. Dernière née, La Fourragère en mai 2010.

EN DÉTAIL

Un parking-relais pour les clients de la RTM

Sur ce pôle sont regroupés : au niveau inférieur, la nouvelle station de métro de la ligne 2 ; au niveau au-dessus, on trouvera l'accueil des voyageurs, la billetterie, et le parking pour vélos ; au 3^e niveau, le pôle d'échange bus et cars, avec à terme une passerelle pour rejoindre le nouveau quartier d'Euromed ; et sur le toit du 4^e niveau une partie du parking relais. La structure est ventilée naturellement et confère au bâtiment, à l'architecture massive, un visuel assez "léger" apporté aussi par l'utilisation des matériaux comme le verre, un puits de lumière de la hauteur de la station... 1 000 m² de panneaux solaires sont positionnés sur les ombrières du dernier niveau du parking pour ses besoins en électricité. Dans le cadre du renouvellement du matériel roulant, à l'horizon 2021-2022, il est prévu que les stations soient dotées de portes palières entre le quai et la voie.

Cette extension du métro s'accompagne d'un

parking relais de 623 places, dispersées sur 3 niveaux, dont 14 pour les personnes à mobilité réduite, et de 12 postes pour recharger les voitures et les deux-roues. La gare de bus accueillera deux lignes de bus à haut niveau de service (celle en provenance de l'hôpital Nord, et la 38 qui viendra de Saint-Jérôme en passant sur la L2), 6 lignes de bus urbains et 2 lignes de cars interurbains. La station de Bougainville, c'est 35 000 voyageurs par jour, 70 000 avec les bus. "La plupart des bus viennent des quartiers nord. Avec un terminus à Gèze, ils feront moins de kilomètres. Ce gain va permettre de dégager des financements pour améliorer le reste du réseau", assure Pierre Durand, directeur de l'exploitation à la RTM, qui confirme que le parking sera accessible avec la carte de la RTM, et à terme les cartes de la Métropole. "En 2017, ajoute-t-il, on va faire en sorte que ces parkings puissent être utilisés pour de grands événements, comme les matchs de foot par exemple."



Le parking de 623 places ne sera accessible qu'avec la carte des transports.

La concurrence logne les TER

Les opérateurs privés, qui exercent à l'étranger notamment, sont prêts à s'emparer du marché de la SNCF en Paca



La concurrence : un facteur qui, selon les observateurs du marché du ferroviaire, a permis de faire baisser les prix et d'améliorer la qualité, comme en Italie. Les TER de Paca y seront-ils bientôt soumis ? / PHOTO ARCHIVES L.P.

C'est super de voir ce type d'annonce!" Jean-Daniel Guyot, président de Trainline International, est clair. Pour cet expert du ferroviaire, dont la société commercialise les offres combinées de différents opérateurs, l'ouverture du rail à la concurrence que Christian Estrosi, président LR de la Région Paca souhaite accélérer - l'assemblée plénière du conseil régional va débattre aujourd'hui du niveau de contribution régionale à la SNCF pour le service 2016 dans le cadre du Contrat d'exploitation des Trains Express Régionaux - est déjà une réalité. L'entreprise qui marie sans complexe les billets de la SNCF à ceux de Trenitalia ou Deutschebahn pour proposer le meilleur trajet à ses clients, est même née à la suite d'une condamnation de la SNCF, en 2009, par l'Autorité de la concurrence, forçant la compagnie française à ouvrir le marché de la vente en ligne... Car en France, et même en Paca,

d'autres opérateurs interviennent, pour des liaisons transfrontalières, comme le Marseille-Milan, proposé par Thello. Détenue entièrement depuis peu par l'homologue de la SNCF en Italie, l'entreprise ferroviaire regarde d'ailleurs le territoire de Paca. "Nous sommes disposés à des accords commerciaux avec cette Région dès maintenant, si la loi française nous permettait de le faire, par exemple mettre des places à disposition des clients français du TER pour du cabotage", explique Roberto Rinaudo directeur général de Thello. Quant au prix "il sera l'objet de la négociation avec la Région". Car pour aller plus loin dans la conquête de nouvelles parts de marché transalpines, le patron de la compagnie italienne a besoin d'un texte réglementaire qui n'existe pas encore (lire ci-dessous). Autant dire qu'il n'est pas le seul à attendre avec impatience la possibilité d'accélérer l'ouverture du rail à la concurrence, voulue par diffé-

27 euros
le "train.km", c'est le coût du TER en Paca.

rentes collectivités. "Nous sommes consultés pour de l'expertise générale par l'Association des régions de France, confie Jean-Daniel Guyot. Les régions n'ont pas beaucoup d'expérience, car elles se sont laissées porter par l'opérateur." Et les acteurs du ferroviaire régional trépident d'autant plus, qu'au-delà des frontières, les compagnies nationales ont depuis longtemps été bousculées par de nouvelles venues sur le rail. C'est le cas notamment en Allemagne, où le premier opérateur ferroviaire privé est un... Français.

Présent depuis vingt ans outre-Rhin, Transdev qui réalise 10% de son chiffre d'affaires dans le ferroviaire, s'est emparé de 5% du marché allemand en

raflant 18 contrats avec les Länder. Et, bien sûr, le coup de semonce de Christian Estrosi a été entendu jusqu'au siège social du groupe en région parisienne. "Les 36 M€ dont parle M. Estrosi seraient atteints", estime Claude Steinmetz, directeur ferroviaire Transdev. Autrement dit, la somme que le président de la Région entend soustraire du devis de 291 M€ présenté par la SNCF pour l'exploitation du réseau provençal, pourrait être économisée si Transdev s'emparait du marché...

"Mais si on nous donne seulement un bout de ligne, ce ne sera pas la même chose. À partir d'un million de train.km, on peut expérimenter des choses", assure le directeur. Le professionnel, déjà dans les starting-blocks, qui suit de près toutes les démarches en faveur de la libéralisation du rail, a vite fait son calcul: "En Allemagne, le coût d'exploitation est de 10€ le train.km, c'est plus du double en Paca!" 27€ pour être précis selon la Région, pour une moyenne nationale de 23€. Un écart qui s'expliquerait selon le professionnel par les modes d'organisation, notamment beaucoup plus décentralisés, chaque ligne ayant un "patron". Les salariés du rail allemands ne seraient pas moins bien lotis que les Français... Reste que la question sociale du transfert de personnel, et des conditions de travail qui vont avec, en cas de changement d'opérateur, reste centrale dans ce dossier. Alors tandis que les spécialistes "travaillent sur le sujet de façon discrète", les politiques multiplient les déclarations fracassantes, histoire de tâter le terrain?

Marie-Cécile BÉRENGER

L'INTERVIEW d'Yves CROZET

"La bombe à retardement du prochain quinquennat"

Yves Crozet est professeur à l'Université de Lyon et chercheur au sein du Laboratoire Aménagement Économie Transports.

Les Régions peuvent-elles accélérer l'ouverture ?

Cet été Alain Vidalies a indiqué qu'il faudrait procéder à des expérimentations avant 2023, il y a des discussions avec l'association des Régions de France. Mais qu'est-ce qu'on fait des personnels? Et puis, il y a une autre question juridique, celle des trains qui sont payés par les collectivités mais appartiennent à la SNCF. Il est impossible de faire un big bang. Sauf à avoir des grèves dures, Christian Estrosi est obligé d'aller doucement.

Comment peut s'opérer cette transition ?

Sur des morceaux de lignes, comme cela aurait dû être fait depuis 15 ans, autrement dit attribuer des lots à un opérateur concurrent qui va montrer ce qu'il sait faire. Mais la région Paca n'est pas celle où ce sera le plus facile car peu de lignes s'y prêtent. Le schéma idéal ce sont des lignes dotées d'un autorail autrement dit un matériel dédié de type automoteur qui fait des allers-retours, avec des personnels dédiés aussi. En Paca je ne vois que les liaisons Digne/Gap ou Marseille/Aix pour expérimenter. Ce serait plus facile en Rhône-Alpes, entre Lyon et la Bourgogne. Mais on sait que c'est comme ça que ça va se passer.

Le recours à des bus est-il une bonne option en Paca ?

Le ferroviaire est structurellement faible dans cette région à cause de la saturation de certaines lignes. L'idée de mettre des bus sur certaines liaisons est astucieuse. On peut imaginer des autocars bon marché par exemple entre Cannes et Grasse ou Aix et Marseille. Les bus Macron n'ont pas été faits pour créer des emplois mais pour modifier la frontière entre le rail et la route.

Et les cheminots dans tout ça ?

Ils pourraient accepter de travailler pour une autre compagnie à condition d'être mieux payés. Cela ne peut fonctionner que sur de petites lignes. C'est le drame du mois de juin : pour calmer leur mouvement (lors de la négociation sur la convention du rail, ndlr) le ministre a dit on ne change rien. La SNCF ne pourra être aussi efficace que ses concurrents. Quand elle opère des trains cela coûte plus cher qu'avec Keolis ou Transdev. Par exemple un conducteur, qui fait Marseille-Nice, n'a pas le droit de revenir dans la foulée. Il dort à Nice et il touche pour cela une prime. Un nouvel opérateur va dire : on peut vous payer plus mais il n'y aura pas de prime ni de congé en plus. Le ferroviaire, c'est la bombe à retardement du prochain quinquennat. Juppé ou Sarkozy pourrait faire une loi pour accélérer l'ouverture mais il faut régler les questions sociales.

Recueilli par M.-C.B.

Ce texte de loi qui leur manque tant

Alain Vidalies, secrétaire d'État aux Transports, a vite fait de "recadrer" la volonté de Christian Estrosi d'accélérer l'ouverture du rail en Paca. "L'ouverture à la concurrence est prévue pour 2023 et d'ici là, il faut une expérimentation; et l'expérimentation elle-même nécessite une loi", indiquait le ministre quelques jours après. Qu'à cela ne tienne. La famille politique du président de la Région a fait de ce combat un de ses chevaux de bataille, pour 2017. Et compte bien sur un changement de majorité pour changer la loi ou, en tout cas, produire un texte qui permette de soumettre le marché des transports régionaux à la concurrence. "Rien ne nous oblige à passer par la case expérimentation. Il faut aller le plus vite possible", indique Dominique Busse-

reau, secrétaire d'État aux Transports de 2007 à 2010. "Je travaille au côté d'Alain Juppé, qui publiera dans quelques jours ses propositions sur les transports et nous donnerons le feu vert aux Régions très vite après l'élection", prédit l'actuel député et président du conseil départemental de Charente-Maritime. "Le modèle des DSP fonctionne très bien pour les transports urbains dans bien des agglomérations, Transdev et Keolis sont les premiers au monde car ils vendent ce modèle dans le monde entier et, dans ce cas, les personnels sont repris par la compagnie titulaire de la DSP", ajoute l'élu qui imagine volontiers une ordonnance, pour instaurer très vite la libéralisation du rail.

M.-C.B.

En jouant la complémentarité, le car est en embuscade

Ouvrir des lignes de cars là où le train n'est pas rentable et là où il ne peut aller lorsque le besoin existe. Si Christian Estrosi n'entend pas remplacer tous les TER par l'autocar, leur donner une place plus importante "dans un souci d'efficacité" et "de réduction des coûts", est en revanche un objectif qui compte en regard de la remise à plat de la totalité des services de transport rattachés à l'Autorité organisatrice qu'est la Région. "Il va y avoir un transfert des cars départementaux et nous songeons à nous doter d'une région. Le but est d'harmoniser, de mettre en place un titre de transport intermodal unique. Mais nous voulons auparavant évaluer la pertinence de chaque mode. Cela devrait aboutir en 2017 au terme des premières Assises du transport et de la mobilité. L'objectif est d'arrêter une stratégie d'avenir", avait longuement expliqué le Président de la Région en septembre dernier. Avant d'ajouter, en évoquant ce qui l'agace le plus: "Que la SNCF mette en place ses propres cars, que nous payons, lorsque le train ne roule pas, c'est terminé".

Des cars à ses couleurs, la Région en exploite déjà dans le cadre de ses lignes express régionales, les LER. 22 au total, qui desservent près de 300 communes au rythme de 172 voyages quotidiens. Mais s'ils portent l'écusson de Provence-Alpes-Côte d'Azur,



La Région exploite déjà en direct 22 lignes régionales qui vont être développées. / PHOTO L.P.

leurs propriétaires sont bien des sociétés privées qui interviennent dans le cadre d'un schéma régional. En récupérant légalement à compter du 1^{er} janvier prochain, mais plus vraisemblablement à compter de septembre 2017, les personnels et les flottes départementales, "ce schéma va s'amplifier. L'objectif est de lui donner une cohérence pour qu'il ait davantage de mobilité sur l'ensemble de notre territoire", insiste Philippe Tabarot, le vice-président chargé des Transports. Une exception toutefois: les Bou-

ches du Rhône. La puissante RDT 13 qui exploite les services Cartreize, revient à la métropole qui couvre 80% du département et gère l'interurbain. Qu'à cela ne tienne, la Région "qui reste chef de file en matière de mobilité", entend jouer à fond la carte de la complémentarité entre train et car. Les tests ont d'ailleurs déjà débuté entre Cannes et Grasse à l'occasion de l'ouverture de travaux sur le réseau ferré. "Le nombre de cars a été augmenté et le titre de transport est le même".

Jean-Luc CROZEL

Les discussions continuent entre Région et SNCF

"Quel sera l'impact sur les usagers?" La question de la rupture des discussions entre Christian Estrosi et la SNCF est rapidement venue sur le tapis lors du comité de lignes de l'étoile ferroviaire de Marseille. Le vice-président en charge des transports a tenté clairement, il y a quelques jours, de rassurer les associations d'usagers. "Le président Estrosi considère qu'il y a un différentiel au niveau du devis proposé cette année, a rappelé Philippe Tabarot. La SNCF nous demande 36 M€ de plus que ce qu'on est prêts à payer. Il faut qu'on nous explique, poste par poste, pourquoi on doit payer ça. Et pour certains postes, on ne comprend toujours pas." Sous-entendu: la Région attend un rabais face aux "plus mauvais chiffres de France pour la qualité de service". De quoi accrédi-ter l'idée d'un "bluff" de Christian Estrosi pour tor-der le bras à la SNCF, comme l'ont dénoncé les syndicats de cheminots. Le délai d'ici au 1^{er} janvier, date de la fin de la convention, semble court. "Si on n'a pas d'autres engagements de la SNCF, on fera notre propre plan de transports. Et légalement, elle sera forcée de l'appliquer", jugeait l'élu. Présent à ses côtés, Jean-Aimé Mougenot, directeur régional de la SNCF, acquiesçait: "Nous mettrons tout en œuvre pour trouver un terrain d'entente à un moment donné. La SNCF aura à cœur d'assurer sa mission de service public. Il n'y a aucun souci de continuité au 1^{er} janvier."



Philippe Tabarot (Région) et Jean-Aimé Mougenot (SNCF). / PHOTO SYR.P.

Sylvain PIGNOL

Non, vous ne rêvez pas,

Après plus de vingt-trois ans de travaux, la partie Est de l'A507 est accessible depuis 6 h aux automobilistes

L'explosion d'une voiture volée, hier matin au pied de son immeuble, passerait pratiquement au second plan. "Ah ça, c'est les aléas de la cité", lâche Kadra, l'air détaché. Non, ce qui alerte cette habitante de la tour H de Frais-Vallon, ce qui témoigne de l'inquiétude sur son visage, c'est l'ouverture ce matin de la L2. Et pour cause, le T3 de Kadra et son mari Ali offre une vue imprenable sur l'un des échangeurs de la rocade. "Regardez, indique-t-elle en franchissant la porte du balcon. Là, il n'est que 14 h, mais quand on sera en heure de pointe, je n'ose imaginer le trafic et le bruit."

Un problème de taille pour l'aide-soignante qui travaille de nuit. "Avec la rocade, ça veut dire que quand je rentre le matin, je ne pourrai plus ouvrir mes fenêtres. Ça va devenir l'enfer", redoute-t-elle. "Et c'est sans compter les problèmes de pollution", ajoute son mari, à ses côtés. Les mains sur la balustrade, il craint que sa tour ne devienne "toute noire comme les immeubles le long de la passerelle de Plombières". Consciente de ces nuisances, la SRL2 a bien proposé de poser des vitres sur les balcons. "Mais vous voulez qu'on cuise l'été?", interroge Kadra, l'air agacé. Non honnêtement, je ne sais pas ce qu'on va faire", pour-

"Il va y avoir des embouteillages monstres au Merlan."

FRANÇOIS GERLIER



suit-elle. "S'il le faut, nous démantèrerons", tranche Ali songeant aussi "aux bouchons" à la sortie de l'échangeur de Frais-Vallon. Car en attendant l'ouverture du tronçon Nord de la rocade, les voitures en direction de l'A7 devront sortir au niveau du rond-point de Wresinski. Conjugué aux travaux de taille menée au niveau du Merlan (14), vous obtenez "des embouteillages monstres dans ce secteur", dit François Gerlier. Président de la fédération des Comités d'intérêts de quartiers dans le 14^e arrondissement, il ne feint

pas la colère à l'autre bout du combiné. "Mais qu'est-ce que vous voulez que je vous dise sur l'ouverture de la rocade, répond-il, énervé. On nous prend pour des imbéciles. En plus des travaux sur Le Merlan, il y aura 2200 voitures par heure et personne n'en a rien n'a faire." Menaçant les mois précédents de déposer un référé contre l'ouverture de la L2, il préfère couper court à la conversation d'un mystérieux "vous verrez".

"Je sais qu'un avocat a été saisi, mais je ne sais pas s'il va aller

jusqu'au bout", indique de son côté Richard Hardouin, président du collectif Anti-nuisances L2. Comme le nom de son collectif l'indique, cet habitant ferraille, depuis de nombreuses années, contre la logique d'ouvrir "une autoroute urbaine" dans Marseille. L'ouverture programmée de l'ouvrage ce matin sonne-t-elle le glas de son collectif? "Mais alors pas du tout, coupe notre interlocuteur. Je vous rappelle que le tronçon Nord n'est pas terminé, tout comme notre action." Engagé dans un débat constructif

"La construction de la L2 est un gigantesque gâchis."

RICHARD HARDOUIN

avec le maître d'œuvre, il dit ne pas s'opposer à la construction de la L2, mais parle d'un "gigantesque gâchis". "On vante depuis des années et des années des vertus de la L2. Mais il ne faut pas oublier que

c'est un aspirateur à voitures. Si vous proposez un axe dégagé à un automobiliste, bien entendu, il va s'engouffrer dedans. On est à l'encontre de toute logique environnementale, d'autant qu'il n'y a pas de continuité pour les pistes cyclables sur le dessus", détaille-t-il.

Conscient que son collectif ne pouvait interrompre la construction, il regrette que la L2 ne soit pas un laboratoire pour expérimenter de nouvelles techniques. "Si des demandes de subvention européennes avaient été faites,

du Nanosoft (un revêtement routier plus cher, mais plus silencieux, Ndlr) aurait pu être posé", regrette Richard Hardouin. Seul motif de satisfaction pour lui: la pose de capteurs, en partenariat avec Air Paca, pour mesurer le taux de particules fines. Placés en différents points de la rocade, ils diront si la pollution dépasse le seuil réglementaire. "Si c'est le cas, nous ferons une action en justice", prévient-il. Histoire d'ajouter un chapitre au long et sinueux tracé de la L2.

Éric MIGUET

LES 3 QUESTIONS À Émilie Saby responsable communication et marketing du tunnel Prado-Carénage

"L'impact sur le tunnel sera limité"

■ Avec l'ouverture de la rocade L2 ce matin, redoutez-vous une perte de clientèle sur le tunnel Prado-Carénage?

L'ouverture de la rocade n'est que partielle. Donc, il n'y aura pas vraiment d'impact direct sur le tunnel Prado-Carénage. Si avec la L2, les automobilistes s'attendent à faire un contournement, ils seront déçus. Mais cet ouvrage est quelque chose de très bien. Il peut même avoir des répercussions positives sur le nôtre pour permettre aux riverains de Saint-Barnabé de prendre la L2 puis le tunnel pour rejoindre l'A7.

■ Mais en 2018, avec l'ouverture complète de la L2, y aura-t-il un intérêt à prendre et payer (2,80 €, Ndlr) votre tunnel?

La construction du tunnel s'est faite en connaissance de cause. Nous

savons que la L2 allait arriver et c'est une amélioration pour la circulation dans Marseille. Je précise d'ailleurs que notre société n'a jamais essayé de retarder le chantier. En ce qui concerne l'ouverture complète en 2018, une étude d'impact a été réalisée et démontre que les deux ouvrages peuvent s'intégrer.

■ Que précise l'étude?

Je ne peux le dire pour le moment. Mais l'intégration est possible. Les automobilistes auront toujours un intérêt à utiliser le tunnel pour aller au Vieux-Port ou dans les nouveaux centres de vie comme aux Docks et La Joliette.

Propos recueillis par É.M.I.



Émilie Saby est responsable communication et marketing de la Société marseillaise du tunnel Prado-Carénage. / PHOTO DAVID ROSSI

La L2 est enfin ouverte!

désireux de contourner le centre-ville entre l'A50 et l'A7. Pour le tronçon Nord, il faudra attendre fin 2017



Hier, en fin de matinée, les techniciens procédaient aux derniers réglages avant l'ouverture à 6 h ce matin.

/PHOTO PATRICK NOSETTO

LES REPÈRES

9,7. La L2, c'est 9,7 kilomètres de l'Est au Nord, de l'échangeur Florian à Saint-Loup, à l'A7 aux Arnavaux. La L2 Est est longue de 5,2 km.

4. Le nombre d'échangeurs avec la voirie urbaine (Faïenciers, Frais-Vallon et les demi-échangeurs Caillols et Saint-Julien).

620 M€. Le prix du Partenariat public-privé (PPP), signé entre l'État, la Région, le Département et la Métropole. Coût total : 1 milliard (100 millions d'euros du kilomètre).

3 000. Au total, la L2 aura fait travailler 3 000 personnes.

100 000. Le nombre estimé de véhicules qui rouleront par jour sur la L2 Est, 80 000 sur la L2 Nord.

70 km/h. La vitesse autorisée, contrôlée par cinq radars.

1993. L'année du premier coup de pioche.

7 juillet 2016. Livraison annoncée de la L2 Est.

352. Le nombre de réserves techniques émises par les services de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

29 novembre. Ouverture officielle de la L2 Est.

Fin 2017. Livraison annoncée de la L2 Nord et fin de l'ensemble des travaux.

Une longue attente de plus de vingt ans

Je n'y crois pas, c'est un poisson d'avril en novembre!" "M. Fillon est certainement intervenu cette nuit!" "OK, elle ouvre à 6h, mais elle ferme à quelle heure?!"

Hier, dès l'annonce de l'ouverture officielle de la L2 Est aujourd'hui à 6h, les commentaires ont fusé sur *la-provence.com*. Il faut dire que les Marseillais attendaient cette annonce depuis... 1993, date du premier coup de pioche de cette rocade censée désengorger le centre-ville. Une véritable Arlésienne, enfin devenue réalité après plusieurs mois de flou et un jour avant la date butoir annoncée début novembre par Ségolène Royal, la ministre de l'Écologie.

Initialement, l'ouverture était prévue le 7 juillet, mais c'était sans compter sur les quelque 352 réserves

La livraison de la L2 Nord est, quant à elle, prévue pour fin 2017.

techniques émises par les services de la préfecture. En cause notamment : le manque de stabilité des gabarits pour poids lourds.

Près de cinq mois "incompréhensibles" plus tard, ces réserves ont finalement été levées et la mise à disposition de l'A507 (son nom officiel) a été acceptée vendredi. L'ouverture a été validée ce week-end par décision ministérielle, alors qu'il y a à peine dix jours, une journée "portes ouvertes" - destinée à découvrir ce tronçon à pied ou en vélo - avait été an-

nulée à la dernière minute! Depuis 6h, les automobilistes peuvent donc emprunter cette rocade Est. Mais, dans le sens Aubagne - Marseille, les utilisateurs ne peuvent pas encore passer par le "tunnel" de La Parette. Pour rejoindre la L2, ils doivent sortir à La Pomme et remonter jusqu'à l'échangeur Florian.

Une ouverture "progressive, afin de contenir les flux automobiles de transit vers l'A7 et privilégier la fonction de desserte interquartiers", explique la préfecture des Bouches-du-Rhône dans un communiqué.

Car il s'agit bien là d'une ouverture partielle de cet ouvrage réalisé par la Société de la rocade L2 (SRL2), sous contrat avec l'État et exploité par la Direction interdépartementale

des routes (Dir) Méditerranée, dans le cadre d'un Partenariat public-privé (PPP). Les travaux se poursuivent, en effet, sur le tronçon Nord, un parcours de 4,5 kilomètres reliant Frais-Vallon à l'A7, qui ne sera livré qu'en fin d'année 2017 et mis en service début 2018.

En attendant cette délivrance totale, le secteur de Frais-Vallon risque d'être saturé ces prochains mois (*lire page précédente*), d'où le choix de ne pas ouvrir le tunnel de La Parette... Histoire aussi de voir comment se déroulent les premiers jours de circulation et de gérer un flux encore incertain. Après plus de vingt ans d'attente, les utilisateurs ne sont plus à quelques mois près...

Michaël LÉVY
mlevy@laprovence-presse.fr

LE COMMENTAIRE de Stéphane Bouillon préfet de région

"Nous avons dû taper du poing"

■ Les très nombreuses réserves pointées lors de la réception du chantier sont donc bien levées? Tout à fait, du moins pour ce qui est des réserves dites bloquantes. Les derniers tests ont eu lieu le 22 novembre. Il s'agissait notamment de vérifier que les caméras de vidéosurveillance et le poste de commandement étaient enfin bien synchronisés. Ce défaut, en juillet, faisait partie des 80 réserves véritablement bloquantes sur les 500 que nous avions relevées. Nous avions aussi un problème avec le gabarit pour les poids lourds: sur nos tests, ils étaient carrément tombés derrière nous! Nous avions aussi un souci avec des câbles électriques qui n'étaient pas aux normes. Bref, un vrai problème d'achèvement de chantier qui a nécessité que nous tapions du poing sur la table. Une pénalité d'un million d'euros a aussi été appliquée. Cela arrive, cela dit, sur beaucoup de chantiers.

■ L'inauguration se déroulera-t-elle en présence de François Hollande et si oui, à quelle date? L'idée est effectivement qu'il vienne à Marseille, mais son agenda est très chargé. Nous attendons de connaître sa date.

■ Pourquoi maintenez-vous fermé

le tunnel de La Parette?

Pour éviter un effet goulet d'étranglement puisque la L2 Nord n'est pas achevée et ne permettrait pas d'évacuer le flux. Nous allons faire des tests circulation qui nous permettront de savoir si une ouverture avant la livraison du tronçon (*envisagée pour début 2018, Ndlr*) reste possible.

■ Serez-vous attentif à l'exposition des riverains au bruit et à la pollution? Tout à fait. C'est déjà pour cette raison que nous avons fait réduire la vitesse à 70 km/h sur la L2. Nous avons demandé à Air Paca de mesurer, aux trémies de la rocade, les niveaux de pollution, ceci afin d'activer des systèmes d'évacuation des fumées. Cela a été décidé en juin, à la demande des riverains, en comité de suivi.

Propos recueillis par Delphine TANGUY



Le préfet Stéphane Bouillon.

/PHOTO DAVID ROSSI

LA RÉACTION

Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille:

"Après de trop longues années de chantier et des mois d'attente pour lever les dernières réserves techniques, les automobilistes marseillais vont enfin pouvoir utiliser la L2. Je me réjouis que l'État ait finalement pris la décision d'ouvrir ce tronçon Est tout en espérant que le choix d'un accès partiel ne générera pas plus de difficultés de circulation que cet équipement doit en résoudre. Je regrette notamment que l'accès direct par l'A50 depuis Aubagne ne soit ouvert que lors d'une seconde phase alors qu'il s'agit, clairement, de l'entrée la plus directe et la plus attendue par tous. Je serai particulièrement vigilant au cours des premiers jours d'exploitation afin de faire remonter au préfet tous les problèmes éventuels qui pourraient être observés."

L'ANALYSE d'Inouk Moncorgé directeur de la SRL2

"Un véritable soulagement"

L'histoire ne dit pas si le champagne est ou n'est pas depuis plusieurs mois. Toujours est-il que du côté de la Société de la rocade L2 (SRL2), le "soulagement" est immense. Une véritable "satisfaction" pour Inouk Moncorgé, le directeur général de la SRL2 pour qui les 352 réserves, émises début juillet par les services de la préfecture, n'étaient pas si élevées que le chiffre peut le laisser paraître. "Sur ce genre d'infrastructure, avec notamment cinq tunnels et 5,5 kilomètres, il y en a toujours. Certaines nécessitaient d'être traitées", justifie le responsable.

Ainsi, le nouveau système d'aide à la gestion du trafic, développé pour l'intégralité du réseau de la Direction interdépartementale des routes (Dir) Méditerranée a subi quelques modifications. "Il y aura encore des réserves mais l'État a estimé qu'il avait désormais la possibilité de gérer en toute sécurité la rocade Est", explique Inouk Moncorgé qui assure que, malgré le retard sur la L2 Est, la rocade Nord sera, elle, livrée dans les délais, soit fin 2017.

Entre-temps, le tunnel de La Parette, qui évitera aux automobilistes empruntant l'A50 de sortir de l'autoroute pour prendre la L2 via l'échangeur Florian, aura peut-être ouvert ses portes. "Le pré-

fet a souhaité prendre un certain nombre de mesures conservatoires pour limiter le trafic dans les premiers mois. Un observatoire des exploitants des routes sera mis en place pour analyser les points de fluidité et de congestion. En fonction des résultats et de l'avancée des travaux de la L2 Nord, le tunnel pourrait ouvrir dans trois à six mois", estime le directeur général de la SRL2. Quant aux pénalités (24 000 € par jour de retard depuis le 8 juillet), le responsable assure que l'on est loin du compte et que des "discussions contractuelles" seront prochainement entamées. L'inauguration officielle, qui pourrait se dérouler le 8 ou 9 décembre en présence de François Hollande, permettra peut-être à l'État et à la SRL2 de trouver un terrain d'entente...



Une "satisfaction" pour Inouk Moncorgé. /PHOTO V.V.

M.L.

Transports : la Métropole se lance

L'Agenda de la mobilité métropolitaine a été dévoilé. Un plan à 10 milliards qui cherche encore un financement

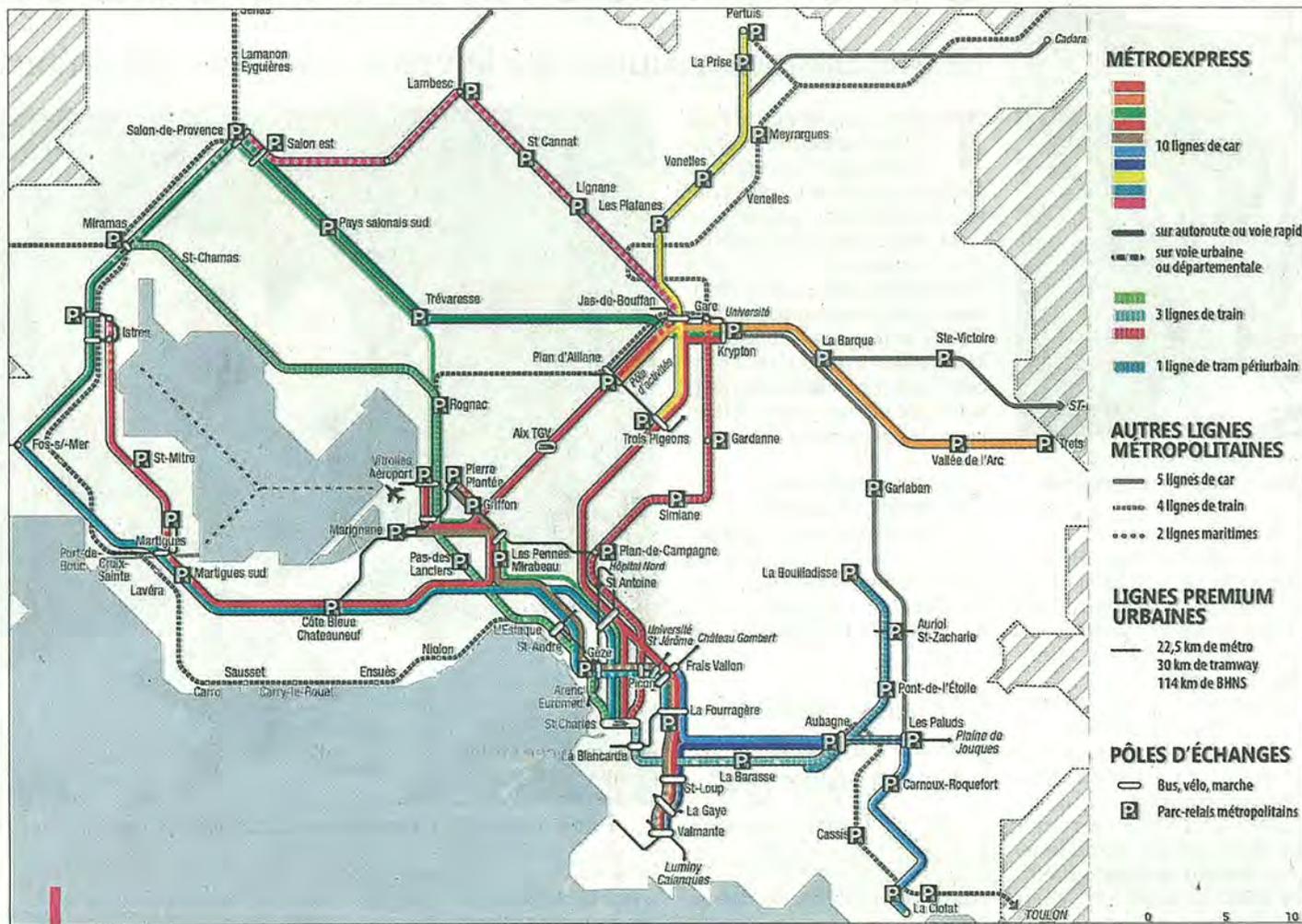
Agenda de la mobilité métropolitaine. Si tout se passe comme prévu (par les élus), c'est un concept dont vous devriez encore entendre parler pendant un moment. Au moins jusqu'en 2030, puisque c'est l'échéance finale de ce document, présenté hier matin aux maires, réunis à Coudoux, puis à la presse à Marseille. "L'objectif est de mettre fin au cercle infernal du tout-voiture", annonce sans détour Jean-Pierre Serrus, vice-président de la Métropole en charge de la mobilité. Sur un territoire thrombosé par les bouchons, il y a urgence pour les presque 2 millions d'habitants. D'où la nécessité de lancer de premières actions dès 2017.

UN NOM COMMUN ET UN TICKET UNIQUE FIN 2017

"La mobilité n'est pas seulement un problème d'infrastructures, mais aussi une question de services", insiste Jean-Pierre Serrus. Dès 2017, tous les transports en commun du territoire auront un nom identique. "On réfléchit aussi, dès la fin de l'année prochaine, à un tarif unique pour le ticket occasionnel. On travaille aussi à un abonnement intégral qui soit attractif", indique-t-il. Avec comme référence le pass Navigo en Île-de-France, à 73€ par mois. Le maire de La Roque-d'Anthéron souligne: "Si on est deux fois plus cher qu'ailleurs, ça ne marchera pas."

UN "MÉTROEXPRESS" D'ICI À 2020

Après, il faudra passer aux choses sérieuses. Qu'on ne s'y trompe pas: le "Métroexpress" présenté hier n'est pas un plan du métro marseillais, mais un schéma de moyens de transports (voir ci-dessus). Dès 2020, sept lignes d'autocars interurbaines "Premium" (sur la quinzaine prévue) devraient relier Marseille, Aix, Aubagne, Salon,



Le Metroexpress doit, d'ici à 2020, proposer de se déplacer simplement du nord au sud et de l'est à l'ouest de la Métropole.

/ SOURCE AGAM

EN BREF

AUBAGNE RESTERA EN MODE GRATUIT
Instaurée en 2009, la gratuité des transports en commun du pays d'Aubagne et de l'Étoile sera maintenue. Jean-Pierre Serrus l'a confirmé: "L'argent qui n'est pas récolté à cause de la gratuité est financé par une ponction sur l'état spécial du territoire." Le vice-président à la mobilité n'en a toutefois pas fait de l'élargissement à l'ensemble de la Métropole une piste pour encourager les habitants à utiliser les transports en commun.

LA RTM EST MORTE, VIVE LA RTM
Vous connaissiez la RTM, Régie des transports marseillais. Mais saviez-vous que ce sigle désigne désormais la Régie des transports métropolitains? Le changement a été acté cet été par le conseil de la Métropole. "C'est une mise en cohérence. Nous intervenons à Marseille mais aussi dans d'autres communes alentour", explique-t-on du côté de la RTM.

Vitrolles-Marignane, Martigues et Istres. L'objectif est de proposer des rotations "toutes les dix minutes en heure de pointe". Mot d'ordre: "Fiabilité et confort." Elles seront complétées par un TER modernisé ainsi que par le Val'Tram entre Aubagne et La Bouilladisse. Deux investissements qui feront appel à la Région et au Département. Histoire de convaincre les automobilistes d'abandonner le volant, plus d'une cinquantaine de "parcs-relais métropolitains" doivent permettre de se garer. Ce recours massif aux autocars "sera une première en France."

Mais sans rien lâcher sur le fer", ajoute Jean-Pierre Serrus. L'accent est aussi mis fortement sur le développement de la marche et du vélo dans les centres-villes même si les contours restent flous.

RAIL: OBJECTIF 2030

Le rail, et plus particulièrement la Ligne nouvelle Paca (entre Marseille et Nice), constitue le troisième étage de la fusée. La nouvelle gare Saint-Charles enterrée, prévue à l'horizon 2030, est à ce titre particulièrement attendue. D'autres investissements lourds sont projetés à Marseille (lire ci-contre) pour

désengorger la ville la plus embouteillée de France. D'autres expérimentations seront menées, comme le téléphérique pour accéder à Notre-Dame-de-la-Garde (notre édition de mercredi) ou les navettes maritimes sur l'étang de Berre. La route ne sera toutefois pas oubliée: la Métropole acte deux projets déjà lancés (contournement autoroutier de Port-de-Bouc, bd urbain Sud à Marseille). "Cet agenda est une date importante pour la construction de la Métropole", vante Jean-Pierre Serrus. Pour enfin se mettre en marche.

Sylvain PIGNOL

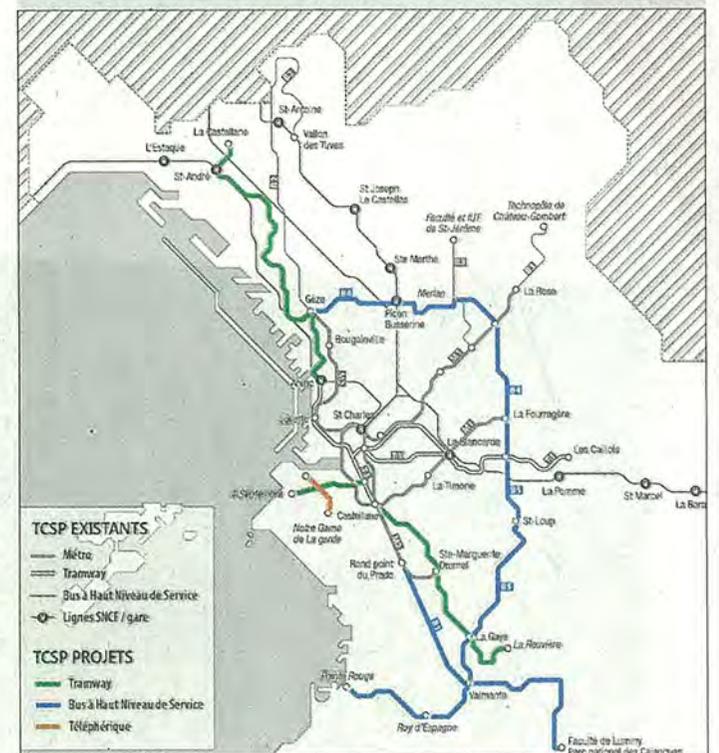
Et à Marseille?

Ville-centre de la Métropole, Marseille bénéficie de cet agenda. Dans un premier temps, la priorité affichée est de "renouveler et automatiser le métro entre 2020 et 2025". Les rames vieillissantes doivent, en effet, trouver un nouveau souffle.

L'agenda acte aussi, après 2025, la construction d'une troisième ligne de métro à Marseille "dont les contours ne sont pas définis". L'hypothèse d'un tracé du Nord au Sud tiendrait la corde via Le Merlan, La Belle-de-Mai, Endoume et Bonneveine. Les lignes existantes seront également étendues jusqu'à Saint-Loup et Château-Gombert.

Côté tramway, la desserte de la vallée de l'Huveaune prévoit la possibilité de relier Aubagne à Marseille du côté de La Valentine...

Sy.P.



LE FINANCEMENT

Quelle essence dans le moteur?

Après avoir lu cet inventaire de mesures prometteuses, il reste une question: quelle essence mettre dans le moteur? Autrement dit, qui va payer? Toutes ces mesures ont un prix: plus de 10 milliards d'euros sur quinze ans. Dont 3 milliards pour la seule échéance 2017-2025. "La Métropole s'est construite avec un modèle qui ne nous convenait pas. Aujourd'hui, elle existe. Mais on dit à l'État: 'Maintenant, c'est à vous de prendre vos responsabilités', prévient Jean-Pierre Serrus. On n'a pas de montants ni de schémas mais on a des engagements." Mercredi, la rencontre entre le secrétaire d'État aux Transports, Alain Vidalies et le président de la Métropole, Jean-Claude Gaudin, a toutefois permis d'affiner les choses. "Il a jugé le projet sérieux, innovant et il a dit qu'il était naturel que l'État soit aussi attentif à la Métropole Aix-Marseille qu'au



Jean-Pierre Serrus, vice-président à la mobilité. / PHOTO PHILIPPE LAURENSEN

Grand Paris. Il faudra un investissement à la hauteur du retard cumulé."

Alors oui, dans six mois, la majorité gouvernementale peut changer. Qu'importe,

l'essentiel pour le vice-président est que la démarche soit actée: "Une mission interministérielle va mener une inspection générale dès fin décembre et début janvier. Un rapport d'étape doit être présenté dès le mois de mars. Au-delà de la décision politique, il faut respecter la procédure. On est allés vite et bien pour qu'on ait l'engagement de l'État."

Quand bien même l'accent n'a pas forcément été mis sur la concertation avec la population. "Nous avons la légitimité pour pouvoir, dès la première année de la Métropole, nous approprier le sujet qui empoisonne la vie d'1,8 million d'habitants. On assume. Il n'y a pas eu de précipitations mais une recherche d'efficacité." Seul l'avenir pourra donner raison au maire de La Roque-d'Anthéron.

Sy.P.

Quels seront les transports en commun du futur ?

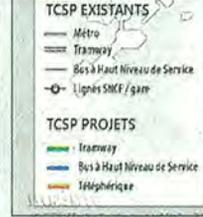
L'agenda de la mobilité métropolitaine a esquissé des pistes pour Marseille

A quoi ressembleront les transports en commun marseillais à l'horizon 2025 ? L'agenda de la mobilité métropolitaine, dévoilé la semaine dernière par la Métropole (notre édition de samedi), pourrait s'inviter au conseil municipal, ce matin. Celui-ci esquisse des pistes qui prêteront forcément à débat tant sur les choix à faire que sur la possibilité technique et financière de les réaliser.

NOUVEAU MÉTRO : CE N'EST PAS POUR DEMAIN

C'était fin septembre. Au début de la semaine de la mobilité, le premier adjoint (LR) Dominique Tian formait un "vœu" : que la troisième ligne de métro dont rêvent les élus marseillais "aille plutôt vers les quartiers Sud". Levée de boucliers à gauche, notamment chez les députés PS des quartiers Nord Henri Jibrayel et Samia Ghali. Dans les prévisions des transports à l'horizon 2025 à Marseille, présentées vendredi, cette troisième ligne n'a pas été matérialisée. "Les contours ne sont pas définis", reconnaît le vice-président (LR) de la Métropole, Jean-Pierre Serrus. Le dossier de presse indique toutefois que cette ligne "sera envisagée pour les secteurs difficiles à desservir en tramway (Belle-de-Mai, Le Merlan, Endoume ou Bonneveine)". En creux, on comprend que le projet est intimement lié à la future gare Saint-Charles enterrée, promise pour 2030. Deux autres chantiers sont cités : l'extension de la ligne 1 vers le nord jusqu'à Château-Gombert et de la ligne 2 de Dromel vers l'est jusqu'à Saint-Loup.

Mais ces projets ne seront, si l'on suit l'agenda, pas lancés avant 2025. Car il y a une condition suspensive : le renouvellement de toutes les rames de l'actuel métro, jugées "en fin de vie". Un investissement de plusieurs centaines de millions d'euros qu'il faudra financer en priorité.



Tramway, métro ou bus à haut niveau de service : le document sur "les transports à Marseille en 2025" de la Métropole dresse des pistes pour le futur. / DOC. AGAM ET PHOTOS N. VALLAURI, T. GARRO ET C. SOLLIER

LE TRAMWAY DU NORD AU SUD

Autre piste citée par l'agenda, le double prolongement de la ligne 3 du tramway. Depuis la rue de Rome, une courte section rallierait la place du 4-Septembre (Endoume) ; une autre, beaucoup plus longue, aurait pour terminus La Rouvière (via Dromel et La Gaye). De l'autre côté de la ville, la ligne 2 irait d'Arenc jusqu'à La Castellane, via la gare multimodale de Saint-André. Après 2025, l'hypothèse d'une liaison Marseille-Aubagne avec une jonction à La Valentine est envisagée.

LES BUS VERSION "HAUT NIVEAU DE SERVICE"

Enfin, des bus à haut niveau de service (BHNS) seront mis

en place. L'agenda ne précise pas s'ils seront en site propre, c'est-à-dire réservé aux autobus et inaccessible à tout autre mode de transports, contrairement aux actuelles voies de bus. Ce mode de transport a l'avantage d'être beaucoup moins coûteux au kilomètre que le tramway et a fortiori le métro. L'un des tracés empruntera celui de l'actuel "Très grand bus" entre Castellane et Mazargues jusqu'à Luminy. Un autre empruntera deux rocades urbaines, la L2 depuis Capitaine-Gèze jusqu'à Florian puis le boulevard urbain Sud de Saint-Loup à la Pointe-Rouge.

UN LABORATOIRE ?

Jean-Pierre Serrus a présenté son agenda comme le vademecum permettant de faire

d'Aix-Marseille un "laboratoire de la mobilité". On notera avec intérêt le téléphérique entre le Vieux-Port et Notre-Dame-de-la-Garde, dont une étude de faisabilité doit être votée en conseil municipal ce matin.

Autre aspect : la suppression progressive des moteurs diesel dans le parc de bus au profit du biogaz. La marche et le vélo sont également au cœur du projet. Il est vrai que si cela aboutissait à un réseau structuré de pistes cyclables, ce serait une vraie révolution pour Marseille ! On regrettera pourtant qu'en l'état actuel de la réflexion, aucune piste ne soit lancée sur le transport maritime de personnes. Car la solution peut aussi se trouver à l'ouest.

LE RENOUVEAU DE MEDELLIN

Mis en service en 2003, le "Metrocable" de Medellín a changé le visage de la deuxième ville de Colombie. Prouesse technique, ce pont aérien a désenclavé les faubourgs pour permettre aux habitants de se rendre en centre-ville. Succès immédiat pour ce mode de transport qui attire 45 000 personnes par jour. Une deuxième ligne a été mise en service en 2008.

/ PHOTO DR



"Ce téléphérique est réalisable"

Leader mondial du transport par câble, l'entreprise grenobloise Poma suit avec attention le projet marseillais

Pour la deuxième fois en trois ans, la Ville de Marseille va commander une étude de faisabilité sur le téléphérique entre le Vieux-Port et Notre-Dame-de-la-Garde. Un projet maintes fois annoncé, rêvé par les élus, mais qu'en pense le spécialiste du secteur? Présent à New York, Medellín en Colombie ou au Brésil, le Grenoblois Poma prouve que le téléphérique peut s'intégrer en ville. Son vice-président, Christian Bouvier, témoigne.

Le téléphérique entre le Vieux-Port et Notre-Dame-de-la-Garde est encore à l'état de projet. Est-ce faisable?

Dès qu'il s'agit de remonter une pente, le transport par câble a du sens. L'étude de la mairie doit répondre aux questions d'ingénierie mais, pour nous, ce projet est techniquement réalisable. Je dirai même que je ne vois pas de problèmes majeurs. Il est évident qu'il faudra penser à la concertation publique, aux contraintes. On le comprend, mais comme pour tous les projets à travers le monde, Poma peut apporter des solutions.

"Le prix dépend de la performance du téléphérique."

CHRISTIAN BOUVIER

Outre le sol, les habitants propriétaires, au-dessus desquels le projet se dessine, ont la propriété du ciel. N'est-ce pas un frein?

Évidemment selon la topographie, il y a des attentions particulières à avoir. Mais dans le cadre de la loi Grenelle II, un décret de 2016 permet aux transports par câble, qui répondent à des questions de transports et d'environnement, de bénéficier d'une déclaration d'utilité publique. Ça ne veut pas dire que l'on fait ce qu'on veut. Ça veut dire que le débat est



Spécialiste du téléphérique urbain, Poma a inauguré en 2010 un tramway aérien entre Roosevelt Island et Manhattan.

/ PHOTO DR

ouvert, possible. Qu'il est fondé de trouver un arrangement.

D'ordre financier avec les habitants réfractaires?

Ce n'est pas de ma compétence. Le maître d'œuvre a une disposition législative qui permet d'instruire la concertation posément.

Reste à convaincre ceux qui craignent d'être observés par les touristes...

Il s'avère que nous avons des systèmes

de vitrage permettant de polariser et flouter la vision. Et puis quand vous êtes dans une cabine avec un tel panorama, vous regardez à l'horizon.

La délibération municipale prévoit une cabine toutes les deux minutes avec 30 personnes à l'intérieur. À quel type d'ouvrage songe la mairie?

Je ne peux répondre pour le moment car nous ne disposons pas encore des entrées. D'une part, nous avons la maîtrise technique pour la pose de pylônes. D'autre part, aux Arcs par exem-

ple, notre "A380" la Vanoise express a une longueur de ligne de 1 850 m sans obstacle.

En 2013, la communauté urbaine de Marseille envisageait ce projet de téléphérique pour un coût de 15 millions d'euros. Est-ce crédible?

Oui, ce chiffre me paraît raisonnable. Après, tout dépend de la performance de la machine. Veut-on des milliers de personnes à une certaine cadence? Quelles infrastructures au départ et à l'arrivée?

Le téléphérique de Brest à quai

Moins d'un mois après son inauguration, le téléphérique de Brest, géré par le groupe BMF, reliant la rive droite et la rive gauche de la Penfeld, la rivière qui coupe la ville en deux, connaît quelques problèmes. De "petits défauts techniques", indique Keolis, la société qui l'exploite, sont apparus lors de son exploitation. Mais selon *Ouest-France*, le problème est assez grave, car un technicien aurait eu la surprise de voir les portes d'une des deux cabines s'ouvrir à 50 mètres au-dessus de la rivière. Après vérifications, une remise en service était prévue pour avant-hier. Elle a été repoussée pour les fêtes de fin d'année. Pas de quoi rassurer un délégué CFDT parlant de "bidouillage". Après 11 jours d'exploitation, quelque 40 000 personnes ont déjà fait le trajet.

Si un appel d'offres se concrétise, serez-vous candidat?

Poma sera évidemment intéressé. Mais nous restons, avant tout, à l'écoute de nos clients. Le transport par câble nécessite une approche professionnelle et humaine. C'est une technologie où l'enjeu de la sécurité est énorme. Il est entre le ferroviaire et l'aviation. Mais ce système de transport marche, il est efficace. J'ai le sentiment que monter de la sorte à la Bonne Mère, ça va marcher.

Propos recueillis par **Éric MIGUET**

Le métro met le cap à l'Est

Le Conseil de territoire et la Métropole relancent le projet d'extension de la ligne 2 jusqu'à Saint-Loup

Après La Fourragère (2010), Capitaine-Gèze (2018, lire ci-contre), c'est vers l'est que le métro va mettre le cap. Le Conseil de territoire Marseille-Provence hier soir et la Métropole ce matin lancent l'extension de la ligne M2 de Sainte-Marguerite-Dromel à Saint-Loup (10^e). Après plusieurs années de tergiversations, ce choix avait été entériné dès son élection à MPM, en 2014, par le président LR de MPM, Guy Teissier, qui a confirmé hier en faisant voter cette délibération, hier soir, lors du Conseil de territoire (lire ci-dessous).

L'ancien maire des 9^e et 10^e arrondissements avait toujours défendu ce prolongement, inscrit comme "prioritaire" dans le Plan de déplacements urbains (PDU) de 2013. Mais cette option n'a jamais fait l'unanimité.

4,1 km

C'est la longueur de l'extension de la ligne 2 jusqu'à Saint-Loup.

De nombreux élus avaient en effet plaidé pour une autre possibilité: rallonger la M2 au nord, depuis Capitaine-Gèze jusqu'à Saint-Antoine (15^e), pour desservir l'hôpital Nord. Le sujet était longuement revenu dans les débats, même si le tracé n'était pas inscrit au fameux PDU. Au détour du débat sur le Plan local d'urbanisme intercommunal, Patrick Magro (PCF) demandait hier à ses collègues de "se poser la question correctement de l'accessibilité au CHU Nord, qui n'est pas traitée de manière suffisante dans le PADD (1). On a renoncé."

"On n'a pas crié au loup lorsque l'extension vers Capitaine-Gèze, au nord, a été votée", se défend Lionel Royer-Perreaut. L'actuel maire (LR) du 9-10 prévient toutefois au sujet de



Saint-Loup: "Il y avait déjà eu des études par le passé mais il s'agit là de les relancer sur la base des nouvelles législations, dans le cadre de l'agenda de la mobilité métropolitaine. Le processus a été un peu trop à l'arrêt et il est réenclenché. Mais ça ne veut pas dire que ça se fera demain." Comprendre plutôt 2025.

D'ici là, Saint-Loup aura eu le temps de réceptionner les divers programmes immobiliers déjà lancés avec près de 2500 nouveaux logements programmés, dans une vallée de l'Huveaune déjà très fréquentée. Le Boulevard urbain sud (Bus) devrait également avoir été construit, au moins en partie (lire ci-dessous). "L'objectif, pour la partie Saint-Loup-Le Cabot, est de lancer les travaux d'ici à l'automne

2017", affirme Lionel Royer-Perreaut.

Cinq stations et une option

Au départ, quatre tracés avaient été étudiés, dont l'un passant au nord de l'Huveaune, via La Capelette. Mais c'est finalement le plus méridional qui a été retenu dans le cadre de cette étude d'un montant de 15,3 millions d'euros. Sur 4,1 km, cinq stations sont prévues avec la porte ouverte à une sixième. Après Sainte-Marguerite-Dromel, la ligne traversera d'abord l'Huveaune sur un viaduc pour ensuite plonger sous terre avec un premier arrêt à La Pauline (boulevard Romain-Rolland), puis à proximité de la mairie de secteur de Maison-Blanche, devant le lycée Jean-Perrin à

Une option est ouverte pour une sixième et dernière station près du site Rivoire et Carret.

Saint-Tronc, le noyau villageois de Saint-Loup et enfin le lycée Marcel-Pagnol, qui accueillerait le terminus.

Mais "lors de l'étude de faisabilité, des difficultés circulatoires sont apparues dans l'élaboration des scénarios de restructuration du réseau de bus, liées à l'emplacement de la station terminus à Saint-Loup-Pagnol", précise toutefois la délibération. De sorte qu'une option reste ouverte pour une sixième station terminus près du site Rivoi-

re et Carret, avec un parc relais de 500 places de stationnement et un pôle d'échanges multimodal. Un prolongement qui porterait le tracé depuis Dromel à 4,6 km de linéaire. Coût total: entre 600 et 700 millions d'euros, selon le terminus. Un montant à prendre avec des pincettes si l'on se fie aux retards et dépassements de budget des extensions précédentes.

D'après la Métropole, la fréquentation de la ligne 2 augmenterait de 10% à 36% selon le terminus, pour un trajet compris entre 7 minutes 30 et 8 min 30 jusqu'à Dromel. L'équivalent du temps nécessaire pour lire cette page de *La Provence*...

Sylvain PIGNOLL

1. Plan d'aménagement et de développement durable.

RETARD ACTÉ

Capitaine Gèze ne sera pas livré avant 2018!

L'information n'avait été évoquée jusqu'ici qu'à demi-mot. En juillet, Jean-Pierre Serrus (LR) parlait encore d'une livraison "courant 2017". Mais le vice-président de la Métropole a dû revoir ses prévisions: le délai prévu pour l'extension de 900 mètres de la ligne 2 du métro vers le nord ne sera pas tenu. Il a confirmé lundi le report de la livraison de la station Capitaine-Gèze à 2018 au plus tôt. Soit plus de trois ans de retard.

Explication de Jean-Pierre Serrus: "Il y a eu un problème de maîtrise d'ouvrage sur ce chantier au départ (sous la gouvernance du socialiste Eugène Caselli, Ndlr). L'ouvrage qui est extrêmement complexe a mal démarré. Il faut être extrêmement rigoureux sur ce projet, ce qui n'a pas été le cas." Et de conclure: "Nous ne sommes pas en mesure de donner un calendrier pour la mise en service."

Hier soir, Guy Teissier (LR) est revenu sur le sujet lors du Conseil de territoire. "Mon regret est que le prolongement du métro vers Capitaine-Gèze ne soit pas mis en service. Il n'y a eu aucune faute politique là-dedans, a insisté le président de Marseille-Provence. Ce sont des problèmes techniques. C'est extrêmement regrettable de voir que cet ouvrage ne peut pas être utilisé à cause de l'incurie et de l'incompétence de certaines sociétés."

F.T. et Sy.P.

④ LE COMMERCE

1 Le H&M inauguré en grande pompe

La Provence – 14.07.2016

2 Plan-de-Campagne se redessine

La Provence – 28.07.2016

3 La rue de Rome en souffrance

La Provence – 12.08.2016

4 Un Paradis pour les piétons

La Provence – 13.09.2016

5 Un demi-siècle de commerce XXL

La Provence – 22.09.2016

6 Luc Besson ne fera pas son cinéma

La Provence – 03.10.2016

7 Centre Valentine c'est reparti pour 30 ans

La Provence – 05.11.2016

8 Le petit commerce au bord de l'asphyxie

Le Point – 13.11.2016

9 L'enseigne Decathlon se met au vert

La Provence – 24.11.2016

10 Plan-de-Campagne prépare son passage dans une ère nouvelle

La Provence – 04.12.2016



Le temps d'une matinée, la rue Saint-Ferréol était à la fête sous la houlette des directeurs et des employés du magasin, fiers de l'ouverture du plus grand H&M de Marseille.

/PHOTOS CYRIL SOLLIER

Le H&M inauguré en grande pompe

L'enseigne de la rue Saint-Ferréol a ouvert ses portes sous une pluie d'applaudissements et de confettis rouges

Comment se sent un(e) fan de shopping le jour de l'ouverture d'un des plus grands magasins de prêt-à-porter H&M de France? "Privilégié(e)!"

Ce mercredi matin au 75 de la rue Saint-Ferréol, ils étaient plus de trois cents à s'être levés à l'aube pour être les premiers à découvrir ce nouveau temple du vêtement, installé sur huit étages dans l'ancien siège de la Banque commerciale italienne.

Parmi la foule parquée derrière les barrières métalliques, Emma, 16 ans, a mis son réveil à 7 heures pour être sûre de ne pas manquer l'événement. "J'ai vu sur les réseaux sociaux qu'il y avait des animations et des cadeaux!", explique la jeune fille coiffée d'un chignon haut. Elle s'est fixé un budget : 50 €. Et puis une voix dans un haut-parleur annonce que les 100 premiers visiteurs se verront remettre un bon d'achat de 20 €. Ça fera donc 70.

Elle et son amie attendent depuis près de 3 heures l'inauguration. Les quelque cent vendeurs - dont une vingtaine venue de toute la France pour prêter main-forte à l'équipe marseillaise - commencent à s'échauffer pour la chorégraphie qu'ils vont effectuer dans quelques minutes. Les musiques pop s'enchaînent et la joyeuse trou-

pe, tout sourire, entame un clapping suivi d'une danse - plus ou moins maîtrisée - mais effectuée dans la joie et la bonne humeur. La rue est en fête!

Alors que les directeurs du nouveau H&M de 2800 m² coupent le large ruban en satin qui barre l'entrée du magasin, une pluie de confettis rouges descend du ciel sous les applaudissements. Un moment attendu avec impatience par le petit Louis qui accompagne sa maman Carole; Bella, sa petite sœur, joue tranquillement dans la poussette. "On s'est levé tôt, confie la graphiste. J'ai prévu de gâter toute la famille."

Tapis rouge, cadeaux applaudissements...

11 heures. Louis, Carole, Emma et les 97 autres premiers arrivés découvrent le magasin. Des "merci", et autres cris de joie emplissent le hall d'entrée. "Le tapis rouge, les applaudissements, les petits cadeaux : on se sent chouchouté!", se réjouit l'adolescente qui fait la queue pour l'animation maquillage. C'est super beau ! On dirait le H&M de New-York !"

À l'intérieur, les verrières d'origine illuminent la pièce centrale. Dès midi, les cabines d'essayage sont déjà prises d'assaut par les clients...

Victoria ROUXEL



Sur les colonnes en marbre on peut lire "Marchandises" ou encore "Services pensions". Comme un clin d'œil au passé du lieu...

/PHOTO C.S.

LE PORTRAIT

Noémie Le Maux : "Les Docks, un lieu de vie"

Il y a moins de deux semaines, les Docks village accueillait leur nouvelle directrice, Noémie Le Maux, qui redonne souffle à ce lieu emblématique de la ville.

Quel a été votre parcours jusqu'ici ?

J'ai fait une école de commerce à Paris. L'univers des centres commerciaux m'a tout de suite attirée. Je me suis occupée des différentes problématiques que pouvaient rencontrer ces lieux, notamment quand j'étais directrice marketing à Cap 3000, à Nice. Cela m'a permis de réaliser que j'aimais être au contact des commerçants, de les accompagner au quotidien. Pour moi, un centre commercial est un lieu de vie. Quand j'ai rencontré Constructa (investisseur et promoteur immobilier des Docks, ndlr), ma vision de ce que devait être un centre commercial correspondait à leur projet : créer un véritable lieu de vie, une ville dans la ville, qui pourrait accueillir les Marseillais après le travail.

Les Docks ont été élus meilleur centre commercial au monde en 2015. À quoi est-ce dû selon vous ?

Ce n'est pas seulement un centre commercial. Nous sommes dans un bâtiment historique. Il y a une véritable volonté du groupe de le réinscrire dans son histoire. C'est à la croisée entre une place de village et une galerie marchande. On y vient pour faire son shopping, boire un verre, faire son marché... Ce n'est pas le même positionnement qu'un centre commercial classique. Ce prix est une reconnaissance du travail accompli. Ici, on trouve de tout, des boutiques traditionnelles comme le four des Navettes, mais aussi de jeunes créa-



La nouvelle directrice, Noémie Le Maux, veut redonner souffle à ce lieu emblématique de la ville.

/PHOTO DAVID ROSSI

teurs marseillais. Nous valorisons la culture locale.

Vous ne souffrez donc pas de la concurrence des Terrasses du Port ?

Non, les deux sont très complémentaires. On participe conjointement à la revalorisation du quartier de la Joliette.

Des projets pour les Docks ?

Des tonnes ! À la rentrée, les Docks vont accueillir un grand événement en partenariat avec la Maison de la mode. Puis arrivera le premier anniversaire du Village. Nous pour-

suirons notre projet de multiplier les partenariats avec les acteurs de la vie marseillaise, tels que le Frac, le Mucem, le Silo, et de nombreux festivals. C'est un lieu qui se prête à l'accueil de la culture au sens large.

Comment les Marseillais perçoivent ce lieu ?

Pour l'instant, j'ai l'impression que la plupart n'ont pas fait la démarche de venir. J'aimerais vraiment qu'ils découvrent ce lieu, qu'ils en soient fiers, et qu'ils en deviennent les ambassadeurs.

Propos recueillis par Julie RAMPAL

Plan-de-Campagne se redessine

Le projet urbain partenarial de la zone commerciale a été adopté mardi soir en conseil municipal des Pennes-Mirabeau

De nombreux élus absents, des airs décontractés, certains sont même venus en short. Malgré le fait qu'il y flottait un parfum de vacances, le conseil municipal des Pennes-Mirabeau, qui s'est tenu mardi soir, revêtait pourtant un caractère exceptionnel. Et le terme n'est pas usurpé.

Évoqué depuis maintenant dix ans et devenu encore plus urgent après le passage dévastateur de la tornade et de l'inondation en octobre 2012, le projet urbain partenarial (PUP) de la zone sud de Plan-de-Campagne a enfin été validé.

"C'est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, qui va donner un nouveau souffle à cette zone qui a vu le jour il y a plus de 50 ans. Celle-ci est située aux deux-tiers sur les Pennes, à un tiers sur Cabriès, mais ne forme qu'une seule et même entité", a rappelé en préambule Michel Amiel, le premier magistrat et sénateur pennois, après avoir intimé à l'assistance une minute de silence suite à l'attentat de

Le chemin des Pennes-au-Pin, le chemin des Rigons, et l'avenue Barneoud réaménagés

Saint-Étienne-du-Rouvray survenu le matin même. Les principaux partenaires de ce PUP étaient notamment présents, à savoir les sociétés civiles immobilières PDC Développement, et Les Rigon. Pour les différents protagonistes, le chantier est colossal, et s'étalera sur dix ans, avec des aménagements au coût global de dix millions d'euros pour la commune. Des aménagements spécifiques sont prévus avenue Barneoud pour favoriser le passage du bus à haut niveau de service et la fluidité du trafic. Même objectif chemin des Pennes-au-Pin avec un aménagement complémentaire. Une mise à double sens du chemin des Rigons, "indis-



Plan-de-Campagne génère aujourd'hui plus de 6 000 emplois. Le PUP de sa zone sud, validé lors du conseil pennois sous la houlette de Michel Amiel, devrait lui donner un second souffle. /PHOTO LP ET F.Y.

pensable pour aérer la partie est", est également prévue, tout comme l'installation de plusieurs carrefours giratoires. La SCI Plan de Campagne développement, qui comprend la galerie marchande Géant Casino Barneoud, envisage une extension de cette dernière sur 13 690 m² avec la création d'un parking. Le centre commercial existant devrait lui faire l'objet d'une restructuration.

"Le permis de construire doit être signé le 8 août, ce qui explique l'organisation de ce conseil qui à la base n'était pas prévu", précise Michel Amiel.

Des ouvrages seront pris en charge par le conseil de territoire du pays d'Aix à hauteur de 6,7

"Il ne s'agit pas d'un chantier penno-pennois. Il est métropolitain."

MICHEL AMIEL, MAIRE DES PENNES

millions d'euros, comme la création d'un pont sous l'A51, la modification du bassin de rétention de l'A51, et la création d'un pont-rail sous la voie ferrée.

"Nous sommes parvenus à un partenariat gagnant-gagnant avec les différents protagonistes du projet, même s'ils ont été durs en affaire", a glissé le sénateur-maire pour clore cette séance express d'une trentaine

de minutes.

Il a aussi rappelé le rôle majeur que devrait occuper Plan de Campagne au sein de la nouvelle métropole. *"Il ne s'agit pas d'un chantier penno-pennois. Il est métropolitain. Je vais m'attacher, en tant qu'homme politique, à démontrer qu'il ne vient pas s'inscrire en concurrence avec les zones commerciales marseillaises, mais bien comme un atout supplémentaire. J'espère que nos partenaires seront dans la même démarche."*

À noter que trois conseillers municipaux d'opposition se sont abstenus au moment du vote.

Lionel MODRZYK

lmodrzyk@laprovence-presse.fr

"Une urgence raisonnée"

Philippe Robert est à la fois commerçant (directeur de Literie n° 1) et propriétaire. Autant dire qu'il connaît son sujet. Président de l'association des propriétaires, il estime que ces travaux répondent "à une urgence raisonnée".

"Il va falloir faire les choses intelligemment, bien identifier le type de commerces dont nous avons besoin, et leurs surfaces. Cette validation du conseil municipal est, il est vrai, un aboutissement, mais surtout un commencement", estime-t-il.

Concernant les craintes des zones commerciales phocéennes quant à l'expansion de "PDC", il est sans détour : *"Marseille est partie dans tous les sens pour rattraper son retard et nous faire la nique. Mais ça n'a pas été suffisamment réfléchi. Historiquement, Plan a une antériorité certaine, c'est la première zone de ce type en France."*

L.Mo.



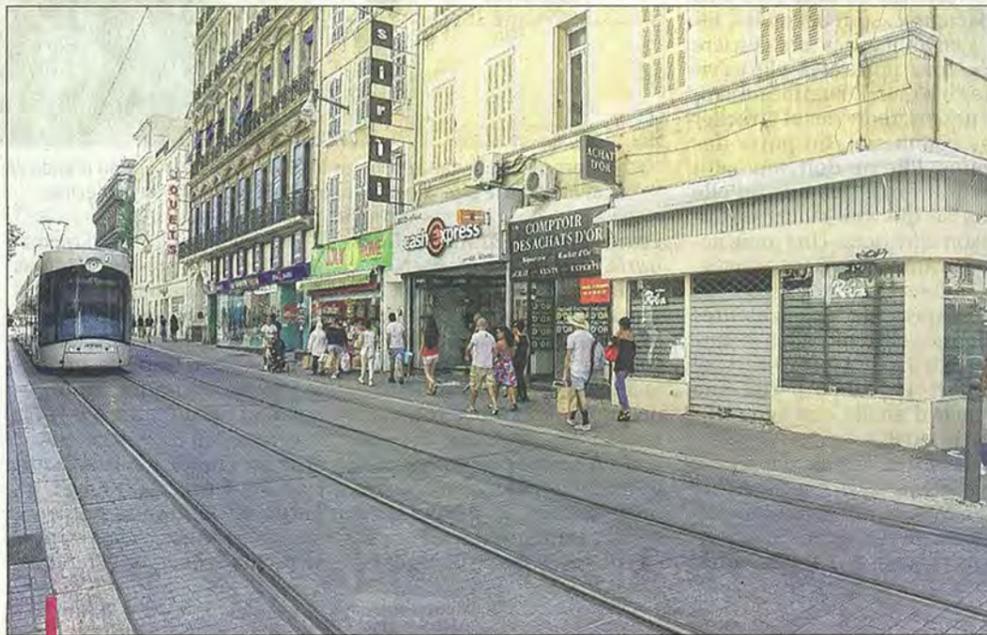


Les boutiques fermées se comptent par dizaines, surtout dans la partie haute de la rue. Les commerçants qui résistent dans cet environnement souhaitent que l'accès au centre-ville soit facilité. / PHOTOS VALÉRIE VREL

La rue de Rome en souffrance

Un an après la fin des travaux du tramway, l'artère du centre-ville est particulièrement touchée par la crise du commerce

Le constat est sans appel : 30 magasins fermés, à louer ou à vendre, sur les 250 de la rue de Rome, sans compter les boutiques en travaux. En fait, Rome est devenue une artère piétonne que les piétons ne se sont pas encore appropriée. Ce "quasi-désert" urbain contraste avec le va-et-vient incessant dans la rue Saint-Ferréol. En plein cœur de l'été, cette réalité est encore accentuée par les congés annuels. Pourquoi ce qui a fonctionné avec la piétonisation de la rue Saint-Ferréol, même si là aussi les commerces souffrent, a du mal à se reproduire rue de Rome ? Le patron de la boutique Côté Rome a une expli-



Combien de temps faudra-t-il pour que les Marseillais se réapproprient la rue rénovée avec le tramway ?



"En haut, ils sont à l'agonie. Ici, dans le bas, tout ce qui devait mourir est mort. Les belles boutiques ont changé de main", déclarent Nicole et Jean-Claude Verspiren, de l'association des commerçants du bas de la rue de Rome.

"En matière de centre-ville, on a un train de retard."

cation. Il fait partie des déçus du tramway : "Avant, les gens descendaient à pied jusqu'à la Canebière, ils regardaient les vitrines et consommaient. Désormais, ils prennent le tramway - qu'ils ne paient pas pour deux stations - et ne font que passer". Du coup, les clients potentiels des boulangeries, tabacs et autres snacks n'empruntent plus la rue. Pour ce commerçant, qui est aussi le secrétaire de l'association Haut de Rome, la solution passerait "par du stationnement minute sur les aires de livraison libres l'après-midi, les élus nous en ont parlé, on attend toujours".

Bizarrement, c'est dans le haut de la rue, entre la préfecture et la place Castellane, qu'on trouve le plus de magasins fermés, à l'exemple du Carrefour City qui a tiré le rideau en mars. Le Subway a fermé en juillet. Après tant d'autres.

Au Sommier, Nicole Verspiren, présidente de l'association des commerçants du bas Rome et son mari Jean Claude ont la réponse : "En haut ils sont à l'agonie. Ici, dans le bas, tout ce qui devait mourir est mort. Les belles boutiques ont changé de main." Ces commerçants se plaignent aussi de la lenteur de la procédure d'indemnisation : "Les travaux sont finis depuis plus d'un an, on attend toujours, comme la végétalisation de la rue Davso d'ailleurs".

Après la crise économique, les travaux ont été le coup de grâce pour la rue de Rome. Les dépôts de bilan se sont comptés par dizaines ; ceux qui résistent ont réduit le nombre de leurs employés et font plus d'heures. "Cet environnement de boutiques fermées n'est pas valorisant pour nous. On s'en sort avec notre clientèle d'habités, raconte Richar-

de, gérante de la maroquinerie José, une enseignes qui a 60 ans. Les palissades sont tombées mais les clients ne sont pas revenus, ou très lentement. Nous devons faire la différence avec les centres commerciaux, il faut s'adapter à la clientèle et non pas le contraire."

Un sentiment partagé par Éric Scotto, dont l'enseigne de pianos et d'instruments de musique est presque centenaire. "Il y a le problème de l'hyper-centre concurrencé par les grandes surfaces. Mais il y a aussi la problématique circulaire ; pour venir jusque-là, c'est l'enfer, les parkings ont des tarifs prohibitifs, on a fait un tramway mais la place Castellane n'a pas été traitée. On investit 50 000 euros par an pour la rénovation de la boutique ; mais en dix ans la part des ventes a baissé de 85 à 60 %, précise-t-il. Sans le web, on serait en mauvaise posture." Paradoxalement, Éric Scotto

se dit sûr que "l'avenir est à l'hyper-centre. Nous sommes la seule ville de plus de 200 000 habitants où la consommation a baissé. Il faut penser à des enseignes ludiques - pourquoi pas une librairie ? Et nommer un manager de centre-ville qui définit les priorités. Pour le commerce, c'est comme pour tout, on a toujours un train de retard sur les autres villes. Marseille est comme un enfant surdoué, une ville qui a tout mais n'a pas reçu une éducation adaptée." Plus populaire que la rue Paradis, plus éclectique que la rue St-Fé, Rome était connue pour ses enseignes locomotives (orfèvre Gaudin, Grande Récré, Virgin, Tati (avant c'était Casa)... et ses boutiques spécialisées pour lesquelles on venait de loin, comme le chausseur Jean Pierre. Désormais, l'artère se cherche un nouveau souffle.

Corinne MATIAS



Pour Yves et Éric Scotto, dont l'enseigne est présente dans la rue de Rome depuis 95 ans, le problème réside surtout dans l'accès au centre-ville et la diversification de ses boutiques : "Il faut nommer un manager de centre-ville qui mette tout à plat."

EN 2017

7 000 m² pour les piétons sur le bas Paradis

Le projet était dans les tiroirs de Marseille Provence Métropole, et désormais dans ceux de la Métropole. La rue Paradis va être réaménagée entre la place Estrangin et la Canebière, dans la continuité de ce qui a été fait pour la rue Saint-Ferréol et la rue de Rome... Christophe Amalric, délégué (LR) à l'Espace public et à la Voirie de la Métropole explique qu'il s'agit "d'améliorer l'espace public dédié aux piétons : 7 000 m² seront traités, avec élargissement des trottoirs qui seront plantés d'arbres". Un aménagement urbain qui devrait enfin faire respecter l'interdiction de stationner dans cet axe "fluide".

Les véhicules circuleront sur une voie unique descendante, prévue pour être une zone 30. Ils partageront l'espace avec les vélos, bus et taxis. En bordure de la chaussée, "la bande fonctionnelle d'usage" servira aux livraisons et aux arrêts minute", affirme M. Amalric. L'éclairage public sera aussi rénové dans ce projet de 4,5 millions d'euros dont la maîtrise d'œuvre est en cours.



C'est l'une des priorités de la Métropole : réaménager Paradis pour une meilleure cohérence urbaine au centre. / PHOTO G.R.

La concertation aura lieu à l'automne pour des travaux qui doivent débuter en février 2017, et durer un an environ. Les intersections avec les rues Grignan et Montgrand seront également réaménagées. Le ravalement des façades prendra la suite.

C.Ms.

L'AVIS de Solange Biaggi (LR) adjointe au maire déléguée au Commerce

"5,55 M€ pour les premières indemnités"

La rue de Rome a subi de plein fouet les travaux du tramway, et indirectement ceux du Vieux-Port. "Mais le flux de piétons reprend peu à peu, estime Solange Biaggi. À Grenoble aussi, ville en pointe pour les transports en commun, les commerces ont ramé après les travaux. Le temps économique d'un commerce et celui d'une ville ne sont pas identiques, affirme l'adjointe au maire déléguée au Commerce. 12 % de magasins fermés, c'est la moyenne qui ressort sur toutes les villes. S'ils restent, c'est qu'ils font encore un chiffre d'affaires, d'ailleurs le grand centre-ville a augmenté son chiffre d'affaires de 800 millions d'euros entre 2006 et 2014. Pensez-vous que H&M et McDo', qui viennent de s'installer rue Saint-Ferréol et sur la place Félix-Baret l'auraient fait sinon ?"

L'élue, qui est également vice-présidente de la commission d'indemnisation prévue à la suite des travaux du tramway, fait le point sur ce dossier. "Le processus qui avait été impulsé par MPM a pris du retard du fait de la mise en place de la Métropole. Nous avons eu deux réunions, en mai et juillet, explique Solange Biaggi. Sur 233 dossiers reçus, 205 ont été recevables et ont fait l'objet d'une expertise judiciaire à l'amiable. Les experts

analysent les données du commerce sur trois ans, avant le début des travaux et deux ans après. Sur ce nombre, 15 dossiers sont en cours d'instruction, 190 ont reçu une proposition d'indemnisation qui s'élève à 5,55 M€ d'euros dont ils auront 60 % du montant. 40 % sont rétrocedés à la Métropole. C'était soit ça, soit le commerçant remboursait un pourcentage le jour où son chiffre d'affaires aurait progressé. On a choisi cette solution pour leur permettre de passer le mauvais cap dû aux travaux." Les indemnités varient de 5 000 € à 30 000 € en moyenne. En cas de désaccord, le commerçant peut aller en justice. "Il s'écoule 9 mois entre le dépôt des dossiers et le paiement de l'indemnisation", finit l'élue.



C.Ms.

Un Paradis pour les piétons

Le projet de requalification du bas de la rue Paradis est sur les rails. Les travaux devraient débuter en février 2017

LES 3 QUESTIONS à Guy TEISSIER

"La voiture ne peut pas être partout"

■ Ce projet supprime des places de stationnement, cela ne vous semble pas être un frein au commerce?

Oui, si vous comptez le stationnement sauvage qui y règne ! Mais il y aura un aménagement pour le stationnement néanmoins (pour les deux roues et limité à 30 mn pour les voitures, ndlr) Je pense qu'il faut que nous fassions l'effort d'imaginer qu'à Marseille, la voiture ne peut pas être partout (...) Il y a des possibilités de se garer dans des parkings, il y a des transports en commun, on n'est pas obligé de venir devant le magasin pour acheter une paire de chaussures et un costume. Généralement, les places de parking sont utilisées par les commerçants et leurs employés, ce qui ne favorise pas le commerce de proximité.



■ Vous n'avez pas peur que la vie commerciale soit asphyxiée pendant les travaux, comme cela a été le cas rue de Rome ?

Je sais bien que ça va être compliqué, mais dans ce cas on ne fait rien. On a plutôt bien géré les travaux sur le Vieux-Port. On a tenu compte de la saison et les travaux étaient terminés en mai pour que l'Euro se déroule dans de bonnes conditions. Les commerçants seront indemnisés, pour ceux qui subissent les conséquences des travaux. C'est vrai qu'ils vont passer des moments difficiles mais il faut en passer par là.

■ Vers quel axe le trafic va-t-il être dévié pendant et après les travaux ?

Nous escomptons dans une première étape une baisse importante du trafic *intra-muros*. Les voitures pourront prendre la L2 d'ici à quelques semaines. Pas à plein régime puisque seule la L2 Est sera ouverte mais dès l'année prochaine la L2 Nord sera aussi ouverte ce qui va permettre à des milliers d'automobilistes de ne plus emprunter le centre-ville. C'est la première échappatoire. Deuxièmement, la requalification de la rocade du Jarret permettra d'embellir ce boulevard urbain, qui est devenu en quelque sorte un boulevard périphérique. Je pense qu'avec les possibilités qui seront données aux Marseillais de se déplacer sur un axe Nord-Sud avec un tramway, puisque nous avons l'ambition d'aller jusqu'aux hôpitaux Sud et de l'autre côté, le métro va aller jusqu'à Capitaine-Gèze. On a un axe fort et il faudra que les Marseillais se résolvent à prendre les transports en commun.

Recueillis par L.Gi et E.D.



L'élargissement des trottoirs va donner un aspect radicalement différent à la rue Paradis. 7 000 m² seront intégralement requalifiés.

Après la rue Saint-Ferréol, la rue de Rome, c'est au tour de la rue Paradis de subir un petit lifting. Cette artère, "l'épine dorsale de l'hyper-centre", comme la surnomme Guy Teissier, président du Conseil de territoire, est au cœur du nouveau projet de rénovation de l'hyper-centre. Hier soir, riverains, commerçants, associations, CIQ... ont pu découvrir en détail ce plan de requalification de la rue, entre la place Général-de-Gaulle et Estrangin. Lors de cette réunion de concertation, ils ont eu la possibilité d'apporter remarques et conseils, afin d'améliorer le projet.

"La rue Paradis est commerçante, avec de nombreux bureaux, des appartements. Elle fait partie de ces trois rues emblématiques, avec Saint-Ferréol et Rome, qui ont constitué la trame du cœur de notre ville pendant des siècles. Aujourd'hui, je pense qu'il est

bien temps d'imaginer un nouvel avenir pour cette rue", a présenté Guy Teissier, hier soir au Pharo aux côtés des deux maires concernés par ces travaux: Sabine Bernasconi, maire (LR) du 1-7, Yves Moraine (LR), maire du 6-8.

"L'objectif est de redynamiser cette rue, de permettre aux résidents d'avoir une meilleure qualité de vie, permettre aux commerçants d'avoir des livraisons plus aisées et une circulation apaisée parce que la circulation de la rue Paradis de demain ne sera plus effectuée que sur une seule voie. Et la conséquence, c'est que nous allons gagner de grands trottoirs, des espaces pour flâner pour déambuler mais aussi une piste cyclable. La vitesse sera limitée à 30 km/h, un système de livraison sera davantage contrôlé avec des alvéoles et puis ce qui fait cruellement défaut dans cette rue et c'est aussi une demande des commerçants, c'est qu'elle n'est pas arborée", a ré-

sumé Guy Teissier, devant une très nombreuse assistance. Avant de laisser la parole aux usagers de Paradis, c'est le directeur de la société Verdi, maître d'œuvre, qui a procédé à une brève présentation.

La partie concernée mesure 600 m de long entre les places Général-de-Gaulle et Estrangin, sur 12 m de large environ. La rue sera découpée ainsi: 4 m 20 pour la voirie (vélos, qui pourront circuler dans les deux sens, bus et voitures, en sens unique et sur une voie), 2 m 20 pour créer une zone multifonctionnelle (livraison, stationnement, conteneurs enterrés, arbres) et 3 m pour chaque trottoir. "Aujourd'hui, quand on s'arrête pour regarder une vitrine, on gêne les passants!", réagit à ce propos Jean-Claude Tricoche, président du CIQ Lieutaud-Rome-Préfecture. Convaincu que cette requalification va redynamiser la rue.

Au total, 15 places de vélos devraient être créées, il n'en existait pas jusqu'à présent. 30 places de motos seront aussi matérialisées le long de Paradis contre 80 actuellement. Mais 45 seront aménagées dans des rues adjacentes. "Il faut faire attention à ce que les deux-roues ne se garent pas de façon anarchique sur les trottoirs s'il n'y a pas assez de places", continue Jean-Claude Tricoche.

Vingt places de stationnement

minute remplaceront les 28 places payantes existantes. Après 30 minutes, des capteurs enverront un signal aux ASVP, qui viendront verbaliser. D'ailleurs, dès janvier, un arrêté municipal devrait aussi mettre fin au stationnement payant des rues Montgrand et Grignan, sur le même principe. "Je ne pense pas que supprimer des places participe à la re-

Redynamiser la rue et permettre aux résidents d'avoir une meilleure qualité de vie.

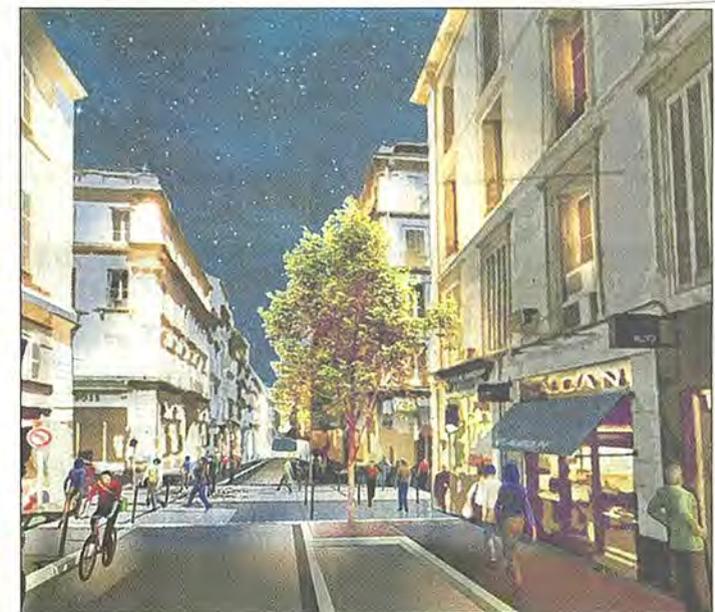
dynamisation du centre-ville. Au contraire! Personne n'a envie de laisser sa voiture dans le parking le plus cher de Marseille, celui de la place De-Gaulle, pour aller faire des courses", est intervenue Françoise Soisson, vice-présidente du CIQ Bourse-Opéra.

Ce projet pourrait subir quelques modifications, mais il a été globalement approuvé hier soir. Le coût de l'opération est estimé à 4,5 millions d'euros et selon le calendrier, les travaux devraient débuter en février 2017 et devraient durer un an. "J'espère de tout cœur qu'ils seront terminés pour les fêtes de Noël", a déjà mis la pression Guy Teissier.

Lætitia GENTILI

DES FAÇADES RÉNOVÉES

"Pour que l'opération de rénovation soit pleine et entière, je pense aussi qu'il faut rénover les façades. On oublie de les regarder tellement elles sont agressées par le gaz carbonique et par le temps", annonce également Guy Teissier. Ce qui a fait réagir dans la salle hier soir, notamment le président de la Fnaim, Didier Bertrand, qui a voulu connaître les dispositifs de soutien pour effectuer ces travaux. Une fois l'injonction faite, une subvention correspondant à 20 % du montant des travaux sera versée.





La première zone commerciale de l'Hexagone a été installée au beau milieu d'une zone humide, à mi-chemin entre Aix et Marseille, poussée par Émile Barnéoud, qui souhaitait vendre de l'électroménager. / PHOTOS DR

Un demi-siècle de commerce XXL

Créée en 1966, la zone de Plan-de-Campagne a révolutionné le commerce et demeure la plus vaste de France

Elle génère près d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires et accueille, du mardi au dimanche, l'équivalent de la population de Valenciennes. Depuis 50 ans, la zone commerciale de Plan-de-Campagne cumule les innovations et les records. "On est les premiers dans beaucoup de choses", sourit Philippe Robert l'un des propriétaires de la zone. Mais aussi les derniers indépendants. "Ça reste une histoire d'hommes, pas une affaire qui doit dégager 14% de rentabilité pour un fonds de pension."

Pourtant, le business est florissant. 465 commerces attirent chaque jour 40 000 véhicules, faisant de la zone, le plus gros employeur du département, derrière l'aérospatiale. Mais la zone a pris conscience qu'elle se faisait vieillissante. Surtout après la mini-tornade qui a frappé le site en 2012. "Il n'y a eu qu'une entorse, mais ça a accéléré les choses. On est même devenu la seule zone commerciale dotée d'un plan Orsec!", confie Pierre-Jean Pierrel, l'un des propriétaires. D'importants travaux de rénovation ont été engagés, tandis que de nouveaux projets sont sur le point d'éclorre, au nord-est notamment. "Aujourd'hui, on travaille autrement, on réalise les infrastructures avant d'installer les commerces", précise Robert Abela, le directeur d'exploitation. "Plan-de-Campagne, c'est l'endroit où tout se passe, et où tout va se passer", résume Pierre Pedreno, un mois après l'ouverture de son deuxième magasin.

Florent BONNEFOI



De l'ouverture de la galerie marchande Géant Barneoud, en 1974, à celle d'Avant-Cap, en 1992, le site n'a cessé de se développer. Des projets d'extension sont encore à l'étude. / DR

L'HISTOIRE

Émile Barnéoud, l'héritage d'un génie du commerce

En 1960, Plan-de-Campagne portait encore parfaitement son nom. On n'y trouvait guère que quelques fermes, des champs, et une modeste route nationale reliant Aix à Marseille. C'est dans cette vaste plaine qui n'intéressait personne qu'en 1964, un certain Émile Barnéoud, loueur de machines à laver à la Gavotte, eut l'idée d'étendre son activité. "Il a pris une règle, tracé une ligne entre Aix et Marseille, et regardé ce qui se trouvait au milieu", sourit Pierre-Jean Pierrel, le fils de l'un des tout premiers associés de Barnéoud, qui poursuit aujourd'hui l'activité familiale à Plan-de-Campagne. Le pionnier savait également que l'US Army avait installé un site logistique sur ce même terrain à la fin de la guerre. Malgré son emplacement prometteur, le commerce de machines à laver était encore loin de la rentabilité. Barnéoud eut alors l'idée de convaincre d'autres commerçants marseillais, afin de partager le bâtiment. "À deux, ils avaient encore du mal, mais à trois, l'affaire a commencé à tourner. Sans vraiment s'en rendre compte au début, ils ont créé l'offre et un nouveau concept. De là, c'est allé en s'amplifiant", poursuit Philippe Robert, le beau-fils de René Squadroni, l'un des premiers associés de Barnéoud.

Dès 1966, et la création de la première "zone commerciale" hors d'une ville, ces partenaires ont multiplié les innovations avec un



La zone est toujours financée par ses propriétaires réunis en association et dont certains sont les descendants des associés d'Émile Barnéoud. / PHOTO F.B. ET DR

empirisme désarmant. Pierre Pierrel, le père de Pierre-Jean, qui n'était autre que le mécanicien d'Émile Barnéoud à la Gavotte, eut l'idée de créer une station-service discount. Là encore, c'était une première en France, et l'essence qui y était vendue sans marque, coûtait quelques centimes de moins. Bien assez pour attirer le chaland hors de la ville. "Plan-de-Campagne s'est développé par révo-

lutions, avec un nouveau concept tous les 10-15 ans. Un premier hypermarché Casino, un Luna park en permanence, le premier multiplexe, égrène Philippe Robert. On a toujours été novateurs ici, mais ce n'était pas forcément réfléchi. Barnéoud avait l'intelligence de savoir s'entourer, et les propriétaires ont toujours su s'entendre, ce qui est très rare."

F.B.

La plus grande zone commerciale d'Europe ?



Avec ses 25 hectares de surface commerciale, Plan-de-Campagne est toujours la plus vaste zone de France. / PHOTO PATRICK NOSETTO

On la présente, aujourd'hui encore, comme la plus vaste d'Europe. Une chose est certaine, avec quelque 250 000 m² de surface commerciale, la zone de Plan-de-Campagne est bien la plus étendue de France. Pour le titre européen, en revanche, la situation est un peu moins claire. "On l'a été, mais on n'est plus en capacité de le valider, avec des chiffres comparables dans les autres pays européens", explique Pierre Pedreno, le président de CVR, l'association des commerçants de la zone. En France, on peut trouver jusqu'à 300 000 m² de surface commerciale, mais ce sont en fait plusieurs zones côte à côte.

Luc Besson ne fera pas son cinéma

Prévu depuis 2005, le projet d'Europacorp de 14 salles à La Joliette devrait finalement être cédé à Gaumont-Pathé

Se recentrer sur ses activités de cœur de métier que sont la production et la distribution de films et de séries." C'est en ces termes qui fleurent bon le jargon financier qu'EuropaCorp a annoncé dans un communiqué, vendredi, qu'elle était "entrée en négociations exclusives avec le groupe Gaumont-Pathé" pour lui céder les 12 salles ouvertes en 2013 à Aéroville (Seine-Saint-Denis, 2 400 places) mais aussi le futur multiplexe de La Joliette, à Marseille, qui n'est même pas sorti de terre. La faute à des recours et des changements d'investisseurs (lire ci-contre).

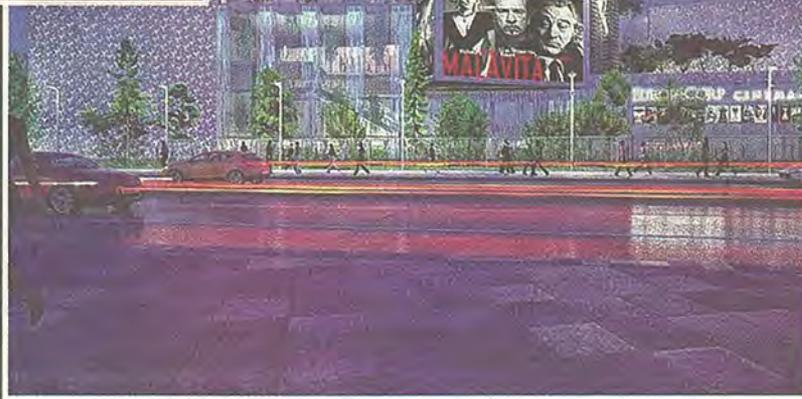
Dix-huit ans après *Taxi* et les embardées de Samy Naceri, Luc Besson ne reviendra donc pas à Marseille pour poser la première pierre ce projet à 3 000 places et 24 millions d'euros, juste en face du Silo, qui doit permettre d'animer le nouveau quartier construit par Euroméditerranée.

Le concept était ambitieux : proposer une expérience de cinéma "enrichie", avec des salles "First" plus confortables et des innovations technologiques. Les places - si l'on se réfère à Aéroville - auraient été vendues entre 11 et 25€ l'unité. Mais l'expérience menée près de Roissy n'a visiblement pas apporté les résultats escomptés. L'entrée au capital de la société d'un investisseur chinois, il y a quelques jours, a pu également y jouer. Un analyste financier cité par *Les Échos* avance une autre explication : "C'était surtout Christophe Lambert qui portait le projet de multiplexes. Luc Bes-



C'était en 2005. Luc Besson annonçait en grande pompe lors d'une conférence de presse, aux côtés du maire de Marseille Jean-Claude Gaudin et de son premier adjoint Renaud Muselier, sa volonté d'ouvrir un multiplexe à La Joliette. Depuis, le scénario a mal tourné pour EuropaCorp. Repoussé par des recours, le projet initial des "Dauphins" (en bas à gauche) avait déjà été abandonné au profit d'une architecture plus classique (ci-dessous). Désormais, il reviendra à Gaumont-Pathé de le réaliser.

/ PHOTO ARCHIVES BRUNO SOUILLARD ET DR



son veut sans doute davantage se recentrer." On se souvient que cet ancien publicitaire avait ses attaches à Arles. Décédé en mai dernier, à 51 ans, à l'hôpital Nord, il avait démissionné quelques mois plus tôt de son poste de directeur général d'EuropaCorp.

Finalement, il reviendra à Gaumont-Pathé (110 multiplexes en

France, Pays-Bas, Suisse et Belgique) de mener à bien ce projet d'aménagement.

Déjà candidat en 2005

"Si tel est le cas, c'est une bonne nouvelle qui renforce la solidité de l'opération", a réagi hier Laure-Agnès Caradec, présidente d'Euroméditerranée, qui doit rencontrer des dirigeants

d'EuropaCorp demain. Les conditions de cession du projet n'ont pas été communiquées.

Le futur acquéreur, qui avait déjà postulé en 2005 pour être désigné par Euroméditerranée, n'est pas un inconnu dans l'agglomération marseillaise. Filiale à 66% de Pathé et 34% de Gaumont, il possède déjà le Pathé-Madeleine (huit salles) aux

Cinq-Avenues et surtout le multiplexe de Plan-de-Campagne (16 salles, 3 507 fauteuils) qui risque d'entrer en concurrence directe avec le nouveau cinéma de La Joliette. Sans parler du projet de cinéma d'art et d'essai Art-plexo, en haut de la Canebière, en lieu et place de l'actuelle mairie du 1/7.

Annoncé en grande pompe, ce

Un scénario à rebondissements

Mieux qu'un film, ce projet est une vraie série télé, avec ses rebondissements et son suspense insoutenable. Souvenez-vous : en 2005, le réalisateur annonçait son souhait de construire un multiplexe dans ce nouveau quartier. Ouverture prévue... en 2008. Au niveau architectural, la première mouture dite des "Dauphins" sera finalement abandonnée au gré des recours en justice (voir ci-contre). Dernièrement, EuropaCorp invoquait un problème de dépollution pour justifier le retard même si en juin, Arnaud Senilhes, son secrétaire général, projetait déjà d'ouvrir le cinéma "avant fin 2017". "Il y aura quoi qu'il arrive un cinéma afin de garantir l'équilibre du quartier", avait tranché en mai François Jalinet, directeur d'Euroméditerranée. Ce sera donc Gaumont-Pathé.

vaste chantier ne sera donc pas mené par EuropaCorp et Luc Besson. Pour revoir à Marseille le réalisateur de *Nikita* et *Léon*, il faudra peut-être attendre l'arrivée de *Taxi 5*, qu'il a annoncée vendredi (lire ci-dessous). La sortie est prévue en janvier 2018. En même temps que le nouveau multiplexe?

Sylvain PIGNOL

Depuis quelques années, tour à tour, tous les centres commerciaux historiques de Marseille passent par une phase relooking. Dernier en date, le Centre Valentine, inauguré ce matin.

Après le Centre Bourse, Bonneveine, Avant Cap à Plan-de-Campagne ou encore Grand V, le Centre Valentine vient d'achever son relooking. Pour 8 millions d'euros, il a été repensé du sol au plafond, jusqu'aux façades. Ouvert en 1982 autour du Printemps, ce coup de jeune semblait indispensable, seuls des petits travaux avaient été entrepris il y a dix ans. Indispensable aussi, pour rester dans le coup face aux nouveaux venus flambant neufs, les Terrasses du Port et le Village des Docks. "C'était une nécessité pour avoir un centre moderne et agréable, mais aussi par rapport aux autres centres commerciaux. Mais si l'on parle de chiffre d'affaires et de flux, on n'a pas connu de choc, de baisse sur ces dernières années avec la montée en puissance de certains centres commerciaux. On n'a pas eu d'effet négatif disproportionné. On s'en sort pas mal sur ces indicateurs. Le commerce national est quand même compliqué, mais on n'a pas à se plaindre", explique Arnaud Tescari, directeur du Centre Valentine depuis février 2016, ainsi que de Grand V. Pour lui, les raisons de cette bon-



ne santé sont simples. "Selon la dernière étude client, notre public est très fidèle, avec un important pouvoir d'achat. La fréquence de visite de deux à trois fois par mois. On a accès à un panel national, ce qui nous permet de dire que c'est assez rare. Il s'agit plutôt d'une clientèle de proximité, qui vient des 9^e, 10^e, 11^e et 12^e arrondissements et de la zone est de Marseille, Allauch, Plan-de-Cuques, Cassis, La Ciotat, Aubagne. Le centre-ville est très fourni en centres commerciaux. On a plus de facilité pour fidéliser nos clients et pour aller les chercher sur les communes périphériques, sachant qu'on a un réseau autoroutier assez important."

Une autre particularité du Centre Valentine est qu'il appartient à des copropriétaires (comme Grand V et Bonneveine). Il a donc fallu mettre d'accord 22 personnes avant d'investir

8 millions d'euros dans les travaux. "C'est pour cela que ça a pris quelques années, entre les premières discussions en 2012 et le début des travaux en 2015."

Le résultat est à découvrir dès aujourd'hui lors de l'inauguration officielle ce matin à 11 h. Les façades s'habillent désormais d'une nouvelle enveloppe à l'aspect drapé qui change de couleurs à volonté, avec les logos des enseignes locomotives du centre: Printemps, Darty et Fnac, visibles depuis l'autoroute. Les trois entrées principales ont été agrémentées de verrières monumentales. À l'intérieur, des écrans tactiles d'informations ont été installés, l'éclairage et la signalétique ont été repensés et des espaces cosy de repos aménagés. "Avec cette rénovation, on veut repartir pour 30 ans supplémentaires."

Lætitia GENTILI

Les 30 000 m² du Centre Valentine ont été repensés: espaces cosy pour permettre aux clients de se reposer, bornes numériques d'orientation, nouvelle signalétique, entrées monumentales, façades lumineuses...

/ PHOTOS FRÉDÉRIC SPEICH & DR



Dix jours pour fêter le nouveau look du Centre Valentine

À partir d'aujourd'hui et jusqu'au 12 novembre le Centre Valentine fête son grand relooking avec des animations et des promotions.

Ce matin à 11 h, le coup d'envoi sera donné en coupant le traditionnel ruban. Cette inauguration officielle se fera en présence des commerçants, des copropriétaires du Centre et des élus de Marseille. Des violonistes sur échasses et des danseuses dans des bulles géantes animeront ensuite la galerie marchande, tandis que des grooms (photo ci-contre) seront à la disposition du public. Un nail bar et des ateliers maquillage seront aussi installés. Vendredi et samedi pro-



chains, la fête continue avec des équilibristes et un show aérien. Tous les jours jusqu'au 12 novembre, un chéquier de réduction est à disposition des clients et un jeu concours per-

mettra de gagner une voiture. Comme s'amuse à le dire la pub actuellement placardée dans tout Marseille: "Je ne vois pas ce que vous avez de mieux à faire!"

CENTRE BONNEVEINE

"Nous positionner comme un centre moderne"

Comme le Centre Valentine, le Centre Bonneveine (8^e) appartient également à des copropriétaires et a engagé d'importants travaux de rénovations, achevés en 2015. "Ce n'était pas une obligation par rapport à l'arrivée des Terrasses du Port, mais nous avons tout de même besoin de nous repositionner comme un centre moderne.

Bonneveine est l'un des plus vieux centres commerciaux de Marseille, puisqu'il date de 1983, justifié Eugénie Gulessian, directrice adjointe. Nous avons une belle clientèle de proximité, principalement des 7^e et 8^e arrondissements et cette rénovation est une valeur ajoutée pour nous et nos clients."



Le petit commerce au bord de l'asphyxie

Rideau. Face aux centres commerciaux, le centre-ville tente d'attirer à nouveau le chaland.

PAR FRANÇOIS TONNEAU

Braderies, brocantes, fêtes de la gastronomie... Chaque quinzaine ou presque, les commerçants du centre-ville jouent leur va-tout. Des manifestations gratuites pour attirer un chaland de plus en plus rare, au pouvoir d'achat en berne. Le croisiériste chéri, lui, préfère les centres commerciaux qui poussent aux lisières de la ville ou l'escapade en car vers Aix-en-Provence et Arles. «Les commerçants représentent le premier employeur de France, il faut réagir vite, car il y a urgence», s'époumonent syndicats d'artisans et d'employeurs. Passeulement parce que les élections à la chambre de commerce et d'industrie Marseille-Provence accoucheront d'un nouveau président fin novembre. Ils s'inquiètent aussi de la «paupérisation du centre-ville» et des risques de l'effondrement immobilier dans des artères en mal de modernité, donc d'attractivité. Même si de nouvelles enseignes

s'implantent, même si le tramway est venu égayer la rue de Rome, beaucoup ferment ou renoncent désormais à ouvrir le dimanche, vrai-faux bol d'oxygène. «Les centres commerciaux, qui ont multiplié par deux leur surface et proposent parkings, sécurité et propreté, détournent la chalandise vers eux, constate Patrick Mennucci, député PS de la circonscription englobant le Vieux-Port et la Canebière. Les décisions du maire ont créé cette situation qui, ajoutée aux difficultés de parking, de circulation, de propreté et de sécurité au centre-ville, engendre la baisse d'activité.» La problématique n'est pas nouvelle dans une ville où plus de la moitié des ménages ne paient pas d'impôts. Jean-Claude Gaudin tente de relativiser, remarquant «qu'avec plus de 4 500 commerces le grand centre-ville génère 760 millions d'euros de chiffre d'affaires». Il observe aussi les centres commerciaux récemment sortis de terre sur le port ou en construction près du Stade Vélodrome, comme «générateurs d'emplois».

Mais, voyant que les Terrasses du port et les Docks village souffrent

Morose. Malgré l'arrivée du tramway, beaucoup d'enseignes de la rue de Rome ont mis la clé sous la porte.

Concurrence. Poussant comme des champignons, les centres commerciaux attirent de plus en plus de clients. Ici, celui du Prado-Vélodrome, en construction.



aussi, il compte relancer le projet d'une zone franche en centre-ville après la présidentielle. «Elle permettrait aux professions libérales et aux PME de réinvestir le centre-ville. Les personnes qui s'y implanteraient consommeraient local», espère son adjointe déléguée au commerce, Solange Biaggi. L'élu a bien collé quelques sparadraps en faisant grimper de 7 000 à 14 000 euros les subventions pour rénover les devantures commerciales. Elle était aussi assise au premier rang, à la mi-octobre, lorsque la présidente LR du conseil départemental, Martine Vassal, a signé un chèque de 100 millions d'euros à la ville.

Nostalgique. Parmi les cofinancements prévus sur trois ans figurent ravalements de façades, modernisation des éclairages publics et du parc de stationnement, ainsi que la préemption d'immeubles ou de commerces pour en améliorer la qualité. «Une ville digne du XXI^e siècle doit avoir une activité commerciale prospère», note Martine Vassal, nostalgique d'une «Canebière qu'ont connue nos parents et grand-parents. Elle nous manque».

Alors que le directeur général des services de la ville, Jean-Claude Gondard, calcule déjà «l'effet levier de ces investissements», d'autres restent dubitatifs. Y compris au sein de la majorité. «On fait du pointillisme au centre-ville, mais il n'y a pas de vision d'ensemble, grimace Guy Teissier, député LR et vice-président de la métropole Aix-Marseille-Provence. Il aurait fallu un plan Marshall comme à Lyon avec, au milieu de la rue Saint-Ferréol, un centre d'arts et de spectacles.»

En attendant, quelque 1 500 commerces implantés dans les «quartiers prioritaires» définis par l'Etat peuvent bénéficier d'exonérations de taxe foncière et de cotisations foncières des entreprises. Sauf que personne n'a été mis au courant et que les délais légaux pour se signaler sont dépassés ■

L'enseigne Decathlon se met au vert

La zone commerciale La Valentine n'en finit pas de faire parler d'elle cette année. Après le relaunching du Centre Valentine inauguré au début du mois, le quartier prévoit encore de la nouveauté avec l'arrivée d'un magasin Decathlon dès le printemps prochain, juste en face du cinéma "Les 3 Palmes". Les travaux, qui ont commencé au printemps 2016, ne devraient pas durer plus d'un an. La zone commerciale comporte déjà des magasins du même type comme GoSport ou Sport 2000, mais Decathlon entend bien imposer sa marque de fabrique, "des offres diversifiées qui rendent le sport accessible à tout le monde", dicit l'enseigne. Déjà présente à Bonneveine, Aubagne ou encore aux Terrasses du port, l'enseigne bleue ouvre un nouveau magasin marseillais qui vendra les produits proposés habituellement, avec un nombre d'employés similaire.

Un géant "vert"...

Ce nouveau site devrait entraîner la création de plusieurs dizaines de nouveaux emplois, présentera donc le même format que tous ses autres magasins, à une exception près : d'une super-



Situé sur l'avenue de Saint-Menet, à deux pas du cinéma "Les 3 Palmes", le chantier du nouveau magasin Decathlon devrait se terminer au printemps.

/PHOTO NICOLAS VALLAURI

ficie de 4000 m², ce bâtiment sera certifié RQE, ce qui veut dire qu'il a reçu une certification environnementale qui valorise les performances en termes de consommation d'énergie, d'eau et d'utilisation de la lumière naturelle. Il possédera également d'autres caractéristiques qui le démarquent des autres magasins de la marque : celle d'être composé tout d'abord un parking silo, situé aux premiers niveaux du magasin - l'espace commercial se trouvant au dernier étage.

Une disposition qui a notamment permis de réduire les coûts en terme de foncier, puisque ce schéma nécessite une surface au sol moins importante.

Contrairement aux parkings sous-terrains, les parkings silos nécessitent aussi moins de travaux, et donc moins de fonds. Mais c'est bien sûr l'aspect écologique qui est encore mis en avant, puisque cette méthode de construction réduit également les pollutions causées par le chantier et favorise le rechargement des nappes phréatiques de manière naturelle. Un choix qui pourrait bien faire des émules dans le secteur.

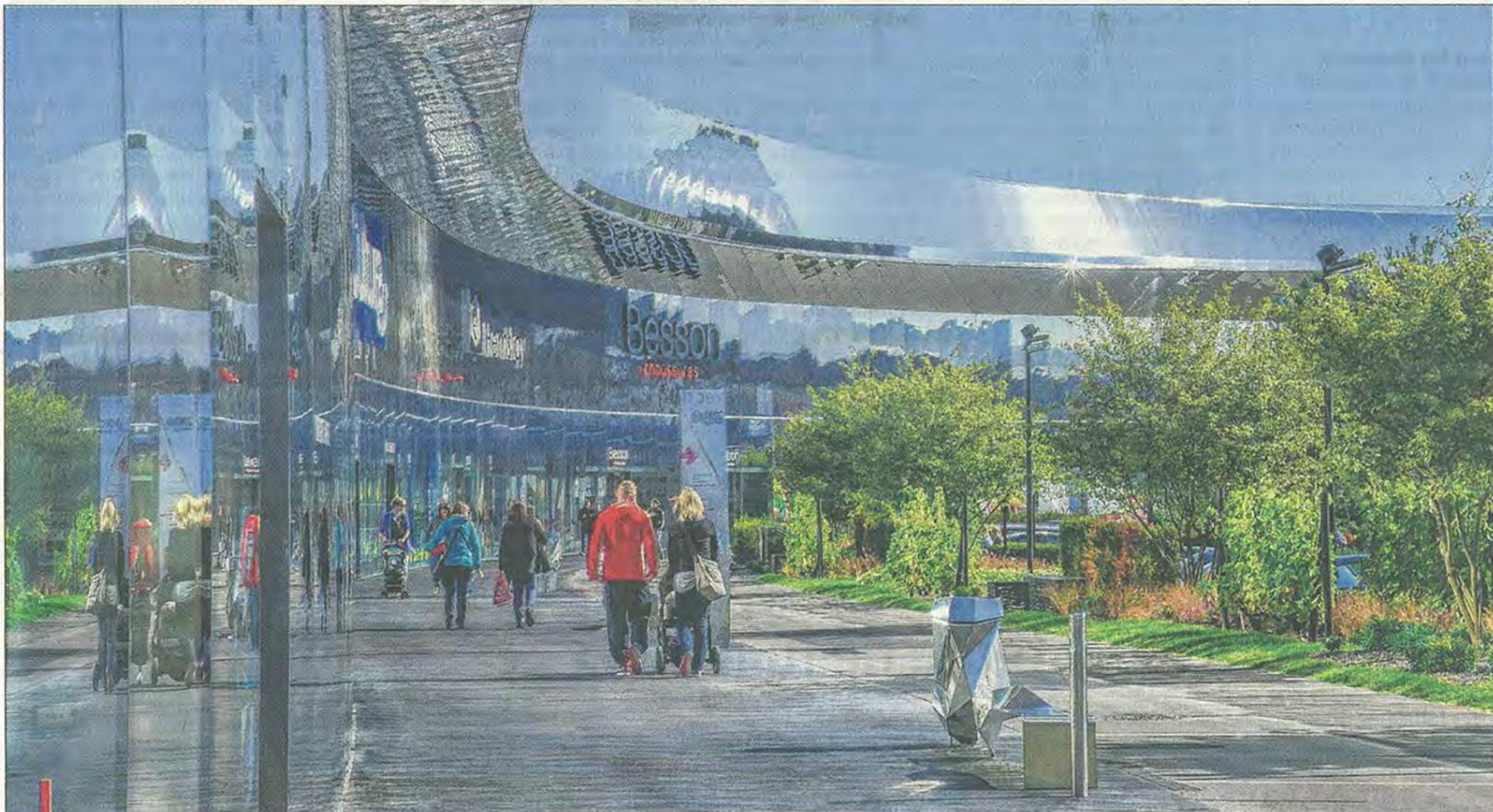
Charlotte BERNARD



À l'image des deux créations qu'elle a portées d'abord en 2012 à Angers (L'Atoll, au centre) puis en 2014 à Metz (Waves, à gauche), le projet des Rigons (à droite) devrait apporter une véritable modernité architecturale à Plan-de-Campagne. La zone commerciale la plus étendue de France poursuit sa mue et devrait donc bientôt s'étendre encore. Les innovations ont leur terrain d'expérimentation. / VISUELS LA COMPAGNIE DE PHALSBURG

Plan-de-Campagne prépare son passage dans une ère nouvelle

La Compagnie de Phalsbourg pilote un projet novateur et durable qui devrait révolutionner l'image de la zone



Le projet a été confié au même architecte que celui de Waves à Metz, l'Italien Gianni Ranaulo. Loisirs, digitalisation et gestion écologique seront au cœur de la réalisation.

REPÈRES

Créée en 1989 par Philippe Journo, la Compagnie de Phalsbourg se revendique première société foncière privée française. Basée à Paris, elle s'applique à "changer les entrées de ville", à investir massivement dans l'écologie et à créer des réalisations innovantes. Parmi ses grands projets, L'Atoll à Angers en 2012, Waves-Actisud à Metz en 2014 ou plus récemment Ma Petite Madelaine à Chambray-lès-Tours. "Nous sommes à la fois promoteur, investisseur et gestionnaire", précise Philippe Journo. La société emploie 90 personnes (valeur d'actif des centres gérés : 1,25 milliard d'euros). "Nous avons obtenu la première labellisation Valorpark, le premier dossier HQE® pour le commerce de périphérie, nous avons créé les premiers murs végétaux dans des zones commerciales de périphérie. Cette implication a été récompensée par le prix du meilleur centre commercial en 2011, le prix Procos de l'innovation en 2012." En 2012, Philippe Journo a reçu le titre d'homme de l'année de l'immobilier commercial.

Dossier réalisé par Sabrina TESTA
stesta@laprovence-presse.fr

Un nouvel espace commercial se prépare dans la zone de Plan-de-Campagne. Porté par la Compagnie de Phalsbourg, un des acteurs majeurs du marché de l'immobilier commercial en France, et le groupe Barneoud, ce projet innovant vise à moderniser une zone vieillissante, mais qui, du haut de ses 50 ans, reste un poumon économique majeur de la région. Philippe Journo, président de la société, nous en dévoile les grandes lignes.

Comment s'agence votre projet dans le détail ?

Il s'agit de la restructuration des friches industrielles qui se situent sur le quartier des Rigons, entre le Géant Casino et le rond-point de l'entrée de la ville des Pennes-Mirabeau. Un espace désaffecté où se trouvait une ancienne cimenterie. Nous sommes associés au groupe Barneoud, propriétaire de l'hypermarché. Un autre projet est à l'étude, côté Cabriès, qui se nomme Petite Campagne. Nous lançons ni plus ni moins la modernisation de la zone commerciale. Elle a été conçue comme une succession de boîtes commerciales de faible qualité architecturale avec chacune son parking. Nous souhaitons au contraire offrir une meilleure image, avec une super-qualité urbanistique. Nous misons donc sur l'architecture,

sur l'écologie, sur la sécurité, avec des dizaines de caméras réparties sur tout le site. Et surtout, le bien-être du client reste notre objectif premier. Les loisirs auront donc une place fondamentale : aires de jeux, animations, concerts, halte-garderie, salon VIP : une batterie de services qui n'existe pas pour le moment sur la zone. Un autre pilier du projet sera la digitalisation, avec une présence importante sur les réseaux sociaux, des goodies, cadeaux d'anniversaire, etc.

Vous revendiquez une implication forte dans la préservation de l'environnement ?

La dimension paysagère sera très importante. Pour vous donner une idée, notre projet "Ma Petite Madelaine", à Chambray-lès-Tours, comporte 75 % d'espaces verts et nous comptons y installer une ferme pédagogique. Par ailleurs, il y aura un filtrage de l'eau et une réutilisation pour l'arrosage des nombreux espaces verts. Des navettes électriques transporteront les usagers. Des économies d'énergie substantielles seront réalisées puisque ce centre à ciel ouvert ne demande ni chauffage ni climatisation. Un éclairage à Led sera utilisé pour le parking, sans oublier un tri et une revalorisation des déchets pour une gestion plus saine.

Plus précisément, à quoi ressemblera l'architecture du projet ?

Ce sera une architecture contemporaine, similaire à celle d'une de nos grandes réalisations, Waves-Actisud, à Metz. En effet, nous avons choisi, il y a un an et demi, le même architecte que pour ce projet livré le 31 octobre 2014. Il s'agit de l'Italien Gianni Ranaulo.

"43 000 m² de zone commerciale avec une cinquantaine de grandes enseignes."

Combien d'enseignes en feront partie et lesquelles ?

Ce nouveau centre regroupera 43 000 m² de zone commerciale avec une cinquantaine de grandes enseignes, dont une partie, environ 30 %, proviendra d'un transfert d'enseignes déjà présentes à Plan-de-Campagne. Mais nous ne connaissons pas encore les noms de ces magasins. Nous menons une étude au peigne fin de tout l'appareil commerçant existant. C'est un travail minutieux, avec une multitude de curseurs. Cette zone mérite d'être une énorme réussite économique et, en créant une architecture qui va marquer le territoire, cela va forcément changer l'appréhension de la population.

Quelles seront les retombées

économiques en termes d'emploi ?

Nous ne pouvons pas donner de chiffre exact pour le moment. Mais si l'on compare avec notre création Waves, à Metz, on sera autour de 450 emplois créés.

Dans quels délais vous situez-vous pour le début des travaux et la livraison finale ?

Il faut bien comprendre que nous travaillons sur un temps long que demandent le processus administratif, les autorisations commerciales, de permis de construire... D'ici 18 à 24 mois, nous espérons avoir fini de ficeler le projet et les travaux pourront alors commencer.

Vous travaillez en étroite collaboration avec le maire des Pennes-Mirabeau, Michel Amiel, qui s'enthousiasme pour ce projet novateur...

Plus aucun élu ne se satisfait d'une zone commerciale vieillissante et qui n'est pas valorisante pour son entrée de ville. C'est un mouvement qui se généralise et que nous avons amorcé il y a quatre ans avec L'Atoll, à Angers. Le commerce en ligne a paradoxalement mis tout le monde sur un pied d'égalité. Alors pour que les zones commerciales demeurent des poumons économiques, il faut que les clients prennent du plaisir à y venir. Autrement, ils préféreront rester chez eux puisqu'ils peuvent tout acheter sur internet aujourd'hui.

LE COMMENTAIRE

"Il faut d'abord des infrastructures adaptées"

Robert Abala, directeur d'exploitation de la zone, estime que "la priorité est à la rénovation de la zone. La Compagnie de Phalsbourg est déjà installée sur place donc on travaille en collaboration depuis le début des discussions sur ce projet, il y a quatre ou cinq ans. Tout le secteur sud a été rénové et nous poursuivons la redynamisation. De gros efforts sont menés en termes d'infrastructures avec la rénovation du CD6, de parkings au nord, du chemin des Rigons (des Pennes-Mirabeau jusqu'au cinéma), ou le dédoublement du pont des Rigons (trois axes dont une voie de bus)". Pierre Pedrino, président de l'association des commerçants de Plan-de-Campagne, juge également qu'il faut "d'abord que les infrastructures soient adaptées (voirie, sorties d'autoroute). Car notre problématique reste d'accueillir dans de bonnes conditions l'ensemble des clients le week-end. Alors on pourra se permettre d'avoir de nouveaux commerces." Y a-t-il vraiment de la place pour une nouvelle offre marchande ? "Nous sommes n°1 dans de nombreux domaines mais il y a une marge de progression dans certains axes comme l'équipement de la maison."



C'est côté Pennes-Mirabeau que le projet est prévu, dans le quartier des Rigons, de l'ancienne cimenterie. / PH. CYRIL SOLLIER

5 L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

- 1 Technopôle de l'Arbois-Méditerranée, au service de l'environnement**
Carrières Magazine – Édition Méditerranée
- 2 Saint-Jean-du-Désert. Des bureaux et des locaux sur l'ancien camp de Roms**
La Provence – 16.08.2016
- 3 Quali Climat, l'entreprise qui a relevé le défi écologique**
La Provence – 07.09.2016
- 4 L'hymne à la Marseillaise**
La Provence – 25.09.2016
- 5 RTM : un déménagement houleux**
La Provence – 28.09.2016
- 6 Plein la vue à la clinique vélodrome-Monticelli**
La Provence – 12.11.2016
- 7 Alliance Healthcare redéploie sa plateforme logistique à l'Est**
La Provence – 15.11.2016
- 8 Marseille a la fibre chinoise**
La Provence – 05.12.2016

TENDANCES

PÔLES D'ACTIVITÉS



TECHNOPÔLE DE L'ARBOIS-MÉDITERRANÉE, AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

28

Depuis 25 ans, le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée s'affirme comme l'un des plus importants centres de ressources dédiés à l'environnement et à la gestion des risques en France et en Europe.

PAR ROZENN GOURVENNEC

Implanté au cœur des 11 000 hectares du plateau de l'Arbois, cette structure ne pouvait s'adresser qu'à des éco-entreprises et des chercheurs du domaine de l'environnement. Premier technopôle de France certifié ISO 14001, il favorise le développement de collaborations entre les chercheurs, les entreprises et les pôles de compétitivité en faveur du développement de projets innovants dans trois domaines d'activité : la gestion de l'eau et des

déchets, la surveillance environnementale et la gestion des risques, les énergies et l'éco-construction. Près de 400 chercheurs, 900 salariés et 300 étudiants de bac + 4 à bac + 8 sont répartis dans 110 entreprises innovantes, des laboratoires de recherche, des écoles d'ingénieurs, une pépinière d'entreprises, des plateformes technologiques et des pôles de compétitivité.

EN POLE POSITION SUR LES CLEANTECH

Pour favoriser les nouveaux projets autour du développement durable et de l'environnement, le Technopôle et ses partenaires que sont Capenergies et The Camp ont récemment été retenus pour intégrer le réseau thématique du label French Tech « Clean-Tech environnement et mobilité ». Mis en place pour deux ans renouvelables, ce réseau fédère des écosystèmes qui se réunissent trois à cinq fois par an et mettent en place des actions concrètes afin d'accroître le développement des start-ups du secteur

THE CAMP, UN CAMPUS TOURNÉ VERS LE FUTUR

À l'automne 2017 ouvrira à Aix-en-Provence, The Camp, le campus international d'innovation pour une ville intelligente et durable. Implanté sur un terrain de sept hectares au cœur du Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée, ce « tiers-lieu » réunira étudiants, start-ups, managers du public et du privé pour inventer la ville de demain. Les entreprises

présentes pourront développer de nouvelles technologies et des logiciels d'analyses permettant de piloter des actions en lien avec l'environnement, le transport ou l'énergie. Et ce, directement dans certaines zones urbaines de la ville qui deviendront ainsi des terrains d'expérimentation des usages urbains du futur. Au total, ce nouveau campus devrait générer 150 emplois directs et indirects, dans le management, l'administration, l'animation du lieu, les services d'exploitation et la formation.





Au cœur du plateau de l'Arbois, le Technopôle de l'environnement accueille éco-entreprises de toutes tailles et chercheurs spécialisés.

de l'environnement. Le marché des CleanTech, qui visent à développer des produits et services tout en préservant au mieux l'environnement, est un domaine à fort potentiel qui progresse de 8 % par an en moyenne. Une soixantaine de start-ups, dont seize tech champions, ont été identifiés sur la métropole de Marseille. Déjà présentes sur la scène internationale, les start-ups accompagnées par ce groupement sont pionnières en matière de CleanTech mais aussi sur la ville intelligente, la mobilité et sur la santé liée à l'environnement. Fort de cette labellisation, le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée et ses partenaires vont axer leurs actions sur trois objectifs prioritaires : accompagner et promouvoir le tissu existant et l'amener sur les réseaux internationaux, encourager la création de projets innovants, et attirer les talents sur le territoire en améliorant sa visibilité thématique.

LA SÉCURITÉ, UN MARCHÉ PORTEUR

Autre domaine en forte croissance actuellement : la sécurité. Le Technopôle abrite Safe Cluster, seul pôle de compétitivité dédié à la sécurité au niveau national, issu de la fusion des pôles de compétitivité Risques et Pégase. Son ambition : imaginer et construire collectivement des solutions innovantes pour la sécurité des populations et de l'environnement, de préférence à partir de vecteurs aéronautiques et spatiaux. Avec près de 7 % de croissance annuelle aussi bien en France que dans le reste du monde, la filière sécurité présente une opportunité de développement pour les entreprises adhérentes. « *En coopération avec deux autres entités, le pôle Safe vient par exemple de remporter un appel d'offres pour la sécurisation des gares en région Provence Alpes Côte d'Azur, explique Géraud Parjadis, directeur du pôle Safe Cluster. Cela ne se résume pas à l'installation de portiques d'accès. Il s'agit d'analyser la situation et de proposer des solutions technologiques très pointues. La sécurité, c'est aussi une attention particulière portée aux risques d'inondation et de feu, un sujet important en région Paca.* »

Pour accompagner le développement des entreprises du réseau, Safe Cluster leur propose différents services, allant de l'émergence de projets de R&D à la recherche de partenaires technologiques et financiers en passant par le développement à l'international. « *Nous mettons en relation les grands groupes, les PME et les laboratoires de recherche, pour accompagner les entreprises dans leurs projets, poursuit Géraud Parjadis. Nous les aidons également à l'exportation en mutualisant les efforts. Au cours de ces deux derniers mois, nous avons organisé trois missions à l'étranger pour une dizaine*

d'entreprises en coopération avec les acteurs de l'export, comme Business France. Tout le travail de logistique, de prise de rendez-vous et de promotion est réalisé par le pôle, afin d'alléger le travail des chefs d'entreprise. De la même façon, nous mutualisons les achats d'une façon innovante : en négociant des accès "à la carte" à des logiciels de conception assistée par ordinateur, des outils nécessaires à nos adhérents, mais qu'ils ne peuvent souvent pas acquérir sur fonds propres pour mener leurs projets innovants. Comme l'a annoncé le ministre de l'Intérieur le 20 septembre dernier, nous allons également signer une convention avec son ministère pour apporter des solutions que les petites PME ne pourraient pas promouvoir toutes seules. C'est encore un moyen de les aider à se développer. »

Safe Cluster structure également les filières en émergence des dirigeables et des drones, spécialité de la région Paca. Le dirigeable fait partie des programmes de la Nouvelle France Industrielle, avec un marché potentiel de 1 à 2 milliards d'euros par an. Identifier des acteurs clés, trouver des sites pour accueillir des prototypes, lever des verrous technologiques, trouver des financements, développer les zones de tests et des formations... telles sont les missions du pôle dans ce domaine pour développer ces nouvelles filières et créer de l'emploi dans la région. ➔

LE TECHNOPOLE en chiffres

Le Technopôle accueille **900** salariés,
400 chercheurs et **300** étudiants
(master et doctorants) répartis comme suit :

110 entreprises innovantes (SP3H, Hélion, Génésis, Nhéolis, Safe technologies...),

12 laboratoires de recherche (CEREGE, Collège de France, INRA, INERIS, FRB...),

1 école Doctorale Sciences de l'Environnement, Aix-Marseille Université,

1 master Sciences de l'Environnement Terrestre, Aix-Marseille Université,

2 écoles d'ingénieurs (CESI Méditerranée, Icadémie),

1 pépinière d'entreprises Green Tech

3 plateformes technologiques (Halle génie des procédés, ASTERisques, ARDEVIE),

8 pôles de compétitivité/PRIDES (Safe Cluster, Capénergies, Trimatec, BDM, Ea éco-entreprises, Eau, Novachim, Artémis),

1 club de Business Angels (Alumni Business Angel)

→ **INTERVIEW****Jean-Marc Perrin**

Président du Technopôle de l'environnement
Arbois-Méditerranée

**PRÉSIDENT DU TECHNOPOLE DE
L'ENVIRONNEMENT ARBOIS-MÉDITERRANÉE
DEPUIS PRÈS DE DIX-HUIT MOIS, JEAN-MARC
PERRIN SE DONNE POUR OBJECTIF DE MIEUX
LE FAIRE CONNAÎTRE À L'INTERNATIONAL
ET EN PACA.**

**« Nous allons faire
connaître nos start-ups
à l'international »**

**Le Technopôle a été labellisé CleanTech.
Qu'est-ce que cette labellisation va changer ?**

J-M. P. Elle va donner au Technopôle de l'environnement plus de visibilité, d'attractivité et de mise en réseau. Désormais, les entreprises spécialisées dans l'environnement savent qu'elles trouveront sur place toutes les compétences nécessaires pour se développer. Nous allons encore plus nous recentrer sur cette thématique.

Pourquoi créer la pépinière GreenTech ?

J-M. P. Nous avons profité de la fermeture du CEEI Provence, qui était en cessation de paiement, pour créer une pépinière centrée sur les CleanTech. Auparavant, la CEEI accueillait principalement des entreprises généralistes. Désormais, la pépinière recevra des start-ups spécialisées dans l'environnement, qui bénéficieront d'un accompagnement à la carte et personnalisé, d'une mise en réseau, de locaux équipés, d'ateliers techniques et d'animations thématiques qui leur permettront d'accélérer leur croissance. Les start-ups du domaine de l'environnement savent qu'elles auront plus de chances de réussir et de pérenniser leur activité en s'installant sur le Technopôle.

Vous avez été nommé en juin 2015 à la tête du Technopôle. Quelles ambitions avez-vous pour l'Arbois ?

J-M. P. Je veux faire connaître le Technopôle de

l'environnement autant à l'international qu'au niveau local. Le Technopôle manque de visibilité auprès des édiles de la région. C'est pourquoi, nous avons reçu récemment le président de la Région, Christian Estrosi, le préfet de Région, Stéphane Bouillon, et nous recevrons prochainement Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement. Pour positionner notre tissu de PME et de start-ups vers l'international, nous nous rendons en novembre à la COP22 à Marrakech où les chefs d'entreprise pourront faire connaître leurs technologies. Nous prévoyons également de retourner au CES de Las Vegas, le plus grand salon high-tech au monde, doté d'une puissance médiatrice incroyable. C'est une source d'opportunités sans pareil pour nos entreprises. Les débouchés commerciaux devraient, à terme, créer de l'emploi sur notre territoire.

Quels sont les développements possibles du Technopôle Arbois-Méditerranée dans le futur ?

J-M. P. Dans une Provence si contrainte en termes de foncier, notre Technopôle est une vraie mine d'or. Il gère trois ZAC qui ont encore un potentiel d'aménagement important. La ZAC du Petit Arbois comprend 20000 m² de terrains à bâtir, celle du Tourillon, répartie de part et d'autre du campus The Camp, avec 60000 m² de surface de plancher et la ZAC de la gare qui possède 100000 m² de surface aménageable.



Le Parc des faïenciers devrait associer un immeuble de 4 étages, sur le haut de la parcelle, près de l'arrêt de tram "La Parette", à de grands entrepôts ou ateliers, plus bas sur le chemin Saint-Jean-du-Désert. / ILLUSTRATIONS DR

SAINT-JEAN-DU-DÉSERT

Des bureaux et des locaux sur l'ancien camp de Roms

En empruntant le tramway entre La Parette (12^e) et Saint-Pierre (5^e), du haut du pont, les passagers ont longtemps eu vue sur ce qui fut, avec le camp de Roms de la Capelette, le plus grand bidonville de la ville. Depuis son évacuation, il y a un peu plus de deux ans, c'était un terrain vague dont l'entrée était barrée par de gros blocs de béton décourageant une nouvelle intrusion. Propriété de MPM à l'époque, il est en cours de cession au promoteur Icade, qui y commercialise actuellement un ensemble de bureaux et locaux d'activités baptisé Le Parc des faïenciers.

3 800 m² de bureaux, 8 000 m² de type entrepôts ou ateliers et des espaces verts.



Situé entre la voie ferrée et le chemin de Saint-Jean-du-Désert (12^e), en contrebas de la rue Hrant-Dink, le terrain a longtemps été squatté par près de 400 Roms. / PHOTO A.S.

Le principe de cette cession a été voté par la communauté urbaine le 28 juin 2013, après un appel à projets visant à "développer un programme immobilier à vocation économique" conforme au cahier des charges sur cette parcelle de 22 000 m² encadrée par le chemin de Saint-Jean-du-Désert, la rue Hrant-Dink et la voie ferrée.

"Ce choix a été fait dans l'optique de la requalification de ce secteur voisin du dépôt Saint-Pierre de la RTM, où la construction d'habitations n'était pas indiquée, explique-t-on du côté du Conseil de territoire, qui n'a pas souhaité

utiliser lui-même ce foncier. L'appel d'offres nous permet d'avoir un droit de regard."

Des travaux prévus dès janvier 2017

Le projet retenu, donc, comprend un immeuble abritant 3 800 m² de bureaux sur cinq niveaux associé à 83 places de parking semi-enterrées ; 8 000 m² de locaux d'activités de plain-pied avec des bureaux en mezzanine (du type entrepôts ou ateliers) répartis en deux corps de bâtiment complétés par 49 places de parking aérien ; des espaces verts et bien entendu des voies de circula-

tion permettant de desservir les locaux. Le tout proposé à la vente (prix non communiqués, variables selon la surface acquise) ou à la location (à partir de 180 € hors taxes, hors charges, par mètre carré et par an).

Le permis de construire n'ayant pas fait l'objet de recours et étant purgé, les travaux devraient débuter dès janvier 2017 pour les locaux d'activités, courant 2017 pour ce qui est des bureaux, estime Icade, et devraient respectivement durer 10 et 18 mois. "Des contacts ont d'ores et déjà été pris et l'arrivée de l'échangeur Florian et de la L2 va booster la commercialisa-

tion", espère le promoteur, qui mise également sur la proximité de l'arrêt de tramway.

"Mais la vente n'est pas encore signée, tempère le Conseil de territoire. Et il va falloir attendre de connaître le tracé précis de la fameuse troisième voie ferroviaire LGV (ligne à grande vitesse) pour être certain que le terrain n'est pas impacté. C'est peu probable mais sait-on jamais ? La concertation doit être lancée en septembre ou octobre par SNCF Réseau."

Autant dire qu'un verdict d'ici la fin de l'année semble peu probable.

Audrey SAVOURNIN

Quali Climat, l'entreprise qui a relevé le défi écologique

A l'origine, un projet, celui de bâtir un ensemble de bureaux écologiques dans le nouvel écoquartier du stade Vélodrome (8^e). Conçu par l'architecte Didier Rogeon, ce bâtiment, baptisé Le Virage, avait pour objectif de répondre aux normes du label environnemental Breeam (*lire encadré*). Une ambition théorique qui devait se traduire en casse-tête pratique. C'est le défi qu'a relevé l'entreprise marseillaise Quali Climat. Implantées depuis 2001 à Saint-Henri (16^e), la société de CVC (Chauffage, ventilation et climatisation) et sa filiale Quali Ener (plomberie) ont en effet remporté l'appel d'offres émis par Bouygues Bâtiment Sud-Est afin de réaliser la partie technique des bureaux.



Ce sont pas moins de 12 000 m² de bureaux à louer qui ont obtenu le label Breeam, dans le nouvel écoquartier du stade Vélodrome. / PHOTO DR

Un label exigeant

Pour justifier ce choix, Olivier Piu et son associé Philippe Magnus, dirigeants de Quali Climat, mettent en avant une "double compétence", à la fois dans la branche CVC et dans la branche plomberie, ainsi que la qualité de leurs outils d'informatique et d'ingénierie. Les travaux ont débuté fin 2014 pour une réception prévue et réalisée en juin 2016. Ils ont été ponctués de nombreuses réunions, "beaucoup plus que sur un chantier habituel", précise Olivier Piu. Car les exigences du label environnemental sont multiples. "Au niveau de la plomberie, Breeam impose par exemple des niveaux particuliers de débit d'eau,

ainsi que l'installation de compteurs de consommation, ce qui ne se fait normalement qu'en constructions résidentielles. Nous avons donc dû réaliser des tests en interne afin d'obtenir les bons résultats et les reproduire ensuite sur place".

Quant à la partie chauffage-climatisation, le défi consistait à raccorder le bâtiment Le Virage à la boucle géothermique qui relie l'ensemble des nouvelles structures de l'écoquartier du Vélodrome. Ce circuit fermé récupère les eaux traitées de la station d'épuration de Marseille, Géolide, qui passent ensuite par un système d'échangeurs thermiques permettant de réguler à la demande et selon les saisons la température des

locaux. Un autre challenge relevé par Quali Climat qui prend ainsi part à la formation de la plus grande boucle de chaleur privée d'Europe.

À l'arrivée, ce sont pas moins de 12 000 m² de bureaux à louer qui obtiennent le label Breeam, catégorie "Excellent" (5 étoiles). Si cette certification s'accompagne de contrôles réguliers sur plusieurs mois, il s'agit avant tout d'une récompense qui vient valider l'expertise des équipes de Quali Climat. Aujourd'hui, l'entreprise locale est consultée pour de futurs projets immobiliers souhaitant répondre à la certification Breeam. L'aventure continue.

Frédéric ALA

Breeam, une garantie "verte"

Développé depuis 1990 par le Building Research Establishment, un organisme privé britannique de recherche en bâtiment, le label Breeam est une certification environnementale dédiée aux projets immobiliers. Il permet de mesurer la "performance environnementale", au niveau de la conception, de la construction et du fonctionnement des bâtiments. Soit le respect des normes imposées et la volonté de construire de manière durable et soutenable par l'environnement. Devenu un standard recherché par les promoteurs immobiliers souhaitant garantir une démarche de développement durable au travers de leurs constructions, le label Breeam représente aujourd'hui plus de 500 000 certificats délivrés à travers 77 pays, avec des notes allant du niveau acceptable (1 étoile) à exceptionnel (6 étoiles).



Le front de mer entre la tour CMA CGM et le Silo avec, au centre, le programme "Les Quais d'Arcenc" avec ses quatre immeubles : le Balthazar et les futures tours La Marseillaise, Horizon et H99.

/DOCUMENT SYNTHÈSE

L'hymne à La Marseillaise

Ce nouveau gratte-ciel pousse sur le littoral phocéen. Symbole du groupe Constructa que préside Marc Pietri

Homme de défis mais aussi de passions et de convictions, le président du groupe Constructa sait trouver les mots pour décrire, en les magnifiant, les projets et programmes qui font la réputation de son entreprise en France et dans le monde.

C'est notamment le cas pour la tour La Marseillaise dont la construction se poursuit dans le quartier d'Arcenc (2°). "Cette tour est une luminosité ; une sorte de moucharabieh. Une pièce conceptuelle qui va marquer l'histoire de l'architecture dans cette catégorie d'édifices."

Et de rendre hommage à la fois au talent de Jean Nouvel, père de cet immeuble de 135 m dont les 31 niveaux s'élèvent progressivement sur le front de mer de la cité phocéenne, et à l'engagement de Xavier Huillard, président du groupe Vinci qui réalise le bâtiment, pour conclure avec élégance : "Dans cette opération, je ne fais que récolter les fruits de leur génie."

Confirmant la livraison de la tour au premier semestre 2018, Marc Pietri a d'ailleurs pris date pour "le point d'orgue de la construction", qu'il situe entre le mois de janvier et la fin du premier trimestre 2017, avec le début de l'habillage extérieur de la tour - "un mannequin encore dénudé que l'on va apprêter pour le défilé, en lui ajustant sa robe et sa coiffe".

Mais La Marseillaise n'en reste pas moins un immeuble de bureaux à vocation commerciale dont il faut avant tout rentabiliser l'édification.

"30 % de la surface restent à louer, dont 25 % sont en négociations avancées", précise Marc Pietri, ajoutant aussitôt : "En faisant La Marseillaise, j'ai répondu à une commande de la Ville. Si j'avais voulu réaliser une opération financière, je me serais contenté de construire quatre petits bâtiments que j'aurais déjà vendus en gagnant certainement beaucoup plus d'argent."

Et d'attirer l'attention sur un autre élément qu'il juge déterminant pour la

compréhension d'un projet de cette ampleur : "Nous ne sommes pas à Paris mais en province. Ici, 75 % du marché locatif est quasi public", explique Marc Pietri, plus que jamais convaincu que "les grands projets immobiliers ou d'urbanisme doivent être portés politiquement". Il l'affirme : "C'est comme cela que ça se passe dans toute la France, mais dans le Midi, il y a toujours des réticences, des doutes, des inquiétudes - à l'exception d'Euroméditerranée parce que ce projet d'aménagement est porté par l'État."

Et de rêver - tout en saluant la naissance de la Métropole - que les Provençaux puissent réussir un jour ce que les conseils départementaux des Yvelines et des Hauts-de-Seine ont su mener à bien "en fusionnant leurs quatre établissements fonciers d'aménagement".

"Les grands projets immobiliers ou d'urbanisme doivent être portés politiquement."

Le chef d'entreprise sait pourtant que les choses ne sont pas forcément plus simples ailleurs. Pas même aux États-Unis où il travaille régulièrement et où surgissent des obstacles, certes d'une autre nature mais parfois aussi difficiles à surmonter. Et de raconter avec presque plus de fierté que d'amertume comment son *project manager* en charge de la conduite des travaux du Sofitel New York lui a été "piqué" en cours de chantier par... Donald Trump, qui en avait besoin pour une opération immobilière urgente.

Aujourd'hui, Marc Pietri s'amuse de l'anecdote. Et pour cause : si le candidat à l'élection présidentielle américaine a le bras long, le patron de Constructa a plus d'une tour dans son sac...

Philippe GALLINI



Au 20 septembre, le noyau central de La Marseillaise avait atteint son 13^e étage, soit un peu plus du tiers de la hauteur totale de l'ouvrage qui culminera à 135 m et comportera 31 niveaux. En médaillon, Marc Pietri.

/PHOTOS CYRIL SOLLIER ET DAVID ROSSI

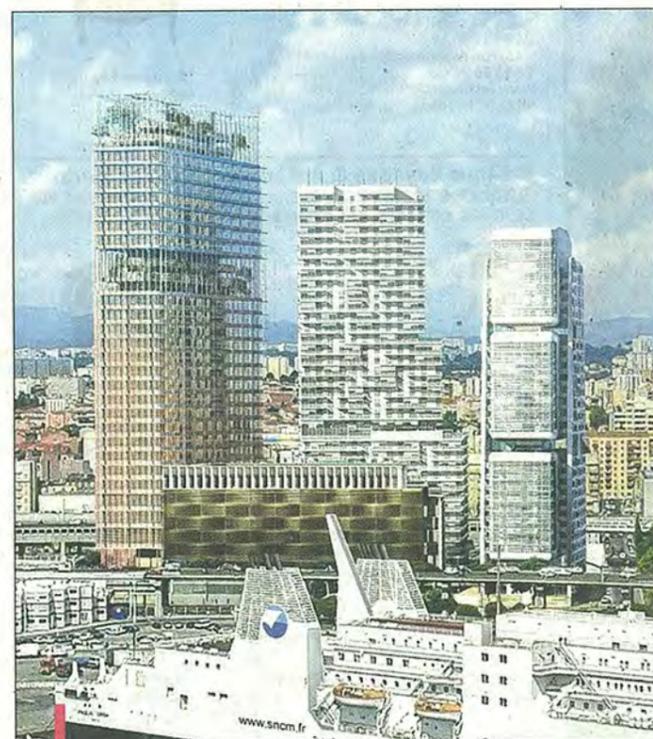
DE CANNES À ÉVRY

Un groupe sur tous les fronts

Parmi les très nombreux projets que le groupe de Marc Pietri mène actuellement de front, on retiendra l'achèvement de la requalification urbaine de deux quartiers de La Seyne-sur-Mer (Var), avec une première phase de 800 logements à Porte Marine, sur le site des anciens chantiers navals, et une seconde de 350 logements au Bois Sacré, sur l'ancien site de la société Total. Autre opération à fort retentissement médiatique : la réhabilitation complète de l'hôtel Carlton, à Cannes (Alpes-Maritimes), selon de nouvelles normes environnementales extrêmement contraignantes : un chantier de près de 500 millions d'euros comprenant l'extension des deux ailes du bâtiment et nécessitant l'emploi durant les travaux de près de 2 000 personnes dont 25 % verront leur contrat pérennisé dans les secteurs de la construction et de l'hôtellerie.

Mais les deux projets phares de Constructa pour les cinq prochaines années se situent à plus grande distance, en Alsace et dans l'Hérault. Le premier concerne l'aménagement de 500 m de rivage le long du Rhin, sur la commune d'Huningue (Haut-Rhin), en vue de la ville de Bâle (Suisse), considérée comme la capitale européenne de l'architecture. Il comprend la création d'un hôtel et de quatre immeubles de grande hauteur (50 m) avec bureaux et commerces. Le second chantier porte sur le réaménagement d'un terrain au Cap d'Agde dont la particularité est de donner à la fois sur le canal du Midi et sur la gare TGV, avec comme mission pour le groupe de Marc Pietri "l'invention d'un pôle attractif". En région parisienne, Constructa réaménage des rives fluviales sur la commune d'Alfortville (Val-de-Marne), sur le site de Chinagora, au point de confluence de la Seine et de la Marne, afin d'y créer "une tête de paquebot". En Savoie, au Bourget-du-Lac, le groupe construit 600 logements sur le boulevard du Lac. Enfin, 300 logements devraient bientôt voir le jour dans le quartier du Bois Sauvage, dans le cadre de "la reconquête d'une pièce urbaine déshéritée", sur la commune d'Évry (Essonne).

Ph.G.



Dessinée par Yves Lion, la future tour Horizon (au centre) pourrait se faire plus discrète.

"Les Quais d'Arcenc"

La tour Horizon un peu moins haute ?

Projet phare de Constructa en Europe du Sud avec la construction de quatre bâtiments dont trois immeubles de grande hauteur, l'opération "Les Quais d'Arcenc", sur le front de mer de Marseille, mobilise toute l'énergie du groupe familial depuis près de quinze ans. Une opération qui pourrait cependant connaître une évolution notable avec la réduction substantielle de la hauteur de la future tour Horizon dessinée par Yves Lion, et dont le toit terrasse devait culminer, à l'origine, à 113 mètres au-dessus du sol.

Comme l'explique le président Pietri, "cette tour est un peu trop haute. Elle mériterait une percée. Nous la sortirons de toute façon mais elle ne sera peut-être pas aussi élevée que prévu. Cela permettra d'ailleurs d'accélérer sa construction pour que nous puissions nous consacrer ensuite pleinement à la H99 (une troisième tour de 99 mètres de haut, dessinée par son fils Jean-Baptiste, Ndlr). Nous espérons être en mesure de déposer le permis de construire rectifié de la tour Horizon au premier trimestre 2017 afin de pouvoir démarrer les travaux dans la foulée, d'autant plus facilement que le bâtiment est déjà pré-vendu".

Ph.G.

RTM : un déménagement houleux

Le personnel doit libérer le site de Clot-Bey (8^e) cédé par ex-MPM à Progéral et Pitch Promotion. Un choix très contesté

Cette fois, le voile est levé. On connaît désormais le nom ou plutôt les noms des heureux promoteurs ayant décroché l'appel à projet lancé conjointement par la Ville et l'ex communauté urbaine MPM, fin 2015, pour "la réalisation d'un programme de logements de qualité" sur le site appartenant désormais à la Métropole hébergeant actuellement le siège de la RTM, avenue Clot-Bey, et sa parcelle voisine, quant à elle détenue par la mairie et désaffectée. Un emplacement de 21 000 m² "avec fort potentiel" dicit les vendeurs, à deux pas du parc Borély, dans le très prisé 8^e arrondissement. And the winners are : les promoteurs Progéral et Pitch Promotion (Cogedim), soutenus par la Cepac et associés à l'architecte star Jean-Michel Wilmotte et son omniprésent confrère marseillais Didier Rogeon, réunis autour d'une vaste opération mêlant logements, résidence intergénérationnelle, commerces et équipements (lire ci-contre),

"Comme par hasard, c'est l'équipe proche de la mairie qui a été retenue."

VINCENT COULOMB, ÉLU PS



En novembre, les salariés vont quitter le site que Marseille-Provence (ex-MPM), leur "hébergeur", a cédé aux deux promoteurs. / PHOTOS A.S.

baptisée ADN et générant un chiffre d'affaires estimé à une centaine de millions d'euros...

Un casting qui ne manque pas de faire réagir le conseiller de territoire PS Vincent Coulob, le premier à avoir dénoncé le choix de MPM de céder ce terrain et surtout de louer, à ses frais en tant qu'autorité organisatrice, des bureaux sur Euro-méditerranée pour y loger la RTM. Alors que jusque-là, les salariés de la Régie étaient accueillis gratuitement à Clot-Bey. "Comme par hasard c'est l'équipe proche de la mairie qui a remporté l'appel à projet", dénonce-t-il. Je n'ai rien contre ces gens-là mais on retrouve toujours les mêmes... Hormis

Jean-Michel Wilmotte qui va apporter son nom mais ne s'occupera probablement de rien." "Je peux comprendre la volonté de la Métropole de privilégier un projet immobilier, et encore, nous avons écrit au préfet pour demander plutôt des logements sociaux (Ndlr : qui sont inexistant dans le projet présenté), poursuit-il. Mais je continue de regretter l'absence de concertation et la précipitation dans ce dossier, d'autant que les travaux ne commenceront pas avant deux ans et que les locaux vont donc rester inhabités. On avait largement le temps de réfléchir à construire un siège ailleurs au lieu de se jeter sur cette location de deux sites séparés

(Ndlr : dans les immeubles l'Astrolabe - 4 800 m² - et le Calypso - 1 400 m² -, dans l'Euromed center, gérés par la Foncière des régions et le Crédit agricole) qui ne conviennent pas bien et coûtent la peau des fesses." Précisément plus d'1,5 million d'euros de loyers annuels auxquels s'ajoutent ceux des places de parking, englobant les bénéfices de la vente en seulement 6-7 ans selon nos informations.

Des frais synonymes d'opération à perte pour l'opposition comme pour le CE de la RTM qui a déposé un recours conjoint avec l'UD CFDT et Patrick Parra, élu au CE agissant en tant que contribuable,

puis un référé suspension le 15 septembre, sans l'UD CFDT cette fois, pour tenter de stopper le processus. En vain. Car si la date du déménagement, prévu pour le week-end du 11 novembre (lire ci-dessous) approche, le magistrat a estimé qu'il n'y avait pas urgence à suspendre la décision d'ex-MPM. "Nous continuons à dénoncer une occupation sans droit ni titre des locaux d'Euromed par la RTM puisqu'elle n'apparaît pas dans les bails signés par MPM, comme nous dénonçons le coût pour le contribuable et le manque d'informations sur les conditions de travail, plaide leur avocat, M^e Mamelli. Et nous ferons certainement d'autres recours

plus étayés, puisque quand le premier sera étudié, les salariés auront déménagé depuis longtemps..."

"On espérait que nos élus réagissent mais cela n'a pas été le cas, note Patrick Parra. La RTM a pour consigne de préparer le déménagement, y compris du CE pour lequel elle va devoir construire un local à ses frais à La Rose. Après, on dira qu'on coûte cher!" Pour l'heure, le montant de ce "petit bâtiment" devant remplacer un préfabriqué installé dans un premier temps dans ce dépôt est "à l'étude" selon la direction (lire ci-dessous), qui a déjà la tête dans les cartons.

Audrey SAVOURNIN

Logements et équipements

"ADN". Le nom du projet retenu par la Ville et la Métropole pour le terrain arboré de 21 000 m² situé aux 10-12, avenue Clot-Bey et au 44, avenue Alexandre-Dumas (8^e), tient en trois lettres. Porté par les promoteurs Progéral et Pitch Promotion (Cogedim), soutenus par la Cepac et associés aux architectes Jean-Michel Wilmotte et Didier Rogeon, il a eu les faveurs des 3 élus LR composant le jury final qui s'est penché sur trois dossiers, retenus parmi les huit déposés. Composé de plusieurs bâtiments, "c'était celui qui architecturalement se fondait le plus dans la nature environnante, qui proposait le moins de logements et les équipements publics les plus importants", explique l'adjointe au maire LR en charge de l'Urbanisme, Laure-Agnès Caradec, qui ajoute avoir été également convaincue par la conservation du bâtiment situé sur la parcelle de la Ville, qui sera transformé en résidence intergénérationnelle... Qui dispense des 25 % de logements sociaux initialement envisagés. Les projets concurrents, signés Rémy Marciano pour PrimoSud et Fastome-Lefèvre pour BNP, étant considérés "trop massifs". Doivent donc voir le jour 205 logements en accession, 66 appartements en résidence intergénérationnelle, 386 places de parking en surface et souterrain mais aussi des commerces et services (sur 500 m² environ), une "place publique", une crèche de 262 m² et une école maternelle de 400 m², le projet devant encore être affiné avec les lauréats. De quoi densifier un quartier déjà bien engorgé.

A.S.

Plein la vue à la clinique Vélodrome-Monticelli

L'établissement, spécialisé en ambulatoire, inaugure lundi ses nouveaux locaux

Que les supporters de l'OM ne s'imaginent pas qu'une simple opération de la cataracte, programmée à quelques mètres seulement du Vélodrome, leur permettra de voir du spectacle. On parle là d'un acte chirurgical, pas de magie...

Les spécialistes de la clinique Vélodrome-Monticelli, qui ouvrira ses portes lundi à quelques encablures du stade, font bien des miracles mais pas de ceux qui permettent d'embellir ce que l'on voit ! Eux, leur technique, c'est plutôt le rétablissement express puisque la clinique marseillaise a pour objectif d'accueillir 90 % de ses patients en service ambulatoire. Un procédé moderne qui nécessitait des locaux plus grands pour une clinique jusqu'ici située rue du Commandant-Rolland (8^e) où elle a accueilli son dernier patient jeudi après-midi. "C'est un transfert car nous n'avons pas d'agrément supplémentaire. La première opération est prévue dès ce lundi matin. 80 % du matériel a été renouvelé", précise Cyrille Szymkowitz, directeur du pôle Marseille de Ramsay Générale de santé, premier groupe français d'hospitalisation privée.

30 millions d'euros d'investissements

Concrètement, la clinique disposera désormais de 12 blocs opératoires (au lieu de 7) répartis sur deux plateaux : ophtalmologie et orthopédie. Les dirigeants, qui ont dépensé 30 millions d'euros dans l'opération,

ont également mis l'accent sur la dématérialisation avec une prise en charge administrative très en amont du patient. "L'objectif est que l'accueil soit le plus court possible et que l'on ait juste à contrôler quelques pièces du dossier", dévoile Françoise Moreau, la directrice du site. Une fois enregistré, le patient se rend dans le service concerné où il est accueilli par du personnel hospitalier, prévenu de son arrivée. Direction ensuite le bloc, où se trouvent la salle d'attente, la salle d'opération, la salle de réveil... Et quelques heures après son arrivée, le malade peut repartir, à condition

qu'il soit accompagné. Et pour les actes qui nécessitent une nuit ou deux à l'hôpital, 24 lits sont disponibles au sixième et dernier étage.

L'ambulatoire est une technique d'hospitalisation actuellement à la mode, notamment pour les "petites" interventions ne nécessitant ni anesthésie générale ni long suivi médical. "Tous les patients ne peuvent pas y prétendre. On s'assure d'abord qu'ils répondent aux critères médicaux et sociologiques, notamment en termes d'accompagnement à domicile. Mais depuis quelques années, les réticences ont disparu et ce

sont les patients eux-mêmes qui demandent à leur médecin si l'opération peut se dérouler en ambulatoire", assure Cyrille Szymkowitz qui promet des "embauches à moyen terme", alors qu'une grande partie des praticiens a déjà été renouvelée.

Lorsque la clinique tournera à plein régime, 70 à 80 opérations pourront être programmées chaque jour. Lundi, 27 actes chirurgicaux sont prévus. Mais la grève annoncée du personnel (lire ci-dessous), risque de perturber cette rentrée...

par Michaël Lévy
mlevy@laprovence-presse.fr



Les nouveaux locaux de la clinique Monticelli, située dans le quartier du Vélodrome, devraient accueillir les premiers patients lundi. Mais les salariés ont prévu un mouvement de grève. / PHOTOS PHILIPPE LAURENSON



Alliance Healthcare redéploie sa plateforme logistique à l'Est

Le spécialiste de la répartition pharmaceutique doit emménager cet été.

C'est un maillon méconnu de la chaîne du médicament. Celui de la répartition, qui assure la liaison, au quotidien, entre les laboratoires pharmaceutiques et les pharmacies. Ces camionnettes de livraison, flanquées d'un "Urgent médicament" souvent croisées aux abords des officines,

"La L2, pour nous, c'est un enjeu majeur, on a voulu profiter de cette opportunité."

ce sont eux, les répartiteurs, qui répondent aux besoins des pharmaciens, généralement dans les deux heures qui suivent la commande. Et quoi qu'il arrive, en moins de 24h, comme l'impose la législation. "C'est à la fois de la logistique, mais surtout du service public, on doit pouvoir trouver le moulin à cinq pattes et le livrer en



Installé près de l'hôpital Nord depuis quarante ans, le spécialiste de la répartition de médicaments doit déménager à La Valbarelle (11').

/PHOTO DR

quelques heures à notre client, où qu'il se trouve, même au fin fond des Alpes", explique Jean-Christophe Boyet, le directeur du site marseillais d'Alliance Healthcare, l'un des

quatre principaux acteurs dans la région.

Cette filiale du géant américain Wallgreen Boots Alliance couvre l'essentiel des Bouches-du-Rhône mais aussi les

Alpes et une partie du Var depuis ses installations implantées depuis 40 ans dans le 15^e arrondissement, à deux pas de l'hôpital Nord. Mais plus pour longtemps.

"Livrer un client en une heure et demi, ça implique une organisation de pointe mais aussi de raisonner logiquement. On est implanté en bordure de l'A7, mais on est confronté aux difficultés de circulation à l'entrée de la ville, poursuit Jean-Christophe Boyet, auquel l'ouverture prochaine de la rocade Est n'a pas échappé. La L2, pour nous, c'est un enjeu majeur, on a voulu profiter de cette opportunité en déménageant à l'Est".

Le répartiteur a trouvé un terrain à la Valbarelle, en lieu et place du dépôt Eiffage. La première pierre du nouveau bâtiment, de quelque 6500 m² - une taille comparable au site actuel - devrait être posée en début d'année 2017 pour un déménagement espéré en août prochain. "On va amener un joli bâtiment et une activité qui est assez discrète", rassure le directeur, précisant que ce changement se ferait à effectif constant, soit 56 personnes, dont les livreurs. "On ne cherche pas à faire quelque économie que ce soit, les autorités de santé et nos clients sont, de toute façon, très exigeants."

Florent BONNEFOI

Marseille a la fibre chinoise

BUSINESS

200 grossistes du textile vont s'installer au pied de Grand Littoral pour aborder la Méditerranée et l'Europe du Sud

Mif 68. Sous cet acronyme se cache le futur Marseille International Fashion Center. Implanté dans la Zac Saint-André (15^e), ce centre a vocation à devenir le symbole du développement du marché textile chinois en Méditerranée et en Europe du Sud. L'aboutissement d'une route de la soie du XXI^e siècle que la Chine promeut sans tapage (voir ci-dessous).

La première tranche du chantier de construction, qui doit s'étendre sur trois hectares actuellement en friche, est en cours de démarrage en contrebas de Grand Littoral. La livraison est prévue pour juillet prochain. Construite à partir de conteneurs, elle accueillera 100 premières entreprises chinoises. Que des grossistes, principalement de textile, venus tout droit de Chine, de la rue du Tapis-Vert, à Belsunce (1^{er}) et quelques-uns de Prato (Italie) et de Barcelone. Un an plus tard, une seconde partie verra l'installation de 100 nouvelles sociétés sur trois autres hectares.

Derrière ce projet pharaonique - dont l'élaboration s'est faite dans la plus grande discrétion -, Dingguo Chen, grossiste de Belsunce et nouveau président du Mif 68. Mais aussi le groupe Résilience (lire ci-dessous), propriétaire du terrain et investisseur à hauteur de 30 mil-



Le Marseille International Fashion Center s'étendra sur 6 hectares, entre Grand Littoral et le futur parc Foresta (lire encadré). / PH. VALÉRIE VREL

lions d'euros, présidé par Xavier Giocanti et son associé Gurvan Lemée.

Si les grossistes de la rue du Tapis-Vert ont choisi de sortir du centre-ville, c'est pour des questions de commodités, explique Gurvan Lemée: "Dans la rue du Tapis-Vert, ce n'est pas du tout pratique en termes de livraison car ça bloque la circulation. C'est dur de décharger. (...) Quand les Chinois sont arrivés il y a 25 ans, ils se sont installés là où il y avait des locaux disponibles. C'était un peu comme le Sentier à Paris, vous aviez à Marseille la rue du Tapis-Vert et ses petites rues où il y avait déjà des couturiers. Aujourd'hui, on est dans une éco-

nomie beaucoup plus globalisée où les vêtements viennent aussi bien de Toscane (la petite ville de Prato, au nord de Florence, traditionnellement spécialisée dans le textile, Ndlr), directement de Chine ou d'ailleurs dans le monde."

Pour rester dans la course et conserver leur clientèle, les grossistes marseillais doivent changer de stratégie et rivaliser avec la concurrence: les plus importants centres de grossistes étant le Cifa à Aubervilliers (région parisienne) ou le Dragon Mart à Dubaï. "On ne sait pas qu'il y a des clients qui viennent à Marseille, d'Algérie, par exemple. C'est un grand pays dans lequel

"Ce projet va redonner sa vocation de plaque tournante à la ville."

il n'y a pas tellement de grossistes. Donc les gens qui ont des boutiques là-bas prennent l'avion pour venir. Mais petit à petit, on perd cette clientèle qui préfère aller directement à Aubervilliers." L'un des points forts de Marseille est son grand nombre de liaisons aériennes low-cost, notamment vers l'Europe du Sud. Le Mif 68 devrait se développer sur le modèle économique du Dragon Mart, "le plus gros centre

structuré de commerces grossistes. Il marche avec les compagnies aériennes puisque Emirates dessert bien l'Afrique et c'est très facile d'aller à Dubaï."

Marseille est aussi un lieu stratégique grâce à son port. "On a la chance d'avoir un port qui se développe pas mal en trafic conteneurs, plus 20% sur ces dernières années. Ce qui manquait, c'était la vitrine." Le Mif 68 sera en effet composé de magasins d'exposition, pour présenter la marchandise et devrait devenir une référence commerciale pour toute l'Europe du Sud et l'Afrique du Nord. "Marseille retrouvera son rôle de plaque tournante. On se rappelle (la grande

époque du) marché du Soleil. On comptait un milliard de francs de chiffre d'affaires sur l'Algérie. Ça apportait une richesse à Marseille et ça a disparu pour plein de raisons: internet, parce que c'est plus facile d'aller à Paris qu'à Marseille en avion... Le Mif va redonner cette vocation à la ville."

À terme, le Mif 68 devrait générer 700 emplois. "On ne peut pas dire qu'on crée de l'emploi pour les Chinois! Non, on crée de l'emploi. Ils n'ont pas assez de main-d'œuvre ici à Marseille et les grossistes sont obligés d'embaucher en dehors de leur communauté. Je l'ai vu à Aubervilliers, c'est un monde qui embauche pas mal, qui a des besoins assez importants parce qu'une boutique c'est trois à quatre personnes, voire nettement plus parfois. La base est souvent familiale mais ils n'ont pas assez de monde." Et d'ajouter: "En France, la communauté chinoise est la plus importante d'Europe. Ils sont très discrets et surtout assez doués pour le commerce... Ils ont besoin de se regrouper. Quand on ne parle pas bien une langue et qu'on débarque loin de son pays, on aime avoir des personnes qui nous aident. Et ça deviendra un centre d'échanges franco-chinois assez important pour le sud de l'Europe."

Concernant Belsunce, l'aménagement de cette zone dans les quartiers Nord ne signifie pas que les commerçants chinois vont désertir les rues du centre-ville. En tout cas pas immédiatement, puisqu'ils auraient des baux commerciaux en cours. Leurs locaux pourraient donc devenir des boutiques de vente au détail.

Quoi qu'il en soit, le Mif 68 (nombre porte-chance en Chine) va faire de Marseille une porte d'entrée en Europe et en Méditerranée pour le marché chinois.

Laëtitia GENTILI



Le Mif 68 sera construit à partir de conteneurs pour créer une petite ville de grossistes textiles. L'objectif est d'attirer les acheteurs d'Afrique du Nord et d'Europe du Sud. Sur une vidéo promotionnelle destinée au marché chinois, Marseille est vendue sous son meilleur jour et des perspectives de la future zone sont présentées aux acheteurs potentiels.



L'INVESTISSEUR

Résilience cultive les quartiers Nord

Xavier Giocanti, à la tête de Résilience, une entreprise de promotion immobilière qu'il a fondée en 2005 à Marseille avec son associé Gurvan Lemée, a fait ses armes sur la première zone franche créée en 1997. Il était alors responsable de projet. À la fois promoteur et investisseur, Résilience a pris le parti de ne concevoir que des projets porteurs d'une thématique affichée, qui répondent aux besoins d'acteurs économiques métropolitains. Et tout particulièrement ceux des quartiers Nord, ce terrain de prédilection que les deux associés cultivent avec assiduité et sur lequel Résilience compte déjà plusieurs actifs. Ainsi, la Cité de la Cosmétique réalisée en partenariat avec la Caisse des Dépôts et les Bureaux du Littoral. Deux lieux de référence implantés dans chacune des zones franches marseillaises, avec leurs centres d'affaires respectifs. S'y ajoutent Altitude 180, un site dédié aux activités artisanales sur le Plan d'Aou, ainsi "qu'une assiette foncière de 26 hectares située face au centre commercial Grand Littoral". C'est sur cet espace que le Marseille International Fashion 68 (Mif 68), va voir le jour. Pour Résilience dont le nom s'inspire du concept de résilience défendu par le psychiatre Boris Cyrulnik, il s'agit avec ces projets de contribuer au rebond de l'économie des quartiers Nord. Ce que Xavier Giocanti revendique, avançant le chiffre de 2000 entreprises en phase de création et de développement. Dont certaines sont devenues des références dans leur domaine. À l'image de Capsum ou encore Oxatis. "Nous sommes devenus le plus gros et le plus actif des promoteurs des quartiers Nord", aime à rappeler Xavier Giocanti. Dont l'entreprise emploie 7 salariés et réalise un chiffre d'affaires estimé à 5 millions d'euros.



Xavier Giocanti, cofondateur de la société Résilience.

J.-L.C.

20 hectares pour le parc Foresta

Résilience s'est porté acquéreur de 26 hectares au total au pied de Grand Littoral. Six pour le Mif 68 et les 20 autres (également en friche) pour un parc. La réalisation en a été confiée à l'association Yes We Camp, sous forme de concession. D'ici à 2018, le collectif aura complètement métamorphosé ce terrain. Dès janvier, une ferme, avec ânes, étables et même production maraîchère sur 3 000 m², devrait être installée. Puis seront aménagés des équipements sportifs: toboggans et pistes de VTT. Le parc s'appellera Foresta, en référence à l'ancien propriétaire le marquis de Foresta, dont les terres ont été bombardées en 1944. "Les 250 000 habitants de cette ville que sont les quartiers Nord vont pouvoir profiter de cet espace!", s'enthousiasmait le directeur du collectif Nicolas Détrie dans La Provence du 7 octobre 2016.

L'ANALYSE

La ville au bout de la route de la soie

À première vue, le projet Mif 68 ne serait rien d'autre que le regroupement de commerçants chinois qui se sentent à l'étroit dans le centre-ville et sans nul doute, sont pétris d'ambition. Sur ce terrain de six hectares au pied de Grand Littoral, en utilisant des conteneurs pratiques et moins coûteux qu'un vaste ensemble en dur, ils ont donc décidé d'accomplir ce qui leur réussit le mieux: le commerce de gros. Mais en y regardant de plus près, l'affaire dépasse ce simple cadre. Les grossistes seront en effet rejoints par d'autres qui ne sont pas à ce jour installés sur Marseille et viendront grossir les rangs. Donnant ainsi naissance à un pôle d'import-export majeur dont le premier des outils sera le Grand Port maritime, qui depuis longtemps déjà entretient des liens avec la Chine, un de ses tout premiers clients. Et c'est à ce stade qu'intervient un autre projet, bien plus discret celui-là et que les commerçants chinois ne mettent pas en évidence: "Yidai Yilu". Traduit "un bassin, une route". Une démarche connue chez nous sous l'acronyme Obor, la contraction de "one belt, one road". "Le concept est simple: c'est celui de la route de la soie remise à l'heure du XXI^e siècle. La Chine a des surplus de production qu'il lui faut écouler en suscitant une demande. Elle le fait par le biais d'investissements d'infrastructure sur de nouveaux marchés. Tous les modes de transport sont utilisés, dont le maritime qui a été la première cible et l'aérien", explique Bruno Lefebvre, un avocat d'affaires marseillais installé depuis 20 ans dans l'Empire du Milieu. Autrement dit, après avoir poussé les feux sur l'Europe du Nord, vient à présent le tour du Sud et de la Méditerranée avec Marseille. Qui jumelée avec Shanghai, se trouve, elle aussi, au bout de la route de la soie.

Jean-Luc CROZEL

6 LE LOGEMENT

- 1 **10H30 : 48 ans de vie foudroyés**
La Provence – 22.07.2016
- 2 **Des maisons sorties de la boîte**
La Provence – 02.08.2016
- 3 **L'ancien siège de la SNCM entame sa mue**
La Provence – 14.09.2016
- 4 **Belle-de-Mai : une révolution**
La Provence – 21.09.2016
- 5 **Le dossier Cap Marin refait surface en justice**
La Provence – 23.09.2016
- 6 **Logement : l'état d'urgence**
Le Point – 03.11.2016
- 7 **Très chère taxe d'habitation**
La Provence – 07.11.2016
- 8 **Une ville, 16 arrondissements et 111 quartiers dans la lumière**
La Provence – 07.11.2016
- 9 **Saint-Loup - Le projet qui va chambouler le quartier**
La Provence – 18.11.2016
- 10 **Saint-Loup – 240 logements de plus pour 2018**
La Provence – 22.12.2016
- 11 **Cours Julien / Préfecture – Des logements privés dans l'ancienne école**
La Provence – 28.12.2016



Quelques secondes auront été suffisantes pour qu'implose hier à 10 h 30 cette tour datant de 1968. Une vaste opération de réaménagement urbain va maintenant donner de l'air au quartier de Malpassé. / PHOTOS NICOLAS VALAURI

10 h 30 : 48 ans de vie foudroyés

MALPASSÉ Cette tour de 62 m et 115 logements bâtie en 1968 a implosé hier pour libérer le plateau des Lauriers

Une détonation, quelques millièmes de secondes en apesanteur pour 16 500 tonnes de béton puis une descente vertigineuse de 62 mètres suivie d'un soulèvement de poussière (*). Ainsi la tour des Cyprès B est-elle partie en fumée hier matin à 10 h 30, comme balayée avant de souffler ses 50 bougies. Il y a donc bien eu quelques larmes versées lors de cet enterrement un rien particulier d'un demi-siècle de vies. Comme Louise Lenne, cette voisine des Lauriers qui a fait part de son "émotion" de voir ainsi s'effondrer un pan d'histoire. Mais cette petite mort a surtout été applaudie



Les marins-pompiers ont contribué à l'opération, notamment l'arrosage des gravats pour stabiliser les poussières. / PHOTO BMM

115 FAMILLES Y HABITAIENT DEPUIS 1968

115 logements et 4 ascenseurs, la tour des Cyprès B était en 1968 "la deuxième plus belle tour de la Zup 1 après la tour Paul-Trompette, sa jumelle identique qui, elle, sera conservée" selon l'amoureux de l'urbanisme Nicolas Memain qui a effectué un travail sur l'histoire du bâtiment. Celui-ci abritait à son sommet les antennes de la fourrière et des radio-taxis. Et le spécialiste d'ajouter que "l'histoire des habitants de la tour reflète celle de Marseille. En 1968, les noms de la liste des premiers locataires sonnent d'abord italien, puis français, espagnol, arménien. Certains étaient des employés de la Ville ou de l'office. Peut-être y avait-il des relogés du chantier de l'autoroute de Plombières à la Porte d'Aix. Joie des premières salles de bains, pas de chômage, on va à la COOP". Repeinte en gris et jaune en 1986, elle s'est ensuite dégradée et un point de deal s'y est installé en 1990. Depuis juin 2006 et la décision de la démolir, 64 familles sont parties, et 48 ont été relogées par Habitat Marseille Provence : 17 temporairement dans l'attente d'un retour dans les nouveaux logements et 31 définitivement, pour moitié dans le quartier.

F.M.

"À l'époque, les gens étaient heureux mais aujourd'hui ces bâtiments sont dépassés".

J.-C. GAUDIN

par les officiels massés dans les jardins familiaux de Montolivet, avec une vue imprenable sur Malpassé (13^e). "Les quartiers nord savent faire parler la Une des journaux de 20 heures", avait souligné quelques secondes avant le foudroyage Patrick Padovani, adjoint au maire (LR) de Marseille et président d'Habitat Marseille Provence, bailleur social qui gère plus de 14 700 logements.

Par cette opération emblématique, pilotée par le groupement d'intérêt public Marseille rénovation urbaine, en partenariat avec l'Etat grâce à l'Agence nationale de renouvellement ur-

bain (Anru), l'idée consistait bien à braquer les projecteurs sur cette partie du territoire en total renouvellement. Parce que la crise du logement a obligé les autorités à construire des grands ensembles qui se sont dégradés depuis les années 60-70, Marseille s'est donc engagée aux côtés de partenaires unis sur 14 projets de réhabilitation.

"À l'époque, les gens étaient heureux mais aujourd'hui ces bâtiments sont dépassés", a commenté à ce titre le sénateur-maire Jean-Claude Gaudin en espérant "bien évidemment d'autres opérations du genre". La dernière concernant la cité phocéenne

ne avait eu lieu voici une dizaine d'années en présence de Jean-Louis Borloo. Hier, le ministre de la Ville Patrick Kanner, également présent, a salué le travail en même temps qu'il s'est réjoui de l'avancement des travaux : "Je suis satisfait que tous les crédits de l'Anru aient été engagés à 100% car nous n'étions qu'à 50% voici 18 mois (...). C'est le signe que les choses avancent. Avec plus d'un milliard d'euros d'investissement (...), nous sommes encore très loin du compte mais nous avançons en montrant qu'il n'y a pas d'oubli de ces quartiers".

Démolir pour mieux recons-

truire, voici donc le propre de cette action explosive - menée de main de maître par la société Cardem - qui préfigure la transformation de Malpassé. Si une concertation avec la population précisera les différentes possibilités d'aménagement, l'espace situé entre les Cyprès A et la barre des Lauriers, tout juste réhabilitée, constituera un lieu central pour le quartier. Comme une bouffée d'oxygène pour les parents et enfants de la future crèche et de l'école Bouge, qui devraient apprécier à sa juste mesure d'ici 2018 la déambulation sur le futur parvis depuis le plateau des Lauriers.

Plus globalement, une nou-

velle trame desservira le quartier et le connectera aux pôles d'attractivité, en lien avec la rocade L2. Au point sans doute que d'ici une poignée de mois la tour des Cyprès B ne sera plus qu'un souvenir de carte postale, simple héritage lointain d'un passé dépassé, parti en poussières dans l'intérêt des générations futures.

Franck MEYNIAN

(*) Dix engins et trente marins-pompiers ont contribué au bon déroulement de la déconstruction et à l'arrosage des gravats pour stabiliser les poussières après l'opération. Toutes les personnes habitant dans un périmètre de 200 m avaient été préalablement évacuées.

Des maisons sorties de la boîte

LVD Énergie transforme des containers maritimes en de véritables lieux de résidence

Filiiale de la Varappe, la société LVD Énergie transforme les containers maritimes en fin de vie, en bureaux et habitats écologiques. L'activité est baptisée *Homeblok*. L'unité de transformation est basée à Athélia (La Ciotat) et emploie une quinzaine de personnes: "La moitié était en difficulté d'emploi et a été recrutée prioritairement de La Ciotat", détaille Laurent Laïk, président commun à La Varappe et LVD. C'est là un pilier de la stratégie RSE de l'entreprise.

Les containers aménagés sont optimisés au niveau de leur "confort", de leur impact environnemental et de leur rendement en énergie. En avril dernier, LVD Énergie a signé un partenariat avec CEA Tech, donnant lieu à la mise en route d'un an de travaux de recherches. "Criblés de capteurs", quatre containers, assemblés à la Cité des énergies de Cadara-

"Nous souhaitons développer une véritable filière du conteneur en Paca."



Comme sur cette photo, l'aménagement de l'intérieur dépend de l'utilisation du conteneur.

/ PHOTO DR

che, sont mis à l'épreuve des quatre saisons : L'objectif est de tester des matériaux à compensation énergétique (qui stockent et restituent la chaleur), des matériaux bio-sourcés et à changement de phases, divers systèmes de production d'énergie et de ventilation naturelle, mais aussi "une peinture réfléchissante favorisant l'isolation thermique".

Différents marchés visés

"On vise quatre marchés, explique Laurent Laïk: le logement d'urgence, le tertiaire, les particuliers et les pays en voie de développement". Tristement mais objectivement considéré comme "un marché de niche", le logement d'urgence vise les populations en difficulté sociale mais aussi "les migrants": "Nous sommes actuellement sur

plusieurs projets d'accueil à Paris". La production en série est souhaitée d'ici à 2017.

Le tertiaire concerne les bureaux à usage professionnel et bulle de vente. Les "demandes particulières" portent, quant à elles, bien leur nom car elles s'articulent autour de création de microcrèches pour enfants, par exemple, le critère essentiel demeurant "la mobilité". Enfin,

la présence sur les marchés émergents se justifie par le désir "d'électrifier certaines zones d'habitation" comme au Sahel avec l'implantation de containers équipés de panneaux photovoltaïques. Il s'agit aussi d'optimiser "le logement des salariés" sur les plateformes offshore. La société Locarbom sera chargée de la commercialisation dans les PED ; la signature

des statuts pour son lancement date de lundi dernier.

"Nous souhaitons développer une véritable filière du conteneur en Paca", termine Laurent Laïk, précisant qu'il souhaite "rester industriel et continuer à livrer des produits finis un peu comme Ikea : Vous voulez une maison ? Venez, on vous livre un kit". Associée dans le capital avec Schneider Electric à hau-

LES CRITÈRES DE COMPÉTITIVITÉ

Mobilité et modularité des containers :

"Faire un jeu de lego".

Matériaux bio-sourcés :
Isolants chanvre, laine de bois, etc.

Isolation thermique :
Respect de la réglementation RT2012

et label BBC (Bâtiment basse consommation).

Économie circulaire :

Les containers sont réutilisables et recyclables. Délai de réalisation rapide pour répondre à des besoins immédiats :

"Une maison de 150 m² est livrée en 2 mois".

Accessibilité tarifaire :
"Le m² vendu dans le foncier vaut aujourd'hui environ 1600 euros ; nous le proposons à 1000 €".

Collaboration avec Cadarache :
Travaux de recherche d'innovation pendant 1 an.

teur de 20 %, la société attend "une aide de la puissance publique dans les investissements". À terme, 70 emplois pourraient être créés.

Pour l'heure, les 1000 mètres de bureaux à La Varappe font office de showroom : mètres carré y sont aménagés dans des containers. Le design vaut le coup d'œil.

Clémeline GARNIER

L'ancien siège de la SNCM entame sa mue

Cette fois, ça y est, les travaux du Castel ont bel et bien démarré dans l'ancien siège de la SNCM, à l'angle du boulevard des Dames et du quai de la Joliette (2^e). D'ici fin 2018, l'immeuble érigé en 1928 pour héberger la Compagnie générale transatlantique, signé Gaston Castel (d'où le nom de ce programme) et classé aux monuments historiques, doit rompre définitivement avec sa vocation portuaire. Pour accueillir 115 logements, une résidence de tourisme d'affaires 4 étoiles de 131 chambres, 6200 m² de bureaux neufs, 2900 m² de bureaux rénovés, 7 locaux commerciaux (essentiellement de petite surface) et trois niveaux de parking, en son cœur, dont deux en sous-sol. L'ensemble grimpe jusqu'à 7 niveaux, une partie du bâtiment étant rehaussée.

Un lifting et un chantier d'envergure, donc, qui méritaient bien une réunion d'information, hier soir sur le site, après un boîtage assuré par la maire de secteur Lisette Narducci et le promoteur Eiffage, présents pour détailler le phasage des travaux. "Je suis le représentant de tous les enquêteurs que vous allez subir", s'est présenté Philippe Patruno, chef de secteur et directeur du chantier chez Eiffage, souriant. Car si pour l'heure, tout se passe assez discrètement à l'intérieur, ça ne va pas durer éternellement.

"Nous avons préparé le nettoyage des matériaux, puis mis en place les plots béton pour recevoir les poutrelles métalliques qui vont permettre de stabiliser les façades avant de commencer la démolition, détaille-t-il. Hier, une première pelle de 50 tonnes a commencé à attaquer le bâtiment par son milieu." Toujours sans trop causer de nuisances sonores. Mais cela va s'accompagner des premières



Prématurément annoncé pour 2015, le chantier a démarré boulevard des Dames. D'ici 2018, ce monument historique abritera logements, résidence de tourisme, bureaux et commerces. /VISUEL DR

évacuations de gravats, qui se poursuivront, à partir de novembre, avec la réalisation des parois moulées pour creuser ensuite les parkings, jusqu'à fin février. Ça s'accroîtra jusqu'en mai avec le terrassement et une quinzaine de semi-remorques en rotation par jour... Et la neutralisation de places de station-

nement rues Leca et Mazenod.

Deux annonces qui font réagir la petite trentaine de riverains jusque-là muets, soucieux de ne plus pouvoir circuler ni se garer. Mais Eiffage l'a promis, aucune rue ne sera barrée. Et le chantier se fera autant que possible du lundi au vendredi, de 7 h à 20 h. Cela dit "ça ne va pas

être rose tous les jours", prévient là encore Philippe Patruno à l'évocation du gros œuvre qui commencera en avril-mai avec l'installation des grues qui s'activeront à l'intérieur de l'îlot, jusqu'à l'été 2018. Pas de quoi faire bondir l'assistance... Qui retient surtout qu'avec le rehaussement du bâtiment, certains vont céder leur vue mer à d'autres, comme le leur rappelle chaque jour la publicité du promoteur... Un cruel "manque d'élégance", même s'"ils auront plus souvent vue sur les coques des bateaux et leur fumée que sur la mer", note un habitant.

Audrey SAVOURNIN

UNE COMMERCIALISATION TRÈS AVANCÉE

Si le chantier démarre, c'est que la commercialisation a apporté son lot de garanties. "Tous les bureaux ont été vendus à des investisseurs, comme la résidence de tourisme qui sera exploitée par Réside études et les locaux qui ont vocation à accueillir plutôt des commerces de proximité, a annoncé Hervé Gatineau, directeur immobilier grands projets d'Eiffage. On imagine notamment des restaurants rue Mazenod, on a des pistes pour une pharmacie, un bijoutier..." Mais pas de grande enseigne, comme longtemps annoncé, semble-t-il. Les riverains, eux, réclament un boucher, un poissonnier, "parce que les restaurants, on en est plus que saturés !" Quant aux logements, 54 sont aujourd'hui réservés.

A.S.

Un panneau d'information, doté d'une boîte aux lettres où poster ses remarques, va être placé sur une façade. Un mail et un numéro sont par ailleurs dédiés à ce chantier : contact.castel.construction@eiffage.com
☎ 06 03 46 17 89.

Belle-de-Mai : une révolution

ST-CHARLES/BELLE-DE-MAI La réhabilitation de 140 hectares débutera avec 450 logements, école et parc

Celui qui compte parmi les quartiers les plus pauvres de France - voire d'Europe - est à un tournant. Celui de son orientation vers le futur afin que les habitants "soient fiers d'habiter la Belle-de-Mai et que les gens aient envie de venir s'y promener". Et cela passe par un projet urbain de développement socio-économique et de requalification urbaine, celui des "quartiers libres". Ce dernier s'étend sur 140 hectares et englobe notamment la gare Saint-Charles et la caserne du Muy. Piloté par la Ville depuis 2013, le projet a évolué, le cahier des charges a été affiné et les équipes d'architectes urbanistes sélectionnées. Ce sera donc Güller Güller et TVK qui seront à la tête de cette réalisation.

"Une réelle vie locale"

Lundi soir, une réunion publique ouverte à tous s'est tenue à la friche afin de "restituer le travail de réflexion mené jusque-là". Parmi les présents, un panel d'élus dont Laure-Agnès Caradec, adjointe au maire déléguée à l'Urbanisme et au projet métropolitain; Lisette Narducci, maire des 2-3^e arrondissements ou Solange Biaggi, en charge du Commerce, de l'Artisanat et du Grand Centre-Ville; ainsi que le duo Johanna Haegel-Hélène Jouve, responsables du projet à la Direction des Grands Projets et l'équipe d'architectes avec Michael Güller, architecte principal. Ce dernier en a d'ailleurs profité pour annoncer "démarr-



Michael Güller. / PHOTOS C.P.

rer dès aujourd'hui le vrai travail de mise en application" et énuméré les principaux axes.

Premier point donc, et pas des moindres, "ouvrir le site des casernes". Michael Güller souhaite "franchir les murs et arracher les clôtures" dans le but de créer un lieu de vie au sein de la caserne du Muy. La création d'une ouverture sur la forêt a aussi été abordée pour amener une touche de fraîcheur, une pointe de vert. À terme, l'intérêt est de "développer un quartier résidentiel avec la création d'un groupe scolaire" en complément des deux "temporaires" déjà existants.

Second pivot, "améliorer la qualité de vie grâce à un quar-



tier intégrateur". Car il n'est pas question d'effacer pour recréer mais bien de faire avec ce qui est déjà là en changeant la dynamique. En ce sens, un gros tra-

vail sur la mobilité est envisagé, notamment le renforcement de la présence des lignes de bus dans ces quartiers des 2-3^e arrondissements. Le problème de

la gare a également été mis en lumière, l'architecte principal démontrant que "si la terrasse donnant vers le centre est d'une beauté certaine, l'arrière - rue Honorat - est quant à lui un peu laissé à l'abandon". Une version de la gare à 360° est donc pensée "sans s'attarder sur celle de la gare souterraine" car "on n'a pas le temps d'attendre".

Première livraison en 2020

Enfin, il sera question "de stimuler l'accueil et le développement des petites entreprises" afin de contribuer à l'économie de la vie locale. "Demain, il faudra donc équiper l'espace en conséquence", a ponctué Michael Güller. En résumé, 450 logements sortiront de terre et le complexe scolaire devrait être le premier à voir le jour, d'ici 3 ou 4 ans, avec une vingtaine de classes. Et si Lisette Narducci a bien conscience que cela ne suffira pas sur le long terme mais "permettra toutefois de répondre à des besoins urgents", des études sont déjà en cours d'élaboration pour envisager la construction d'un second établissement.

Les "quartiers libres" devraient concrètement prendre vie d'ici une dizaine d'années. Pendant les mois à venir, le projet se construira en concordance avec ceux des alentours (Canebière, Porte d'Aix). Et si pour l'instant la théorie fait un peu rêver les habitants, il faudra attendre de voir si la version pratique peut matérialiser tous leurs espoirs.

Carine PALMI

Le dossier Cap Marin refait surface en justice

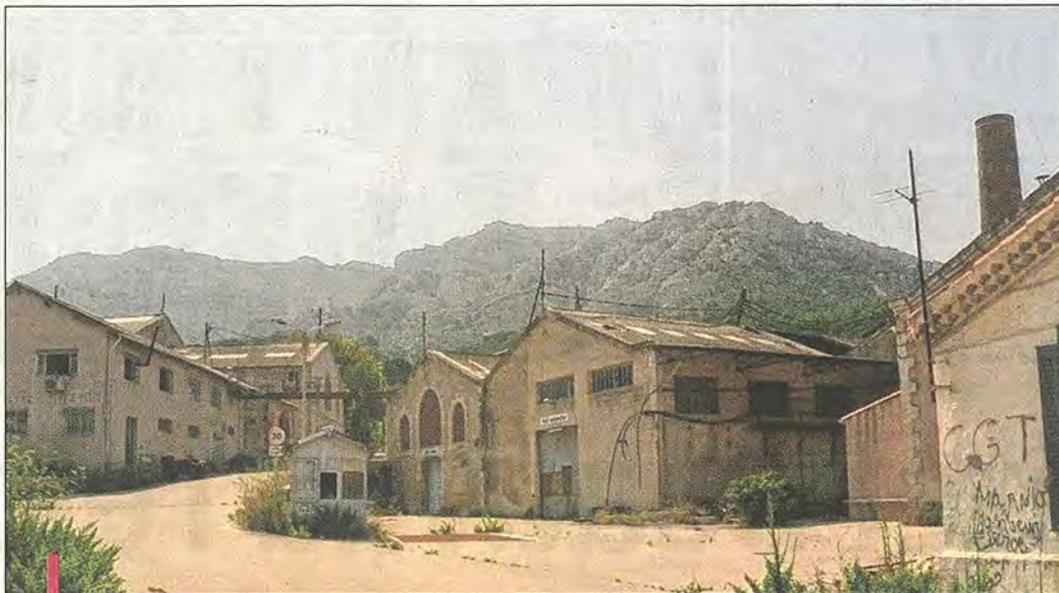
Le promoteur a fait appel hier de l'annulation de son permis de construire

Une nouvelle manche opposait, hier à la cour administrative d'appel, le promoteur immobilier montpeliérain Océanis Promotion et le CIQ de la Madrague-de-Montredon. Voilà cinq ans qu'ils sont tous deux engagés dans une partie de bras de fer lourd en enjeux économiques et environnementaux.

En 2011, le premier avait obtenu de la Ville un permis de construire pour réaliser Cap Marin, un programme de 286 logements (20 000 m²) en lieu et place

Une "extension déraisonnable de l'urbanisation".

LE RAPPORTEUR PUBLIC



Faut-il raser l'usine Legré-Mante pour réaliser 286 logements dans six bâtiments ? Les voisins de l'ancien site industriel, depuis cinq ans, répondent "non".

/ PHOTO ARCHIVES C.M.S.

de de l'ancienne usine d'acide tartrique Legré-Mante (8^e), propriété de la famille Margnat, aux portes du Parc national des calanques. Le second avait réclamé et obtenu, en juillet 2013, l'annulation de ce permis, la justice jugeant elle aussi le projet surdimensionné pour le réseau d'assainissement et les règles d'urbanisme en zone littorale.

Le promoteur avait cependant fait appel de cette décision, mais aussi immédiatement déposé deux permis modificatifs (attaqués également par le CIQ) ainsi qu'un nouveau permis,

pour le même projet, au nom cette fois de "SCCV Cap Marin" ! Il l'avait ensuite lui-même étrangement retiré fin 2014...

Mais hier, c'est donc le permis initial, celui de 2011, que l'on examinait encore une fois, en présence, dans la salle d'audience, de nombreux riverains, de la conseillère PCF Marie-Françoise Palloix ou du comité Santé littoral Sud. Ce dernier s'élève également contre le projet immobilier, en raison de l'impact environnemental de la nécessaire dépollution préalable du site.

En l'absence d'éléments de preuves sur la capacité de la station de pompage, c'est sur la loi Littoral que se sont concentrés les débats. Or pour le rapporteur public, à ce titre, il ne fait toujours "aucun doute" que Cap Marin "est une augmentation déraisonnable de l'urbanisation" sur la bande côtière, puisqu'elle viendra doubler la surface actuellement bâtie de l'usine. Il a donc réclamé la "confirmation" de l'annulation du permis et invité la cour à rejeter la requête du promoteur. "C'est peut-être une zone proche du littoral, je ne sais

pas... Je vois qu'il y a un hameau entre notre projet, qui n'est pas énorme, et la mer", a bien rechigné M^e Rosenfeld, le défenseur du promoteur, brandissant photos et plans. Des documents repoussés par le président : "Merci, Maître, nous connaissons parfaitement le quartier." M^e Philippe ironisait pour sa part : "Bien sûr que Cap Marin est proche de la mer, c'était même votre argument commercial !" Mis en délibéré, l'arrêt de la cour devrait être rendu dans un mois.

Delphine TANGUY

dtanguy@laprovence-presse.fr



Logement : l'état d'urgence

Enquête. D'une rare ampleur, l'insalubrité de l'habitat à Marseille est un scandale.

PAR AUDREY EMERY

Quartier de la Joliette, 2^e arrondissement. En contrebas de l'église des Grands-Carmes se dresse un carré de vieux immeubles aux façades délabrées et aux volets percés. Au 2^e étage, des fenêtres à double vitrage sont les seuls témoins de l'entrée de cette

copropriété dans le XXI^e siècle. C'est là que vit Malika depuis 2007. Les nouvelles fenêtres sont l'unique concession que lui a accordée son propriétaire, qui refuse de faire des travaux. Dans le petit 2-pièces qu'elle habite seule, l'humidité a pourtant fait son nid. Malika a beau repeindre régulièrement les murs, les champignons et les cloques regagnent sans cesse du terrain. Et pour cause : les VMC ne fonctionnent pas. Depuis 2011, l'immeuble est sous le coup d'un arrêté d'insalubrité réparable, qui impose au propriétaire de faire des travaux. Ces derniers ont commencé il y a seulement trois semaines, uniquement dans les

Eventré. Un immeuble du quartier de Noailles, au centre-ville, dans le 1^{er} arrondissement.

10

C'est le nombre de copropriétés sur lesquelles l'Etat et la ville ont décidé de concentrer leurs efforts les dix prochaines années : Maison-Blanche, Bel-Horizon, Bellevue, Corot, Kallisté, Le Mail, Les Rosiers, Plombières, Maurelette et Consolat.

parties communes. Seule résidente de l'immeuble, Malika est sommée par son propriétaire, qui souhaite vendre, de quitter les lieux avant le 19 novembre. Pour le moment, la locataire est protégée par l'arrêté et la trêve hivernale. Mais Malika, qui maîtrise mal le français et encore moins les subtilités du droit, commence à perdre ses nerfs. Les larmes aux yeux, elle nous raconte les menaces du propriétaire, et ses démarches pour trouver un logement social, ouvrir un dossier Droit au logement opposable (Dalo) – il a été rejeté deux fois : les travaux étant lancés, son cas n'est pas jugé prioritaire ! Grâce à l'intervention d'associations comme la Fondation Abbé-Pierre, son dossier sera bientôt dans les mains d'un avocat.

Spirale infernale. A Marseille, ces situations désespérées sont légion. La cité portuaire, où plus de la moitié des immeubles datent d'avant 1949, a laissé prospérer les marchands de sommeil, faute de planification urbaine réelle. « *Longtemps le développement urbain n'a fait qu'accompagner celui du port, au gré des opportunités. Puis la ville a dû digérer une énorme croissance démographique et un important déclin économique, qui révèlent aujourd'hui des configurations urbaines complexes* », souligne Nicolas Binet, directeur du groupement d'intérêt public Marseille Rénovation Urbaine (MRU, qui regroupe l'Etat, la métropole, le conseil départemental et le conseil régional). Appauvrissement des locataires, charges impayées, syndicats qui ne font plus leur travail... La spirale infernale du mal-logement a mité la cité. « *Cette ville est un peu le laboratoire de ce que serait la France si le pays s'appauvrissait* », assure Fathi Bouaroua, à la tête de l'antenne marseillaise de la Fondation Abbé-Pierre.

Excessif ? En octobre 2015, Christian Nicol, inspecteur général honoraire de l'administration du développement durable, remettait un rapport accablant à la ministre du Logement de l'époque, Sylvia Pinel, sur la requalification du parc immobilier privé marseillais. Selon ses conclusions, le logement

« L'Etat ne peut pas s'appuyer continuellement sur les collectivités, il doit prendre sa part ! »

Arlette Fructus, adjointe au maire chargée du logement.



potentiellement indigne frappe 100 000 personnes, concerne 13 % du parc immobilier de la ville et plus de 35 % des immeubles des arrondissements centraux. La charge de l'inspecteur est lourde : résultats mitigés des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, services insuffisamment dotés, coordination quasi inexistante... Un an après sa publication, l'adjointe de Jean-Claude Gaudin au logement, Arlette Fructus, bout encore de colère à l'évocation de ce rapport : « Il ne prend pas la mesure de ce qui a été fait depuis les années 1990 dans une situation financière pourtant dramatique. L'Etat n'a pas toujours été très actif. Où était-il, par exemple, quand la ville a presque porté à bout de bras le plan d'éradication de l'habitat indigne sur 75 immeubles ? »

Mais, si beaucoup d'acteurs du logement admettent que le rapport Nicol a des lacunes, la plupart reconnaissent qu'il a provoqué un électrochoc salutaire. Les trois visites consécutives de la ministre du Logement Emmanuelle Cosse – qui, lors de son dernier déplacement le 13 octobre, a déclaré prioritaire « le renforcement de l'action pour l'éradication des marchands de sommeil et de l'habitat insalubre » – en témoignent. En février, dans la

foulée du rapport, un comité de pilotage s'est réuni autour d'Arlette Fructus et du préfet à l'Egalité des chances Yves Rousset. Sur la soixantaine de copropriétés qui concentrent le plus de difficultés, dix ont été identifiées comme prioritaires, parmi lesquelles les parcs Kallisté, Bellevue et Corot, où des plans de sauvegarde sont en cours de programmation. « Nous avons aussi convenu avec la ministre de la mise en place d'une opération de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national », ajoute Yves Rousset.

Derrière cet outil, qui devrait être opérationnel au printemps 2017, se cache la promesse de moyens juridiques et financiers supplémentaires. Après Clichy en 2015, c'est la deuxième fois que l'Etat met en place un tel dispositif. Il sera confié à l'Etablissement public foncier régional. « J'y siège, bondit Arlette Fructus. Et je peux vous dire qu'il est irréaliste de croire que la taxe spéciale d'équipement – sa principale ressource – sera augmentée pour financer la rénovation urbaine de Marseille. L'Etat ne peut pas s'appuyer continuellement sur les



« Cette ville est un peu le laboratoire de ce que serait la France si le pays s'appauvrissait. »

Fathi Bouaroua, président de la Fondation Abbé-Pierre de Marseille.

collectivités, il doit prendre sa part ! » Mais cette part, pour le moment, reste inconnue. Tout juste sait-on que l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), qui a déjà déployé 1,2 milliard d'euros pour la réhabilitation de 17 sites entre 2005 et 2018, sera de nouveau mobilisée au gré des programmes.

« Pour trouver de l'argent, il faudrait déjà commencer par en dépenser moins », fait remarquer Nicolas Binet, qui pointe les surévaluations de France Domaine quand il s'agit de racheter des immeubles. Selon l'organisme HLM Marseille habitat, les valeurs réelles des biens dans les acquisitions récentes sont de 20 % inférieures aux estimations de la Direction de l'immobilier de l'Etat. « On met parfois quatre ans à négocier, et pendant ce temps les gens continuent d'occuper des logements insalubres », s'agace le directeur de MRU.

L'Etat n'est pas le seul à freiner les chantiers. A Corot, copropriété de 376 logements du 13^e arrondissement qui s'apparente à un taudis mafieux, plusieurs syndicats sont allés jusqu'à déposer un recours contre la nomination d'un administrateur provisoire qui, selon eux, portait atteinte au droit à la propriété privée ! Le 4 octobre, la Cour de cassation a rejeté leur

Le parc de logements indignes* concerne :

100 000
habitants



30 %
de ménages de plus de 60 ans



40 400
logements

Soit 13 % du parc de résidences principales à Marseille et plus de 35 % dans les arrondissements centraux

Source : rapport Nicol, mai 2015.



Décharge. La cité Corot, copropriété de 376 logements dans le 13^e arrondissement.

■■■ recours, et la nomination devrait être validée en décembre. «*Il n'y a pas que le logement qui est indécemment*», déplore Yves Rousset. L'ancien sous-préfet d'Argenteuil, qui a commencé sa carrière comme éducateur à la Protection judiciaire de la jeunesse avant de passer l'Ena à 42 ans, en a pourtant vu d'autres: «*Mais, ici, tout est plus compliqué*», soupire-t-il. Pour lutter contre l'habitat indigne, il a d'abord obtenu le recrutement de cinq personnes pour l'agence régionale de santé et de quatre agents au service d'hygiène de la ville, qui n'en possédait plus que deux. «*Mais il en a compté quatorze*», nuance Fathi Bouaroua, qui a longtemps dénoncé l'absence de personnel à la ville, pour gérer les dossiers d'insalubrité.

Chantage. En novembre 2015, Yves Rousset a aussi mis en place un dispositif de saisie des allocations logement (quand elles sont versées directement au bailleur). Consignées pour dix-huit mois au maximum, elles sont débloquées dès que le propriétaire effectue les travaux nécessaires. Un chantage qui a fonctionné pour le moment dans une dizaine de cas, sur une centaine de saisies opérées. Fathi Bouaroua pouffe de rire: «*En réalité, on ne fait que mettre en œuvre la législation existante. Mais combien de travaux d'office ont été faits par la ville? Et qui protège le locataire face à son propriétaire? La CAF peut couper les allocations, mais elle ne fait pas justice. Nous travaillons donc avec elle pour accompagner les locataires devant les tribunaux.*»

Et comment aider les propriétaires occupants qui n'ont pas les moyens de faire des travaux? «*Une situation préoccupante, car ils s'agit souvent de personnes âgées aux revenus très faibles*», souligne Yves Rousset. Or peu de solutions sont aujourd'hui mises en œuvre, hormis l'appel à l'Association des compagnons bâtisseurs qui effectue des travaux sans avance de frais, comme à la cité Maison-Blanche: «*Un cautière sur une jambe de bois*», admet Nicolas Binet. En attendant mieux, les 17 opérations Anruse poursuivent jusqu'en 2020. Aujourd'hui, 71 %

Les habitants de Picon-Busserine ne décolèrent pas



Réhabilitation des immeubles, construction de la rocade L2, recomposition de la voirie... Depuis plus de deux ans, les habitants des cités Picon, Busserine (photo) et Saint-Barthélemy (14^e arrondissement) se réveillent dans la poussière, au son des marteaux piqueurs.

«*Les camions s'approprient les trottoirs, les passages piétons et stockent la terre à ciel ouvert, au pied des immeubles!*» fulmine Sid Abadli (médaille), président de l'association des locataires Picon-Busserine. Yvette, sous assistance respiratoire, ne supporte plus les poussières qui volent au moindre coup de vent. D'autres

locataires ont été victimes d'infections aux yeux. Depuis mai, les habitants se mobilisent pour faire entendre leur voix. «*Ils se sentent méprisés. La circulation est modifiée sans qu'on les prévienne et il n'y a pas eu de recrutement local sur les chantiers alors que beaucoup n'ont pas de travail*», reconnaît le préfet à l'Egalité des chances Yves Rousset, qui a mis en place des groupes de travail cet été.

«*Mais on a l'impression de ne pas être écoutés. Les camions qui transportent les gravats continuent de rouler sans bâche*», reprend Sid Abadli.

Le 15 novembre est prévue une nouvelle réunion.

Elle sera aussi l'occasion d'évoquer les malfaçons constatées dans les immeubles réhabilités. Logiquement, le bailleur

qui rénove près de 500 logements sur Picon et la Busserine, devrait alors faire des annonces pour accélérer la levée des réserves. Tout en soulignant «*les contraintes de calendrier*», puisque le chantier doit s'achever au plus tard en 2019 pour bénéficier des subventions de l'Anru. D'ici là, plusieurs locataires menacent de ne plus verser les loyers et de bloquer le chantier de la L2 s'ils n'obtiennent pas satisfaction ■



« La tâche est immense mais, si on ne s'attaque pas au problème, que vont devenir ces quartiers ? »

Yves Rousset, préfet à l'Egalité des chances

des projets sont achevés ou en voie de l'être, comme à Plan d'Aou, à Saint-Paul, aux Flamants ou aux Créneaux. Mais le chantier est d'une telle ampleur – et d'une telle lenteur – qu'au fil des rénovations d'autres bâtiments se dégradent. A Saint-Mauront, par exemple, cela fait vingt ans que la ville intervient sur la cité Bellevue, longtemps considérée comme la plus insalubre d'Europe. «*Ici, ce n'est pas le mythe mais le rite de Sisyphe*», s'alarme Fathi Bouaroua. Derrière les bonnes

volontés manifestes, le président de la Fondation Abbé-Pierre redoute la mise en œuvre d'une gestion à court terme: «*Il y a souvent eu des sursauts, comme ceux provoqués par le rapport Nicol, mais ils s'écroulent vite*». Le préfet, lui, n'a d'autre choix que d'y croire: «*La tâche est immense et les choses bougent doucement, mais, si on ne s'attaque pas au problème, que vont devenir ces quartiers?*» Beaucoup ont déjà la réponse: des bombes à retardement qui ne devraient plus tarder à exploser ■

Très chère taxe d'habitation

Les avis d'imposition arrivent et doivent être payés d'ici le 15 novembre. Un constat s'impose : la facture explose

En 2014, je payais 480 euros tout compris, taxe d'habitation et redevance télévision. Vendredi matin, j'ai reçu mon avis : 1 053 euros, dont 137 euros de redevance. Là, franchement, je l'ai mauvaise." Mathias, pas encore la trentaine, cadre dans une entreprise marseillaise qui chaque soir rentre dans un appartement de 46 mètres carrés qu'il loue sur le Vieux-Port, ne s'attendait pas non plus à une telle hausse. Tout comme Jean-Jacques, qui propriétaire d'une maison à Château-Gombert (13^e) où il vit avec sa famille, a vu la taxe s'envoler de 2 600 à 3 000 euros. "400 euros d'un coup comme ça, c'est de la folie. Scandaleux." Maigre consolation : la redevance télévisuelle par foyer perçue en même temps par le Trésor, n'a quant à elle augmenté que de deux petits euros.

Des cas isolés, que ces hausses ? Mais pas du tout. Tout près de la place Jean-Jaurès, dans le 1^{er} arrondissement, Ernest et son épouse Simone, tous deux retraités et propriétaires de leur logement, ont eux aussi constaté une évolution à la hausse. "L'an passé, nous avons versé 1 037 euros, cette année, 1082. Cela commence à être compliqué car les retraites ne suivent pas." À quelques blocs d'immeubles de là, dans le 5^e arr., Antoine, qui partage 90 m² dans un immeuble ancien avec sa femme et leurs deux enfants, va lui aussi devoir acquitter 67 euros supplémentaires. Et la liste pourrait être longue encore, de ceux pour qui la taxe d'habitation marseillaise n'est pas à la baisse. Bien au contraire. Car Marseille est, après Lille et devant Nîmes, la ville où la hausse de la taxe d'habitation atteint un nouveau sommet.

Des abattements supprimés

Le constat, dressé il y a quelques mois déjà par le "Forum pour la gestion des villes et des collectivités locales" (*La Provence* du 24 septembre), a deux causes. Pour la première fois, la cité phocéenne doit compter avec une fiscalité métropolitaine qui se superpose à la sienne, comme à celle des 93 autres communes de la Métropole. Au taux de 28,56% de Marseille, s'ajoute donc celui de 13,03% porté sur les avis d'imposition. Soit pour le groupement, une taxe d'habitation au taux cumulé de 41,59%. À laquelle s'ajoute encore une taxe spéciale d'équipement. Bref, hormis Lille qui affiche un total de 45,65%, nul ne fait mieux.

La seconde raison est que si Marseille a reconduit d'une année sur l'autre son taux d'imposition de 28,56%, derrière cette apparente stabilité se cache la suppression d'un



Marseille est, après Lille, la ville où la taxe d'habitation augmente le plus. La fiscalité métropolitaine s'y applique pour la première fois.

/PHOTO NICOLAS VALLAURI

abattement à la base de 5%. De quoi s'agit-il ? Le calcul de la taxe d'habitation repose sur un montage complexe dont la base est la valeur locative d'un bien, qu'il soit détenu en propriété ou loué (voir ci-contre). Si cette valeur est fixée par l'État, qui chaque année dans sa loi de finances la relève (+1% pour 2016), les communes disposent de la possibilité de moduler l'impôt selon les situations sociales, en appliquant une politique d'abattements, voire d'exonération dans certains cas. Et c'est donc un de ces abattements, au demeurant facultatif, qui a été ramené à zéro. Provoquant de fait un relèvement quasi généralisé. "Il l'a été en 2015 et la mesure s'applique cette année", précise Roland Blum, en charge des finances de la Ville. Et l'élu (LR) d'ajouter que Marseille, qui accordait aussi un abattement sur deux ans applicable aux biens immobiliers neufs, a également mis fin à cette mesure.

Ainsi s'explique la hausse qui a fait hurler

l'opposition socialiste au sein du conseil municipal de Marseille, et commence à faire grincer des dents les propriétaires et les locataires de la seconde ville de France. Ils ont jusqu'au 15 novembre pour s'acquitter de l'impôt, jusqu'au 20 novembre pour ceux qui ont fait le choix du numérique.

Comment réagissent ceux qui rencontrent des difficultés de paiement ? "Il commence à y avoir affluence aux accueils des Services des impôts de Prado, Borde ou Sadi-Carnot", répond Maxime Picard, un temps à l'accueil Prado et syndicaliste à Solidaires. "De plus en plus nombreux sont ceux qui demandent des explications et un échéancier. Nous rappelons que la mesure est exceptionnelle. Et nous recommandons d'avoir les documents qui justifient des difficultés dont il est fait état." Et dire que la baisse des impôts était une promesse...

Jean-Luc CROZEL

jcrozel@laprovence-presse.fr

UNE "VIEILLE" BIEN COMPLEXE

La taxe d'habitation est avec celles sur le foncier bâti et le non bâti, l'une des trois "vieilles" historiques sur lesquelles repose l'essentiel de la fiscalité locale. Perçue par les communes et les groupements sur des assiettes fiscales qui diffèrent, son montant est calculé à partir de la valeur locative d'un bien (son loyer estimé) en fonction de sa superficie, de sa situation cadastrale qui à Marseille pose question (voir en bas de page à gauche) et du niveau d'équipements. Elle tient compte aussi de la situation personnelle du contribuable (revenus, composition du foyer, personnes à charge), qu'il soit propriétaire ou locataire du bien. Les collectivités peuvent moduler l'impôt avec des abattements. Trois sont facultatifs : ceux dits "général à la base", "spécial à la base" pour les personnes modestes, le dernier pour les personnes handicapées. Deux sont obligatoires : abattement pour les deux premières personnes à charge ; abattement pour personnes à charge au-delà de la seconde.

J.-L.C.

LE PROJET

Pour le cadastre, on est toujours en 1971...

Gaston Defferre remplait pour un quatrième mandat, l'OM rencontrait le grand Ajax d'Amsterdam au Vélodrome et French Connection faisait connaître au monde entier la sulfureuse cité phocéenne. 1971 : un peu la Préhistoire, diriez-vous ? Pour le cadastre, pas du tout. Vos taxes foncière et d'habitation de 2016 sont toujours calculées sur le découpage établi il y a... 46 ans. Jamais revues depuis, les valeurs locatives cadastrales, à partir desquelles ces impôts sont calculés (ils sont censés refléter le loyer théorique du bien), sont unanimement jugées obsolètes, déconnectées du marché. Et surtout, injustes : ainsi, à Marseille, on peut payer une taxe d'habitation beaucoup plus élevée dans certains quartiers du très paupérisé 3^e arrondissement (considéré comme l'un des secteurs les plus défavorisés d'Europe !) que dans le chic 7^e arrondissement... Conscience de ce qui peut apparaître comme un scandale, l'administration fiscale a pourtant bel et bien lancé la révision de ces valeurs locatives : depuis 2010, cinq départements français (la Charente-Maritime, le Nord, l'Orne, Paris et le Val-de-Marne) l'expérimentent. D'abord cantonnée aux locaux commerciaux et professionnels des libéraux, elle s'est étendue aux habitations louées depuis la loi de finances rectificative de 2013. Quelque 595 000 bailleurs ont été invités à déclarer les caractéristiques et le loyer des logements qu'ils louaient en 2015. Un rapport sur les premiers résultats de ce test aurait dû être remis au Parlement à l'automne 2015, en vue d'étendre la révision des valeurs locatives à l'ensemble du territoire français pour 2018. Mais Bercy ne communique plus sur le dossier, qui semble, de fait, avoir déjà pris un retard important : annoncée pour le 1^{er} janvier 2016, la révision des valeurs locatives des locaux commerciaux a déjà été reportée au 1^{er} janvier 2017. Il y a pourtant urgence, comme l'a souligné la Cour des comptes, dans un rapport rendu le 11 octobre dernier, et qui met en exergue les "défauts importants en termes d'équité, de transparence et de prévisibilité" de la fiscalité locale : "L'obsolescence des valeurs locatives cadastrales engendre de graves inégalités entre contribuables et fragilise les budgets locaux. Il convient de poursuivre cette réforme en utilisant dès 2017 les nouvelles bases révisées pour le calcul des impôts locaux sur les locaux professionnels, puis en menant à terme la révision des valeurs des locaux d'habitation." À l'Union des maires, Georges Cristiani, également maire de Mimet, est circonspect sur la réalisation de cette réforme : "Bien sûr, les bases locatives sont anachroniques et injustes. Mais comment l'administration fiscale parviendra-t-elle à réviser le calcul pour 34 millions de logements ?"

D.Ta.

Bouches-du-Rhône, département de tous les records

"On n'a jamais vécu une telle période d'incertitude, soupire Yveline Primo, adjointe aux Finances du maire PCF de Gardanne, Roger Meï. Boucler un budget devient très, très compliqué..." Pour la première fois depuis dix ans, le taux communal de la taxe d'habitation a été relevé : désormais à 21,86%, celle-ci croît, en 2016, de 2,5%.

"On l'a décidé à contrecœur, mais c'était la seule façon de compenser la perte de la dotation de l'État (environ 800 000 € par an) et aussi d'anticiper la mise en marche réelle de Métropole, en 2018", précise Yveline Primo. Bien qu'appuyée sur "des finances très saines", Gardanne reste ainsi dans le "grand flou" concernant l'avenir : quel sera le montant de l'allocation compensatrice reversée aux communes ? "Sans visibilité, il nous faut néanmoins réfléchir aux services fondamentaux que nous voulons maintenir et financer."

"0,01 %" à Fos-sur-Mer

Dans les Bouches-du-Rhône, la taxe d'habitation est élevée, en moyenne à 33,47%, "contre 24,19% en France". "Forcément, c'est Marseille qui nous plombe, avec son record" de 41,59% (addition d'un taux communal de 28,56% et d'un taux métropolitain de 13,03%), grogne un édile du pays d'Aix. Mais des records, le département en compte d'autres : ainsi, Gémenos, Berre-l'Étang et Fos-sur-Mer appliquent le taux le plus bas de France. "0,01%", rappelle, gourmand, René Raimondi, le maire divers



À Aix-en-Provence, la taxe d'habitation bondit cette année de 6,1%.

/PHOTO SERGE MERCIER

gauche de Fos. Car zéro, on n'avait pas le droit..." Sur la feuille d'imposition de ses administrés, "cela représente entre rien et un euro" et c'est "la treizième année consécutive que ça dure. Ce n'est pas un prodige, juste un choix politique", assène-t-il.

Commune enrichie par l'industrie, Fos a décidé "de rendre" cette manne à ses habitants, bien moins fortunés et exposés à des conditions environnementales difficiles, "plutôt que financer des équipements pharaoniques". Et ce malgré la perte d'1,5 million d'euros de dotation générale de fonctionnement, cette an-

née. Cependant, comme nombre de maires, René Raimondi s'inquiète de "l'inconnue Métropole" sur les finances locales.

À La Ciotat, Patrick Boré (LR) s'étrangle, lui, du million d'euros de dotation de l'État envoyé chaque année. Mais pour autant, il n'a pas envisagé d'augmenter la taxe d'habitation (25,52%) de sa ville, "déjà parmi les plus élevées" du département. Elle va même, d'ici 2018, "baisser de deux points", promet le maire. Explication ? "Grâce à des mesures assez strictes sur le budget de fonctionnement, nous avons réduit la dette de moitié, et le casi-

no va générer des recettes nouvelles", étaye le maire ciotaden, qui entend faire profiter les habitants de cette "embellie".

À Aix, en revanche, certains contribuables s'étrangent : si les taux appliqués ne bougent pas, à 30,63%, l'impôt bondit pourtant de... 6,1%. Par quel mystère ? La fin de certains abattements. Jusqu'ici particulièrement généreuse en la matière, la Ville d'Aix a revu sa politique, en réduisant ainsi de 11 points l'abattement général à la base. Il passe, d'un coup, de 23% à 12%. "La Métropole a aussi ramené son taux de 23 à 5 points et pour nous, c'est un véritable choc", avait déjà tonné, en défense, le premier adjoint LR, Gérard Bramoullé (*La Provence* du 24 septembre). Rappelons que la fin des six intercommunalités va donner lieu à une harmonisation fiscale : lissé sur douze ans, un taux métropolitain unique de 11,68% sera appliqué en 2028. Président de l'Union des maires des Bouches-du-Rhône, maire sans étiquette de Mimet, Georges Cristiani garde le pied sur la pédale de frein en matière de fiscalité. Mais reste magnanime avec les villes qui font le choix inverse : "Face au désengagement de l'État, il faut bien trouver un levier", soupire-t-il.

Conserver des services publics performants, trouver de nouvelles recettes, augmenter les impôts : tous les élus le savent, la martingale sera de plus en plus difficile à trouver.

Delphine TANGUY

dtanguy@laprovence-presse.fr

Une ville, 16 arrondissements

Du nord au sud, du centre à l'est, territoires cosmopolites, éclectiques, radioscopie

L'ÉDITO

Dessine-moi ma ville autrement

Par Pascal STELLA

Marseille-la-cosmopolite. Le charme fou du Panier, la beauté de sa rade, du Vieux-Port, son cœur historique; le chic ou le huppé des quartiers sud; le bohème et le vivant de la Plaine mais aussi les énergies des quartiers déshérités. On ne peut y échapper: la vie sous les balles et les luttes de territoire à l'arme automatique aussi. Oui, Marseille c'est tout ça. Elle révèle de nombreux vestiges voire vertiges, mais elle fourmille avant tout de milliers de vies, d'actions, de combats.

Pour aiguïser les curiosités, nous souhaitons investir ces territoires, raconter - vous raconter - au travers d'une pagination renforcée, être au plus près de vous, en proposant, à partir d'aujourd'hui une autre vision, une autre lecture de toute une ville.

Plus de proximité, plus de place au travers de quartiers sectorisés, connus ou méconnus, résumés ici dans cette double page. Du nord au sud, du centre à l'est, sans oublier les communes voisines,

La Provence a plus que jamais l'ambition de rassembler ces morceaux de vies, relayer ces habitants, éducateurs ou autres bénévoles, acteurs de 111 quartiers marseillais.

Au-delà du *Marseille bashing*, loin des clichés, des formules toutes faites, trompeuses, de la réputation parfois sulfureuse, nous voulons valoriser, raconter les trésors cachés de ces quartiers qui vivent, se secouent et s'ébrouent.

Faire vivre tous ces quartiers, c'est mettre en lumière, c'est aussi aider à briser les raccourcis, créer un échange et le dialogue, refaire l'histoire ou du moins être le miroir de vos initiatives et valoriser des pans d'histoires, des "rébellions" positives parfois et pas seulement au goût de sang, de laisser s'exprimer les talents. Essayer de changer des choses, contribuer à faire grandir l'espoir et la fierté de ceux qui font le territoire. Vivre toujours plus sa ville tout simplement et la dessiner autrement...

CENTRE

Un cœur de ville aux deux visages

Vitrine de la ville, le centre de Marseille est historique et en pleine réhabilitation. Des arrondissements éclectiques pour les uns, très bien équipés, pour d'autres beaucoup moins. L'un des nombreux paradoxes de la seconde ville de France...

■ **Commerces cherchent second souffle désespérément...** En surface, un charme fou. Sous la protection de la Bonne-Mère, le Vieux-Port qui n'est pas à la portée de tous les budgets au rayon immobilier, et le véritable cœur historique de la cité, le Panier, si charmeur. Mais en grattant le vernis, la réalité c'est aussi des commerces en souffrance, des institutions tirant le rideau au milieu d'une concurrence acharnée avec les mastodontes commerciaux. Symbole avec la rue



Le projet de requalification du bas de la rue Paradis est sur les rails. Les travaux devraient débuter en février 2017.

235
C'est, en millions d'euros, le coût de l'opération "Grand Centre-ville".

de la République, grande artère aux immeubles haussmanniens réhabilitée mais en panne depuis 10 ans. Un Vieux-Port qui fait désormais la part belle aux piétons, offrant une agora centrale qui manquait tant à Marseille - en attendant le bas de la rue Paradis (fin 2017), le centre souffre encore de la saleté et les places de parkings se cherchent et sont trop chères.

■ **Au cœur du réseau.** Le 1^{er} arrondissement est sans doute l'un des mieux desservis de la ville. Les deux lignes de métro (M1 et M2) y sont accessibles, comme le tramway (T1, T2 et T3) ainsi que des bus à haut niveau de ser-

vice et des bus de ville. À l'inverse, le 3^e, même s'il est tout proche de la gare Saint-Charles, se sent plutôt exclu de la vie du centre, justement par son manque de transports. Les 4, 5 et 6^e arr., eux, font office de juste milieu.

■ **Horizon 2020 - les grands projets et les aménagements.** Le plus important reste sans doute l'opération "Grand Centre-ville". Pour faire simple, d'ici à 2021, il s'agira de requalifier le patrimoine bâti ancien du centre sur un périmètre qui comprend 35 pôles urbains. Elle est confiée à un seul opérateur, la Soleam, et s'appuie sur un investissement en matière d'habitat, d'urbanisme commercial, d'équipements et d'espaces publics, de tourisme et de vie étudiante. La réhabilitation de la Belle-de-Mai, "Les quartiers libres", se concentrera sur 140 hectares et livrera, d'ici 2020, 450 logements, écoles et parc.

Carine PALMI

LES PLUS

- Le dynamisme du cadre de vie.
- Les équipements sportifs.
- Les centres de soins et hôpitaux.
- Plus d'espaces dédiés aux piétons.
- Les transports en commun.
- L'offre culturelle (le Dôme, Palais Longchamp (4^e), le musée Cantini (6^e), le théâtre Toursky (3^e), la Friche Belle-de-Mai (3^e), l'Opéra (1^{er})....

LES MOINS

- La paupérisation.
- Les embouteillages.
- Le stationnement.
- Les disparités entre arrondissements.
- Le taux de chômage du 3^e arrondissement (31,1%).
- La baisse de la valeur des biens.

EST

Un territoire en plein développement

Du 10^e au 12^e arrondissement, l'est de Marseille partage un point commun avec Paris: on parle de rive gauche et de rive droite... de l'Huveaune. Le fleuve au bord duquel s'est développé tout un pan de l'industrie marseillaise au siècle passé est aujourd'hui au cœur de nombreux projets de développement plus doux. Mais avec sa zone commerciale, ses quartiers qui sont autant de villages et surtout la L2, l'est n'a pas fini de faire parler de lui.

■ **Accessibilité: au plus près du centre.**

C'est un changement qui a bouleversé le quartier: l'arrivée du tramway en 2007, mais plus encore, du métro, en 2010, avec les stations Blancarde, Louis-Armand, Saint-Barnabé et La Fourragère. Désormais accessible en quelques minutes, l'est n'a jamais été aussi proche du centre-ville.

84

Le nombre de permis pour des logements collectifs déposés dans le 11-12 en 2015

■ **Des contraintes pour le développement de la vallée.**

Le passé industriel de la vallée de l'Huveaune n'est pas totalement révolu, et certains sites, comme l'usine Arkema, pèsent encore sur le développement du secteur du fait du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT). L'Huveaune elle-même a aussi un im-



La rocade L2 a modifié sensiblement l'est de la ville, et pourrait, enfin, le désengorger. / PHOTO F.L.

pact sur l'aménagement, de par le risque d'inondation, pris en compte par un PPRI, en cours d'élaboration.

■ **Le futur passera-t-il par la L2 ?**

C'est l'équipement le plus attendu, et ce, depuis des décennies. La rocade L2, qui entrera bientôt en service, devrait avoir un impact encore plus significatif sur les quartiers est, qui souffrent d'engorgement chronique aux heures de pointe.

Florent BONNEFOI

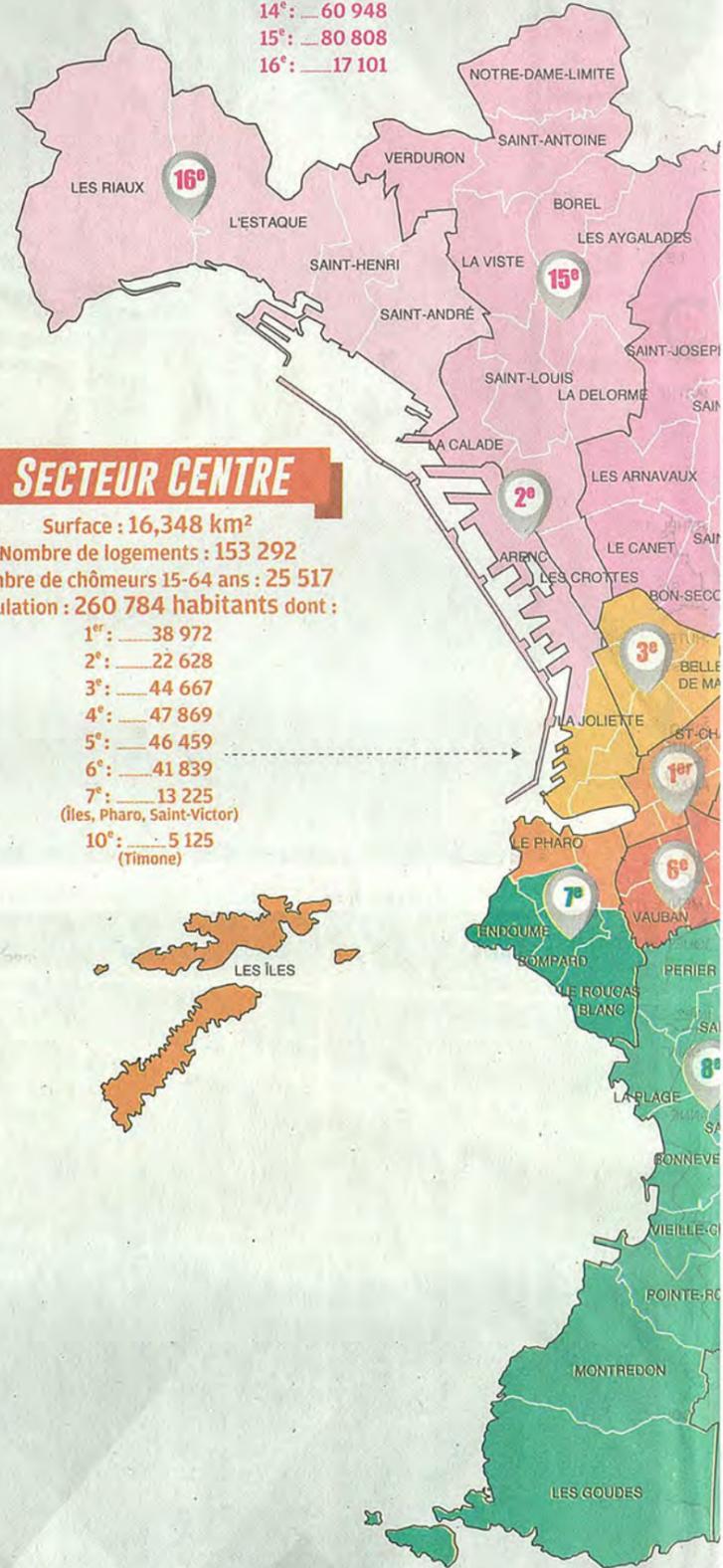
LES PLUS

- La desserte par le tramway et le métro.
- Peu de disparités.
- De nombreux commerces de proximité.
- Un esprit de "village" conservé.

LES MOINS

- Des axes vite saturés aux heures de pointe.
- Le stationnement parfois très difficile.
- Les contraintes liées aux sites industriels.

Surface : 77.258 km²
Nombre de logements : 103 313
Nombre de chômeurs 15-64 ans : 23 122
Population : 250 625 habitants dont :
2^e : 1 645 (Arenç Nord)
13^e : 90 123
14^e : 60 948
15^e : 80 808
16^e : 17 101



SECTEUR CENTRE

Surface : 16,348 km²
Nombre de logements : 153 292
Nombre de chômeurs 15-64 ans : 25 517
Population : 260 784 habitants dont :
1^{er} : 38 972
2^e : 22 628
3^e : 44 667
4^e : 47 869
5^e : 46 459
6^e : 41 839
7^e : 13 225 (Iles, Pharo, Saint-Victor)
10^e : 5 125 (Timone)

Population totale : 852 514 habitants

Chiffres INSEE 2012

Graphisme Sébastien BAGNIS

PROLONGATIONS

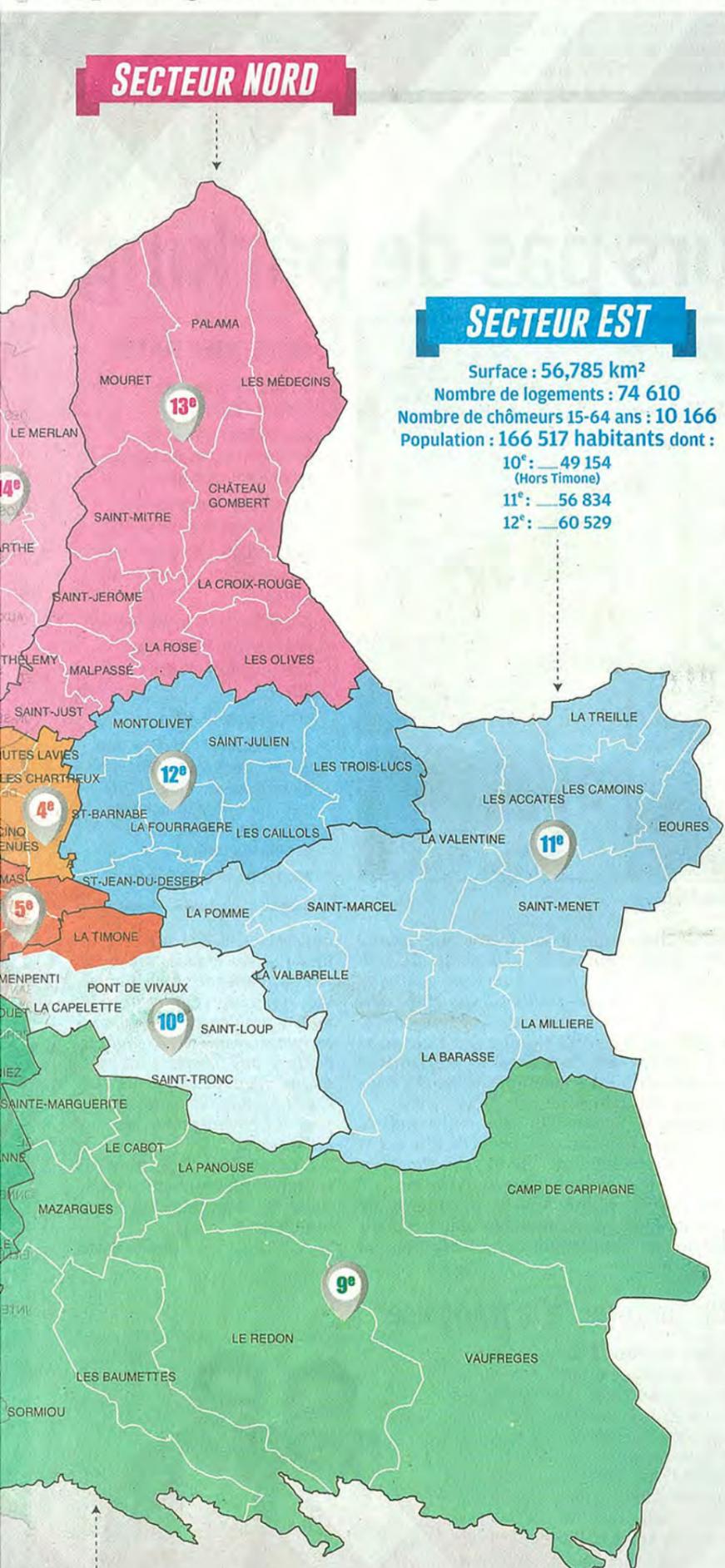
Autant d'histoires que de territoires

Elles jouxtent Marseille au point, parfois, n'en être que ses énièmes quartiers. Mais ces villes voisines gardent chacune une âme propre que les aléas historiques, géographiques et politiques ont contribué à bâtir.

Les communes situées autour de la ville méritent toute notre attention, que ce soit celles qui la bordent au plus près - le Rove, Septèmes-le-Vallons et les Pennes-Mirabeau au nord - ou celles qui sont plus éloignées - Plan-de-Cuques, Allauch et la Penne-sur-Hu-

et 111 quartiers dans la lumière

des quatre grands secteurs qui font l'histoire, l'actualité et l'avenir de Marseille



NORD

Une population qui prend son avenir en main

Ciel, les quartiers nord ! "On m'a conseillé de faire bien attention si j'y mettais les pieds; est-ce que c'est si dangereux que ça ?", interroge cette jeune journaliste allemande. Elle parle des 26 personnes assassinées depuis le début de l'année à Marseille, dans ce que l'on préfère sobrement appeler des règlements de comptes. Et des familles déchirées. Et du sentiment d'abandon de populations qui aiment leur territoire mais aimeraient que les pouvoirs publics s'y intéressent davantage. Mais au fond, qu'entend-on par "quartiers nord" ? Nous avons pris le parti du pied de la lettre : des quartiers qui se trouvent dans le nord de la ville, simplement ; une zone géographique qui regroupe quatre arrondissements, des 13^e au 16^e où vivent 250 000 habitants. Ainsi, l'arrivée vers Marseille commence souvent par ce coin-là, son littoral et sa singulière Estaque... Si différente de la Rose, elle-même si peu semblable à Verduron, aux Crottes ou à Saint-Barthélémy.



Entre l'Estaque et Saint-André, voici Saint-Henri où se trouve le seul cinéma du Nord de la ville, l'Alhambra.

/ PHOTO FLORIAN LAUNETTE

SECTEUR EST

Surface : 56,785 km²
 Nombre de logements : 74 610
 Nombre de chômeurs 15-64 ans : 10 166
 Population : 166 517 habitants dont :
 10^e : 49 154 (Hors Timone)
 11^e : 56 834
 12^e : 60 529

sans tramway ni métro, le Nord reste clairement le parent pauvre des transports en commun.

res associatives qui font des miracles tous les jours, inventent des jardins partagés, organisent des balades à la découverte d'un patrimoine insoupçonné, dévoilent le beau là où on aime croire qu'il n'y en a pas.

Un tramway à l'Estaque... On peut rêver, non ?

L'une des revendications qui rend toutefois ces terres unanimes, c'est la pauvreté des modes de transports : 38 lignes de bus (sur les 79 que compte le réseau marseillais), pour une surface de 75 km². Certes, le combat pour la prolongation de la ligne 2 du métro vers Capitaine-Gèze est gagné et le "très grand bus" est entré en fonction. Il y a encore la navette maritime l'été qui relie l'Estaque au Vieux-Port. Mais point d'hypocrisie :

On rêve aussi de piscines

Le parent pauvre des piscines, aussi. Voilà six ans que l'on trouve portes closes au bassin nord, malgré la mobilisation des habitants et du maire des 15^e-16^e Samia Ghali. Résultat : 75 % des jeunes Marseillais qui entrent en sixième ne savent pas nager et en particulier dans les quartiers nord. Parents pauvres encore des équipements culturels : 20 pour 250 000 habitants dont 29 % des ménages n'ont pas de voiture. Alors, on fait avec ce qu'on a : des forces vives et même très vives, dans des centres sociaux et des structu-

Le Nord et le cauchemar des tractopelles

Et puis, le Nord change. Il le fallait, aussi, dans certains quartiers construits dans les années 1960 et qui n'ont parfois connu aucune rénovation depuis. Sur les 14 projets de rénovation du fameux "plan Anru", douze se situent donc dans le Nord. Et pendant ce temps, les travaux de la L2 continuent...

Nadia TIGHIDET

LES PLUS

- La diversité et le nombre de structures associatives.
- Le prix de l'immobilier, l'un des plus bas de la ville notamment dans les 14^e et 15^e arrondissements.
- La présence d'un patrimoine à la richesse insoupçonnée.
- La tradition de solidarité dans les rapports entre les gens.
- Le potentiel du territoire auquel commencent à croire de nouveaux acteurs, notamment culturels.

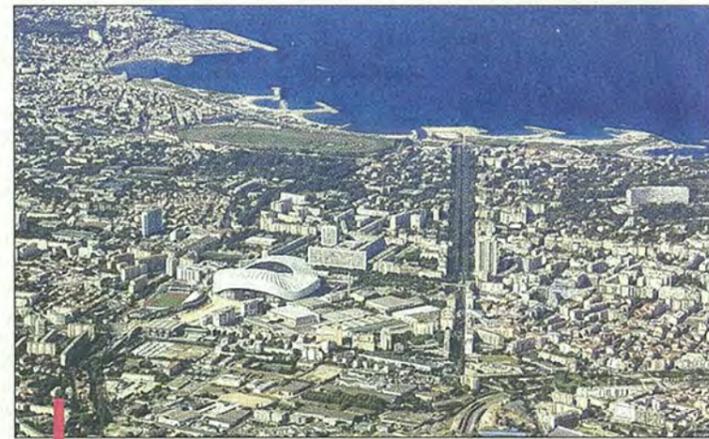
LES MOINS

- Les transports restent la revendication essentielle des habitants : ni métro ni tramway pour le déplacement de 250 000 habitants.
- 20 structures culturelles contre 113 dans les seuls 1^e et 7^e.
- Le faible nombre de médecins généralistes. À titre d'exemple, 72 sont installés dans le 15^e pour 81 000 habitants, contre 155 dans le 8^e pour une population équivalente.

SUD

Le plus grand terrain de jeu de la ville

Point de départ pour les Calanques, paradis de surfeurs et sportifs, le Sud, c'est le plus grand terrain de jeu de la ville, sur terre comme en mer. C'est aussi le célèbre Roucas-Blanc et ses magistrales villas ainsi que le Rond-Point du Prado et la station Sainte-Marguerite-Dromel. Car à Marseille, le métro s'arrête là où le Sud commence.



Le Vélodrome, le Prado, les plages. La carte postale qu'aiment décrire tous les amoureux du sud.

/ PHOTO F.S.

10 000

Le nombre de lits dans le parc hôtelier du Sud, principalement dans le 8^e.

Métro : terminus, tout le monde descend.

Rond-point du Prado, centre névralgique du transport de Marseille sud. D'ici partent de nombreuses lignes de bus qui desservent Luminy, Roy d'Espagne, Mazargues, La Plage, etc. Mais pas encore de ligne de métro pour désenclaver certains secteurs éloignés du centre-ville. Ce qui a sans doute inspiré dernièrement le député LR Dominique Tian (lire notre édition du 24 septembre) qui milite pour une troisième ligne, dans le Sud.

Une large offre hôtelière.

Les 7^e, 8^e et 9^e arrondissements accueillent 84 écoles maternelles et primaires ; 19 collèges et 13 lycées. Côté culture, les habitants du Sud disposent d'un cinéma, de huit théâtres (dont six dans le 7^e), de trois mu-

sées, de 16 bibliothèques. Et les touristes ne sont pas en reste dans cette partie de la cité phocéenne : plus de 11 000 lits les attendent dans les établissements hôteliers.

Circulation et désenclavement, l'enjeu majeur.

Par où commencer ? Peut-être par la réalisation du boulevard urbain sud qui reliera, à terme, Saint-Loup au Cabot et permettra peut-être de désenclaver les 9^e et 10^e arrondissements. Un chantier qui démarrera au premier semestre 2017 et dont la première tranche durera 28 mois. Autre projet : la requalification de l'ensemble Marseilleveire, la création du groupe scolaire au Rouet et l'aménagement d'un sentier sur le littoral entre le Prado et Callegoue.

Antoine MARIGOT

LES PLUS

- De grands espaces avec accès à la mer.
- L'accès au parc des Calanques.
- Le plus grand terrain de jeu de Marseille, entre terre et mer.
- Cadre de vie apprécié des habitants (pour la vue, le nombre de jardins et parcs...)

LES MOINS

- Pas de ligne de métro.
- Absence d'un très grand parc balnéaire.
- La circulation saturée sur le littoral (surtout l'été).
- Prix de l'immobilier parfois prohibitifs.

SECTEUR SUD

Surface : 85,859 km²
 Nombre de logements : 92 104
 Nombre de chômeurs 15-64 ans : 8 538
 Population : 174 588 habitants dont :
 7^e : 22 395 (Hors Îles, Pharo et Saint-Victor)
 8^e : 78 065
 9^e : 74 128

veune à l'est - ou celles qui s'inscrivent dans un territoire désormais métropolitain, au cœur des nouveaux enjeux, comme Aubagne, Vitrolles ou Aix-en-Provence.

Le bassin de vie marseillais s'établit aussi aux frontières de la ville. Nous avons donc voulu inscrire, dans ce nouveau projet, un coup de projecteur plus précis sur cet "autour de Marseille".

Parmi les enjeux métropolitains, le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Ce nouveau document, qui entrera en vigueur en 2020, devra intégrer les problématiques de chaque commune. Une population qui ne cesse de croître à Septèmes et un espace de développement limité, notamment par les zo-

nes boisées classées, si chères à la commune. Un déficit de logements sociaux à Allauch, aux yeux de la loi, tandis que le maire met en avant "l'art de vivre" offert à ses 20 000 habitants. Sans parler de Plan-de-Cuques, qui dispose de l'une des plus petites surfaces urbanisables de France, malgré une densité de population (1 255 habitants au km²) parmi les plus élevées du pays.

Au cœur des préoccupations aussi, la relève politique qui se prépare dans certaines villes, véritables bastions de maires historiques qui ont multiplié les mandats : Georges Rosso (PCF) au Rove, Roland Povinelli (PS) à Allauch, André Molino (PCF) à Septèmes, ou Jean-Pierre Bertrand (SE) à Plan-de-Cuques. Autant d'histoires que de territoires.

Sabrina TESTA

Le projet qui va chambouler le quartier

Depuis un an et demi, le boulevard Saint-Loup s'active en attendant l'arrivée du projet immobilier Effervescence, porté par Kaufman & Broad et Nexity. C'est un nouveau quartier qui devrait voir le jour, avec 213 appartements, un parking et de nombreuses boutiques. De quoi bousculer le secteur et son aspect de petit village de Provence. Pourtant, en observant les bâtiments en construction, tout semble encore figé. Les grues et les murs de briques encore nus surplombent la rue, à quelques pas du lycée Marcel-Pagnol. Des panneaux dissimulent ce qui sera une grande galerie marchande en pied d'immeuble, dont les futurs commerces sont encore inconnus. "Il y aura un *Intermarché*", précise Kaufman&Broad, sans plus s'étendre. Les travaux ont été effectués à 65% selon le promoteur.

La livraison, qui devait se faire en début d'année, a été repoussée à l'été 2017. Parmi les logements neufs, une soixantaine sera réservée aux légionnaires de Carpiagne et une quarantaine à des professionnels. Les particuliers pourront devenir propriétaires des 112 appartements restants, allant du T2 au T4. Effervescence devrait ainsi loger jusqu'à 750 personnes. "Ce projet est important pour Saint-Loup



La livraison de cet imposant ensemble de plus de 200 appartements, situé boulevard de Saint-Loup, devrait intervenir l'été prochain.

/ PHOTO M.V.

"Ce projet va permettre de structurer le développement urbain du quartier."

car il permet de structurer le développement urbain du quartier, où il n'y avait pas grand-chose", déclare le maire (LR) de secteur Lionel Royer-Perreaut. *Nous arrivons au maximum de ce que Saint-Loup peut accueillir, j'y reste donc très attentif. Il m'est arrivé d'être réticent sur certains projets immobiliers, mais pas celui-ci.* Reste à savoir si ce quartier sorti de terre, avec sa galerie commerciale qui viendra s'ajouter Auchan Saint-Loup, Carrefour Market ou encore Castorama, ne risque pas de représenter une concurrence trop lourde pour les petits commerçants du boulevard Saint-Loup. "Ça ne sera pas le cas, insiste Lionel Royer-Perreaut, car ces constructions sont en extrémités. Elles créent un lien entre Saint-Loup et Saint-Marcel et seront facilement accessibles grâce à l'échangeur Florian et aux voies qui ont été adaptées."

Manon VARIOL

240 logements de plus pour 2018

Saint-Loup bouge!" annonce la brochure du promoteur, qui aborde le 10^e arrondissement en commençant par évoquer Marcel Pagnol, puis "le projet urbain le plus ambitieux du territoire marseillais": réaménagement des berges de la vallée de l'Huveaune (sic), des voies cyclables (re-sic) ainsi que des lignes de transports en commun. «Des projets toujours moins avancés que ceux des promoteurs immobiliers qui se précipitent désormais dans l'Est de la ville. "Le marché, à Marseille, est sain et profond, avec une bonne dynamique pour le logement neuf, explique Thibault Dutreix, directeur général de la Compagnie foncière et financière et d'investissement immobilier (Coffim). Ce n'est pas plus compliqué qu'ailleurs, mais les promoteurs visent des zones tendues, il y a de la concurrence, mais il ne faut pas faire d'erreurs, être trop optimiste et faire des hypothèses folles."

Mais c'est sur le cours Pierre-Puget (6^e) que ce promoteur indépendant a ouvert sa première agence hors de l'Île-de-France. "On a des liens familiaux avec Marseille, mais il y a aussi des opportunités. Saint-Loup est un quartier en plein renouveau, qui va changer d'ici quelques années", poursuit le promoteur, qui emploie une cinquantaine de collaborateurs. "On est petit, donc on peut se permettre le luxe de cibler nos opérations."

"C'est un pari sur l'avenir"

La nouvelle cible se trouve donc dans le 10^e arrondissement, boulevard de Pont-de-Vivaux, à Saint-Loup. Un ensemble de 240 logements baptisé Triptik, dont les travaux ont débuté il y a quelques jours seulement - le permis de construire ayant été délivré en avril dernier.

Le projet au style très contemporain a été conçu par le cabinet d'architectes Tangram et sera réalisé par le groupe Eiffage. Il comportera 93 logements destinés aux jeunes actifs, pour le compte du bailleur 13 Habitat



Le projet, très contemporain, conçu par le cabinet d'architectes Tangram, est en cours de construction sur le boulevard de Pont-de-Vivaux.

/ VUE D'ARTISTE DR

et 24 logements sociaux. Le reste sera vendu à la découpe. Près de 70 appartements seraient déjà vendus, à des tarifs qui oscillent entre 3 400 et 3 500 €/m². "Le projet a été rendu éligible au chèque 1^{er} logement de la Ville de Marseille", précise le promoteur.

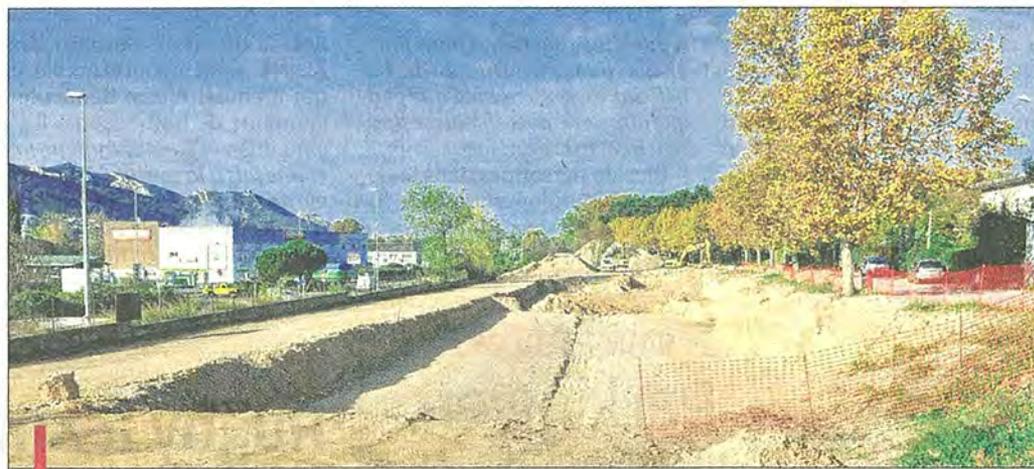
"C'est un pari sur l'avenir, la L2 et l'échangeur font partie des points positifs, car la desserte du quartier était un peu limitée", observe Catherine Bonneau, la directrice opérationnelle en charge de Marseille. Le promoteur lance ainsi sa quatrième opération à Marseille, après des logements étudiants à La Caplette en 2012, et un ensemble au Redon livré l'an dernier. Deux autres projets sont en gestation, l'un sur des terrains de l'APHM, près de l'hôpital Salvator (9^e) avec plus de 300 logements et le second rue Forbin (2^e) qui comprendra également un hôtel "dans un quartier qui est en pleine explosion".

D'ici là, les travaux de l'ensemble immobilier à Saint-Loup devraient être achevés au quatrième trimestre 2018.

Florent BONNEFOI

SAINT-MENET

Un autre projet immobilier et un hôtel en chantier à La Reynarde



Les travaux se poursuivent au domaine de La Reynarde, à Saint-Menet.

/ PHOTO F.B.

De l'autre côté de l'A 50, un autre ensemble est sur le point de sortir de terre, dans le quartier de Saint-Menet. Un projet immobilier entamé à proximité du château de La Reynarde, où l'on compte plusieurs ensembles déjà livrés, dans un quartier, là encore, en pleine mutation. Les engins de chantier sont à l'œuvre au-dessus de l'avenue de

Saint-Menet pour compléter le programme réalisé par le promoteur Perimmo. Quelque 140 logements sont en cours de construction dans le parc, qui devrait en compter, à terme, près de 600. Par ailleurs, un hôtel deux étoiles doit également être construit. L'ensemble devrait être livré dans le courant de l'année 2018.

Des logements privés dans l'ancienne école



À gauche et à droite, des visuels du futur projet de réhabilitation du cours Saint-Thomas-d'Aquin. Au centre, un des bâtiments de l'ancienne école à sa cour intérieure. En attendant le début des travaux, les lieux sont surveillés en permanence afin qu'ils ne soient pas squattés ou détériorés.

/ PHOTO CYRIL SOLLIER ET VISUELS HISTOIRE & PATRIMOINE

Les bâtiments du cours Saint-Thomas-d'Aquin, entre le cours Julien et la Préfecture, vont être rénovés et réhabilités. Bientôt, ils accueilleront une cinquantaine de logements privés. Regretté par bon nombre d'habitants, cet ancien établissement privé catholique sous contrat avec l'État, où étaient hébergées des sœurs de la congrégation des Dominicaines du Saint-Nom de Jésus, avait été vendu, en 2012, pour environ 4 millions d'euros, au promoteur immobilier Nacarat (lire ci-dessous).

en partenariat avec le groupe Histoire & Patrimoine que le promoteur immobilier Nacarat va mener à bien le projet.

Un groupe qui dit s'inscrire "à la fois dans la tradition d'un savoir-faire unique de rénovation de biens à forte valeur patrimoniale et dans la modernité qu'impliquent la conception et la réhabilitation de lieux de vie adaptés et les nouvelles techniques et matériaux de construction". "C'est un projet long à mûrir, nous indique Arnaud Bau-

del, directeur des opérations pour Histoire & Patrimoine. Nous allons rénover dans les règles de l'art et le chantier est suivi: des réunions ont lieu avec la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) et l'Architecte des bâtiments de France. Dans la bastide notamment, ce seront des logements un peu atypiques. L'un d'eux occupera même un étage intégral."

"Un certain nombre de prescriptions ont été émises pour la bonne conservation des distribu-

tions et des décors de la maison de maître et pour la restitution de jardins en cœur d'îlot", confirme-t-on à la Drac.

Sur plan en 2019

Du côté du CIQ Rome-Préfecture, ce projet arrive comme un soulagement. "C'est un projet de logements privés de qualité que nous souhaitons pour le centre-ville, d'autant qu'il respecte l'architecture des lieux, se réjouit son président, Jean-Claude Tricoche. Il partici-

pera à la rénovation du quartier." Le permis de construire ayant été délivré, après instruction des services de la Drac, les travaux devraient commencer avant l'été prochain. Les logements, eux, seront livrés sur plan en 2019.

Sabrina TESTA

stesta@laprovence-presse.fr

Le cours Saint-Thomas-d'Aquin est situé au 23, rue Dieudé (6^e) et ses bâtiments ont aussi des ouvertures rue de la Palud et rue Fongate.

"Un projet long à mûrir"

Une partie du site - la bastide dite "Flotte de la Buzine", construite au XVIII^e siècle, les façades et toitures de l'aile de communs en retour sur la cour, les anciens jardins avec leurs portails d'accès en ferronnerie (actuelles cours de récréation) est inscrite au titre des Monuments historiques.

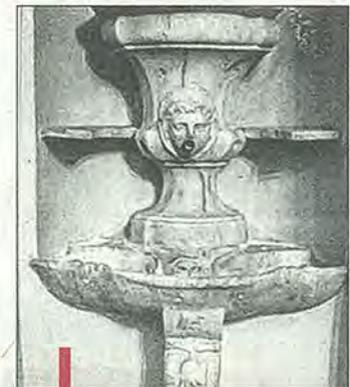
Toute intervention sur le site ne peut donc être menée qu'avec l'aval de l'Architecte des bâtiments de France (ABF). C'est

Une histoire à rebondissements

L'affaire avait provoqué un véritable émoi. Ne pouvant assumer le coût des travaux de mise aux normes du cours Saint-Thomas-d'Aquin, école privée catholique sous contrat avec l'État, l'association propriétaire et la congrégation des Dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus le vendent, en 2012, pour environ 4 millions d'euros, au promoteur immobilier Nacarat. Dès la rentrée 2013, 500 élèves mais aussi enseignants et personnels doivent trouver un nouvel abri. Des associations dénoncent en outre une attaque du patrimoine historique de Marseille. Or, le 3 janvier 2013, la bastide dite "Flotte de la Buzine", construite au XVIII^e siècle, qui abrite l'établissement, est inscrite dans sa to-

talité au titre des Monuments historiques. Toute intervention sur le site ne pourra être menée qu'avec l'aval de l'Architecte des bâtiments de France. En attendant, l'association Juxtapoz signe un bail précaire pour occuper les locaux. L'objectif? Mener à bien son projet de résidence artistique, "Aux Tableaux!", qui propose un parcours d'art urbain sur 2 500 m² entre juin et octobre 2015, avec la participation d'une quarantaine d'artistes, et qui a attiré pas moins de 43 000 personnes dans l'école! Une manière aussi d'éviter que les lieux ne soient squattés et détériorés. Juxtapoz vient de définitivement quitter l'école.

S.T.



La fontaine de marbre, dans le vestibule de la bastide.

/ PHOTO DR

7 LA CULTURE

1 Le Delta festival a embrasé le J4

La Provence – 03.07.2016

2 Dans les rues de Marseille, le graff fait le mur

La Provence – 22.08.2016

3 Marseille se prépare à « Manifesta »

La Provence – 26.08.2016

4 La Friche Belle-de-Mai sonne sa rentrée

La Provence – 29.08.2016

5 La maison de vente Leclère fête ses dix ans passionnément

La Provence – 18.10.2016

6 Xavier Rey devra penser les musées de demain

Le Point – 05.11.2016

7 Année capitale de la Culture, le retour de la flamme

La Provence – 12.12.2016

8 Le savon de Marseille a trouvé sa bulle

La Provence – 25.11.2016



Pour cette deuxième édition du Delta festival, au J4, des milliers d'étudiants venus de Marseille et d'autres grandes villes françaises ont mixé activités sportives et pas de danse enflammés. / PHOTOS NICOLAS VALLAURI

Le Delta festival a embrasé le J4

Dans une ambiance torride, près de 25 000 étudiant(e)s ont dansé sur des sons électros et profité des animations...

A mis lecteurs du Nord et de la région parisienne actuellement accablés par le gris du ciel et les températures frisquettes (18°C à Paris hier... Lol!), on préfère vous prévenir tout de suite, la lecture de l'article qui suit va vous faire mal, très mal. Conseil : tournez la page ou cliquez ailleurs, c'est préférable... Solution de rechange : vous pouvez toujours réserver vos dates de début juillet, l'an prochain, pour une session de rattrapage au futur Delta festival de Marseille 2017. Classé numéro 1 en France dans sa catégorie, rien que ça... "En 2017, on s'implantera de nouveau sur les plages du Prado et des compétitions sportives se dérouleront entre les nombreuses universités européennes partenaires" a d'ors et déjà annoncé l'organisation.

Alors, ce sera la troisième édition après celle qui a rassemblé hier, au J4, de midi à tard dans la nuit, près de 25 000 jeunes adultes en goguette venus de la cité phocéenne, bien sûr, mais aussi

L'ambiance? Une sorte de "Spring Break" du côté de Miami Beach ou de Cancún...

d'Aix, Montpellier, Nice, Calvi... Dans un cadre idéal et une atmosphère torride. Assez indescriptible, en fait, dans une ville jusque-là peu connue pour ses fiestas estudiantines.

Marseille? À dire vrai, on se serait plutôt cru dans un *Spring Break* (semaine de lâchage total des étudiants américains), du côté de Miami Beach ou de Cancún. Non, non, on n'exagère pas... Sur place, tous les ingrédients sont réunis pour un cocktail euphorisant : au bord de la mer, des grappes de filles en bikini et de gars débarrassés de leur



Les DJ se sont succédé aux platines dans une ambiance survoltée et après un jet de poudre colorée dans la foule. / PHOTO NICOLAS VALLAURI

tee-shirt participant à des jeux estivaux, ou dansant, une bière fraîche à la main, au rythme d'une électro calibrée pour délivrer les corps. "C'est dans ces moments-là qu'on regrette de ne plus avoir 20 ans", souffle Thomas, 42 piges bien portés, les yeux écarquillés devant ce spectacle "d'un autre monde".

Au niveau des animations "sportives", un vaste village monté sur le site a vu pousser des dizaines d'éléments gonflables aux concepts franchement hilarants. Ici, un match de ballon dans la mousse. Là, un com-

bat de sumo en terrain glissant. Mais encore, un parcours aquatique, du water roller, des spots d'escalade, du tir à l'arc, de la pétanque... "Franchement, c'est le top du top!", sourit Samy, 21 ans, élève d'une école d'ingénieur de Montpellier descendu spécialement à Marseille pour tenir un stand de surf mécanique et boire des coups entre potes. "Ça change des autres festivals qui sont uniquement axés autour de la musique", remarque-t-il, tandis qu'un de ses clients termine les fesses dans le bassin. Non loin du gag,

deux jeunes étudiantes en génie civil à Saint-Jérôme tiennent le Big Air Bag. Le principe de l'animation? Un saut d'une bonne vingtaine de mètres dans une piscine à air. "On en a qui croient se jeter à l'eau et se bouche le nez avant de sauter!", se moquent Isabelle et Mélanie, 18 ans chacune.

Ce n'est pas tout. Dans son optique de "contenter un public large", entre pures plages festives et culture au sens large, les organisateurs ont également mis sur pied un village des créateurs dans une salle de la Villa Médi-

terrannée. Tout autour, des expos photos et un espace conférence pour débattre autour du sport, de la culture, de l'attractivité économique ou de la santé.

Forcément, des spots moins fréquentés que la piste de danse, quadrillée de bars, où des DJ d'excellente facture (Feder, Joris Delacroix, Mozambo, Krono, Alvan Project...) se succèdent aux platines et balancent des beats ravageurs. Le tout, avec jet de poudres colorées dans la foule, en sueur. Jusqu'au bout de la nuit, un Delta chaud bouillant.

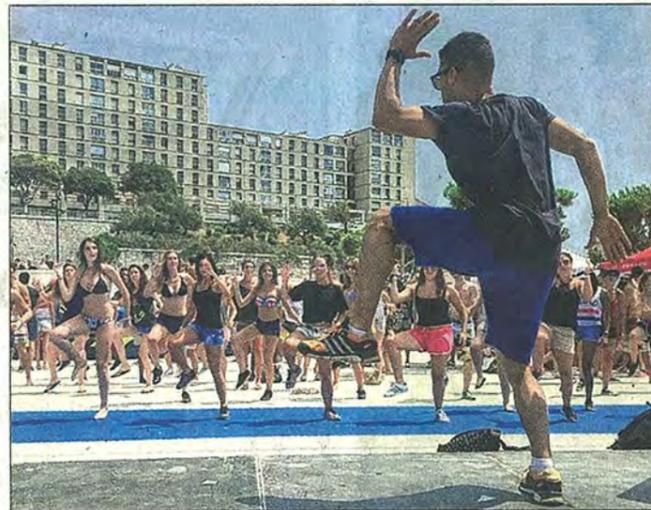
Laurent D'ANCONA

On remet ça aujourd'hui à la Villa Valmer

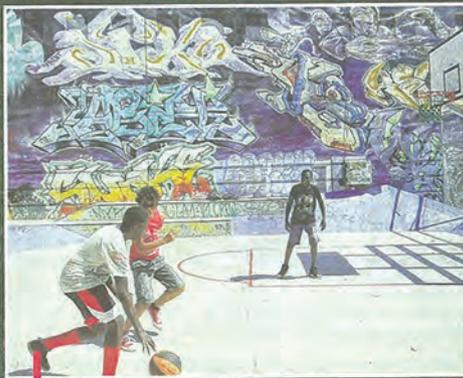
Niché sur les hauteurs de la Corniche, le jardin de la Villa Valmer se transforme aujourd'hui en un immense dancefloor à ciel ouvert face à la mer. Un spot d'exception qui a des airs de petit paradis, loin de l'agitation du centre-ville, où le DJ allemand Dixon (élu trois fois meilleur DJ de l'année, excusez du peu!) donne rendez-vous pour la première fois aux Marseillais. Un événement électro unique organisé par le Watsa Garden et le Cabaret aléatoire dont le but est de récolter des fonds pour l'association Autour de l'enfant qui vise à améliorer les conditions de vie des enfants en France et en Afrique. Les bénéfices de la soirée et le cachet de l'artiste seront donc reversés à l'association afin de contribuer à la création d'un centre de santé et de maternité au Sénégal. Un bon plan de l'été à la fois branché et solidaire où plusieurs milliers de personnes sont attendues au coucher du soleil pour trinquer et se déhancher sur les derniers mix du DJ en surplombant le château d'If et les îles du Frioul.

A.A.

→ Villa Valmer, 271, corniche Kennedy (7^e arrondissement de Marseille), aujourd'hui de 16 h à 23 h.



Entre jeux dans des éléments gonflables, conférences sur la santé et le sport, salon des créateurs et cours de zumba, le Delta voulait convaincre un large public. Mission accomplie. / PHOTOS PATRICK NOSETTO ET L.D'A



Il est partout ! Petit tag nerveusement tracé sur un pignon, fresque monumentale, le graffiti est chez lui à Marseille. Les meilleurs spots pour en prendre plein les yeux ? La Friche de la Belle-de-Mai, autour de son skate park, l'vingtaine d'artistes. Spectaculaire ! Au marché aux Pucés, dans les quartiers Nord, d'où le graffiti avait disparu depuis plus de quinze ans pour investir davantage le centre-ville, une expérience de "galerie à ciel ouvert" a aussi

Dans les rues de Marseille,

Des expositions qui cartonnent, des visites guidées très prisées, des festivals qui se montent : longtemps relégué au rang

Par Delphine TANGUY
Reportage photo Valérie VREL & Marie-Alix DETRIE

LE PHENOMENE

Sa cote s'envole dans les ventes aux enchères, ses stars sont courtisées par les plus grandes galeries. À l'origine rebelle, provocateur et clandestin, le street art a, ces dernières années, sauté le mur de "l'underground" et conquis un large public. Perdre cette image sulfureuse lui a fait gagner des fans : à Marseille, il est même devenu un argument touristique, avec des visites qui lui sont désormais dédiées, dans les bons "spots" que sont le Panier et le cours Julien. Porté par un réseau de galeries pointues, il investit aussi des lieux hybrides plus inattendus, tels la Villa Alliv, une ancienne école, les murs de la future rocade L2 ou l'enceinte du marché aux Pucés. Où voir des œuvres ? comment bien les lire ? Créer les vôtres : on vous dit tout sur un mouvement qui compose un décor passionnant et mouvant des rues de Marseille.

Profession : guide de street art

"Je vous préviens, je vais être en mode bises." Sous son chapeau, Arnaud distribue bisous et "checks" chaleureux. Pas de doute, au Panier, ce graffeur normand, connu sous le "blaze" (le nom d'artiste) d'Asha est chez lui. Installé dans le quartier depuis 16 ans, il s'y est créé une troupe et plus récemment, inventé un métier : guide de street art. Car le plus pittoresque - et ancien - village de Marseille est aussi devenu l'un des meilleurs spot de la région pour cette expression artistique.

Avec Arnaud, au fil de la marche et des œuvres croisées, on assimile les styles, les techniques du graffeur, la différence entre un tag (une signature vite tracée, pour marquer son passage, son territoire) et un graffiti (un dessin élaboré)... "Un mur, ça dit plein de trucs, sourit Arnaud, mais tout le monde ne sait pas le voir." Ce matin d'août, parmi les visiteurs, il y a là des familles, des jeunes acharnés de photo. Pas le moindre branché, seulement des gens "curieux", constate Arnaud, heureux d'ouvrir à ces profanes une porte sur son univers. Il y a quelque chose de cocasse à voir ces estivants tranquilles écouter ces histoires de rivalités entre "crews" (bandes), de jeu du chat et de la souris avec la police... Car s'il a désormais sa place dans les galeries d'art et a largement été récupéré par les marques de luxe et la publicité, le graffiti, "à la base, c'est quand même du vandalisme", un truc sauvage, rebelle. Risqué, aussi : au Panier, une fresque attachante rappelle ainsi le lourd tribut payé par les artistes à leur passion. Ils sont tombés d'un toit, ont été emportés par un train, électrocutés sur les rails du métro... Mourir pour un dessin ? Les visiteurs d'Arnaud restent perplexes. "Je n'imaginai pas", murmure cette dame, émue. "Pour moi, ces œuvres, c'est du patrimoine", s'enthousiasme Sylvie, auxiliaire de vie à Marignane.

"J'ai nettement vu le regard des gens changer, confirme encore Alexandra Blanc-Véa, guide conférencière, à l'origine plus familière des galeries d'art contemporain. Il y a dix ans, les réactions au

street art étaient épidermiques, très hostiles. Désormais, on sent un appétit pour cette expression." Ce constat l'a amenée à construire, avec l'office de tourisme de Marseille, une visite guidée dans les petites rues de Notre-Dame du Mont, autre place forte du graffiti. Ici, pas un mur, pas un rideau de fer ne semble avoir échappé à l'imagination débordante des artistes. On photographie la façade du café Waaw, peinte par le malicieux M. Chat, aussi bien que les bateaux du Vieux-Port ! S'intéresser au street art, en appréhender le langage, "c'est une façon de porter un autre regard sur la ville", a constaté Isabelle Durand, chargée du service culture de l'office.

Marseille comprendra-t-elle un jour qu'il y a là une carte à jouer pour séduire les visiteurs ? Mal à l'aise avec les cultures urbaines, les institutions locales n'ont ainsi jamais su mettre en avant la scène musicale hip-hop, le breakdance ; grands absents du programme de Marseille 2013. Jusqu'ici, il en est allé de même pour le graffiti, dont l'épopée fut intimement mêlée à celle du rap. Bien que deux petits festivals soient désormais dédiés au street art (aux Pucés et au cours Julien), la brigade anti-tags effaçait encore, au printemps, quelques-unes des plus belles fresques du Panier ! Médiatrice culturelle, Anaïs Breton a travaillé sur "Aux Tableaux !", l'exposition de street art portée par l'association Juxtapoz, succès surprise de l'été 2015 à Marseille, avec... 32 000 visiteurs. Public emballé, presse dithyrambique, "cet événement a marqué un tournant, juge-t-elle. Le street art parle désormais à tout le monde : normal, c'est plein d'humour, facile d'accès, jamais pédant." Un peu comme Marseille, en somme.

Delphine TANGUY

(1) "Sur les murs de Marseille", Magellan & Cie, 20€. A lire aussi : le magnifique "Aux Tableaux !". Et la référence de la street culture phocéenne, "M.A.R.S. Histories et Légendes du Hip Hop Marseillais" par Julien Valnet (Wildproject Editions).

L'ANALYSE

"Le niveau a été tiré vers le haut"

Guide conférencière, la Parisienne Alexandra Blanc-Véa a commencé à s'intéresser au street art dès 2007, à son arrivée à Marseille. Elle guide désormais enfants et adultes à travers la jungle dense et colorée des façades du cours Julien.

■ **Comment dater l'intérêt du grand public pour le street art ?**

"Je pense que d'une certaine façon, ici, c'est lié à Marseille 2013. L'événement a attiré l'attention des médias sur la création contemporaine en général. Cela a profité au street art, qui en est une expression. Les gens n'adhèrent pas à tout, mais ils veulent comprendre ce qu'ils voient."

■ **Comment est né le phénomène street art ?**

"À Notre-Dame du Mont en tout cas, dans les années 90, je crois que son développement est lié à une initiative des commerçants, et notamment d'Hélène Racine, de la boutique Casablanca, de faire travailler des artistes sur les devantures, les rideaux de fer, pour éviter qu'ils soient taggés n'importe comment. Cela a créé un point de convergence d'artistes qui a lui-même provoqué un phénomène d'émulation : de très bons graffeurs sont venus, cela a donné l'envie à d'autres d'être présents... Le niveau en a été tiré vers le haut."

■ **Qui sont les noms qui comptent ?**

"À Marseille, on trouve les œuvres de stars comme C215, des peintures comme Stef (Stéphane Moscato), Mahn Klotz, RNST... Mais aussi des signatures comme Gamo, Difuz, Risk, Amo, Mlle Geeze, Nhoï ou Binho, le Brésilien qui vient tout juste de quitter Marseille, Deuz... Il n'y a pas vraiment de "style marseillais", mais des tendances. En ce moment, on voit des choses plus engagées, en faveur de l'environnement, des réfugiés..."

D.Ta.

La phrase

"Il y a dix ans, face au graffiti, les réactions étaient encore épidermiques, très hostiles. Désormais, on sent vraiment un appétit, une envie de comprendre."

ALEXANDRA BLANC-VÉA
GUIDE CONFÉRENCIÈRE, PIONNIÈRE DES VISITES
DÉDIÉES AU STREET ART



LE TÉMOIGNAGE de Sébastien Martinez, alias Veter, graffeur "historique"

"À La Rose, on voulait faire comme les New Yorkais"



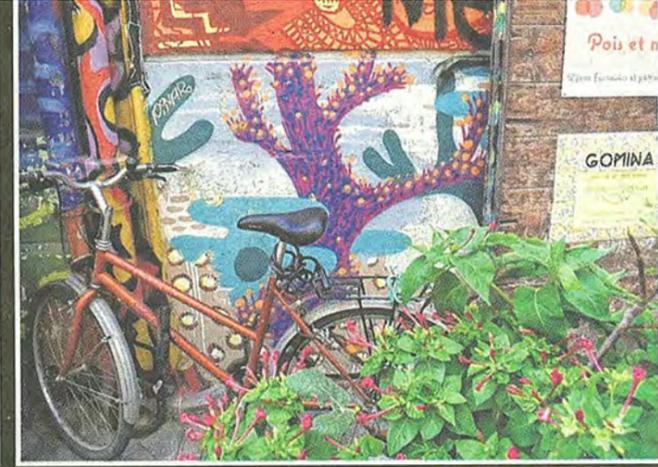
De la peau des villes à celle des gens : Sébastien Martinez, 38 ans, n'a jamais cessé de dessiner, il a juste varié les supports. Ce gamin de La Rose (13^e), peintre et tatoueur à Aix-en-Provence, est aussi un pionnier du graffiti marseillais. Son "Blaze" depuis plus de 20 ans ? Veter. "J'ai commencé à l'âge de 12 ans, dans ma cité du Vieux Cypres, raconte ce barbu aux yeux bleus, fils de corailleur et aujourd'hui lui-même papa. Mes potes étaient deux frères, connus dans le graffiti sous les noms de Tricky et Seal. On regardait "Rapido" et Sydney à la télé, on était fous de rap américain, on faisait aussi de la musique. Dans cette culture-là, on a vraiment tout pris !" Il se marre : "Bon, à part le breakdance, parce que je ne savais pas bouger mon corps."

Son premier crew ? Celui "des vrais. RDR, ou Réunion des rois. Dedans, y avait Abel, le patron du tag marseillais". Y avoir fait ses armes a posé sa crédibilité pour toujours. "En 26 ans de tag, jamais un autre graffeur n'a recouvert mes fresques." Dans le milieu, un "toy" - ou l'action de recouvrir le travail d'un autre - c'est plus que l'irrespect, une quasi déclaration de guerre. "Ça peut partir loin, loin..." sourit Sébastien. À

Marseille il y a un quart de siècle, le graffiti, "c'était encore la liberté, un truc bon enfant. On ne se voyait pas du tout comme des artistes, on volait des bombes, on partait à pieds" pour des expéditions dans les métros, les tunnels, à Belsunce... Le propos, lui, était alors "souvent politique. La police, les difficultés de la vie, on retrouvait sur les murs la même chose que dans le rap."

Aujourd'hui, rangé de ses années de rue ("Fatigué des week-ends à l'Évêché, aussi"), Sébastien réalise des œuvres monumentales : avec son binôme Noyys, le long de la L2 ("Quand ils nous ont livré les bombes, ça remplissait un camion !"), ou, à la Caspary, pour les Winners ou l'OM. Peintre exposé lui-même, il constate avec nostalgie "la quasi-mort du graffiti illégal" : la nouvelle génération "vient d'un milieu" plus aisé que celui des pionniers, elle s'est formée dans les écoles d'art. Les galeries, de leur côté, ont fait grimper la cote des artistes et le mouvement - comme celui du tatouage - a perdu son côté sulfureux. Signe de son emboisement à Marseille ? "C'est dans les quartiers Nord que vous verrez le moins de graffitis..."





Quartiers du Panier et du cours Julien, mais aussi désormais des lieux plus incongrus. Les automobilistes qui emprunteront la nouvelle rocade L2 vont découvrir aussi les gigantesques fresques réalisées pendant des mois par une dizaine d'artistes. / PHOTOS MARIE-ALIX DETRIE, VALÉRIE VREL & FLORIAN LAUNETTE

le graff fait le mur

de pollution visuelle, le graffiti est en train de changer d'image dans la cité phocéenne. Parcours fléché



Autour de son skate-park, sur son toit, dans ses escaliers : quelques-unes des plus belles œuvres de Marseille sont à voir à la Friche de la Belle de Mai.

ÇA SE PASSE OÙ ?

Dans la rue
À Marseille, le street art tente des incursions partout, mais ses terres d'élection favorites se trouvent surtout dans le centre-ville. Cours Julien, Panier, Noailles... Il suffit d'ouvrir l'œil. Ça bouge, ça change tout le temps, une œuvre en recouvre une autre et c'est ce qui fait la beauté de la chose. Le street art n'est que de passage. Ainsi, le projet Le Mur (à l'angle de la rue Crudère et du cours Julien), proposé par l'association Juxtapoz, qui invite chaque mois un nouvel artiste à réinventer le même mur. Enfin, le long de la L2, 20 artistes se sont emparés des murs. Un projet spectaculaire porté par Planète Emergences et... la Société de la rocade L2.

Dans des lieux hybrides
À La Friche de la Belle de Mai (rue Jobin, 3'), bien sûr, mais aussi désormais au marché aux Puces (15'). Monumentales, les œuvres des graffeurs ont redonné vie aux vieux bâtiments. Vendeurs et clients, d'abord surpris, les ont adoptées. A voir aussi depuis samedi : "(Sittin' on) the Dock of the Blues", proposée par la Galerie Saint-Laurent aux Docks Village.

Dans les galeries
Backside Gallery (88, rue de l'Evêché, 2'), Seize (16 rue Fontanges, 6'), UndArtground (21, rue des Repenties, 2'), Villa Alliv (21, bd de Tunis, 8'), David Pluskwa (53 rue Grignan, 6'), galerie Saint-Laurent (130, chemin de la Madrague-Ville, 15').

PARLEZ-VOUS GRAFF ?

Une bombe, ou une bombonne, ou un spray, c'est l'aérosol dont se sert le graffeur. **Un caps**, c'est l'embout de la bombe. **Un crew**, c'est un groupe, une famille de graffeurs. Informel, celui-ci peut compter des membres aux quatre coins du monde. **Un flop**, c'est un graff simple, tracé sans remplissage. **Un lettrage**, c'est une œuvre composée s'agit de lettres stylisées, souvent difficiles à "lire" pour le profane. **Une session**, un événement où les graffeurs vont se retrouver pour réaliser ensemble une fresque. **Un tag**, c'est une simple signature du graffeur ; il l'appose souvent pour indiquer aux autres graffeurs qu'il est passé par là. C'est aussi une façon de marquer son territoire. **Un toy**, c'est l'action (risquée) d'incruster l'œuvre d'un autre artiste. Un acte considéré comme une provocation. **Un "vandal"**, c'est un graffiti réalisé rapidement et surtout... illégalement.

L'EXPÉRIENCE

Piece Makers, c'est de la bombe

Dans sa vie, Joan Gandolfi, 33 ans, "vraie Marseillaise d'Endoume", a fait beaucoup de choses. De la restauration, de la vente de fringues... Le graffiti est arrivé un peu par hasard. Une histoire d'interminable chantier dans son appartement : "Il y avait un mur pourri dont je ne venais pas à bout. Je me suis dit qu'un graffeur sauverait le truc." Le sauveur, nom de blaze Abel (Johan, dans le civil), est une référence, un pionnier, quasiment une légende du milieu à Marseille. Il magnifie l'appartement de Joan, devient son "pote" et les voilà "associés" dans un nouveau projet : Piece Makers, un atelier fiché depuis six mois dans la petite rue des Trois-Rois (6'). Une place forte du street art local.

Ici, on peut venir se former aux différentes techniques du graff, ou s'offrir une prestation réalisée par Abel : un mug, un meuble, une déco de chambre d'enfant, ou même... une façade ! "Un couple de sexagénai-

res vient de nous passer commande d'un meuble entier", s'enthousiasme Joan. Agés de "45 à 73 ans", ses clients lui démontrent que le graffiti n'est plus seulement "un truc de jeunes".

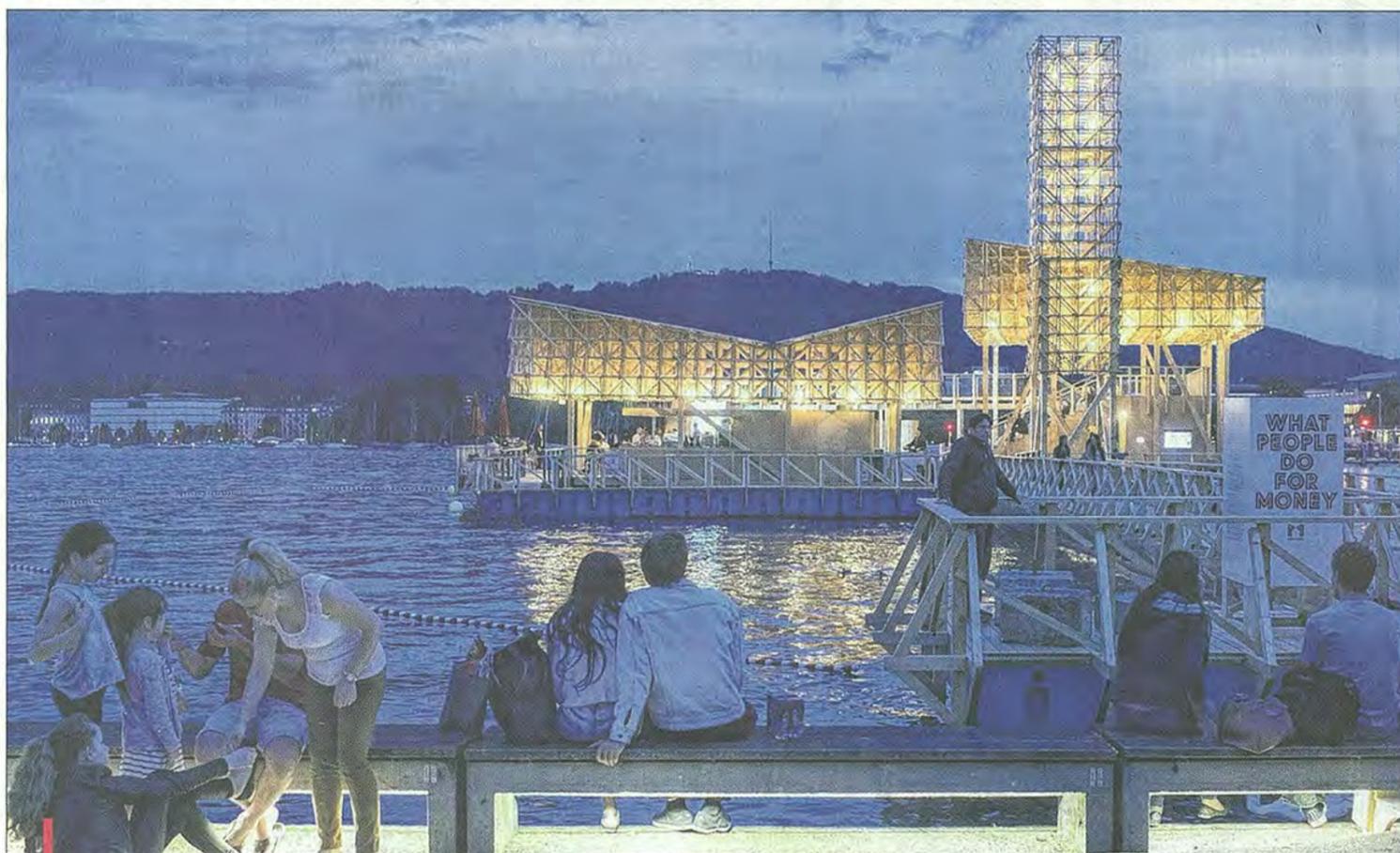
Ces prochains mois, si l'on va vraiment parler de Piece Makers, c'est pour le travail d'Abel sur les... jardinières du quartier. L'association des commerçants de la Butte, investie dans un ambitieux programme de végétalisation des rues, lui a en effet commandé 105 grands pots customisés ; ils seront tous installés fin septembre. Une façon d'affirmer, de revendiquer, enfin, l'identité picturale de Notre-Dame du Mont. "On discute maintenant avec les élus pour un travail sur les containers", souffle Joan. Ou comment, en les embellissant, faire disparaître du paysage ces hideux bacs de plastique. Quand on demande à Joan ce qu'est exactement son métier, elle se marre : "Je ne sais pas, mais qu'est ce que je m'éclate !"



Joan Gandolfi, dans l'atelier qu'elle partage avec le graffeur Abel, travaille à embellir les rues de Notre-Dame du Mont.

Marseille se prépare à "Manifesta"

La Ville présente aujourd'hui les enjeux de la biennale européenne d'art contemporain qui se tiendra en 2020



"Manifesta" biennale d'art contemporain se tient à Zurich en ce moment. La prochaine édition aura lieu à Palerme en 2018, avant Marseille en 2020. /PHOTO PQR

Un vent porteur continue de souffler sur Marseille. C'est ce que tenteront d'expliquer, sous une autre forme, les personnalités invitées aujourd'hui à présenter Manifesta, biennale européenne d'art contemporain qui doit se tenir dans notre ville en 2020. Événement de portée internationale destiné à renforcer sur le plan local la politique d'accueil des grandes manifestations, cette candidature s'inscrit dans le positionnement logique de Marseille comme métropole incontournable du sud de l'Europe.

Après la vague de 2013 Capitale européenne de la Culture, la Ville s'était portée officiellement candidate à l'organisation de la 13^e édition de Manifesta en octobre 2015. Et avait vu son dossier accueilli avec succès deux mois plus tard. Après Zurich cette année (voir ci-dessous) puis Palerme en 2018, Marseille est la première ville, en France, à accueillir cet événement culturel uni-

que sur le plan européen. Pour les non initiés, cette manifestation a l'ambition de se hisser à la hauteur de la très courue Biennale de Venise ou de la prestigieuse Documenta de Kassel, deux rendez-vous de référence, eu égard à l'originalité des propositions artistiques qui tentent ici d'aborder tous les champs de la création contemporaine. Depuis sa création à Rotterdam en 1996, Manifesta veut apparaître comme une plate-forme nomade qui interroge, à chaque fois, la relation entre l'art et la société européenne. D'où une série de propositions qui se veulent toujours innovantes. Et un thème, retenu pour chaque édition, sur lequel les artistes doivent plancher. L'édition actuelle a choisi d'aborder une réflexion assez large, en rapport avec les caractéristiques du pays d'accueil et de sa ville phare, Zurich, au contenu un peu provocateur ("What people do for money, some joint ventures", - Que font les

gens pour l'argent, quelques joint-ventures). Pour Hedwig Fijen, présidente de la Fondation Manifesta, il s'agit au-delà de la présence d'artistes européens, de "créer des instruments qui peuvent traduire les grands changements de notre société". La participation de la Ville à cette manifestation a un coût et il est

L'ambition de se hisser à la hauteur de la très courue Biennale de Venise.

de taille : 2 400 000 euros, dont une subvention (627 000 euros) à la Fondation Manifesta a déjà été validée lors du conseil municipal qui s'est tenu le 1^{er} avril dernier. Outre la visibilité internationale que procure ce type d'initiative, on attend des retombées sonnantes et réverbérantes sur cet investissement. La dépense

a été imputée sur le budget 2016 de la Direction de l'Action culturelle. Dans le timing local, une association loi 1901, baptisée Manifesta 13, devrait être créée. On fixera, par contrat, la nature des relations entre la Fondation Manifesta, l'association Manifesta 13, l'équipe de commissaires retenus pour piloter ce nouveau grand rendez-vous dédié à la Culture. Manifesta ambitionne de présenter une meilleure vitrine en matière culturelle sur le plan européen après l'épisode 2013. Et tentera de réconcilier une partie de sa population avec cette approche artistique. Le festival Art-O-Rama qui débute au même moment n'est pas le fruit du hasard.

Les deux événements sont éloignés dans leur concept initial mais sont liés par leurs ambitions communes. Ils expriment aussi une volonté forte de marquer durablement les esprits.

Philippe FANER

L'ANALYSE de Marie-Hélène Feraud-Gregori

"Une offre culturelle renouvelée"

Conseillère municipale déléguée à l'Opéra, l'Odéon et à l'Art contemporain, Marie-Hélène Feraud-Gregori porte à bout de bras ce dossier. "Un rêve", avoue-t-elle en privé, qu'elle a pu voir se concrétiser au fil du temps.



■ Que peut apporter un événement comme "Manifesta" à Marseille ?

Un rôle important en termes d'image, de visibilité, d'attractivité. Notre ville fait rêver un peu partout dans le monde, notamment à New York et Los Angeles, villes dont je reçois souvent des réactions très enthousiastes. On sent un engouement par rapport à cette candidature. Le tourisme doit recevoir une offre culturelle renouvelée.

■ La prochaine biennale se tiendra à Palerme en 2018, une autre ville du sud de l'Europe. N'est-ce pas un problème ?

Depuis 1996, les villes d'accueil ont été concentrées sur l'Europe du Nord et de l'Est. Le glissement vers le Sud répond aussi à certaines préoccupations écologiques et humaines.

■ Quel sera le calendrier jusqu'en 2020 ?

Nous n'en sommes qu'au stade de l'annonce. On constituera ensuite les équipes qui pilotent le projet, nous choisirons un ou plusieurs commissaires d'exposition, le thème... On se donne jusqu'à la fin de l'année pour constituer le cadre opérationnel et technique. Dès janvier 2017, on devrait être en capacité de se mettre au travail.

Propos recueillis par Ph.F.

"MANIFESTA", L'EUROPÉENNE

Elle est née en 1990 dans le contexte du renouveau de l'Est européen. Manifesta est une réponse aux évolutions politiques, sociales et culturelles de l'après-guerre froide. Biennale nomade européenne d'art contemporain, elle a lieu tous les deux ans dans une ville européenne.

Depuis 1996, elle s'est tenue à Rotterdam, Luxembourg, Ljubljana, Frankfurt-sur-le-Main, Donostia/Saint-Sébastien, Trentin-Tyrol du Sud, Murcie, Genk, Saint-Petersbourg. Le choix de cette dernière ville avait été critiqué, à l'époque, compte tenu du contexte politique et de la position du président de Russie, Vladimir Poutine, en Ukraine.

L'ÉDITION 2016

Zurich se met à l'heure de l'art contemporain

Inutile de chercher dans la riche cité suisse des traces trop voyantes de l'événement dédié à l'art contemporain. Sauf à arpenter les abords du Pavillon de Reflections, cette structure flottante en bois en forme de jeu de construction en allumettes, posée sur le lac de Zurich. Espace central, créé en collaboration avec la classe de Tom Emerson de l'ETH Zurich, il offre un moment de détente avec son cinéma qui diffuse des films en lien avec la manifestation, avec sa piscine et son bar. Pour le reste, il faut arpenter les rues cosuées à la recherche d'œuvres souvent exposées dans des lieux insolites : magasins, banque, boutique de joaillerie... Un plan recense les principaux espaces d'exposition mentionnés par des pictogrammes. Il suffit alors de se laisser guider selon ses choix. Le parcours interroge la ville d'accueil sur notre façon de travailler ensemble dans un dialogue constant, au moins dans l'esprit, entre habitants, visiteurs et artistes. Comme à l'hôtel Park Hyatt, où l'on peut voir des employés en tunique orange, habillés par l'artiste Franz Erhard Walther. Vidéos, sculptures, peintures, photos, dessins, installations éphémères, le parcours zurichois est rythmé par créations qui aiguissent la curiosité. Pas toutes du même niveau en terme de qualité. Mais intéressantes dans leur approche.

Biennale européenne d'art contemporaine, jusqu'au 18 septembre à Zurich. www.manifesta.org



À Zurich, jusqu'au 18 septembre, "Manifesta" tente de nous interroger sur notre rapport à l'art contemporain. /PHOTO PQR

EXPOSITIONS

Marseille, une place qui compte pour l'art contemporain ?

À écouter certains experts, Marseille est devenue un terrain de choix pour l'art contemporain. Si on voulait se contenter d'aligner quelques avancées concrètes, on pourrait évoquer la vitalité du Fonds régional d'art contemporain (Frac) qui a étendu sa toile en 2015 à partir de Marseille, à la Joliette, en renforçant ses interventions sur tout un territoire de manière à toucher différents publics. Ou du Musée d'art contemporain (Mac) niché à Bonneveine qui, en 2014, présentait une exposition retraçant l'éventail de son potentiel artistique et des acquisitions ayant marqué ses 20 ans d'existence. Dans une ville où les polémiques semblent toujours prêtes à surgir quand il s'agit d'innovation, a fortiori dans le domaine culturel, la question de l'implantation durable de l'art contemporain prend son sens. On se souvient de la polémique liée au Mât de Buren, implanté face à l'Escale Borély, dans les années 90. Et de la question de sa restauration, devant sa dégradation, qui n'avait pas été du goût de tout le monde. Il a disparu. L'art contemporain est entré dans nos vies, s'expose dans la rue, s'affiche sur nos murs, avec le succès reconnu du graffiti et du street art. Il suffit d'ouvrir les yeux et de regarder d'un peu plus près la réalité. "Une galerie sur trois d'art contemporain présente plusieurs artistes de street art, constate David Pluskwa, à la tête de la galerie éponyme, rue Grignan, à Marseille. Ce sont des artistes à part entière. Quand ils ont commencé à entrer dans les galeries, dans les musées, on peut considérer que ce sont des mouvements qui comptent dans l'art contemporain". Pour le marchand d'art dont le parcours a basculé avec la rencontre décisive de l'artiste JonOne en 2010, cette tendance peut se vérifier au quotidien. "Aujourd'hui, les gens ont besoin de vivre avec des artistes de leur temps. Le marché de l'art du XIX^e



David Pluskwa (à dr.) avec JonOne, lors d'une expo consacrée à l'artiste. /PHOTO P. NOSETTO

est en train de s'effondrer, comme dans le meuble ancien, à part pour les pièces exceptionnelles. Internet a permis une grande ouverture sur le monde de l'art contemporain. Les grandes foires internationales ont fait le reste". Art conceptuel, street art, nouveaux réalistes, abstraction contemporaine américaine, l'art contemporain sous toutes ses acceptations semble avoir pris le dessus. "Marseille a une carte à jouer dans ce domaine", affirme le galeriste expert dans son domaine. Installé avec sa galerie éphémère sous les Voûtes de la Major, il a pu nouer de nombreux contacts avec les visiteurs de passage. "Des Marseillais mais aussi des Australiens, des Russes, des Anglais, une clientèle importante. Marseille est une ville qui s'ouvre à l'extérieur, y compris dans le domaine de l'art contemporain et cela beaucoup plus que par le passé." La prochaine exposition qu'il consacre à l'artiste marseillais Patrick Hugues, le 8 septembre, aux Voûtes de la Major, devrait encore le confirmer.

Ph.F.

Art-O-Rama c'est aujourd'hui

La 10^e édition du salon Art-O-Rama (du 26 au 28 août) sera présentée aujourd'hui à la Friche Belle-de-Mai. Depuis ses débuts en 2007, la manifestation d'art contemporain ne cesse de prendre de l'ampleur, non seulement du côté des galeries participantes mais aussi au niveau du nombre de collectionneurs accueillis. De l'avis des professionnels, Art-O-Rama est devenue la foire la plus courue après la Fiac, à Paris. "Le salon a une vraie reconnaissance nationale, reconnaît l'an dernier Nadia Fatnassi, coordinatrice générale. C'est une structure qui profite à la ville." Pour cette nouvelle édition, l'organisation a procédé à une sélection de 20 galeries représentant l'avant-garde de la création contemporaine. Certaines d'entre elles ne sont ouvertes que depuis cette année. Deux espaces, The Green Parrot (Barcelone) et 63rd-77th Steps-Art Project Staircase (Bari) ont été associés à l'événement. Un coup de projecteur sera mis sur la jeune artiste régionale Rafaëla Lopez, issue des Écoles d'art de la région. → www.lafriche.org

La Friche Belle-de-Mai sonne sa rentrée

Plusieurs expositions autour de l'art contemporain ont débuté ce week-end

Dans un monde voué aux fluctuations et aux changements, cette approche artistique prend toute sa place. La Salle des Machines de La Friche Belle-de-Mai accueille l'exposition baptisée *Incertitudes*, proposée par le Goethe Institut, jusqu'au 25 septembre. Elle regroupe une sélection de jeunes artistes allemands ayant tous obtenu une bourse de la ville de Hambourg. Abordées comme un espace de recherche de territoires, les différentes installations interrogent notre état de doute permanent face au contexte social, politique et aux mutations en cours dans le monde. Avec ce besoin de tendresse qui vient en contrepoint et qui nous fait souvent cruellement défaut. Surtout face à la violente xénophobie de groupes extrémistes allemands. Babak Behrouz, Iranien réfugié en Allemagne, exprime dans une vidéo et en images, ce besoin de proximité et de protection avec le couple attirance-répulsion. Christiane Blattmann, elle, traduit la fragilité des choses avec des chaises en plastique recouvertes en partie de plâtre. Pour Jens Franke, la question de la construction de l'espace personnel, fut-il un garage, passe par notre relation au travail et à la planification. Elle est au centre de sa création. L'artiste Helena Wittmann se questionne sur le rapport à la nature par le biais du découpage d'images vidéo. En haut de la Tour Panorama, l'exposition *Interprétations à l'œuvre* est le fruit du travail conjoint entre Marseille (Astérides) et Montréal (Darling Foundry). Sous différentes approches thématiques, les artistes explorent les limites du langage gestuel. Comme Luis Jacob, dont les installations vidéo mettent en scène trois adolescents cachés par des tissus, dont les formes en mouvement tentent de reproduire les sculptures de l'artiste Henry



A la Salle des machines, l'artiste allemande Christiane Blattmann traduit la fragilité des choses avec des chaises en plastique recouvertes, en partie, de plâtre.

/ PHOTO DAVID ROSSI

Moore plantées face à eux, au musée des Beaux-Arts de l'Ontario, à Toronto. Toujours dans le même espace, on pourra s'attarder également sur le travail de Jimmy Roberts. Et regarder, avec sa vidéo *Vocabulary*, la gestuelle pratiquée dans les discothèques. Des corps en mouvement nous renvoient à notre propre image et à notre condition humaine. Comme un miroir que l'on nous tend.

Ph.F.

"Incertitudes", avec le Goethe Institut, jusqu'au 25 septembre, Salle des Machines ; "Interprétations à l'œuvre", jusqu'au 27 novembre, Tour Panorama. Friche Belle-de-Mai, 41 rue Jobin (3^e). www.lafriche.org



Les installations interrogent notre état de doute permanent face au contexte social et politique.

/ PHOTO DAVID ROSSI

DOUBLE LECTURE

Raoul Reynolds, "Rétrospective" d'un artiste fantomatique



Une œuvre imaginaire qui nous incite à avoir un autre regard, une double lecture, sur la création contemporaine et les artistes qui la représentent.

/ PHOTO DAVID ROSSI

Il n'a rien à voir avec l'invention du stylo mais son nom, Raoul Reynolds, résonne comme une forme d'audace. Une signature destinée à rester dans le temps. Sa biographie, présente sur place, précise qu'il est né à la fin du XIX^e siècle et évoque sa trajectoire artistique. En parcourant les allées du 3^e étage de la Tour, on voit pourtant apparaître sur les réalisations de nombreux patrons qui ne sont pas le sien. Stéphanie Cherpin, Helen de Main, Sandro Della Noce, Guillaume Gattier, Amandine Gurseaga, Benjamin Marianne, James McLardy, Douglas Morland, Philippe Murphy, Alys Owen, Emilie Perotto et Guillaume

Condello ont apporté leur contribution précieuse à cette exposition. Dessins, collages, photographies, travail sur le bois, le métal ou la céramique, on traverse de grands chapitres de l'histoire de l'art à travers l'évocation de ce personnage étonnant, avec ses "prétendues" créations qui rappellent les mouvements surréaliste, Bauhaus, minimaliste... "Prétendues" puisque Raoul Reynolds est un artiste fictionnel et imaginaire qui nous incite à une autre lecture de la création.

"Raoul Reynolds, une rétrospective", jusqu'au 30 octobre, 3^e étage de la Tour, Friche Belle-de-Mai. 3/5€

EN BREF

PROJECTIONS

Rentrée au Miroir : "Des courts l'après-midi"

Tous les premiers samedis de chaque mois à 15h, l'association "Des courts l'après-midi" propose des projections gratuites de courts métrages européens contemporains, au cinéma Le Miroir du Centre de la Vieille Charité. Cela commence donc ce samedi 3 septembre, avec une sélection de quatre films français et portugais : *Zone Blanche* de Gaëlle Cintré (Artistic Vision Award au Big Sky Documentary Film festival en 2015) qui suit le quotidien de femmes atteintes du syndrome d'intolérance aux champs électromagnétiques ; *Bielutine - Dans le jardin du temps* de Clément Cogitore (Prix du Fidlab en 2010), une fiction où l'art et le mensonge prennent le pas sur la réalité ; *Y'a plus d'os* de Jean-Charles Hue qui poursuit là son immersion dans la communauté des gens du voyage ; l'artistique *Tombée de nuit sur Shanghai* de Chantal Akerman (Quinzaine des réalisateurs de Cannes en 2007).
→ Le 3 septembre à 15h, cinéma Le Miroir du Centre de la Vieille Charité. En présence de la cinéaste Gaëlle Cintré. Entrée gratuite.

La maison de ventes Leclère fête ses dix ans passionnément

Le commissaire-priseur est à la tête de la première maison de vente de province

Damien Leclère a créé, en 2006, sa maison de vente à Marseille, dans une ruelle du 6^e arrondissement. Il est aujourd'hui à la tête de la première maison de vente aux enchères de province (la 20^e sur le marché français) avec 11 millions d'euros de ventes en 2015. Le commissaire-priseur revient avec la même ardeur sur ces dix dernières années.

■ Dans quel état d'esprit étiez-vous il y a dix ans ?

C'était un pari, on a profité de la libéralisation de notre métier, votée quelques années plus tôt (en 2002), qui avait permis la suppression du monopole et la libre installation de nouvelles structures. On a commencé avec peu de chose, simplement quelques bonnes idées.

■ C'était un pari de s'installer à Marseille aussi ?

Oui, mais on a tout de suite utilisé des nouveaux moyens de communication, de vente à distance et de présentation des lots par internet. Donc, depuis Marseille, mais avec un public très élargi.

■ Quels ont été les plus beaux moments ?

Ce sont des centaines de vente, à chaque fois, ce sont des événements : une adrénaline très forte. Pour ces 400 ventes, ce sont, à chaque fois, plusieurs semaines de travail qui se résolvent



Damien Leclère, commissaire-priseur enthousiaste. / PHOTO DR

en quelques minutes, il y a des bonnes et des mauvaises surprises. Il y a des vendeurs angoissés et des acheteurs excités. Ce sont des belles adjudications, comme la vente du Fra Angelico en 2012 ou du tableau de Pierre Puget. C'est des vendeurs qui ont des biens dont ils ne connaissaient pas la valeur et qui pleurent de joie.

■ Qu'est-ce qui fait votre particularité ?

On fait les choses de manière érudite et décontractée. On ne se prend pas au sérieux et on ne joue pas sur l'image de l'officier ministériel. On partage notre passion avec les acheteurs et les vendeurs.

■ Quelle est votre ambition

pour votre maison de vente ?

On travaille par grandes spécialités. Aujourd'hui, on a 23 départements différents (de l'archéologie à l'art contemporain). On essaie d'être, dans chacune de ces spécialités, les plus légitimes. Chaque année, on a aussi des nouveaux collaborateurs, ils sont 20 aujourd'hui, pour élargir nos domaines d'intervention. Et aussi depuis deux ans, notre développement parisien avec l'achat de parts de chez Drouot qui nous permet d'y proposer des ventes. Aujourd'hui, on réalise la moitié de nos ventes à Drouot et on progresse en chiffre d'affaires.

■ Et à Marseille, vous soutenez toujours la jeune création ?

On a fait d'importants travaux, on a repensé l'espace, l'accueil à l'étage. On a fait un deuxième espace d'exposition. Je suis très attaché à présenter aussi le commissaire-priseur comme étant un acteur culturel. On organise la transmission d'objets quand on les vend, mais on transmet aussi d'autres choses, l'histoire, notre savoir-faire. Depuis dix ans, on a reçu plus de 100 conférenciers, trois artistes en résidence et imaginé un lieu d'exposition dédié à l'art-vidéo, mobile dans la maison de ventes.

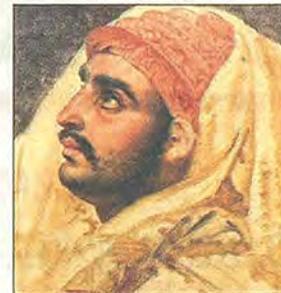
Gwenola GABELLEC

Maison Leclère, 5 rue Vincent-Courdouan
(6) ☎ 04 91 50 00 00.

LES RECORDS

Ses meilleures ventes

Parmi les plus belles enchères depuis dix ans et des centaines de découvertes d'objets : cette toile d'Anne-Louis Girodet vendue en 2011, 920 000 euros. "On est des chercheurs de trésors", précise Damien Leclère, comme cet ensemble de quatre aquarelles de Lin Fengmian vendu en 2013 pour 1 800 000 euros ou ce cabinet en pierres dures, ébène, bronze doré et argent vendu 2 500 000 euros cette année en septembre. Autant de pièces qui montrent la diversité des ventes aux enchères de la maison Leclère. Ce vendredi 21 octobre à 15h, une vente sera dédiée aux peintres du Midi. L'exposition est vernie ce soir en même temps qu'une autre exposition d'œuvres choisies.



"Tête d'étude pour un Oriental", Anne-Louis Girodet, vendu 920 000 €.



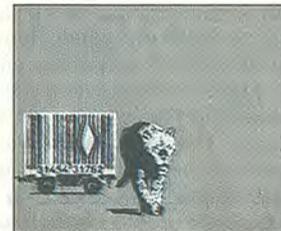
"Lâge d'airain", bronze d'Auguste Rodin, vendu en 2012, 517 000 €.



École autrichienne, procession à Constantinople, ensemble de quatre toiles vendu 1 777 000 € en décembre 2009.



Bague ornée d'un saphir du cachemire de 17 carats, vendue 1 700 000 € en 2013.



"Barcode Leopard" de Banksy, vendu en 2015, 475 000 €.

Xavier Rey devra penser les musées de demain

NOMINATION Il quitte Orsay pour devenir directeur des musées de Marseille

A lors qu'il le présentait (un peu comme son dauphin d'ailleurs) lors d'un comité technique, l'actuel président de l'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie, Guy Cogeval, avait dit de Xavier Rey, qu'un jour, il dirigerait un grand musée. La prophétie s'est réalisée. Mais en fait celui qui est encore directeur des collections au musée d'Orsay - et ce depuis 2013 - en dirigera plusieurs. L'info circulait à Paris depuis quelques jours, *La Provence* s'en était fait l'écho en début de semaine, elle est désormais officielle. Dans un communiqué, Jean-Claude Gaudin a annoncé, hier, que Xavier Rey, 34 ans, serait le nouveau directeur des musées de Marseille, fonction qu'il occupera à partir du mois de février 2017. Il succède ainsi à Christine Poullain, partie à la retraite.

Ce spécialiste du XIX^e siècle, un ancien élève de l'École normale supérieure, diplômé de HEC et

Dans le milieu culturel parisien, on décrit un homme "moderne et dynamique".

de l'Institut national du patrimoine, a participé au commissariat d'expositions majeures au musée d'Orsay ou à l'étranger.

Dans le milieu culturel parisien, on décrit un homme "moderne et dynamique". Du côté de la CGT musée d'Orsay, on parle d'un "conservateur brillant, très actif et qui, en tant que directeur des collections, gérait l'essentiel des accrochages d'œuvres".

Le syndicat, qui prône la nomination à ces postes clés de profils "Histoire de l'art" plutôt que de purs gestionnaires, souligne son intérêt "pour la médiation, la présence sur les réseaux sociaux, les actions éducatives, le rayonnement diplomatique internatio-



Xavier Rey, au centre de la photo, sera le nouveau directeur des musées de Marseille, à partir du mois de février 2017.

/ PHOTO MAXPPP

nal et notamment via des expositions "clé en main" loués à l'étranger..." Ce dernier point a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses critiques, le public se plaignant parfois de l'absence d'œuvres majeures parties "voyager" à l'étranger.

Xavier Rey a également été membre du conseil d'administration du musée d'Orsay où il a exercé deux mandats de trois ans. Il a donc une vision et une approche globale intéressante. Toutes ces qualités et toute cette expérience lui seront utiles pour aborder ses nouvelles fonctions, car il devra redessiner une ligne muséale cohérente et dans la complémentarité: don-

ner davantage de visibilité au Mac, envisager l'avenir de la Vieille Charité, une réouverture pour Grobét-Labadié.

"Xavier Rey vit à l'heure de 2020 et je pense qu'il apportera toute sa jeunesse à cette institution qui a besoin d'être renouvelée, repensée", analyse Anne-Marie d'Estienne d'Orves. "Ce qui nous a séduits, moi et l'ensemble du jury, c'est son parcours, son CV. C'est un garçon qui a fait des études multiples: il est passé de Sciences Po à l'École normale supérieure, il a fait un master aux États-Unis... Il a eu un parcours remarquable avant de devenir conservateur, résume l'adjointe à la culture. Je lui demande de re-

penser la politique muséale dans le cadre de la politique culturelle globale. Sa jeunesse va nous permettre de penser à long terme. D'envisager la suite, peut-être même d'autres sites. Ce regard-là, je le trouve précieux. Comme l'est aussi son expérience dans le privé: les collectivités, qui ont de moins en moins de moyens, doivent savoir s'ouvrir au privé."

Xavier Rey a sans doute déjà mesuré l'ampleur du chantier à engager. En attendant, "à Marseille, vous allez continuer à bénéficier de prêts et de dépôts d'œuvres d'Orsay", souffle un interlocuteur parisien un rien amusé. On y compte bien.

Olga BIBILONI

**MP
2018**

Année capitale de la

MP2018 est la réplique qui, 5 ans après l'Année capitale européenne, remettra au premier plan la Culture et les artistes dans les Bouches-du-Rhône. En exclusivité, "La Provence" présente les grandes lignes de cette manifestation qui commencera le 14 février 2018 et durera 6 mois

La Culture, dans ce qu'elle a de plus collectif, festif, créatif et rassembleur, reviendra au premier plan dans le département des Bouches-du-Rhône en 2018. Après, à Marseille, l'année Capitale du sport qui démarre en 2017 et avant *Manifesta* qui mettra l'art contemporain au cœur de la cité en 2020, qui pourrait avoir pour thèmes la Nature et les migrations, la grande ville portuaire et le territoire qui ont construit et vécu MP2013 sont en train de fabriquer MP2018 : une réplique, cinq ans plus tard, de l'Année Capitale européenne de la Culture.

Le but, comme à Lille, qui a su capitaliser sur sa Capitale après 2004, est de créer une énergie autour du travail des acteurs culturels. Ils sont nombreux à jeter actuellement les grandes lignes d'une nouvelle façon de conjuguer les talents pour que toute la région en profite sur un plan touristique et artistique. Le thème est trouvé : *Quel amour !* La date de lancement l'est aussi : ce sera le mercredi 14 février 2018, le jour de la Saint-Valentin, que suivra un week-end de fête les samedi 17 et dimanche 18 février. Au sein de la structure organisatrice, feront partie du collège des membres fondateurs de cette opération culturelle d'envergure : Mécènes du Sud, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, "dont le nouveau président, Jean-Luc Chauvin, adhère au projet, le Club Top 20, un regroupement de chefs d'entreprise qui veulent faire entrer la métropole Aix-Marseille Provence dans le classement des vingt premières au niveau européen, et Aix-Marseille Université, avec Yvon Berland qui est à nos côtés depuis les origines", confie Raymond Vidil, chef d'entreprise et vice-président de Mécènes du Sud. Avec un budget de 5,5 millions d'euros (celui de Lille 3000 en 2015 était de 8,2 millions d'euros), une association (MPCulture) sera chargée de coordonner et d'organiser les manifestations. Les collectivités qui adhéreront à MP2018 pourront le faire en étant membre de l'association et siéger au conseil d'administration (de 28 personnes) avec participation ou pas au vote. Dans le comité d'orientation artistique, figurent déjà de grands noms de la culture : Alain Arnaudet, directeur de La Friche la Belle-de-Mai, Dominique Bluzet, directeur de quatre théâtres entre Aix et Marseille, Gilles Bouckaert, directeur de la scène nationale des Salins à Martigues, Jean-François Chougnat, président du Mucem, Bernard Focroulle, directeur du Festival d'Aix-en-Provence, Jan Goossens, directeur du Festival de Marseille, Hugues Kieffer, coordinateur du festival Marseille Jazz des 5 continents, Macha Makeïeff, directrice du théâtre national La Criée, Pascal Neveux, directeur du FRAC PACA, Francesca Poloniato, directrice de la scène nationale du Merlan à Marseille, Pierre Sauvageot, directeur de Lieux Publics, Sam Stourdzé, directeur des Rencontres internationales de la Photographie d'Arles et Pierre Vasarely, président de la Fondation Vasarely. Ce comité évoluera au fil de l'arrivée de membres proposés par ceux qui le sont déjà. Une nouvelle aventure culturelle est donc lancée. Ses contours se dessinent. Elle devra se construire avec des contraintes nouvelles liées au risque d'attentats, mais dans un calendrier politique apaisé (les élections municipales n'étant prévues qu'en 2020). Premier point d'étape.

Olga BIBILONI



"Quel Amour ! injonction joyeuse et interrogation immédiate : l'imaginaire est en route. Parler d'amour au travers des Arts, des artistes et des destins les plus humains. Urgence du plaisir de l'Autre et de sa découverte, urgence d'inventer ensemble de si belles choses qu'elles seront aimées".
Macha Makeïeff, directrice du Théâtre National La Criée

PHOTOS NICOLAS VALLEURI & ARCHIVES

RAYMOND VIDIL, VICE-PRÉSIDENT DU COLLECTIF "MÉCÈNES DU SUD"

"Celle de la préfiguration est finie, on passe à une phase de décisions"

Un groupe composé d'acteurs des mondes culturel, économique et universitaire se réunit depuis le début de l'année 2016 pour rendre possible cette suite de MP2013 Capitale européenne de la culture. MP2018 étirera donc ses rendez-vous du 14 février à la fin de l'été 2018.

Parmi les acteurs principaux du projet, le chef d'entreprise et vice-président de Mécènes du Sud, mandaté par la Chambre de commerce, Raymond Vidil. Celui qui s'était déjà beaucoup engagé dans la phase préparatoire de MP2013, faisant ainsi partie des pionniers, et qui a vu le projet se développer et réussir, martèle que des engagements avaient été pris à l'époque, devant les instances européennes, pour inventer une réplique à l'Année capitale. "En préparant 2013, on avait assuré au jury que nous mettrions tout en œuvre pour qu'il y ait une suite à l'Année capitale européenne de la Culture. Malgré le succès évident, on n'a pas vu apparaître la volonté de s'inscrire dans un prolongement. La difficulté vient du fait qu'on allait systématiquement sur une biennale avec un thème uni-

que. Instinctivement, on était quelques-uns à se dire que ce n'était pas si moderne. Car en héritage de MP2013, on a quelque chose de foisonnant, de multiple, dans lequel la notion de la nature est apparue... C'est plus difficile de construire quelque chose à partir de cette diversité que d'arriver avec un événement prêt à l'emploi..."

Quand on rétorque à Raymond Vidil qu'un an est un temps très court pour une telle organisation, il répond par une double boutade : "C'est sans doute pour ça que ça va marcher ! Dans notre département, on est meilleur pour les concours que pour les examens !"

Concernant le budget alloué à MP2018, soit 5,5 millions d'euros (93 millions d'euros pour MP2013), Raymond Vidil estime "avoir trouvé un effet de levier par le fait que les acteurs culturels aient accepté de mettre au pot une réflexion sur leur programmation dans le sillage du thème, Quel amour ! La programmation ne sera pas pour autant l'addition des programmes des lieux culturels, ce sera bien davantage

Une assemblée constitutive se tiendra le 20 janvier 2017 avec les villes qui valideront le processus, l'engagement financier, les statuts, etc."

que cela. Mais c'est déjà une base. Il faut répondre à une part de besoins supplémentaires pour créer l'événement avec un budget modeste. On est arrivé à 5,5 millions qui vont se composer pour moitié par l'apport des entreprises sous forme de mécénat et pour moitié par les collectivités territoriales. La première qui s'est mobilisée est le Département avec la précaution oratoire de préciser qu'il faudra que les villes suivent. Ensuite, il y a la Région. Enfin, le 5 décembre, il y avait une réunion très importante sur la question de la dévolution de l'épargne de l'argent restant de 2013, dont on espère que par logique, elle sera fléchée

sur MP2018. On a du Département, une promesse de participation comprise entre 500 000 € et un million d'euros, 500 000 € de la Région, 750 000 à 800 000 € de la dévolution... Du côté des villes, des discussions sont actuellement en cours. Nous sommes énormément aidés par l'analyse des retombées de Marseille-Provence 2013, tout le monde connaît l'enjeu pour le tourisme. Tous ont intégré la fragilité des centres-villes et la nécessité de donner une suite à l'élan que nous a apporté 2013. Tous sentent bien qu'il faut ranimer la flamme, et savent qu'il y a, du point de vue de l'économie, des retombées évidentes à attendre".

Pour Raymond Vidil, "la phase de préfiguration du projet MP2018 est terminée" et on doit désormais passer à une "phase de décisions" : "D'où une assemblée constitutive qui se tiendra le 20 janvier 2017 avec les villes qui valideront le processus, l'engagement financier, les statuts... Ces statuts sont prêts avec des variantes pour donner le choix de leur engagement aux acteurs politiques".

O.B.

L'événement

Dates clés de 2013



En février, l'artiste japonaise Yayoi Kusama sème ses pois sur le cours Mirabeau à Aix.



En avril, "Rodin, la lumière de l'Antique" se découvre au musée départemental d'Arles...



...et Aubagne accueille "Picasso céramiste" que visitera le ministre de la Culture Aurélie Fillipetti en juillet.

Culture, le retour de la flamme

C'EST LE THÈME DE MP2018

"Quel amour !" : "Pas si bisounours qu'il n'y paraît"

"On a fini la phase de préfiguration et maintenant, il faut construire ensemble le programme de MP2018", martèle Raymond Vidil pour qui le thème *Quel amour!* est "formidable, très audacieux" : "Il est plus puissant dans un monde en bouleversement et beaucoup moins bisounours que l'appellation peut le laisser supposer : c'est une invitation au dialogue, à l'accueil". Pour la petite histoire, le groupe de réflexion initial auquel appartient Jean-François Chougnat, le président du Mucem, a planché sur plusieurs thèmes. "On en a étudié une dizaine, plus ou moins aboutis. Certains seront à garder pour des années ultérieures, confie-t-il. Bernard Focroulle le premier a proposé celui-ci dans une première formulation que Macha Makeïeff a peaufinée".

Raymond Vidil admet que lorsqu'il est allé avec Jean-François Chougnat présenter ce thème aux membres du Club Top 20, il s'était préparé "à devoir surargumenter" : "Et pas du tout ! Il y en a qui, par l'analyse marketing du marché, pensent que la Saint-Valentin prend une place de plus en plus importante. Certains nous ont dit 'il y a des années qu'on cherche un slogan pour cette fête, vous tenez avec *Quel amour!*, ce qui peut devenir la marque du territoire".

Officiellement présenté le 14 février 2017, MP2018 démarrera donc le 14 février 2018, lendemain de Mardi Gras, avec des "oralies" : "Partout, les enfants ouvriront le bal, encore une idée de Macha Makeïeff, précise Sabine Camerin, chargée de mission. Les 17 et 18 février, les lieux culturels du territoire seront ouverts tout le week-end et lors d'une nuit blanche. Sur les plateaux, on pourra venir raconter ses plus belles histoires d'amour". Les cafetiers des centres-villes seront également invités à solliciter des conteurs. L'amour sera aussi celui qui pourra être déclaré aux musiques actuelles qui avaient été un peu oubliées en 2013. Un lieu éphémère inédit leur sera même consacré, les hangars Boussiron réhabilités, sur le site de l'aéroport Marseille-Provence, avec des samedis soirs rap, techno... Dans la programmation, également deux grandes expositions sur le thème de l'amour dont une au J1 de La Joliette, à Marseille. **O.B.**

► Raymond Vidil, chef d'entreprise et vice-président de Mécènes du Sud, en première ligne pour MP2018.

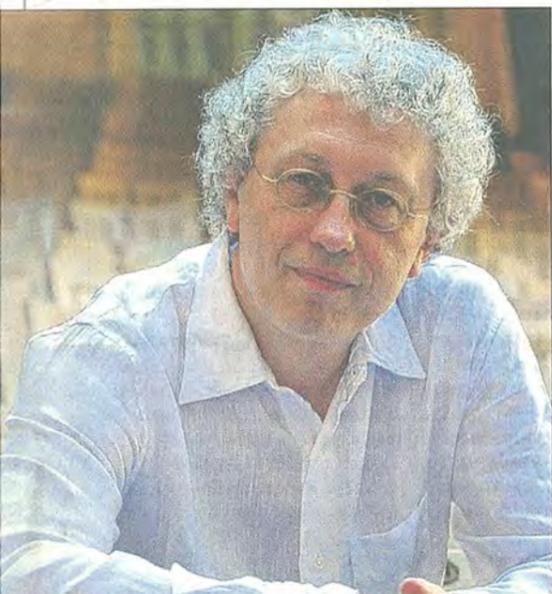


◀ Le 12 janvier 2013, le lancement à Marseille de l'Année capitale européenne de la Culture.



LES PROJETS DE BERNARD FOCCROULLE, DIRECTEUR DU FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART LYRIQUE D'AIX-EN-PROVENCE

Une immense parade et un opéra dans l'espace public à Aix et à Marseille



Bernard Focroulle fait partie du Comité d'orientation artistique de MP2018. Le directeur du Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence, qui a suivi le développement de la phase préparatoire de MP2013, estime que le monde culturel "a toujours partagé, et de manière très large, la frustration qu'après 2013, on n'arrive pas à enclencher quelque chose qui prenne le relais". "C'est aussi le sentiment du monde économique qui n'a cessé de nous réunir, lors de rencontres formelles et informelles et cela nous a fait beaucoup réfléchir. Là, quelque chose s'est enclenché pour aboutir à une vraie dynamique", explique le musicien directeur de l'un des plus importants festivals français. "Marseille-Provence n'est pas différent d'autres territoires où la tradition, au XX^e siècle, faisait que chacun en fait était attentif à ses propres intérêts. J'ai connu ça à Bruxelles et dans beaucoup d'autres villes en France. C'est relativement récent de penser les questions de politiques culturelles de manière globale et collective. De ce point de vue, l'expérience de MP2013 a été fondatrice car le réseau culturel a appris à se parler et à créer des lignes de convergence.

La réussite a été en grande partie de cet ordre-là. Il y a encore des inquiétudes qui peuvent exister sur le thème : si ce projet-là aboutit, les miens seront-ils en concurrence ? ; alors que le but est d'arrêter de penser en terme de concurrence mais en terme de complémentarité".

Pour illustrer ce qu'il considère comme une nécessaire complémentarité, Bernard Focroulle cite le cas de Benjamin Dupé. "Ce grand compositeur européen est en train de préparer un opéra pour enfants. Le projet se fera à Caen et sera présenté dans notre période du premier semestre 2018 : une série de partenaires se regroupent, avec l'Opéra de Marseille, La Crie, le Festival d'Aix, peut-être Martigues... Et on va voir, avec la Maîtrise des Bouches-du-Rhône, comment faire tourner ce projet bien au-delà du cercle habituel".

Bernard Focroulle est aussi aux commandes d'un gros projet dans l'espace public, fruit d'une collaboration entre les Festivals d'Aix et de Marseille : "Nous sommes en train de monter une grande opération culturelle autour du thème d'Orphée et Eurydice et de celui de Leila et Majnoun, archi-connu dans le monde oriental, avec deux his-

toires qui ont de nombreux points communs. On en fait un projet européen sur sept villes, la Provence sera le seul endroit qui verra plusieurs villes concernées avec deux facettes : d'abord une grande parade. Le point commun entre Orphée et Majnoun étant de chanter leur amour impossible aux animaux, ces animaux seront représentés de manière métaphorique, lors de cortèges, après un travail préparatoire avec les écoles et le monde associatif qui va s'égrener en 2017 et 2018. Un opéra sera donné dans l'espace public, à Aix et Marseille, avec quatre chanteurs professionnels, un récitant. Il sera chanté en anglais et en arabe, parlé en français et projeté sur des écrans géants, ce qui fait qu'on devrait pouvoir accueillir 10 000 personnes à Aix et Marseille par retransmission, les participants devenant les spectateurs de l'opéra. On travaille avec Jan Goossens (ndlr directeur du Festival de Marseille) qui pense à La Canébière, au cœur de la ville, pour le site marseillais. Cette manifestation viendra en amorce des grands festivals de l'été, avec une dimension que nous n'avons jamais réussi à atteindre jusque-là".

O.B.



Le 4 juin, François Hollande inaugure le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem).



Le 9 juin, après avoir sillonné la région, la TransHumance du théâtre du Centaure entre dans Marseille.



Le 31 décembre, avec une "fête surprise", MP2013 se termine en beauté sur le Vieux-Port de Marseille.

Le savon de Marseille a trouvé sa bulle

Le MuSaMa, musée ludique et interactif, ouvrira au printemps prochain à l'angle des rues Fiocca et Barbusse

Se glisser dans la peau d'un maître savonnier. L'expérience sera possible à partir du mois d'avril 2017. L'aventure va voir le jour grâce à la détermination de l'équipe du Conservatoire national du savon de Marseille et de son président Jean-Baptiste Jausaud, également à la tête de La Grande Savonnerie. Le savon de Marseille et son histoire sont plus qu'une passion pour lui, c'est son cheval de bataille pour le développement touristique de la ville.

Depuis trois ans, il réfléchit à la création d'un musée autour de ce

"Je gère une start-up centenaire."

JEAN-BAPTISTE JAUSAUD



Le MuSaMa s'étendra sur 423 m² à l'angle des rues Barbusse et Fiocca (1^{er}).

/ ILLUSTRATIONS RICHARD ET ANNE-CLAUDE CARTA ARCHITECTES

produit phare des Provençaux. "On cherchait un lieu capable de mettre en valeur cette tradition." Et c'est chose faite puisqu'aujourd'hui, il signe le bail du futur MuSaMa (Musée du savon de Marseille)

avec ANF Immobilier, propriétaire d'une partie des locaux commerciaux de la zone de la République. Cette société poursuit une nouvelle stratégie: développer des commerces d'activité et de

loisirs (notre édition du 18 novembre). Une ultime étape avant le début des travaux, car le budget est bouclé et les projets du cabinet d'architecture de Richard et Anne-Claude Carta, fin prêts.

Le MuSaMa s'installera à l'angle des rues Fiocca et Barbusse - entre Desigual et H&M - et devrait ouvrir ses portes en avril 2017. Un emplacement stratégique, en plein centre, devant les arrêts de bus touristiques et à deux pas du musée d'Histoire.

L'objectif est d'attirer les touristes, les scolaires, mais aussi "les néo-Marseillais qui cherchent à s'approprier leur nouveau territoire et les Marseillais qui aiment leur patrimoine. (...) En 1900, sur les 400 000 habitants, 100 000 vivaient directement ou indirectement du savon". Pour donner un accent 100 % local à ce projet, le Conservatoire a fait appel à des dons

en nature pour enrichir les collections.

"Ce musée, dont la vocation est à la fois scientifique et culturelle, ne mettra pas en avant une marque mais le métier de savonnier", précise Jean-Baptiste Jausaud. Bien sûr, la quinzaine de fabriques locales présentes sur le marché aura sa place. "Le savon de Marseille est à la fois un produit connu, au sens populaire, reconnu, pour ses qualités, et méconnu, et on ap-

prendra à distinguer le vrai du faux."

À la conquête du monde

Jean-Baptiste Jausaud envisage le MuSaMa comme une ambassade du savon de Marseille. Début décembre il s'envolera, avec une délégation composée d'élus marseillais, pour le Japon pour promouvoir son projet auprès des voyageurs nippons. Six mois avant son ouverture, le projet fait des émules, puisque sur l'objectif de 40 000 entrées qu'il s'est fixé pour la première année, 6 000 billets ont déjà été vendus à des hôtels et des professionnels du tourisme.

Lætizia GENTILI

Pour faire des dons au Conservatoire: contact@savon-de-Marseille.org



Cyril Beignon d'ANF Immobilier et Jean-Baptiste Jausaud signent aujourd'hui le bail.

/ PH. VALÉRIE VREL

Suivez le guide...

Au moment où le visiteur poussera la porte du numéro 1 de la rue Henri-Fiocca (1^{er}), il sera transporté au cœur d'une savonnerie traditionnelle. Le MuSaMa n'a pas été imaginé comme un "musée statique sur un produit mort mais un lieu bien vivant sur un produit qui séduit toujours les Marseillais". Les nouvelles technologies seront un élément majeur de la muséographie, conçue avec l'historien Patrick Boulanger.

▷ DANS LES LOCAUX D'UNE SAVONNERIE...

Sur 416 m², le visiteur découvrira les conditions de travail des fatiguons (ouvriers), mais aussi visiter les bureaux des maîtres-savonniers. L'histoire de certains d'entre eux sera aussi mise en avant, la famille Charles-Roux par exemple.

▷ DES ANECDOTES SURPRENANTES...

Le MuSaMa sera ponctué d'anecdotes rigolotes. Par exemple, le public pourra prendre connaissance du contenu d'une lettre de licenciement d'un contrôleur



Le billet d'entrée à 12 € comprendra les visites des expositions temporaires et permanente mais aussi la participation à l'atelier de fabrication de savons.

de gestion précisant que l'indemnité devait être versée en francs mais aussi en savon. En regardant de plus près, les plus curieux noteront que cet employé se nommait Fernand Contandin! C'est à la suite de cette mésaventure, qu'il se lancera dans une carrière artistique et deviendra Fernandel. L'occasion aussi d'en apprendre qu'à l'emplacement de la cité Félix-Pyat (3^e) se trouvait la plus grande savonnerie d'Europe.

▷ UNE SALLE DE BAIN DU FUTUR...

Pour le lancement du musée, la première exposition temporaire sera une immersion dans une salle de bain du futur grâce à l'utilisation de lunettes de réalité augmentée.

▷ LES MAINS DANS LE SAVON...

Pour vivre à fond l'expérience, un atelier de fabrication permettra à chacun de fabriquer son propre savon de Marseille et de le ramener à la maison.

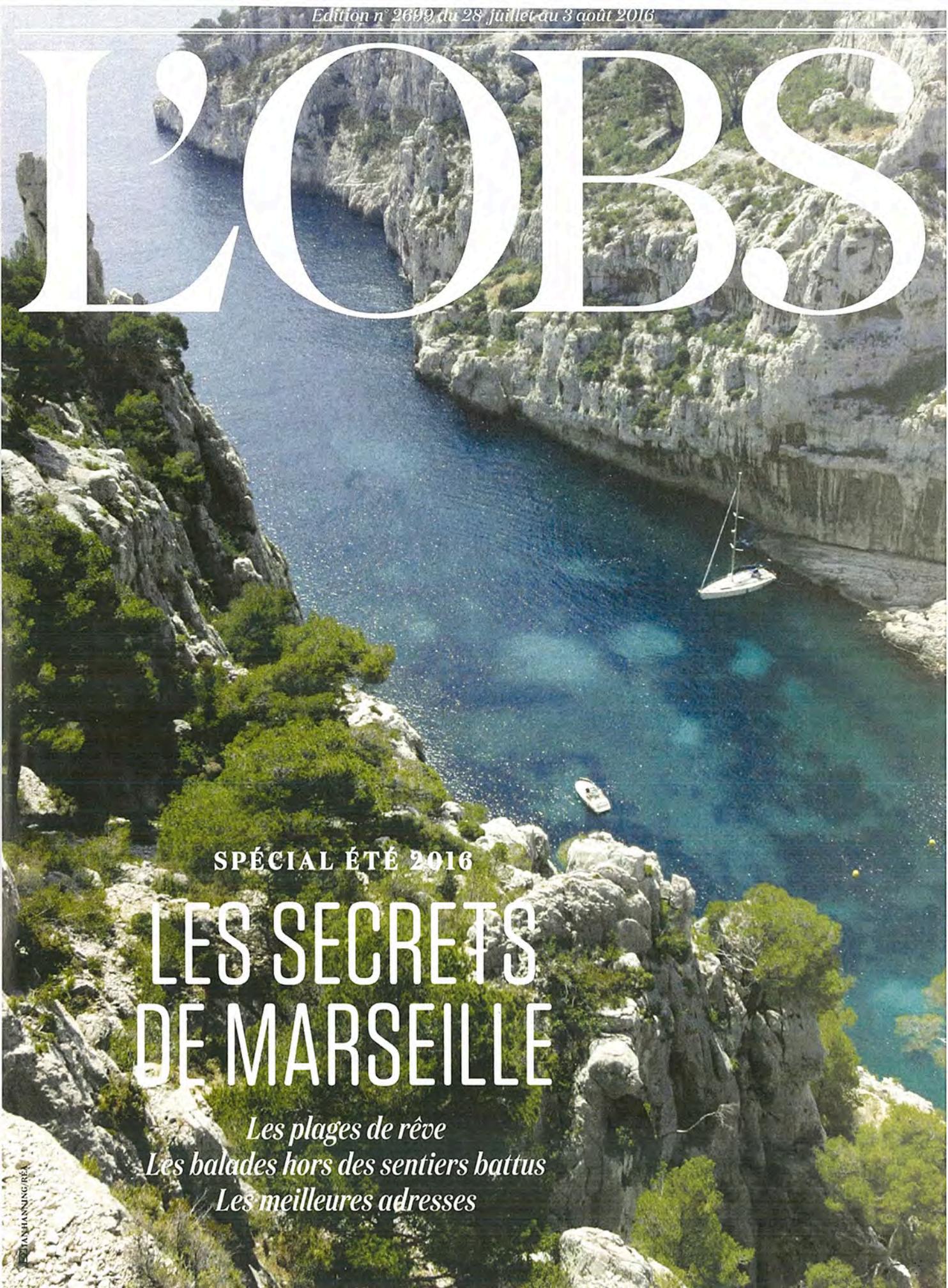
⑧ LES SECRETS DE MARSEILLE

① Dossier L'Obs

Du 28.07.2016 au 03.08.2016

Édition n° 2699 du 28 juillet au 3 août 2016

L'OB



SPÉCIAL ÉTÉ 2016

LES SECRETS DE MARSEILLE

Les plages de rêve
Les balades hors des sentiers battus
Les meilleures adresses

Coucher de soleil
sur le dôme de la
cathédrale La Major.



MARSEILLE

JOUE-LA COMME UN MARSEILLAIS !

*Un été entre la Canebière, les calanques et les lieux de mémoires
cosmopolites... La cité phocéenne est accueillante et vous tend les bras*

✦ DOSSIER RÉALISÉ PAR CLAIRE FLEURY

ET CAROLE FILIU-MOUHALI, NINA HUBINET (COLLECTIF PRESSE PAPIERS)

✦ ILLUSTRATIONS : JEAN JULLIEN

Un après-midi, dans le quartier de la Madrague, deux retraités papotent. « *Et les fils de Camille, tu sais ce qu'ils sont devenus ?* » s'enquiert l'un. « *L'aîné a fait pêcheur, l'autre a fait banquier* », répond sobrement l'autre. Bienvenue à Marseille, deuxième métropole de France, où l'on ne s'étonne de rien, où la mixité n'est pas un vain mot, où le soleil a rendez-vous avec la

ville et les quartiers nord avec le Vieux-Port, où la fac et la mer sont reliées par un sentier (du Domaine universitaire de Luminy à la calanque de Sugiton), où tout est bousculé par la singularité des lieux. « *Marseille est une fatalité*, déclare le peintre Gérard Traquandi, originaire de la ville. *C'est si beau qu'on ne peut pas y échapper.* » Alors toi, vacancier qui a choisi de t'y prélasser, oublie ton mode de vie. Deviens Marseillais, pense Marseillais, vis Marseillais !

L'ITINÉRAIRE DE RÊVE DU BUS 83

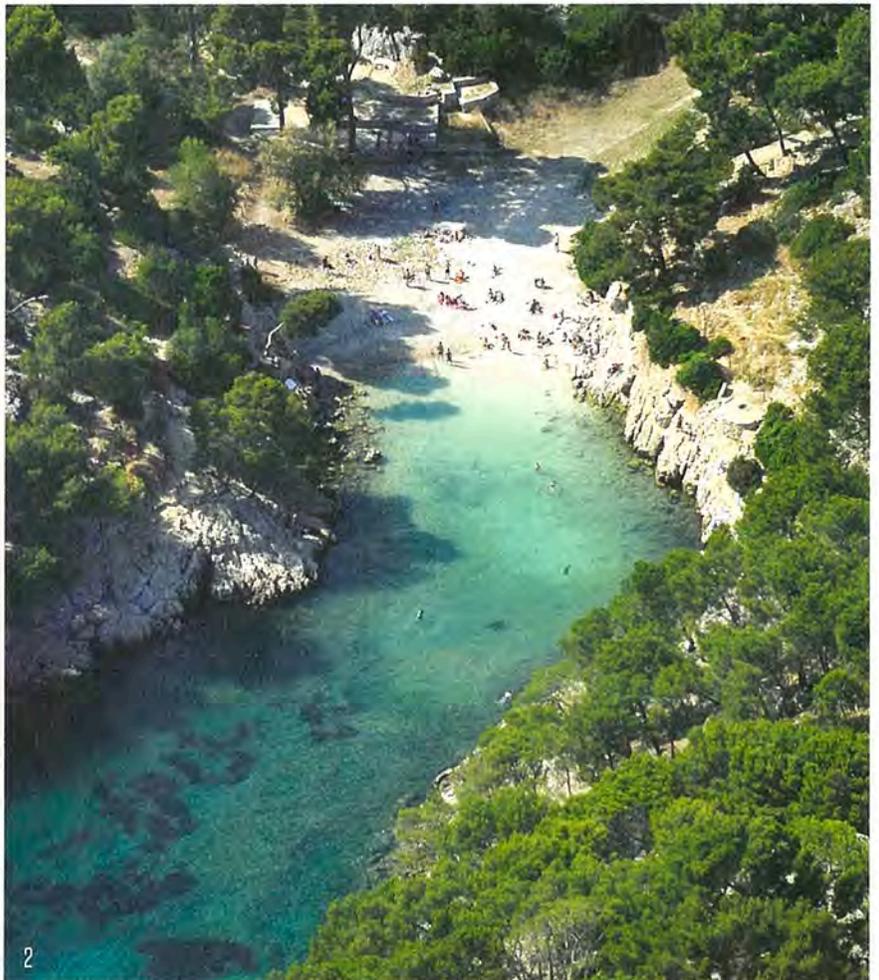
Comme les Marseillais, tu vénères ta voiture. Mais pour éviter les embouteillages, les bordées d'insultes – au volant, l'autochtone se transforme en bête hurlante –, et la pollution générée par ton propre véhicule et celle des autres automobilistes – selon l'« Atlas de la France toxique », de l'association Robin des Bois, Marseille est la ville la plus polluée de France – mieux vaut le garer sagement et privilégier la marche à pied ➡

➤➤ (avec un chapeau sur la tête), les transports en commun ou le vélo.

Le CityPass permet d'utiliser en illimité les lignes de bus, de tramway et de métro, le petit train touristique, le bateau pour la traversée et la visite guidée du château d'If. La carte RTM Transtick (personnelle ou familiale) est aussi très pratique. Si l'on est rétif au collectif, on opte pour les vélos en libre-service à l'une des 22 stations « Le vélo », après s'être abonné sur le site. Mais il faut au moins faire un aller-retour en bus (1,50 euro le ticket à l'unité) pour goûter au privilège de vivre à Marseille : celui d'aller à la plage comme on va au bureau. La plus belle ligne de bus de France, la 83, relie la Canebière au rond-point du Prado. Elle longe le Vieux-Port, attaque le bord de mer par la corniche Audéoud, passe par la plage des Catalans, la corniche Frégier, le vallon des Auffes, la corniche Napoule, la plage du Roucas blanc et celles du Prado. A l'arrêt La plage, on prend le bus 19 jusqu'au terminus, la Madrague-de-Montredon, le dernier port de Marseille et la limite ouest du Parc national des Calanques.

UN PARC NATUREL EN VILLE

Une association qui se dissout parce qu'elle a gagné son combat ? C'est arrivé à Marseille. Après la création du Parc national en avril 2012, « Les portes des Calanques » a tiré sa révérence en novembre 2013, heureuse et soulagée. La lutte pour la préservation de ce site exceptionnel fut rude, et les opposants se sont montrés acharnés. Pas seulement parce que les esprits s'échauffent vite dans le Sud, mais surtout parce qu'il s'agissait de fonder le premier parc national à la fois terrestre, marin et périurbain en Europe. Son territoire n'a rien de commun avec celui des neuf autres parcs nationaux en France. Le cœur terrestre du parc (8 500 hectares) est réparti sur les communes de Marseille, Cassis et La Ciotat (en tout, près de 900 000 habitants) et le cœur marin (43 500 hectares) se trouve à côté du grand port maritime de Marseille (GPMM, les installations portuaires de Marseille à Fos-sur-Mer), premier port français et deuxième de la Méditerranée. Ici, dans la même journée, on peut admirer des espèces protégées et les porte-conteneurs. S'ajoutent à cela l'aire d'adhésion (les communes volon-





tairement engagées aux alentours, soit 2 630 hectares terrestres supplémentaires) et l'aire maritime adjacente (97 800 hectares). Lors de la longue phase de création du parc, les enjeux économiques et fonciers étaient aussi énormes que la peur de voir disparaître un certain art de vivre. Les uns craignaient de ne plus pouvoir pêcher ; les autres, de devoir arracher les plantes non indigènes de leur jardin ! Aujourd'hui, c'est de l'histoire ancienne... pour qui ne comprend pas les sous-entendus. Les locaux qui s'estiment être les vrais Marseillais (chasseurs, pêcheurs, propriétaires de grosses vedettes, etc.) ne perdent jamais une occasion de fustiger la réglementation et les interdits « liberticides » du parc, un inépuisable sujet de conversation !

FOOTBALL ET RELIGION

A Marseille, il y a le ciel, le soleil et la mer. Il y a aussi des espaces verts (jardin botanique à Luminy, de Corbière à l'Estaque, de la Colline Puget, de la Magalone, du Pharo...) et le patrimoine. Mucem, Vieille Charité (voir notre sélection d'exposition), l'âme et le cerveau sont aussi choyés que le reste du corps. Au parc Borély, après la visite du château qui abrite le Musée des Arts

1. Marseille, fondée en 600 av. J.-C. par les Phocéens, est la ville la plus ancienne de France.
2. Depuis sa création, en 2012, le parc national des Calanques reçoit chaque année près de deux millions de visiteurs.

décoratifs et de la Mode, on observe les minots qui imitent Paul Pogba ou Antoine Griezmann. Le football est une religion universelle. Coté culte justement, Marseille est un melting-pot religieux visible grâce à ses édifices. L'église de la Dormition-de-la-Mère-de-Dieu, rue de la Grande-Armée, est la plus ancienne église orthodoxe d'Europe occidentale (1835). Disposant d'une impressionnante collection d'icônes et de très beaux vitraux, elle dépend de l'archevêché de Constantinople, tandis que l'église Notre-Dame-de-Kazan, boulevard Madeleine-Rémusat, est rattachée au patriarcat de Moscou. Les juifs de Marseille peuvent, eux aussi, choisir leur lieu de culte selon leurs origines et leurs affinités, parmi la quarantaine de synagogues que compte la ville. La grande synagogue, 117, rue de Breteuil, dans le 6^e arrondissement, a été fondée en 1865 par les descendants des « Juifs du pape ». Installés depuis cinq siècles dans le Comtat Venaissin (région du

Vaucluse), ils étaient protégés du pouvoir royal par les papes d'Avignon, mais étaient confinés dans les « carrières » (quartiers juifs). Au XIX^e siècle, ils viennent travailler au nouveau port de Marseille et dans l'industrie. Mais l'arrivée des juifs d'Algérie en 1962 lamine l'influence de cette communauté dont la langue, le chouadit (judéo-provençal), n'est plus parlée. On en retrouve les intonations dans la liturgie à la grande synagogue. Derrière l'édifice, se trouvent trois petites « syna » pour les communautés espagnole, constantinoise et ashkénaze. Coté culte musulman, Marseille compte une soixantaine de salles de prières. Mais seule la mosquée El-Islah, au 130, chemin de la Madrague-Ville (15^e), dispose d'une salle de prières pour les femmes. Et malheureusement, aucune ne présente un intérêt patrimonial. La mosquée de l' Arsenal des Galères, dans le parc Valbelle, au 584, avenue du Prado, ne serait que la tour d'une villa de style mauresque et non un ancien lieu de culte bâti par les forçats turcs sur ordre de Louis XIV, comme le raconte la légende. □

📍 Le CityPass (24 euros pour une journée, 16 euros pour les enfants) est disponible à l'office de tourisme, la Canebière, 04-86-09-50-34. Le Vélo, www.levelo-mpm.fr



ON SE BALADE

CINQ ITINÉRAIRES DÉCOUVERTE

*Littérature ou politique, fonds marins ou calanques de rêve...
A chacun sa balade selon son sujet de prédilection*

SUR LA PISTE DES RÉVOLUTIONNAIRES

Anars, communards et révoltés de la terre, vous êtes ici chez vous. En bas de l'escalier de la gare Saint-Charles (1^{er} arrondissement), se trouve le boulevard Dugommier, du nom d'un révolutionnaire guadeloupéen. Louise Michel s'est éteinte en 1905 au numéro 19, à une époque où elle donnait des conférences dans la région. Une petite place lui est dédiée au carrefour des rues des Petites-Maries et de la Fare. Mais pour l'association Mille Bâbords, c'est insuffisant. Alors elle organise chaque année, en janvier, un défilé en sa mémoire. La Lutte enchantée, chorale révolutionnaire de Marseille, rebaptise en chantant la place et la rue Thiers (6^e arrondissement) du nom de l'institutrice anarchiste et féministe. En plein été, on trouve encore quelques plaques modifiées. Retour dans le quartier de la gare. De Dugommier, on bifurque à droite (avec de telles figures historiques, à gauche serait plus légitime !) rue Thubaneau jusqu'au mémorial de la Marseillaise. Au numéro 25, où se trouvait le club des Jacobins, c'est là qu'on entonna pour la première fois à Marseille le « Chant de guerre pour l'Armée du Rhin », rebaptisé un an plus tard « Marseillaise ».

📍 Centre international de Recherche sur l'Anarchisme (Cira), 50, rue Consolat. Ouverture du mardi au jeudi de 15 heures à 18 h 30 et sur rendez-vous au 09-50-51-10-89.

EN PLONGÉE SOUS-MARINE

A Marseille, Cassis et La Ciotat, il est inutile d'être un as de la plongée pour accéder aux merveilles sous-marines. De la plage de Saint-Estève, au Frioul, on peut parcourir le sentier sous-marin dont la visite est libre et gratuite. Il suffit d'être équipé d'un masque, d'un tuba et d'une paire de palmes et de suivre les cinq bouées. Pour celui de la plage de Grande-Mer, à Cassis, la visite payante comprend la fourniture du matériel de plongée et des plaquettes explicatives pour suivre les quatre bouées. Enfin à l'anse du Mugel, à La Ciotat, le parcours est payant et exclusivement animé par un guide de l'association CPIE Côte provençale. A vos masques !

📍 Sentier sous-marin Saint-Estève, Marseille, www.tourisme-marseille.com ; plage de la Grande-Mer, office de tourisme de Cassis, www.ot-cassis.com/mer.html. A partir de 30 euros ; anse du Mugel, www.cpie-coteprovencale.org

SUR LES TRACES DES ÉCRIVAINS

« J'habite rue Neuve-Sainte-Catherine, un appartement avec une vue magnifique sur le Vieux-Port », nous confiait Edmonde Charles-Roux en 2004 pour un dossier spécial Aix-Marseille (n° 2052). La journaliste et écrivaine, longtemps présidente du jury du Prix Goncourt et veuve de l'ancien maire de Marseille Gaston Defferre, s'est éteinte en janvier dernier à l'âge de 95 ans. Elle



aimait passionnément cette ville. D'autres grands écrivains y sont nés, comme Antonin Arthaud en 1896. Son père était capitaine au long cours. Aujourd'hui, on songe au poète en observant les navires de marine marchande depuis les Terrasses du Port, le centre commercial de la Joliette. Si l'on préfère les polars, on flânera dans le Panier ou sur le Vieux-Port, où Jean-Claude Izzo et Philippe Carrese situent souvent leurs intrigues. Sur la Canebière, on imagine le défilé ouvrier décrit



« la Gloire de mon père »). En mai 1981, cinq mois avant sa mort, Albert Cohen confiait au « le Nouvel Observateur » son dernier texte.

📍 « Total Khéops », de Jean-Claude Izzo, Folio policiers. « Le Bal des cagoles », de Philippe Carrese, Fleuves noirs. « Le Livre de ma mère », d'Albert Cohen, Folio. « La Gloire de mon père », de Marcel Pagnol, Éditions de Fallois. Le Centre international de poésie Marseille (CIPM), 2, rue de la Charité, www.cipmarseille.com

EN VADROUILLE DANS LES CALANQUES

Depuis le mois de mai, un fichier audio est disponible sur le site du parc national des Calanques pour nous accompagner dans la visite de la Fontaine de Voire. Des scientifiques, des gestionnaires du parc et des personnalités locales nous font découvrir ce lieu unique. La balade démarre à l'arrêt de bus Sormiou-Roy d'Espagne sur la ligne 23, dans le quartier de la Cayolle. Elle s'adresse à tous les publics, y compris les personnes en situation de handicap visuel ou intellectuel. Le site du parc propose également des idées de balades et de nombreux conseils pour des sorties dans les calanques réussies.

📍 www.calanques-parcnational.fr

LA TOURNÉE DE SUPPORTERS

Marseille est sans conteste le meilleur endroit pour suivre les Jeux Olympiques. Les cafés de la ville de l'OM ont l'habitude de retransmettre les événements sportifs et, après les matchs très « chauds » de l'Euro 2016 que la ville a accueillis, aucune victoire ou défaite ne leur fait peur. C'est donc dans l'un de ses bars qu'il faut suivre les JO avec les Marseillais, ces commentateurs sportifs nés, capables de disserter sur une épreuve de BMX, de rugby à 7 ou de badminton. Et puis Marseille, avec ses plages, sa beauté et ses problèmes, c'est un peu notre Rio ! D'ailleurs, les athlètes de la région sont nombreux en lice. En natation bien sûr, avec, entre autres, Frédéric Bousquet et Camille Lacour, membres du Cercle des nageurs de Marseille, mais aussi en canoë-kayak slalom, en natation synchronisée et en voile.

📍 Café de l'OM, 25, quai des Belges, 04-91-33-80-33.
 Les Danaïdes, 6, square Stalingrad, sur la Canebière, 04-91-62-28-51.
 Le Marengo, 21, rue Saint-Saëns, cours Jean-Ballard, 04-91-33-18-61.
 Le Bar de la Marine, 15, quai de Rive-Neuve, 04-91-54-95-42.



3. La calanque de Morgiou. Dans le parc national, les chemins de randonnée offrent des paysages époustouflants.
 2. A La Ciotat, les 6-10 ans découvrent les fonds marins de l'anse de Mugel avec l'association CPIE L'Atelier bleu.
 3. Jean-Claude Izzo, auteur d'une trilogie marseillaise, situe souvent ses actions sur le Vieux-Port.

par Emile Zola dans « les Mystères de Marseille », un roman-feuilleton historique publié dans « le Messenger de Provence » avant d'être édité en 1867. Au numéro 15 de la place Jean-Jaurès, que les Marseillais appellent « la Plaine », on pense aux destins heurtés des familles d'immigrés. C'est là que vivait très modestement la famille Cohen. Le petit garçon timide aux boucles brunes devint plus tard l'écrivain Albert Cohen. Débarqué à Marseille à l'âge de 5 ans avec sa famille qui fuyait les pogroms

en Grèce, il y vécut jusqu'à l'âge de 19 ans (voir « le Livre de ma mère »). Au lycée Thiers, fréquenté plus tôt par Edmond Rostand (né en 1868 à Marseille dans la rue qui porte son nom), Albert avait un bon copain, Marcel Pagnol, qui habitait dans le quartier (51 puis 52, rue Terrusse). En sortant des cours, les deux gamins devaient faire un bout de chemin ensemble car M. Cohen tenait un magasin d'œufs au numéro 13 tandis que l'oncle Jules et la tante Rose du petit Pagnol habitaient au 30 (voir

Des falaises qui tombent à pic dans le bleu roi de la Méditerranée, la baignade bercée par les cigales, le pastis servi sous la tonnelle du cabanon, et tout cela à une petite demi-heure à peine du Vieux-Port... A ce point de la description, vous pensez qu'on vous vante encore les célèbres calanques. Et bien non ! C'est la direction de Martigues, et non celle de

Cassis, qu'il faut prendre pour découvrir cet autre écrin de beauté au nom tout simple, la Côte Bleue. Car le littoral qui s'étend à l'ouest de Marseille est presque aussi spectaculaire que les calanques. Et ses criques, davantage fréquentées par les Marseillais que par les touristes, sont un peu moins prises d'assaut l'été, et plus faciles d'accès. Vous l'aurez compris : la Côte Bleue est la destination parfaite pour une journée de farniente au bord de l'eau.



ON BULLE

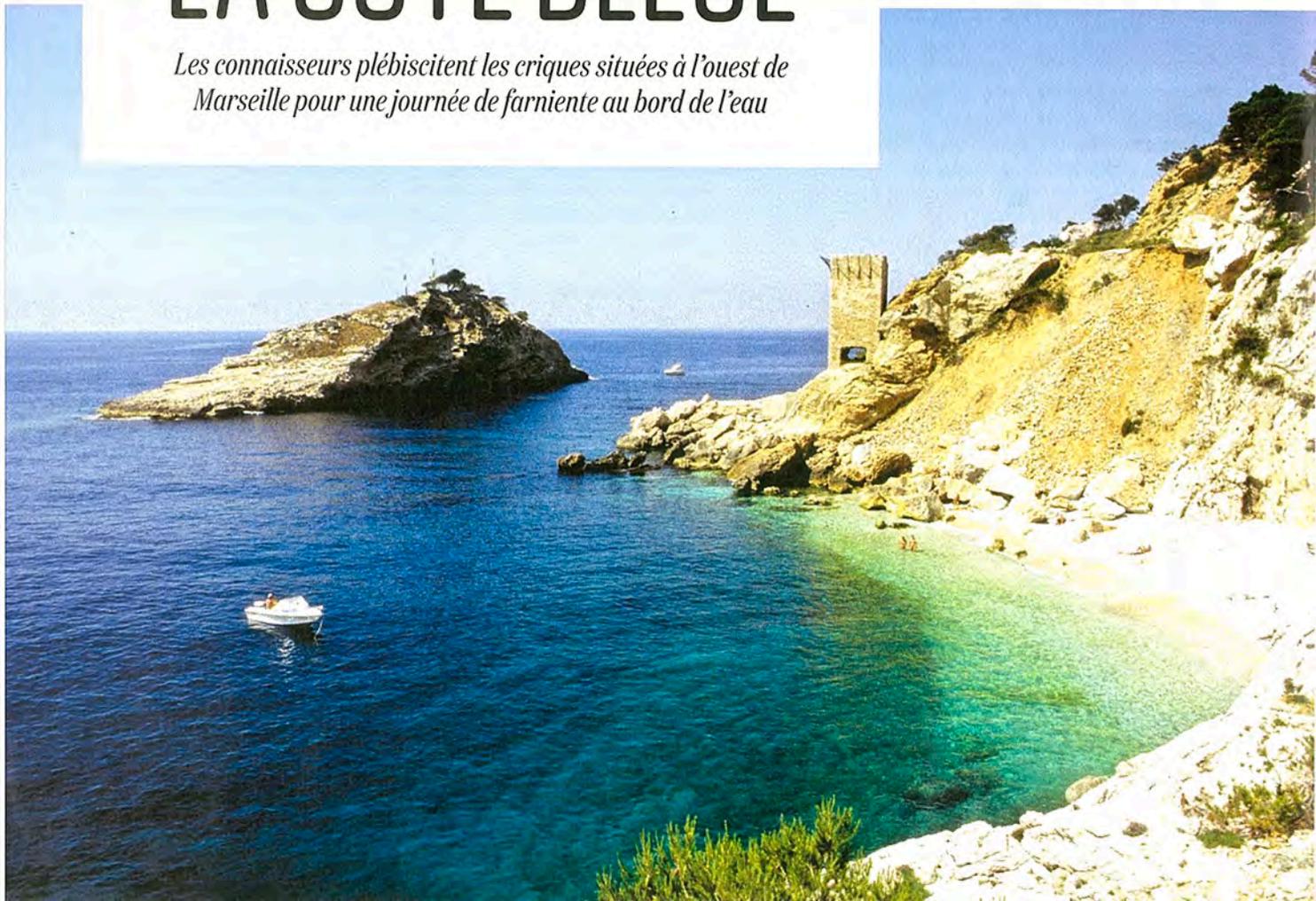
DIRECTION LA CÔTE BLEUE

Les connaisseurs plébiscitent les criques situées à l'ouest de Marseille pour une journée de farniente au bord de l'eau

Alors on prépare son pique-nique, son roman de l'été et son maillot de bain et on met le cap sur... la gare Saint-Charles : deux fois par jour le week-end, à 12h26 et 16h26 (et plus régulièrement en semaine), un TER part vers Miramas et dessert les petits ports de Niolon, Ensues-la-Redonne, Carry-le-Rouet... Il ne vous reste qu'à monter à bord.

ENTRE MER ET COLLINE

Noir, bleu, noir, bleu : les deux couleurs s'impriment alternativement sur vos rétines. Le train, qui semble suspendu au-dessus de l'eau, s'engouffre dans les tunnels creusés dans la roche, puis débouche dans la lumière écrasante, et le bleu de la mer envahit tout. Vous êtes assis dans le TER, et le spectacle est déjà là... Il vous suffit ensuite, après 20 minutes de trajet, de descendre à la première gare de la Côte Bleue, Niolon, puis de marcher jusqu'au petit port. Ce qui vous prendra moins de 10 minutes. Une fois arrivé, on choisit son camp : quai ou rochers ; on installe sa serviette et on savoure la beauté des lieux.





Comme le thermomètre affiche entre 30 et 40 °C, se glisser dans l'eau est déjà un sacré plaisir, aussi rafraîchissant que délassant. Mais, si vous êtes munis d'un masque et d'un tuba, vous pouvez aussi satisfaire votre instinct d'explorateur sous-marin : près des rochers on peut observer des daurades, des girelles aux couleurs vives et peut-être même un poulpe, pour les plus chanceux.

LE SHOW DES SAUTS

A Niolon comme ailleurs le long de la Côte Bleue, l'ambiance est familiale : ces petits ports sont des lieux de villégiature pour de nombreux Marseillais. Et certains jours, des ados transforment la crique en lieu de spectacle. Ils se perchent sur les éperons rocheux à l'entrée du port, puis se jettent dans la mer de plusieurs mètres de haut après une longue hésitation... Et tous les baigneurs deviennent alors un public qui encourage et tremble lorsqu'ils s'élancent, puis applaudit leurs exploits. En arrière-plan, Marseille s'étend nonchalamment dans sa brume urbaine.

Si, comme ces jeunes plongeurs, vous avez une conception plutôt sportive du farniente, vous pouvez aussi vous engager sur le sentier des douaniers, qui relie Niolon à Ensues-la-Redonne*. La randonnée, dont certains passages sont vertigineux, dure en moyenne 3 h 30. Autant dire qu'il vaut mieux avoir le cœur bien accroché et plusieurs litres d'eau dans son sac ! Mais vous serez récompensés par de magnifiques points de vue et des criques – presque – secrètes, de la plage de l'Erevine à celle des Figuières, en passant par Méjean. Comme autant d'étapes pour se rafraîchir et s'émerveiller le long du chemin.

* Le 15 juillet dernier, un incendie a malheureusement brûlé 450 hectares de pinède et de garrigue entre Ensues et Carry-le-Rouet.



1. Entre les ports de Niolon et de Méjean, la crique d'Everine est accessible par le chemin des douaniers.
2. La terrasse de la Cité radieuse devient l'été un lieu d'exposition d'art contemporain.
3. L'association Cinétilt propose des séances de cinéma en plein air sur des places de Marseille.

MARSEILLE CÔTÉ JARDINS

Entre deux baignades, quoi de plus agréable qu'une sieste à l'ombre des arbres, les doigts de pieds chatouillés par les brins d'herbe ? A Marseille, les espaces verts sont plutôt rares mais ils valent le détour. D'abord pour leur calme bienvenu, mais aussi pour découvrir un joli point de vue sur la ville ou un pan de son histoire. Ainsi le jardin du Pharo, dont le palais a été construit par Napoléon III pour l'impératrice Eugénie, offre l'une des plus belles perspectives sur le Vieux-Port et le Mucem. En remontant vers le quartier d'Endoume, on peut aussi parcourir la verdure reposante de la colline Puget. Et si l'on chemine sur la corniche Kennedy, on aurait tort de ne pas passer par le parc Valmer, qui abrite la villa éponyme au style renaissance, et offre un panorama spectaculaire sur la Grande Bleue, des Goudes au Frioul.

LA CITÉ DU « CORBU »

La Cité radieuse vient tout juste d'être inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco. Drôle de destin pour cet immeuble massif conçu par Le Corbusier comme un village vertical, mais que les Marseillais ont d'abord raillé en le surnommant « la maison du fada ». La visite de l'édifice, et éventuellement de l'un des appartements, se double désormais d'un parcours artistique : depuis quatre ans, le MaMo, lieu de création artistique créé par le designer Ora Ito, propose chaque été une exposition éphémère sur le toit-terrasse de la bâtisse. Cette année c'est au tour de l'artiste franco-suisse Felice Varini, dont les lignes jaunes et rouges se lancent dans un corps à corps avec le bâtiment et la vue à 360 degrés sur Marseille.

📍 Centre d'art de la Cité radieuse, 280, boulevard Micheler (8^e), 01-42-46-00-09, <https://mamo.fr>

DES TOILES SOUS LES ÉTOILES

Comment conclure en beauté une journée de farniente ? En regardant un film installé dans une chaise longue, pardi ! L'association Cinétilt pose depuis vingt ans ses écrans sur les places de Marseille, et on ne s'en lasse pas. Cette année on pourra voir par exemple « Hors-jeu » de Jafar Panahi, « Certains l'aiment chaud » de Billy Wilder, « Paprika » de Satoshi Kon... Il y en a pour tous les goûts, des classiques aux films d'animation pour les enfants, en passant par le cinéma indépendant. Rendez-vous donc à la nuit tombée, au cœur du Panier, au fort Saint-Nicolas ou même sur l'île du Frioul pour un moment d'émotion sur grand écran... et sous les étoiles.

📍 Cinétilt, 04-91-91-07-99, www.cinetilt.org

TENTATION PÂTISSÈRE SOUS LES ARBRES

A deux pas des rues commerçantes du centre-ville de Marseille, faites une halte au jardin Montgrand. Devant un hôtel particulier du XIX^e siècle, on s'installe à la fraîche, à l'ombre de grands arbres, pour déguster de délicieuses pâtisseries, petites sculptures de sucre et de couleur. On peut aussi fouiner dans le *concept store* qui présente du mobilier, des bijoux ou des vêtements conçus par de jeunes créateurs. Une pause gourmande qui ponctuera parfaitement une promenade en ville.

📍 Jardin Montgrand, 35, rue Montgrand (6^e), 09-51-28-48-19, www.jardin-montgrand.com



Au Mucem, cet été, exposition Picasso « Un génie sans piédestal ».



ON SE CULTIVE

L'ÉTÉ DES ARTISTES

Marseille regorge de musées à la programmation éclectique. Quand le soleil tape trop fort, rien de tel qu'une bonne exposition !

PICASSO, L'INSPIRATION AU QUOTIDIEN

Nul n'ignore la passion de Picasso (1881-1973) pour la taumachie. Ses peintures sur ce thème sont nombreuses, tout comme les photos où on le voit assister aux corridas qu'il suivait avec passion. Mais on connaît moins ses œuvres de jeunesse, comme l'émouvant « Petit picador jaune » de 1889 (Picasso à 8 ans), sa première huile, ou « la Corrida dans le village » de 1901. Elles sont toutes deux présentées cet été au Mucem dans l'exposition « Un génie sans piédestal. Picasso et les arts et traditions populaires » aux côtés d'œuvres plus connues. Le parcours, finement et sobrement scénographié, met en parallèle des thèmes chers à l'artiste et des objets d'artisanat méditerranéen ou de la vie quotidienne issus des collections du musée.

Selon Bruno Gaudichon et Joséphine Matamoros, commissaires de l'exposition⁽¹⁾, « dans [son] œuvre (...), notamment dans les compositions de jeunesse, l'environnement quotidien s'impose comme un thème essentiel ». Les ex-voto

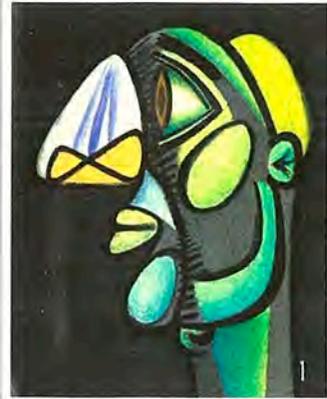
populaires nourrissent autant son imaginaire que les œuvres des grands maîtres espagnols, comme Velázquez, Goya ou El Greco. Fils d'un professeur de peinture qui l'encourage dès l'enfance, il intègre en 1896 la Llotja, l'école d'art appliqué de Barcelone et l'année suivante l'Académie royale des Beaux-Arts de San Fernando à Madrid. Mais très vite il abandonne les cours, retourne à Barcelone, puis part vivre à la campagne, dans le village de son ami Manuel Pallarès, ou il côtoie les paysans. Dans les musées (au Louvre, à partir de 1900, lors de son premier séjour à Paris), dans les cabarets, avec ses amis artistes et auprès des artisans, à la ville et à la campagne, Picasso absorbe sans hiérarchie toutes les formes d'expression. La guitare, instrument central de la musique espagnole, est l'un de ses motifs fétiches. Des exemplaires anciens sont exposés dans les vitrines du Mucem en face de peintures du maître. Mais si Picasso revenait souvent aux mêmes thèmes populaires, il les

interpréterait différemment selon les époques. En somme, ils étaient les supports de sa créativité. Ainsi, l'arlequin sera cubiste en 1915 et néo-classique en 1924 (portrait de son fils Paul).

L'exposition met aussi en lumière la sublimation du réel dont était capable l'artiste. Picasso prend un objet et le détourne en œuvre d'art. Avec un guidon et une selle de vélo, il crée une tête de taureau. Il pique à son fils Claude deux petites voitures pour faire une tête de guénon. Mais ce sont les pièces de poterie qu'il a sans doute le plus travaillées et réinterprétées, notamment à partir des années 1950 dans l'atelier Madoura de Suzanne Ramié à Vallauris. Il peint des pignates, marmites en terre cuite typiquement provençales, transforme des tomettes en hibou et des poêlons à châtaigne en têtes.

(1) In « Picasso et les arts et traditions populaires », Mucem Gallimard, 35 euros.

📍 « Un génie sans piédestal », jusqu'au 29 août, au Mucem, 7, promenade Robert-Laffont, Marseille, www.mucem.org



HANS HARTUNG, PEINTRE ET LÉGIONNAIRE

En attendant une grande rétrospective à Paris de l'œuvre de Hans Hartung (1904-1989), Aubagne propose deux petites expositions formidables. La première au Musée de Légion étrangère, la seconde dans la très belle chapelle désacralisée des Pénitents noirs.

Figure majeure de l'abstraction lyrique, Hartung s'est engagé deux fois dans la Légion, en 1939 et en 1944. Pour ce peintre allemand, installé en France en 1936, qui pratiquait selon les nazis un « art dégénéré », il n'y avait pas d'autre choix. La Légion étrangère était alors le centre de réfugiés politiques le plus important d'Europe. Brancardier, il est blessé fin novembre 1944 à la jambe droite en portant secours à un camarade. Il doit être amputé. « *Les quarante-cinq années qui ont suivi sa blessure ont été évidemment marquées par elle. S'il ne la cachait pas, il ne la dramatisait pas non plus* », note Fabrice Hergott⁽¹⁾, directeur du Musée d'Art

1. Sans titre, Hans Hartung, 1940.
2. « Femme », Pablo Picasso, 1949.
3. Masque Sibondel Baga, peuple de Guinée-Conakry.
4. « Tempête », Joseph Vernet, Musée des Beaux-Arts.

moderne de la Ville de Paris, et commissaire des expositions. L'inventeur de la peinture gestuelle voit sa manière très physique de travailler remise en question par le handicap. Il adapte son matériel et sa pratique, comme on peut le voir à la Fondation Hartung Bergman, à Antibes, qui a pris place dans la demeure où l'artiste vécut avec sa femme, Anna-Eva Bergman. A Aubagne, des œuvres méconnues réalisées pendant la Seconde Guerre mondiale sont présentées au Musée de la Légion et de grandes peintures, réalisées à la fin de sa vie, aux Pénitents noirs. Dans la première exposition, on retrouve des dessins et peintures abstraits qui s'inscrivent dans ses recherches formelles d'avant-guerre. Le geste est dynamique et précis. On

découvre des œuvres figuratives d'Hartung. Ses « Têtes » sont des portraits, de profil, d'anonymes, marqués par l'effroi, qui rappellent le style de Picasso. Dans la seconde exposition, les grands formats abstraits explosent de couleurs et de vitalité.

(1) In « *Beau geste, Hans Hartung, peintre et légionnaire* », Gallimard, Fondation Hartung-Bergman, 29 euros.

📍 « Hans Hartung, peintre et Légionnaire », jusqu'au 28 août au Musée de la Légion étrangère, chemin de la Thuillière, Aubagne, 04-42-18-12-41, et au Centre d'art les Pénitents Noirs, les aires Saint-Michel, 04-42-18-17-26.

LES BAGAS, MAGICIENS DE LA SCULPTURE

Le masque-serpent Bansonyi se dresse devant nous comme s'il allait nous attaquer ou nous hypnotiser. Faite d'une seule longue pièce de bois, décorée de losanges gravés et peints, la sculpture était autrefois exhibée dans les cérémonies d'initiation. Elle n'a rien perdu de sa puissance évocatrice et témoigne du génie artistique des Bagas, peuple de Guinée-Conakry dont les coutumes et croyances ont en partie disparu durant la colonisation puis sous la politique marxiste instaurée à l'indépendance du pays en 1958. Les autres objets – masques, tabourets, tambours, statuettes... – présentés dans la chapelle de la Vieille Charité sont très impressionnants. Le masque d'épaules *nimba*, qui ressemble à la fois à une tête de femme et d'oiseau, fascina et inspira nombre d'artistes du tout début du xx^e siècle.

📍 « Baga, art de Guinée », au Musée des Arts africains, océaniques, amérindiens, centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, Marseille, 04-91-14-58-80, www.vieille-charite-marseille.com

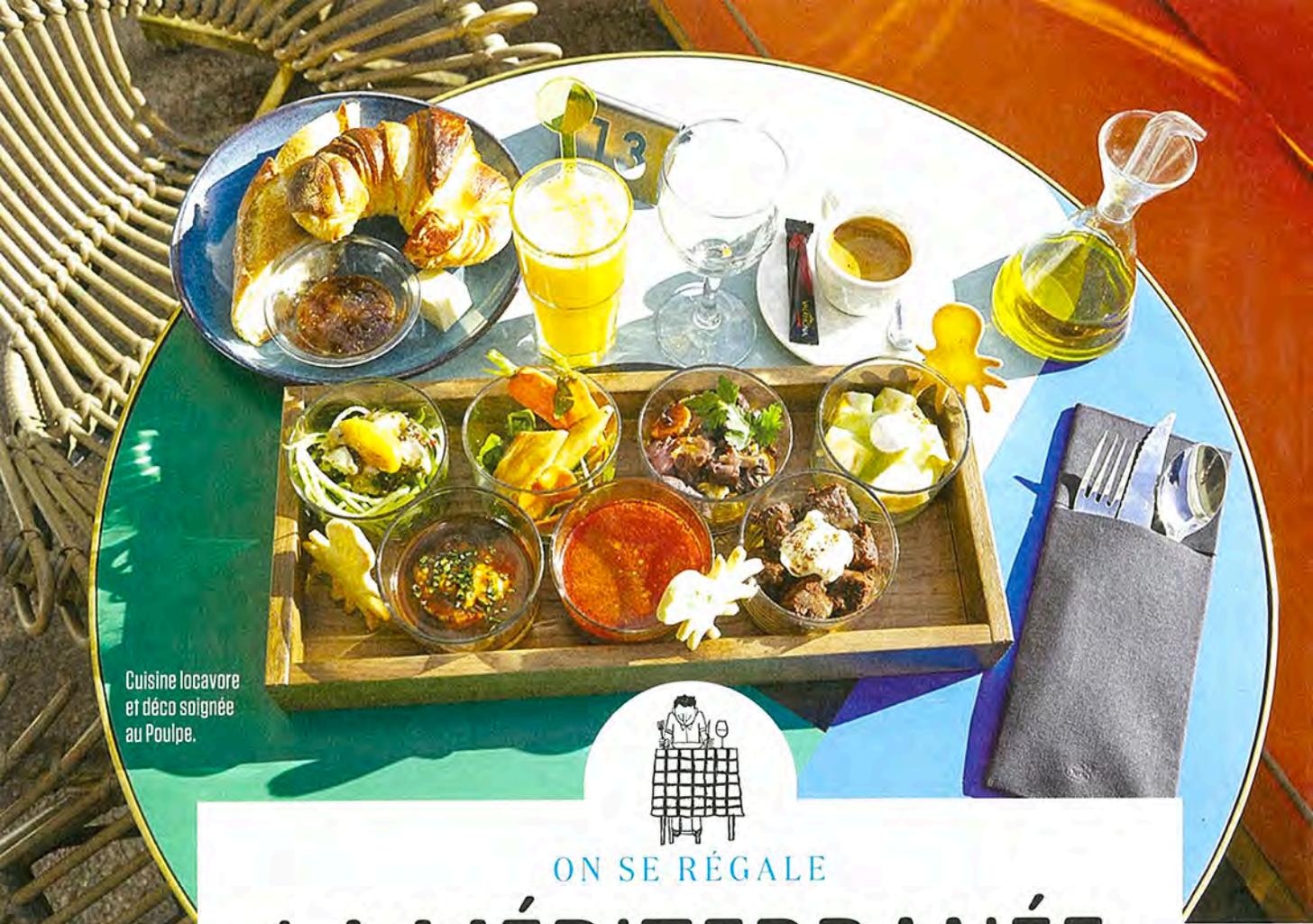
Et aussi...

« **Marseille au xviii^e siècle, les années de l'Académie de peinture et de sculpture**

1753-1793 », Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 16 octobre, Palais Longchamp, 04-91-14-59-30, www.culture.marseille.fr

« **Mémoire à la mer, plongée au cœur de l'archéologie sous-marine** », jusqu'au 28 mai 2017,

Musée d'Histoire de Marseille, 2, rue Henri-Barbusse, 04-91-55-36-00, www.musee-histoire-marseille-voie-historique.fr



Cuisine locavore
et déco soignée
au Poulpe.



ON SE RÉGALE

LA MÉDITERRANÉE DANS L'ASSIETTE

*L'histoire a doté Marseille d'une authentique tradition culinaire,
gouteuse, saine et idéale pour la saison chaude. A table, peuchère !*

A base de tomate, d'ail, d'huile d'olive et de poisson, la cuisine provençale est la cousine du régime crétois, le must selon les nutritionnistes. Au restaurant, au fast-food (mais oui !), à la maison ou en pique-nique, à Marseille, on se régale tout en préservant sa santé à coup de rata-touille, marinade, soupe froide, tian, sorbet... L'Organisation mondiale de la santé préconise de réduire les graisses saturées et les acides gras trans (beurre, crème, charcuterie, pâtisserie industrielle...), de manger des fruits, des

légumes et des légumineuses (lentilles, pois chiches...). Pile ce dont on raffole en vacances ! La tomate (crue, cuite et même dans le ketchup), le poivron rouge et la pastèque sont riches en licopène, un puissant antioxydant, et l'abricot en provitamine A (contre le vieillissement cellulaire). Ce fruit facile à digérer (c'est l'un des premiers que l'on donne aux bébés) est un régal cru, cuit sur une tarte ou en compote bien froide avec une feuille de menthe. Privilégiez ces trois variétés françaises : orangé de Provence, bergarouge et Bergeron. Limitez les sorbets industriels et foncez

chez les glaciers maison. Remplacez les sodas par de l'eau gazeuse aromatisée (c'est moins sucré), les bonbons par des fruits secs découpés en dé et revenez au bon vieux sirop ou à l'Antésite (gouttes de réglisse). Allongez votre rosé d'un trait d'eau gazeuse glacé et de jus de citron (le côté pétillant du Spritz, l'alcool et le sucre en moins), redécouvrez le cidre frais, désaltérant et peu alcoolisé, et exigez toujours un verre d'eau. Limitez le sel, préférez les câpres et les herbes aromatiques, et remplacez la mayonnaise par de la ricotta ou de la brousse au basilic. Et abusez des sar-

dines et des maquereaux, ultra-riches en oméga 3 et pauvres en métaux lourds (contrairement au saumon par exemple). Bénéfice secondaire : ces petits poissons bon marché sont pêchés dans la région !

LA CANTINE

Derrière le quai de la Rive-Neuve, côté fort Saint-Nicolas, ce restaurant vaut mieux que son nom. Il propose une cuisine méditerranéenne (Provence, Italie, Corse, Espagne) savoureuse et originale. En entrée, le carpaccio de poulpe est délicieux et la côte de porc-purée de haute tenue. On sent l'amour du métier de l'équipe en salle et aux fourneaux. Plat du jour 20 euros environ.

📍 27, cours d'Estienne-d'Orves, Marseille, 04-91-33-37-08, www.la-cantine-de-marseille.com

LA GROTTTE

Dans la salle de l'unique restaurant de la calanque de Callelongue, la déco rococo est pour le moins inattendue. Le rapport qualité-prix de la bouille du pêcheur (une bouillabaisse rascasse-rouget à 24 euros) et du poisson du jour (loup, sar, pagre...) l'est tout autant. C'est ultra-frais et très bien préparé. En revanche, on peut zapper les desserts, très décevants. Belle terrasse ombragée dans le patio.

📍 1, avenue des Pebrons, calanque de Callelongue, Marseille, 04-91-73-17-79.

LE GRAIN DE SEL

Des produits bio travaillés par de jeunes cuisiniers talentueux et motivés, des plats traditionnels revisités, comme la daube provençale de poulpe aux gnocchis, Le Grain de sel est l'un des meilleurs néo-bistrot de Marseille. Les desserts (mousse au chocolat au thé népalais ou pavlova aux fraises) sont à tomber. Prix moyen à la carte 25 euros le midi, 40 euros le soir.

📍 39, rue de la Paix-Marcel-Paul, 04-91-54-47-30.

LE POULPE

Cuisine locavore (les produits viennent tous d'un rayon de moins de 250 kilomètres) et déco design, Le Poulpe est un hommage au génie marseillais, ses traditions culinaires (encornets grillés, salade de calamars...) et sa capacité à se réinventer. Prix moyen 25 euros à midi, 40 euros le soir.

📍 84, quai du Port, 04-95-09-15-91, Marseille, www.lepoulpe-marseille.com



1. Le choix est vaste au Glacier du roi !
2. Sardines et moules sont à l'honneur aux Sardinades.

LE GREEN BEAR COFFEE

Menu bio et végétarien et serveuse à piercing... A ses trois adresses, le Green Bear Coffee propose des plats de restauration rapide à emporter ou à consommer sur place (sandwich, salades, soupes froides, plat du jour), comme un crumble de légumes le samedi (7,40 euros) ou le gâteau au citron (3 euros). Belle sélection de thés. Mais, désolée, nous n'avons pas eu le courage de tester le rooibos nature non fermenté (2,90 euros) ni le kombucha lökki carotte-gingembre (4 euros).

📍 17, rue Glandevès, 123, boulevard de la Canebière et 22, boulevard Paul-Peytral, Marseille, www.greenbearcoffee.com

L'IDÉAL

Au milieu des bouis-bouis et des épiceries orientales de la rue d'Aubagne, dans le quartier de Noailles, cette épicerie raffinée ouverte au printemps dernier propose une belle sélection de produits méditerranéens (thon tunisien, citron de Menton...) et des plats du jour, salades, sandwichs et pâtisseries à déguster autour de la grande table d'hôte dans le magasin très joliment décoré ou autour des petites tables de la terrasse. Le sandwich pastrami de veau, coleslaw, mayonnaise aux herbes (7,50 euros) et la pannacotta au lait de bufflone (2,50 euros) sont très bons.

📍 11, rue d'Aubagne, Marseille, 09-80-39-99-41.

LES SARDINADES

La sardine fait l'objet d'un vrai culte à Martigues. Depuis 1985, tous les jours de l'été, de 18 heures à 23 heures, sur l'esplanade de la place des Aires, des commerçants locaux proposent ce petit poisson grillé (3,5 euros les six), à l'esca-bèche (4 euros) ou en beignet (4 euros les quatre) ainsi que beaucoup d'autres spécialités. Animations musicales tous les mardis et jeudis.

📍 Place des Aires, Martigues, www.sardinades.com

LA MAISON DE LA GLACE

Ce glacier régale les Marseillais depuis 1947 et propose aujourd'hui 24 parfums de glace et 8 de sorbets, que l'on peut déguster sans supplément en terrasse sur la « rue de la Ré ». 4 euros le pot de deux parfums. Mention spéciale pour les sorbets limoncello et fraise.

📍 19, rue de la République, Marseille.

LE GLACIER DU ROI

A cette adresse, les glaces et sorbets sont si bons qu'on en deviendrait presque royaliste ! Le problème, c'est le choix, très, très vaste. On n'a pas tout goûté, mais la glace à la navette, parfumée à la fleur d'oranger, est à perdre la tête. Un parfum à 2,80 euros, deux à 3,80 euros ou trois à 4,80 euros, à emporter.

📍 4, place de Lenche, Marseille, 04-91-91-01-16.

LE PÊCHÉ GLACÉ

Les gourmands de La Ciotat confessent vénérer cette adresse plus que toute autre. Magnums maison, glaces caramel beurre salé ou vegan au lait de coco, sorbets plein fruit... on peut pêcher deux fois, à la boutique et auprès du camion. Alleluia. 2,80 euros le parfum.

📍 9, quai François-Mitterrand et esplanade Langlois, la Ciotat.

Et aussi :

Albertine, le nouveau restaurant de Gérald Passadat,

les Docks, 10, place de la Joliette, 04-91-90-01-69, www.passadat.fr

Le Malthazar, 19, rue Fortia,

04-91-33-42-46, www.malthazar.com

Chez Jeannot (pizzeria),

129, rue du Vallon-des-Auffes, 04-91-52-11-28,

www.pizzeriachezjeannot.com

Le petit Saint-Louis,

2, rue des Récolettes, 04-91-06-54-38.



ON SORT

MARSEILLE BY NIGHT

*Méditerranéenne, la cité phocéenne vit surtout le soir et la nuit.
Voici nos suggestions pour jouir de sa convivialité sous les étoiles*

Au soleil, le thermomètre s'affole et affiche un brûlant 38 °C. Il est 14 heures, la lumière est impitoyable. Les Marseillais ont déserté les rues pour s'abandonner à une sieste bien méritée. Tous vous conseilleront de ne pointer votre nez à l'extérieur qu'aux alentours de 19 heures, et vous auriez tort de ne pas les croire.

Une fois sorti du lit ou du hamac, que la température s'est adoucie, direction le Vieux-Port à l'angle du quai du Port et du quai des Belges. Là, au milieu de vieux gréments en bois, un groupe de 250 chanceux dont vous faites partie attend pour embarquer sur *l'Ilienne*. C'est l'heure de l'apéro, et autant le prendre sur un bateau, longer la ville sur l'eau et admirer le coucher de soleil depuis la mer. Le collectif Borderline organise chaque été les Apéros du bateau. Au programme, des DJ set dif-

férents à chaque sortie, un chef qui prépare des tapas ou de la *finger food*, des cocktails et deux *dance-floor* pour se déhancher sur les flots. Attention, ces apéros n'ont lieu que le dimanche soir et mieux vaut réserver sur le site du collectif pour être sûr d'embarquer.

Si le mal de mer menace, on peut garder les pieds sur terre au 20 000 Lieues. Ce pub mythique, ancré sur le port de pêcheurs des Goudes, juste avant les calanques, propose de siroter des bières sur sa terrasse à quelques mètres de l'eau et des rochers. A l'intérieur, on se croirait dans un navire : du bois partout, des fenêtres en forme de hublot et de fauteuils confortables en velours. On peut y grignoter des pizzas et des hamburgers ou jouer au billard.

D'humeur plus festive, on quitte ce lieu chaleureux pour suivre la corniche le long du bord de mer et de l'eau scintillante. Direction le Petit Pavillon, une institution marseillaise de la fête. Sa ter-

rasse couverte qui surplombe les vagues est l'un des plus beaux spots de la ville pour voir la lune se lever. En contrebas, sa promenade en bois accueille les estivants pour un apéro de 18 heures à 22 heures le week-end. Le vendredi, la crème des DJ de la ville y organise les Bons baisers de Marseille, une fiesta digne de ce nom qui se poursuit en after à partir de minuit, pour les plus téméraires, à la Dame Noir Dancing, sur le Vieux Port.

Marseille s'est offert depuis quelques années des *rooftops* à la hauteur de sa géographie toute en dénivelés au cœur d'une baie somptueuse. En arrivant dans la ville par l'autoroute, impossible de rater les fameuses Terrasses du Port. Le toit de 1 200 m² de centre commercial se transforme la nuit en *dance-floor* idéal. Ouvert du mercredi au samedi, il accueille des DJ nationaux et internationaux lors de soirées thématiques. Le dimanche, les Jardins suspendus y



donnent rendez-vous aux amateurs de deep house underground. Danser sur un espace ouvert à 360° sur la ville ou se lover sur des canapés et des hamacs, à vous de choisir.

Ambiance nettement plus bohème sur le toit-terrasse de la Friche de la Belle de Mai, pas loin de la gare Saint-Charles. L'espace de 8 000 mètres carrés offre un point de vue incomparable sur la ville et accueille tout l'été concerts, DJ set et cinéma en plein air, pour le plaisir de tous, petits et grands. Une terrasse hors-norme que les Marseillais se sont appropriée et qui n'attend plus que vous.

Les Apéros du bateau, www.borderliner.fr/page/les-aperos-du-bateau.htm
20 000 Lieues, 12, bd Alexandre-Delabre (8^e), 04-91-25-05-24, www.20000lieues.fr
Le Petit Pavillon, 54, corniche Kennedy, (7^e), 04-91-31-00-38, www.lepetitpavillon.com/
Dame Noir Dancing, 27, quai de Rive-Neuve.
Terrasses du Port, 9, quai du Lazaret (2^e)
Friche de la Belle de Mai, 41, rue Jobin (3^e), 04-95-04-95-95, www.lafriche.org

INCONTOURNABLE PLAINE

La Plaine, ou plutôt la place Jean-Jaurès, le cours Julien et les rues alentour, est LE quartier artiste-bohème où l'on sort à Marseille. Les petits restaurants rivalisent avec les bars et les scènes de rock et de jazz. Impossible de rater la devanture du WAAW imaginée par M. Chat. Ce « Haut-parleur culturel », tel qu'il se définit lui-même, est un bistrot gourmand qui se révèle le lieu idéal pour se tenir au courant de l'actualité culturelle de la ville.

A quelques mètres de là, le Funiculaire privilégie les vins de petits producteurs régionaux et les produits locaux. Sa librairie offre un large choix d'ouvrages, et le lieu accueille régulière-

1. Ambiance bohème à la Friche de la Belle de Mai.
2. Le rooftop au sommet des Terrasses du Port.
3. Le Petit Pavillon, une institution pour faire la fête.

ment des concerts de jazz, flamenco ou musique latino dans un cadre intime. A ne pas rater.

WAAW, 17, rue Pastoret (6^e), 04-91-42-16-33, www.waaw.fr ; Le Funiculaire, 17, rue André-Poggioli, 04-91-37-77-98.

LE RÉVEIL D'ENDOUME

Jusqu'ici fréquenté par la bonne société marseillaise et peu animé, le quartier d'Endoume s'est réveillé ces dernières années. Le Duke est un bar à l'ambiance rock où on vient boire un mojito sur des tables de bistrot à l'ancienne, et écouter la sélection de labels marseillais comme Lollipop.

Le Café de l'Abbaye, tout près de l'abbaye de Saint-Victor, se fréquente pour sa vue saisissante sur le Vieux-Port, des forts Saint-Jean et Saint-Nicolas à l'Hôtel-Dieu. Une simple pression - accompagnée de savoureuses panisses - n'a plus du tout le même goût au moment du coucher du soleil.

Le Duke, 59 rue d'Endoume (7^e), 04-91-90-74-21.
Café de l'Abbaye, 3, rue d'Endoume, 04-91-33-44-67.

LE VIEUX-PORT, UNE VALEUR SÛRE

Après des années de travaux, le Vieux-Port a rouvert aux piétons. Si l'on se doit d'éviter les restaurants attrape-touristes, quelques troquets méritent de s'y attarder. C'est le cas de La Caravelle où les plus chanceux pourront s'attabler sur le balcon et profiter de la vue imprenable sur les quais et la Bonne-Mère. Les mélomanes y écouteront du jazz, le lieu accueillant des concerts deux fois par semaine. De l'autre côté du port, sur le cours d'Estienne d'Orves, les ter-

rases du Pointu et du Bar de l'horloge, toujours bien remplies, vous garantiront un parfait début de soirée.

La Caravelle, 34, quai du Port (2^e), 04-91-90-36-64, www.lacaravelle-marseille.com

MAZARGUES, LOIN DES YEUX, PRÈS DU CŒUR

Eloigné du tumulte urbain, le quartier de Mazargues offre quelques perles à ceux qui veulent bien quitter le centre-ville. Vous pourrez vous attarder dans le jardin du Cabanon, protégé par des arbres, vous allonger dans un transat ou vous déhancher jusqu'au bout de la nuit.

Le Turf, ancienne brasserie de quartier, est toujours fréquenté par les habitués en journée. Il se transforme le soir en bar lounge : au rez-de-chaussée, un restaurant et au premier étage et terrasse, un DJ qui vous fera guincher.

Le Cabanon, 1, avenue de Tourville (8^e), 06-09-75-19-91. Le Turf, 412, avenue de Mazargues (8^e), 04-91-77-93-26.

LE RENOUVEAU DE LONGCHAMP

Transformé par la piétonisation et l'arrivée du tramway, le boulevard Longchamp est devenu le terrain de jeu des trentenaires du centre-ville. Il n'est pas rare de voir un groupe de noctambules, un verre à la main, devant Le Longchamp Palace. Les places sont chères dans ce bar branché où une cour intérieure fleurie vous accueille agréablement pour déjeuner ou dîner.

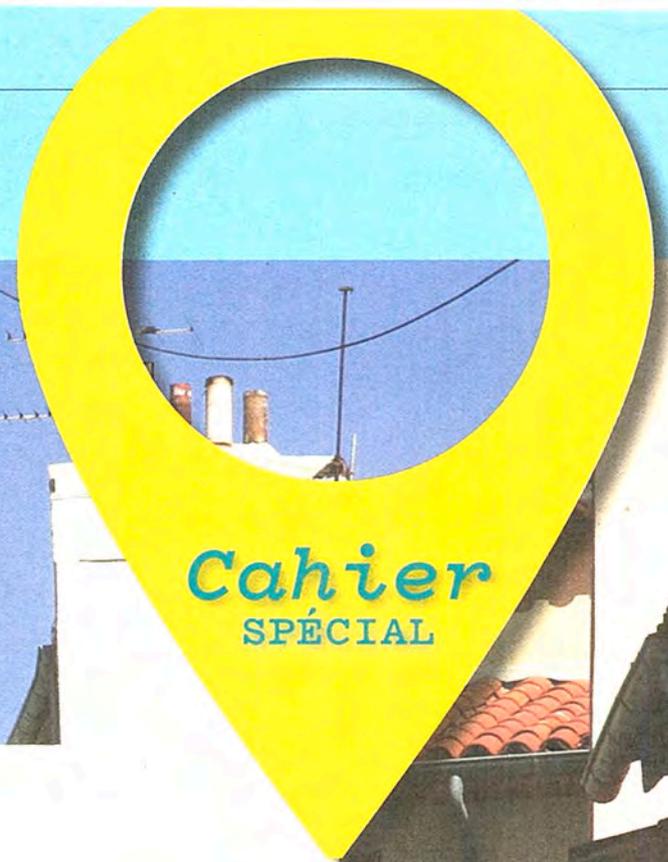
En remontant vers le parc Longchamp, la cave à bières La Cane Bière est l'antre des amateurs de mousse. On peut y découvrir plus d'une centaine de bières, des blanches aux brunes, venues entre autres de Tchèque ou des États-Unis.

Le Longchamp Palace, 22, bd Longchamp (1^{er}), 04-91-50-76-13.
La Cane Bière, 32, bd Philippon (4^e), 06-17-73-49-82.

9 LES MARSEILLAIS VUS PAR LA PRESSE ÉTRANGÈRE

1 Dossier Courrier International

Du 22.09.2016 au 28.09.2016



Cahier
SPÉCIAL

Les jeunes passent le message ... II
Avec l'OM, une grande
histoire d'amour..... IV
Ici, le terrorisme
ne prend pas VI
Un vrai décor de polar VIII

2^e Arr^t
RUE
DES MAUVETIS

Les Marseillais

vus par la presse étrangère

En partenariat
avec



Les jeunes passent le message

À peine arrivé dans la cité phocéenne, ce journaliste sénégalais est surpris par les nombreuses inscriptions sur les murs de la ville. Mais ce qu'il prenait pour de l'incivilité se révèle être un art, avec ses codes.

—Le Quotidien (extraits) Dakar

En sortant de la gare Saint-Charles, on est surpris par la beauté du paysage, mais, ce qui frappe surtout, ce sont les façades dépourvues des immeubles. Arrivé par train, on est obligé de descendre le grand escalier de la gare qui domine la ville. Là, on découvre une population diverse. Ça bouge dans tous les sens. Hommes, femmes, enfants, Blancs, Noirs, Asiatiques... Il y a de tout.

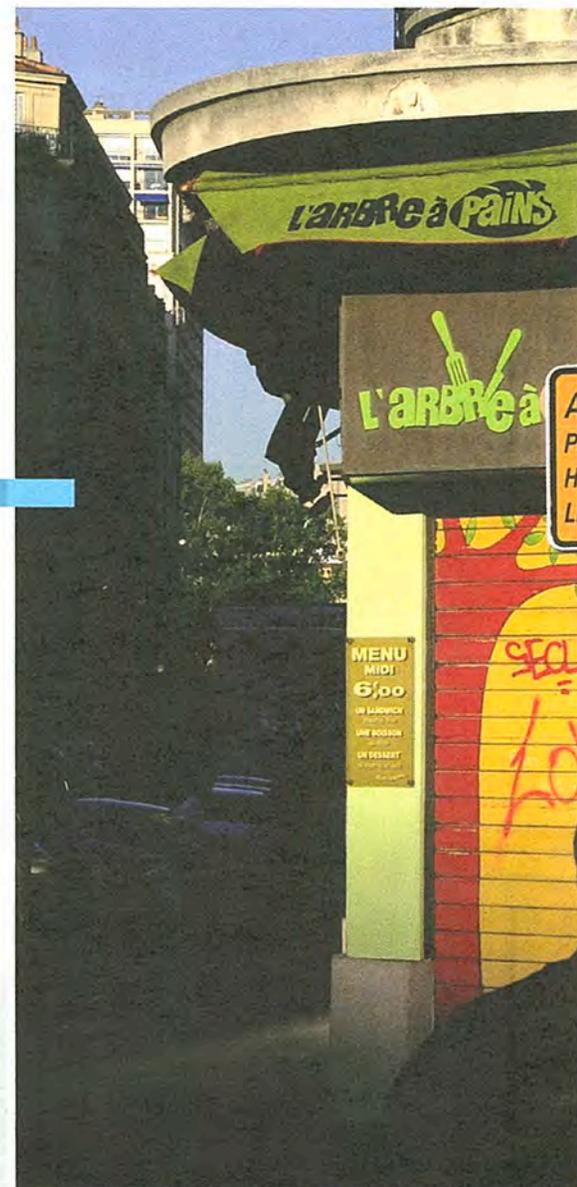
Un groupe de jeunes Sénégalais nous accueille avec "Bienvenue à Marseille l'africaine !" Puis c'est parti pour trente bonnes minutes de découverte de la ville à pied. Ici, on marche pour ne pas perdre de temps. D'autant plus qu'il y a des problèmes sur les lignes de transport en cette période [juillet 2016, pendant l'Euro de football]. Les ruelles, qui se coupent et s'entrecroisent, sont bordées de vieilles bâtisses roussies par le soleil. La ville semble splendide. Mais il suffit d'aller un peu plus loin dans les quartiers et l'on est soit conquis, soit dégoûté par le spectacle de tags et de graffitis sur les façades de toutes les maisons, des entreprises et des lieux publics. Des dessins muraux qui frisent l'incivisme.

En réalité, Marseille est une ville de graffitis. On ne fait pas 100 mètres sans apercevoir de grosses signatures murales qui ressemblent parfois à des codes de gangs. À première vue, cela fait peur ou, tout au moins, cela interpelle.

Alors, lorsque le lendemain on décide de mieux s'intéresser à la particularité artistique de cette ville qui offre une place assez importante aux graffitis, on est surpris par la réponse de Victor Faye, de l'association Africa fête. "Contrairement à ce que vous pensez, la ville cherche depuis quelque temps à nettoyer ces graffitis. Tout est mis en œuvre pour rendre la ville propre, la municipalité a confié l'effacement des tags et des graffis à une société. Mais aussitôt que l'on nettoie un mur, les gens refont d'autres dessins...", explique-t-il, soulignant que "c'est un vrai problème d'incivilité".

Une vraie science. Mais pourquoi donc les Marseillais ont-ils ce goût prononcé pour les graffitis ? Maximilien, un jeune Marseillais d'origine martiniquaise, qui, bombe à pression en main, décore une porte dans l'enceinte [du centre culturel] de la Friche la Belle-de-Mai, répond en connaisseur. "Ici, dans Marseille, il n'y a pas que du graffiti. Il y a aussi des tags. Il faut savoir faire

→ À proximité du Vieux-Port, en 2012.



la différence entre les deux. Le tag est associé à un acte de vandalisme tandis que le graffiti constitue une forme d'art urbain qui peut parfois être exprimée en toute légalité", réagit-il.

Il ajoute : "On définit le graffiti comme un ensemble de représentations graphiques réalisées sur une surface. Ces représentations peuvent être à caractère social, politique, religieux, publicitaire ou décoratif et sont considérées comme étant de l'art urbain. C'est ce que nous appelons le street art..."

À en croire le jeune graffeur, "les tags sont des signatures personnelles ou des pseudonymes gribouillés et apposés à plusieurs endroits. Ils se retrouvent principalement sur le mobilier urbain, la signalisation routière, les boîtes aux lettres et les bâtiments." Et, dit-il, "ils peuvent aussi prendre la forme de simples inscriptions pour délimiter un territoire". Existe-t-il donc des gangs dans Marseille qui se délimitent des territoires ? La question semble gênante pour le jeune homme. Il sourit avec un air assez perturbé, prenant enfin conscience qu'on lui tend un dictaphone et que ses déclarations peuvent faire le tour du monde. "Je ne peux pas dire qu'il existe ici tel ou tel gang. Je ne les connais pas. Ce n'est pas mon milieu. Moi, je suis artiste." Après cette réponse, Maximilien n'offre pas l'opportunité d'une relance.

← Page précédente : Dans la rue du Panier, en juin 2013.



“Le graff, c’est un sport extrême. Il y a de l’adrénaline, et ça fait du bien”

Louise Lecoq,
ARTISTE

Il enchaîne sa dissertation sur le graffiti, qui, pour lui, est “une nouvelle façon de communiquer sur des sujets souvent tabous dans la société”.

“Les gens devraient, au lieu de détruire les graffitis dans Marseille, chercher à décoder le message de la jeunesse et de ces nombreux citoyens qui s’adonnent à cette pratique sans même être des graffeurs professionnels”, défend-il fièrement. Et lorsqu’on cherche à savoir qui sont ceux qui réalisent ces dessins muraux grandeur nature partout dans Marseille, sa réponse renseigne sur l’ampleur du phénomène.

“Il n’y a pas de groupes, d’associations ou de personnes commis à cette tâche. C’est vrai qu’il y a des artistes qui le font. Mais il y a aussi M. Tout-le-monde. On a tous les profils”, dit Maximilien. Les 1 565 879 habitants de Marseille semblent être tous des artistes en devenir. Contrairement à l’idée répandue, les graffeurs de la ville de Marseille n’ont donc pas grand-chose à voir avec le profil

type du “voyou”. “La plupart sont bien installés dans la société, informe Maximilien. Vous trouvez des gens qui travaillent dans de grandes firmes, dans des banques et qui, le soir, troquent leur costume-cravate contre une bombe de peinture”, balance-t-il d’un air naturel. En Afrique, cela en surprendrait plus d’un. Car l’on se demanderait quelles peuvent être les motivations d’un cadre supérieur qui, au sortir du boulot, va taguer dans les métros ou sur les murs des quartiers ?

Louise Lecoq, artiste, qui s’essaie depuis quelque temps au street art, ne voit pas les choses de cette façon. La jeune artiste de 22 ans peint depuis cinq ans et semble très fière de voir sa signature voyager sur les métros et les trains qu’elle a tagués ces dernières années. “Pour moi, dit-elle, ce n’est pas de la dégradation... Le graff, c’est un sport, un sport extrême. Il y a de l’adrénaline, et ça fait du bien.”

Elle qui travaille avec un collectif à la Friche la Belle-de-Mai ne manque pas de passer en revue quelques-unes de ses œuvres “graffées” sur les murs du centre et même dans les toilettes. “Ça fait énormément de bien de voir sa signature un peu partout à travers la ville et sur des wagons de trains.”

— Gilles Arsène Tchédji
Publié le 9 juillet

Les photos

Patrice Terraz vit et travaille à Marseille. Son activité de photographe indépendant le fait collaborer avec des agences de communication, des architectes, des institutions et des organes de presse. Il participe depuis 2015 au projet collectif documentaire “La France vue d’ici”. Son travail sur Marseille doit faire l’objet d’un livre aux éditions André Frère. Il est membre de la maison de photographes Signatures.
www.terraz-photo.com



Vu
de Chine

De bons samaritains

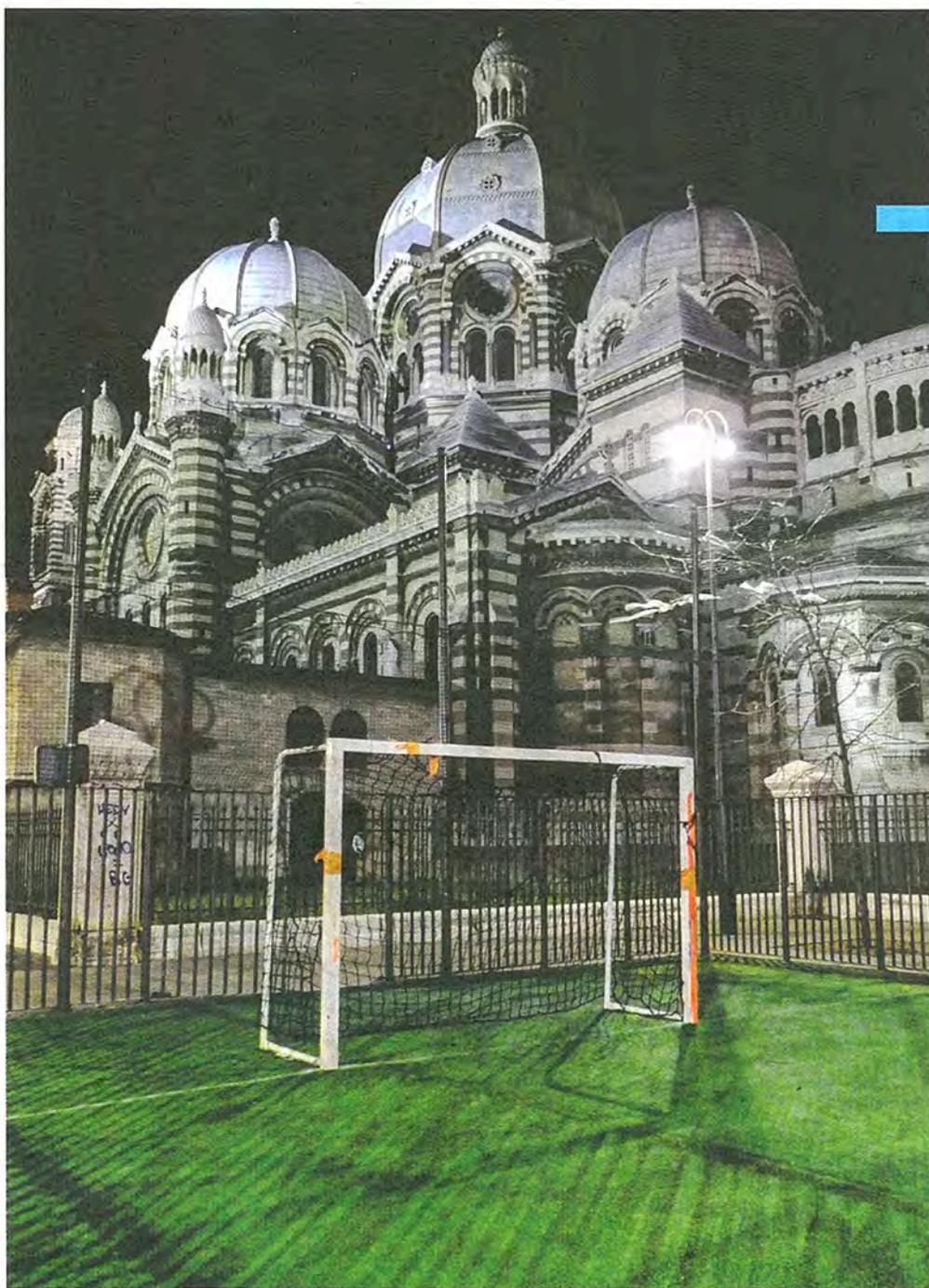
● De passage à Marseille en juin 2016, le journaliste chinois Xiao Wanli raconte son périple dans le quotidien pékinois *Xinjin Bao*. “Quand je suis arrivé à la gare, à 21 heures, j’étais inquiet : on dit que Marseille n’est pas une ville sûre, notamment le soir. Mais alors que je m’étais trompé de ligne de métro, un homme noir est chaleureusement venu à mon aide, en utilisant un mélange d’anglais et de français. Il m’a même accompagné à la sortie du métro pour me montrer le chemin, même si la direction indiquée s’est finalement révélée erronée. En voyant que je tenais mon téléphone portable à la main, il m’a conseillé de le mettre dans ma poche. Le célèbre journaliste sportif Duan Xuan, lui, s’est fait voler le sien à Paris lors d’un enregistrement en direct. Sur la ligne 2 du métro, j’ai demandé de l’aide à un jeune homme. Il a regardé mon plan et m’a dit en souriant : ‘Ne vous inquiétez pas, je vais sûrement trouver votre hôtel!’”



Vu
d’Australie

On dirait Melbourne

● Helen Grimaux, journaliste au magazine australien *Star Weekly*, est tombée amoureuse des Marseillais et de leur ville. “Pourquoi Marseille ? Peut-être parce que c’est la deuxième plus grande ville de France, et que Paris est parfois difficile à suivre. Marseille est plus ancienne, mais plus chaleureuse. Elle est peut-être moins chic, mais est plus colorée culturellement que sa célèbre grande sœur”, écrit-elle. Surtout, Marseille lui rappelle curieusement Melbourne, là où la journaliste vit : Melbourne est aussi la deuxième plus grande ville d’Australie après Sydney, c’est également un port du sud du pays, où le climat est tempéré. Et le nom même de la ville commence également par un M et possède neuf lettres... Quant aux Marseillais, ils ont beaucoup de choses en commun avec les Melbourniens, ajoute Helen Grimaux : “Eux aussi sont fous de football, de rugby, ils adorent faire du bateau, aller à la pêche, et ils aiment camper et faire des barbecues. À Marseille comme à Melbourne, nous sommes multiculturels, nous aimons la plage et les concerts – et nous sommes fous de bonne cuisine.”



← En 2013, un petit terrain de foot au pied de la cathédrale de la Major.

Avec l'OM, une grande histoire d'amour

L'attachement des habitants au club de football de la ville transcende les différences sociales et les difficultés. Reportage d'un journaliste espagnol, parti à la rencontre de ceux qui vivent et se battent pour que l'OM continue à leur offrir des émotions.

—Panenka (extraits) Madrid

Marseille est réputée pour être une emmerdeuse. Louis XIV devait en savoir quelque chose puisque, après avoir déployé ses troupes dans la ville, il ne trouva rien de mieux à faire que de tourner les canons situés sur les forts surplombant la cité phocéenne. Les canons, qui ciblaient les dangers de la mer Méditerranée, furent donc braqués sur les Marseillais. C'était la manière de la monarchie de dire : "Nous n'avons pas du tout confiance en vous, bande de voyous."

Il y a des choses qui marquent. Se sentir constamment visé en fait partie. Sous une surveillance aussi étroite, tout devient un petit peu plus humain. À Marseille, la vie se réconcilie avec la vie. Les bruits et les odeurs se revendiquent à chaque pas. Dans les rues, on improvise des matchs de foot avec des canettes. Parfois, des rats si gros qu'ils peuvent à peine courir font irruption sur le terrain. On crie but et on crie merde.

J'erre dans le centre de la ville, et au moment où je me dis que cela pourrait être n'importe quel coin d'Europe un peu obscur un adolescent en survêt me fait peur avec son masque de Halloween. Je suis si tranquille et détendu lorsqu'il me surprend que je les envoie balader, lui et sa blague. Je me retourne et lis en très gros caractères "Yankee Nord Marseille".

Les Yankee Nord font trembler le virage nord du stade Vélodrome depuis 1987. Je suis entouré

Dans les rues, on improvise des matchs de foot avec des canettes

de gamins dont la famille – allez savoir quelle génération – a immigré d'Afrique du Nord. Tous sont amoureux. De leur ville. De l'OM. Ils vivent pour le club.

Marseille est leur patrie, pas la France, répètent-ils à l'envi. À Paris, racontent-ils, les gens "vont au stade comme ils vont à l'opéra". Presque aucun de ces jeunes n'était né quand Didier Deschamps a brandi la coupe de la Ligue des champions en 1993. Entre alors en scène Michel Tonini, une légende vivante pour les supporters européens. Le fondateur, au côté de son frère Lionel, des Yankee Nord. Les jeunes lui font deux bises comme à un père, avec plus de respect que de tendresse. Personnage très amical, Michel Tonini a 50 ans et a pris les rênes du groupe alors que Bernard Tapie était président du club depuis à peine un an.

Il y a un avant et un après la victoire de 1993. Mais, "ici, les jeunes de 20 ans n'ont pas besoin d'avoir vécu cela, m'explique Michel Tonini. Les Marseillais portent naturellement l'OM dans leur cœur." Cette année-là, raconte le patron, son équipe et le Barça avaient à leur actif le même nombre de Coupes d'Europe. Dans les hautes sphères de la direction, des problèmes extrasportifs ont commencé à consumer une entité qui n'a jamais été abandonnée par les Marseillais. Et cela ne plaît pas à tout le monde, lâche enfin Michel Tonini. "De l'extérieur, ils voient le Vélodrome plein, ils voient le soutien que l'on apporte à l'équipe et ça, ils ne le comprennent pas. Ce n'est pas tout, ils veulent en finir avec nous, en disant que nous sommes néfastes pour Marseille et pour le football."

Zazou et Lolo, deux femmes trentenaires, se joignent à la conversation. Zazou m'explique qu'elle entretient avec l'OM la même relation amoureuse qu'avec une personne : elle se met en rogne quand l'autre, l'équipe, ne répond pas.

La présence des femmes au Vélodrome est normalisée. "Au moment de chanter, d'encourager et de taper sur les tambours, tout le monde est sur un pied d'égalité", estime Lolo. Les trois s'accordent à dire qu'un sentiment commun règne dans la ville : "Tu peux trouver des Marseillais qui n'aiment pas le foot, mais ils feront quand même partie de l'OM."

Six grands groupes de supporters cohabitent au Vélodrome. Les Yankee Nord, Marseille Trop Puissant, les Fanatics et les Dodger's occupent le virage nord, et le Commando Ultra '84 et les South Winners le virage sud. Mis à part les petites querelles pour déterminer qui est le plus passionné, il n'y a pas de rivalité entre eux. Le slogan du club, "Droit au but", semble agir comme un mantra pacificateur. Pourtant, il n'est pas surprenant de voir les médias parler du Vélodrome comme d'un bastion violent de la préhistoire du marché du football. Surtout quand, comme en septembre [2015], l'ex-idole Valbuena revient à Marseille avec le maillot de Lyon. De nombreux fans ont vu dans son retour avec le maillot du rival un affront à toute la ville. Les supporters de l'OM ont lancé des bouteilles et pendu une marionnette d'assez mauvais goût à l'effigie du joueur.

Les médias se sont déchaînés contre les ultras marseillais. "La presse nous a accablés et le président Labrunne ne nous a pas défendus", explique Zazou. Son amie Lolo s'empresse d'ajouter : "La Ligue nous déteste et nous nous retrouvons avec un président 100 % parisien, qui a son bureau à la capitale. Il nous faut un nouveau Pape Diouf ou Bernard Tapie qui défende nos intérêts et notre ville."

"Marseille, ce n'est pas la France", intervient Tonini. Le problème c'est que ce concept ne plaît pas au reste du pays, extrêmement centralisé. "Il faut toujours que les idées émergent à Paris : la mode, la morale, l'intelligence. Cela remonte bien avant la naissance du football." Nous pensons alors tous les deux à Louis XIV braquant ses canons sur les Marseillais. Et au siège de Jules César à Massilia [nom latin de Marseille]. "Marseille a toujours été perçue comme une menace par les rois et les présidents. Et l'OM est notre équipe nationale", résume Tonini.

Tous les Marseillais à qui je pose la question me disent que si le club traverse actuellement une crise, c'est à cause de l'affreuse gestion de Vincent Labrunne, président de l'OM par l'intermédiaire de la holding [Eric Soccer] de Robert Louis-Dreyfus. Une affaire de passion populaire entre les mains de millionnaires. Le plus grand souhait des passionnés comme Tonini est de rompre avec le modèle de société actuel : "Mon rêve est que les supporters prennent le contrôle du club, ou du moins que les Marseillais puissent choisir le président." Des rêves d'actionnariat populaire qui convergent avec les tendances anticonformistes du moment. Les mots "Nous méritons mieux" se mêlent à toutes les conversations concernant l'OM. Mais grâce à une sorte de fierté d'outsider, ils ne résonnent pas comme une rengaine mélancolique ressassant un passé difficilement récupérable. Les Marseillais n'abdiquent pas.

"Nous méritons mieux." Trois mots qui résument la frustration que ressent un supporter

quand il rêve de buts, qui dans la réalité sont arrêtés par les gardiens de l'équipe adverse ou quand ce même supporter sent qu'il consacre plus de temps et donne plus d'affection à son équipe que ceux qui en vivent. Marseille a une haute estime d'elle-même, elle s'aime et est spécialiste de la réanimation. Les habitants des quartiers de Noailles et de Belsunce le savent bien. Ce dernier fut dévasté par la grande peste de 1720, et ses ruelles et cantines populaires valent le détour si vous voulez connaître la Marseille authentique. Ses couscous interminables, l'aïoli marseillais ou encore les survêts et le rap de Keny Arkana, IAM, Bouga ou Puissance nord sont le verso de

Marseille a une haute estime d'elle-même, elle s'aime et est spécialiste de la réanimation

la carte postale, la face B des bouillabaisse et des assortiments de poissons grillés servis sur le port à 30 euros par tête.

Un contraste similaire, bien que moins douloureux, est celui des cités – les quartiers du nord de la ville, qualifiés par le ministère de l'Intérieur de zone de sécurité prioritaire (ZSP) – avec les bateaux de croisière et les yachts. Les milliers de descendants d'Italiens, de Corses, d'Arméniens, d'Algériens ou le tiers de musulmans vivant dans la ville contrastent aussi avec les 35 % de voix obtenues par Marion Maréchal-Le Pen, du Front national, lors des dernières élections régionales.

Marseille, la ville comme l'équipe, tente aujourd'hui de trouver sa place entre essence, fierté blessée et dure réalité. Et toujours sous étroite surveillance. Sous l'ombre de ceux qui prétendent libérer les Marseillais alors qu'ils braquent sur eux les canons autrefois dirigés vers la mer. Telle une espèce en voie de disparition qui refuse de baisser les bras.

— Ignacio Pato
Publié le 7 mai

Repères

L'OM RACHETÉ PAR UN AMÉRICAIN : UNE BONNE NOUVELLE ?

C'est officiel depuis le 29 août : Margarita Louis-Dreyfus a trouvé un repreneur pour l'Olympique de Marseille. Il s'agit de Frank McCourt, un milliardaire américain qui a fait fortune dans l'immobilier. Il a dirigé le club de base-ball des Los Angeles Dodgers de 2004 à 2012, un passage présenté par les dirigeants de l'OM comme une réussite économique. Pourtant, le **Los Angeles Times** ne garde pas un si bon souvenir de sa gestion : "Alors qu'il était en train de conduire les Dodgers à la faillite, qu'il avait besoin de prêts pour payer les joueurs et qu'il a été forcé par la Ligue de base-ball de vendre l'équipe, McCourt aurait conduit le club au succès économique ? Tout l'argent de la vente, auquel il faut enlever les dettes, a atterri dans la seule poche de McCourt." La vente de l'OM devrait être finalisée d'ici à la fin de l'année.

Ici, le terrorisme ne prend pas

Marseille semble moins menacée que d'autres villes françaises. La raison ? Paradoxalement, la délinquance, qui éloigne les jeunes de la radicalisation. Mais aussi le mélange des cultures, qui maintient une certaine cohésion sociale, relève ce journaliste canadien.

—**Toronto Star** (extraits) *Toronto Star*

Située à deux heures et demie de Nice, où s'est déroulé le carnage du 14 juillet sur la promenade des Anglais, Marseille semble particulièrement prédisposée à la radicalisation et aux attentats terroristes. Brute de décoffrage, la cité phocéenne concentre les quartiers les plus pauvres de France, et son taux d'homicides est le plus élevé du pays. Marseille compte une importante population immigrée et elle est l'épicentre de nombreux trafics.

Depuis le début de l'année 2016, des menaces terroristes ont ciblé le front de mer touristique, le port à conteneurs et des matchs de foot. Mais, finalement, c'est à Nice que Mohamed Lahouaiej Bouhlel a foncé sur la foule au volant d'un camion, tuant 84 personnes et en blessant plus de 200 parmi les familles venues fêter le 14 Juillet.

Ce n'est pas parce que Marseille est plus sécurisée : Nice a plus du double de policiers par habitant. Ce n'est pas non plus parce que le multiculturalisme marseillais est jugé le plus abouti de France. Cette image a volé en éclats quand le Front national, parti ouvertement raciste, est arrivé au pouvoir dans deux des arrondissements les plus pauvres de la ville aux élections municipales de 2014.

Mais Marseille semble avoir évité la radicalisation des jeunes défavorisés qui rongent tant d'autres villes françaises, et ce pour une raison cynique : le terrorisme ne rapporte pas.

Des mafias très organisées sont implantées dans la ville depuis le début du XX^e siècle. Grâce au port, elles gèrent un volume considérable de drogues, d'armes et de biens de contrebande qui sont expédiés en France et dans le reste de l'Europe. Divers spécialistes – des personnalités politiques locales comme des travailleurs sociaux – affirment que ces bandes criminelles recrutent les jeunes immigrés

pauvres qui pourraient être séduits par la propagande de Daech.

“D'un point de vue démographique, Marseille devrait être un terrain extrêmement fertile pour la radicalisation islamique, explique Olivier Roy, qui est professeur à l'Institut universitaire européen (EUI) de Florence et étudie le djihadisme occidental. Mais la délinquance les protège du terrorisme. Marseille est unique à cet égard. Le salafisme [une interprétation particulièrement radicale de l'islam] gagne certes en popularité, mais les djihadistes ne fréquentent pas ces mosquées. En témoigne le parcours des terroristes qui ont frappé la France depuis janvier 2015 : ils boivent, ils sont violents, ils ne prient pas... Ce sont des malfaiteurs à la petite semaine qui adoptent soudainement l'idéologie de Daech.”

À Marseille, les mafias impitoyables font régner l'ordre chez les jeunes, affirme Badra Latreche, animatrice dans les quartiers les plus pauvres de la ville. En 2005, quand des centaines de mil-

“Ici, les jeunes ne voient pas les choses comme les autres. Leur truc, c'est les affaires”

Said Youssouf,
ANIMATEUR

liers de voitures ont été brûlées pendant un mois d'émeutes qui a frappé tout le pays, Marseille est la seule ville qui est restée calme. *“Ce n'est pas bon pour les affaires”*, analyse-t-elle.

Installés à l'ombre des tours de la cité Consolat pour échapper à la chaleur écrasante, Badra Latreche et quelques animateurs organisent des activités avec les enfants du quartier. Ils peuvent faire du foot, du badminton et s'exercer au *Puissance 4* sur un jeu géant qui fait 1 mètre 50 de haut. *“Les charbonniers* [dealers] les recrutent dès le plus jeune âge.*



À 14 ou 15 ans, ils vendent déjà du haschisch. Nous devons intervenir en amont pour les écarter de ce milieu et éviter qu'ils ne finissent abattus à 20 ans”, précise l'éducatrice en distribuant des briquettes de jus de fruits et des biscuits.

L'un des animateurs, Said Youssouf, a grandi dans la cité et a atterri en prison avant même d'avoir fini le lycée. *“Quand j'étais petit, tout ça n'existait pas”,* raconte-t-il en mixant du hip-hop diffusé sur des enceintes. Dans le cadre de sa libération conditionnelle, il a commencé à faire du bénévolat pour des services d'action sociale et il a rapidement été embauché. Il a été surpris par les questions sur la radicalisation islamique, à croire que l'idée ne lui avait jamais traversé l'esprit. *“Les jeunes de Marseille ne voient pas les choses comme les autres. Leur truc, c'est les affaires. La religion ne les intéresse pas, explique-t-il. La crise économique qui s'étend à toute la France a commencé ici il y a longtemps. Les gens ont l'habitude de la pauvreté.”*

Contrairement à d'autres villes en France, où les HLM ont été construits en périphérie, à Marseille les logements sociaux sont dans l'espace urbain. S'ils ne sont pas épargnés par la délinquance et la pauvreté, ils procurent au moins à leurs habitants le sentiment d'être des Marseillais à part entière, explique Léo Purguette, journaliste politique au quotidien de gauche *La Marseillaise*.



← En arpentant la Canebière, en 2013.

La fragile unité de la ville perdue grâce à un maillage social très résistant

L'atout principal de Marseille, explique-t-il, c'est son ouverture, dans laquelle les vagues successives d'immigration ont joué un grand rôle. "Les gens s'identifient à Marseille parce qu'ils ont été accueillis ici alors que personne ne voulait d'eux ailleurs", poursuit Purguette.

La majeure partie des immigrés installés à Marseille vient d'Afrique du Nord mais il y a également beaucoup de Roms, d'Arméniens, de Kurdes et de Comoriens. S'ils ne se mélangent pas toujours, ils cohabitent pour la plupart pacifiquement.

Cette fragile unité perdue grâce à un maillage social très résistant, tissé au cours de la longue

histoire ouvrière de la ville structurée par l'influence communiste et les luttes pour des services publics et des programmes sociaux destinés à la classe ouvrière paupérisée, explique le journaliste.

C'est ainsi que s'est créée cette solidarité entre plusieurs identités, qu'on appelle parfois le "modèle marseillais". Mais, contrairement au multiculturalisme canadien, l'unité de Marseille s'est construite face à l'adversité. La cité phocéenne a très mauvaise réputation et le reste de la France considère Marseille comme une ville sale et dangereuse. Mais cette méfiance a nourri une farouche fierté locale, et les Marseillais sont toujours très prompts à défendre leur ville.

Dans les jours qui ont suivi l'attentat de Nice, les festivals d'été ont été annulés et les 10 000 réservistes de l'armée appelés à la rescousse pour assurer la sécurité des Français. Tout le monde



Vu d'Espagne

Une ville au bord de l'explosion

● "Marseille la multiculturelle : du symbole à la poudrière", titre le quotidien espagnol ABC dans un article paru en février. Ce journal monarchiste et conservateur dresse un portrait sombre et peu nuancé de la ville, qu'il qualifie de "capitale française de la pauvreté" devenue un réservoir de terroristes en puissance. Le journaliste liste tous les maux de Marseille. Après avoir évoqué le chômage, les nombreux meurtres et règlements de comptes, il s'attarde sur l'antisémitisme qui sévit dans la ville où se trouve "la deuxième plus grande communauté juive de France". Il interroge notamment la gérante d'un magasin casher qui affirme que, depuis les attentats de novembre 2015, à Paris et à Saint-Denis, "tous les jeunes [juifs] ont peur et veulent partir étudier en Israël, et y rester". Quant aux zones urbaines sensibles, ce sont "des quartiers marqués par leurs logements sociaux, leurs rues désertes en pleine journée, leurs blocs de béton gris et même leurs campements, où vivent des familles roms venues ajouter leur pièce au patchwork multiculturel", poursuit le journaliste. Ce sont même "des quartiers que l'on déconseille aux touristes", affirme-t-il.

s'attend à ce qu'il y ait encore des attentats. Marseille pourrait-elle être la prochaine cible ?

Sur le Vieux Port, Raf "le fada" vend des savons multicolores aux touristes. Selon lui, la menace terroriste ne date pas d'hier. Quand il était petit, il habitait à côté d'une synagogue et se souvient avoir été évacué de nombreuses fois par la police à cause d'alertes à la bombe. Dans les années 1990, il y a eu le terrorisme algérien, sans parler des séparatistes basques et corses, qui ont également fait parler la poudre.

"Certes l'ennemi a changé, mais le problème du terrorisme a toujours été là, dit le jeune homme. Les gens ont la mémoire courte."

— Marco Chown Oved
Publié le 25 juillet

En français dans le texte.

Un vrai décor de polar

Entre guerres de pouvoir et trafics en tout genre, l'actualité de la cité phocéenne fascine les écrivains et les réalisateurs.

—L'Espresso (extraits) Rome

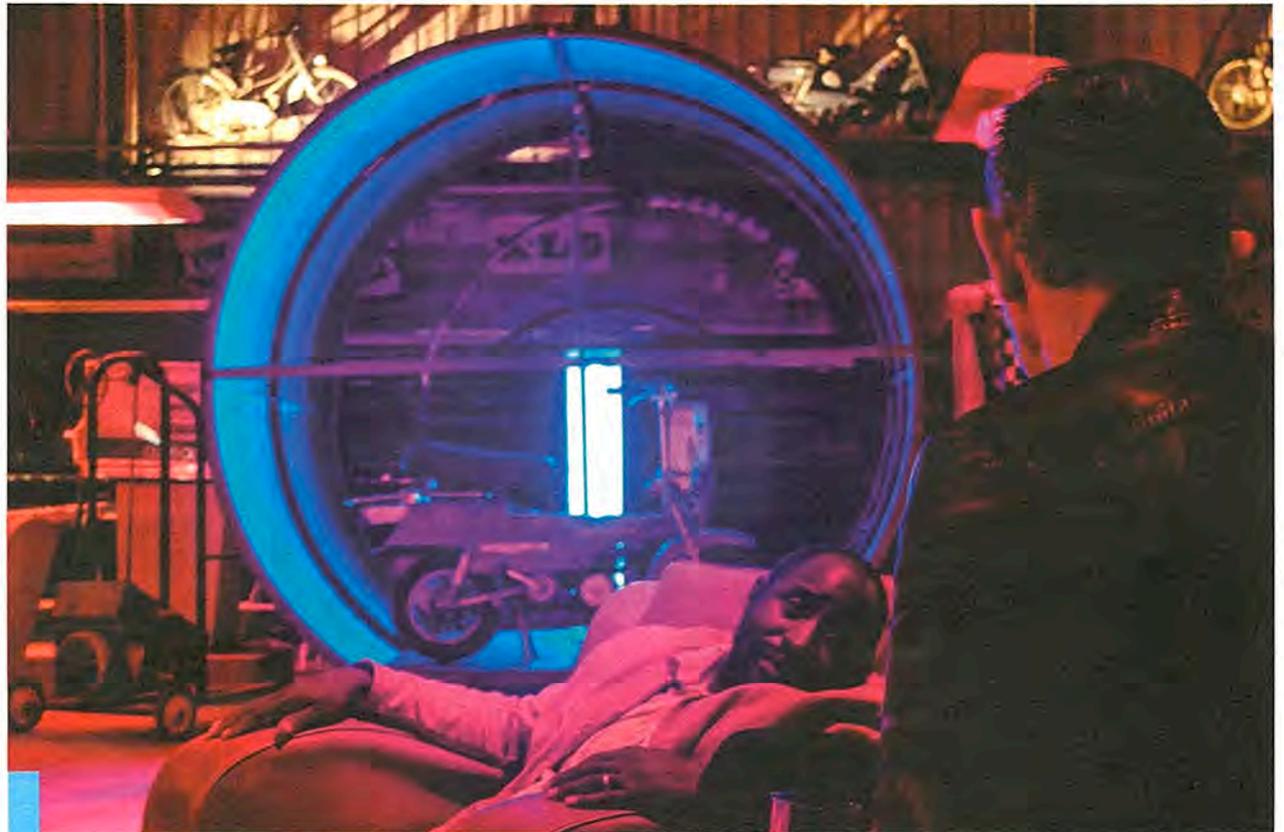
On pardonne tout à Gérard Depardieu, mais moi, si je ne respectais pas la loi, on ne me pardonnerait rien." Jean-Claude Gaudin, 76 ans, premier magistrat de Marseille depuis 1995, président de la métropole d'Aix-Marseille-Provence et vice-président du Sénat, a la répartie facile. Élu à la mairie sous l'étiquette Les Républicains (LR) pour un quatrième mandat consécutif, il cumule les fonctions. En vieux briscard de la politique, il n'a pas laissé passer l'occasion de lancer une pique au célèbre comédien lorsque les journalistes lui ont demandé ce qu'il pensait de *Marseille*, la nouvelle série télévisée de Netflix, présentée comme un *House of Cards* à la française.

L'intrigue rappelle effectivement quelque chose : à l'approche des élections municipales, Robert Taro (Gérard Depardieu), maire depuis vingt-cinq ans de la cité phocéenne, prépare son dernier coup : faire voter la construction d'un casino. Entre lui et son poulain, le jeune et ambitieux Lucas Barrès [Benoît Magimel], autre candidat en lice, s'engage une lutte de pouvoir où tous les coups sont permis et à laquelle viennent se mêler barons de la drogue, politiciens et syndicalistes.

Jeu de miroirs. "À Marseille, j'ai découvert des combines monstrueuses. Mais ce n'est pas mon rôle de les dénoncer. Certains se reconnaîtront dans la série, mais pas à Marseille", confiait l'auteur de la saga, Dan Franck, au *Nouvel Observateur* [en novembre 2015]. En dépit de la prudence du scénariste, on peine à croire que les nombreuses références à la réalité ne relèvent que de la simple coïncidence.

Comme dans un jeu de miroirs, actualité et fiction littéraire se rejoignent toujours à Marseille, se nourrissent l'une de l'autre, confinant parfois au mythe. Une magie qui se renouvelle à intervalles réguliers à travers des films, des romans, des séries télévisées.

La ville est d'ailleurs, avec Paris, le berceau du roman noir et du polar. Elle est la patrie de Jean-Claude Izzo et des romans de sa trilogie marseillaise (*Total Khéops*, *Chourmo* et *Solea* [aux éditions Gallimard]), qui mettent en scène le commissaire Fabio Montale, des histoires de



↑ Soirée aux ateliers Sud Side, à la Cité des arts de la rue, en 2013.

pègre et des braquages dans les ruelles du Vieux-Port. Ainsi, après avoir montré pendant quelques années son côté sage – capitale européenne de la culture en 2013, la belle cité rénovée par des architectes vedettes s'était ouverte aux touristes en se rapprochant de Paris, à trois heures de TGV –, Marseille revient à ses racines. Et elle révèle au monde sa face violente : la criminalité, le trafic de drogue, les fusillades entre gangs et les règlements de comptes à coups de rafales de kalachnikov dans les quartiers nord.

"Une pieuvre sans tête". Avec *Panthers*, la minisérie télévisée du Suédois Johan Renck [diffusée en France sur Canal + Séries], c'est encore la réalité qui inspire la fiction. L'intrigue démarre sur le casse spectaculaire d'une bijouterie de Marseille, commis par ceux qu'Interpol a surnommés les "Pink Panthers", un gang (réel) spécialisé dans le vol de diamants et qui, au début des années 2000, a accroché à son palmarès trois cents autres braquages tout aussi spectaculaires.

Le gang, composé en grande partie d'anciens militaires serbes, bosniaques, croates et monténégrins, est au cœur de cette histoire captivante, tournée sur une moitié de l'Europe, entre Marseille, Belgrade, le Monténégro et Londres : des intrigues internationales, de grands assureurs véreux, de nombreux flash-back qui renvoient au conflit des Balkans, des trafics de drogue, de bijoux et d'armes. Dans ce jeu de séduction permanent entre faits divers et cinéma, le passé offre d'innombrables sources d'inspiration aux amateurs de néopolar.

Pour son film *La French*, Cédric Jimenez a pour sa part choisi les années 1970, à l'époque où Marseille était la plaque tournante mondiale du trafic d'héroïne. Là encore, la fiction reprend une histoire vraie : le jeune juge Pierre Michel,

homme incorruptible à la tête d'une poignée de collaborateurs triés sur le volet, déclare la guerre à Gaëtan Zampa, parrain incontesté de la French Connection, ce milieu corso-marseillais qui, à partir des années 1940, organisait le trafic de drogue et exportait l'héroïne vers les États-Unis.

Le passé resurgit également dans le thriller économique de Dominique Manotti, *Or noir*, qui se déroule dans la cité phocéenne en 1973, à la veille du choc pétrolier mondial. Le jeune commissaire Théodore Daquin enquête sur un règlement de comptes qui a fait deux morts, ultime épisode de la guerre des mafias après la liquidation de la French Connection.

De la French Connection, on passe à la *French Deconnection* – titre du livre de Philippe Pujol (Robert Laffont, 2014) –, qui souligne ce qui différencie le trafic de stupéfiants des années 1960 de celui d'aujourd'hui : désormais, c'est la drogue fabriquée au Maroc qui est revendue à Marseille. Le journaliste revient maintenant avec une grande enquête : *La Fabrique du monstre* (Les Arènes, 2016), fruit de dix années d'immersion dans les quartiers nord de Marseille, la zone la plus pauvre d'Europe, entre règlements de comptes à la kalachnikov et laboratoires clandestins de drogue.

"Marseille est dévorée par une corruption vorace et un clientélisme protéiforme", explique Philippe Pujol à *L'Espresso*. Il n'y a pas encore à Marseille de mafia au sens strict, mais un système, que l'on pourrait définir comme "une pieuvre sans tête", poursuit-il. Un puzzle compliqué, qui attire les écrivains et les scénaristes. Que pense-t-il des films et des romans inspirés de l'actualité ? "C'est une bonne chose. Marseille est fascinante et incompréhensible. La fiction, au-delà de ses distorsions, peut raconter la réalité."

—Emanuele Coen
Publié le 28 avril

1 Dossier Le Point

28.07.2016

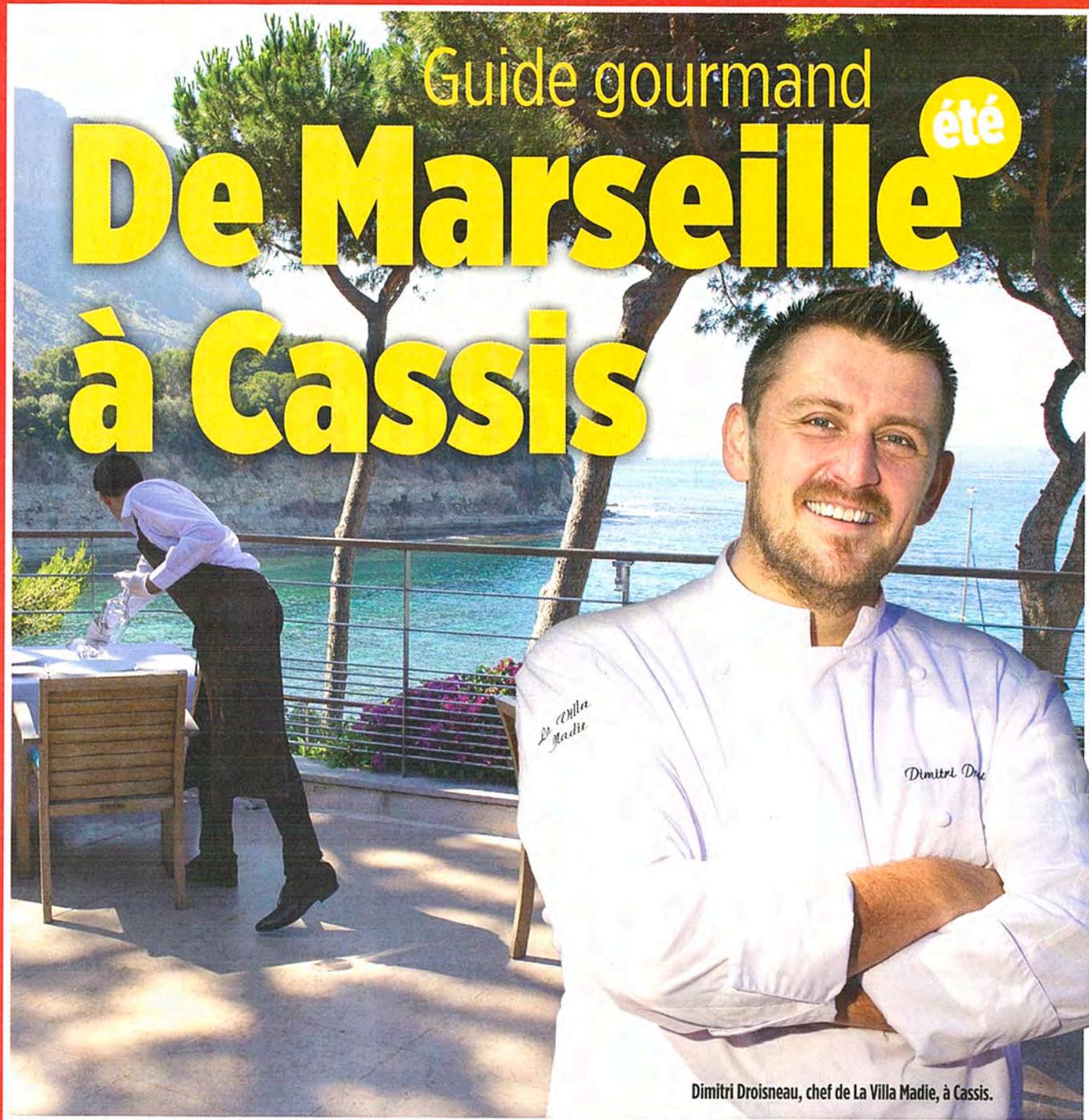
Le Point



Guide gourmand

été

De Marseille à Cassis



ROMAIN BEURRIER/REA (PHOTOMONTAGE)

Dimitri Droisneau, chef de La Villa Madie, à Cassis.

- II Adresses** Nos coups de cœur
- VI Restaurants** Nos bonnes tables
- VIII Toque** Dans les cuisines d'Alexandre Mazzia

- X Exotique** Dépaysement assuré
- XI Locavores** Tous à la ferme!
- XII Vins** Bandol, les pieds dans l'eau, la tête au soleil

Dossier coordonné par Audrey Emery



Nos coups de cœur

Le correspondant du *Point* vous livre ses adresses gourmandes.

Anais et Yoann Fisel, gérants du Coogee.

PAR FRANÇOIS TONNEAU



Carine Kaloudjian, de la fromagerie Kalou.

A Marseille

Manhattan à Marseille

Une porte à ouvrir, et on se croirait dans le sud de Manhattan. Murs de brique rouge, comptoirs clairs et cour intérieure à la déco branchée. Surtout, des cafés sélectionnés et torréfiés avec amour et, pour les accompagner, muffins ou cookies, wraps et salades.

Coogee, 100, boulevard Baille, 5^e. 06.86.57.52.22.

Un peu de fromage ?

On ne sait plus quel petit chèvre aux aromates séduit le plus nos papilles. Dans sa nouvelle boutique située à Saint-Giniez, Karine a heureusement le sourire communicatif et le conseil judicieux. Déco simple et claire, plateaux délicatement parfumés, cette fromagerie nous happe.

Fromagerie Kalou, 24, avenue de Mazargues, 8^e. 09.51.06.27.38.



Les Pissenlits, marchands des quatre saisons.

Charmants pissenlits

D'un côté, le bio, de l'autre, les produits de la ferme. Ouverts il y a quelques mois sous la houlette de Delphine et Camille, Les Pissenlits proposent, dans un décor rappelant les roulettes des marchands des quatre saisons, des fruits et légumes qui ont l'air de sortir du jardin d'à côté.

Les Pissenlits, 147, rue Sainte, 7^e. 09.51.85.84.46.

Les cocktails de Gaspard

Si surprenant que cela puisse paraître, Marseille ne disposait pas de bar à cocktails digne de ce nom. Gaspard comble cette lacune depuis fin mai. Dans une déco branchée et exotique, ce bar propose des cocktails mixés avec goût et en douceur. Sa spécialité entre deux tapas ? « Ta mère aux Baumettes », à base de vodka, de fruits rouges et de gingembre. Le mai tai de Benjamin vaut aussi le détour.

Gaspard, 7, boulevard Notre-Dame, 6^e. 07.71.76.04.65.

L'épicerie rêvée

On est à deux pas des étals épicés du marché de Noailles. Fille de Reine Sammut, chef étoilée à Lourmarin, Julia a ouvert son épicerie idéale. Chocolats, charcuterie, légumes... tout est soigneusement choisi et méticuleusement rangé. En plus, on peut y manger sur le pouce.

Épicerie L'idéal, 11, rue d'Aubagne, 1^{er}. 09.80.39.99.41.

Glacier princier

Le Glacier du roi fait des petits. Considéré comme l'un des meilleurs de Marseille, l'établissement familial, ouvert il y a sept ans place de Lenche, s'est aussi installé en bord de mer, aux Catalans. ■■■

LES BONS PLANS DE LA RUE D'ENDOUME

Les fromages d'Alban

Il a mis des années à franchir le pas. Alban a finalement poussé la porte, il y a un an, de Chez Lucienne, la marchande de bonbons de son enfance. Il a gardé l'enseigne et les faïences bleu clair de la devanture, installé une petite terrasse au fond où l'on peut goûter ses fromages avec un vin sélectionné par un ami qui officie à La Rucho, un peu plus bas. Les fromages de chèvre ont la part belle sur les étales en bois frais. Parfumés, frais ou secs, habillés de marcs ou de romarins, ils ravissent les papilles. On y redécouvre, à des prix raisonnables, des fromages du Nord, des buffalas ou des brousses du Rove sensationnelles.

Chez Lucienne, 221, rue d'Endoume. 07.82.75.87.27.



Alban Dumolie, patron de la fromagerie Chez Lucienne.

Les légumes de Didier

On le voit revenir avec son camion le lundi ou le vendredi, déposer les caisses de légumes et fruits de saison récoltés chez les petits producteurs ou dans les jardins généreux de retraités de la région marseillaise. Didier est capable de vous parler de la craquelure d'un melon ou des variétés de tomates pendant des heures, même si la queue s'allonge devant ses étales. Ici, des produits de saison, bio ou en circuit court. Une aubaine.

Couleur Framboise, 234, rue d'Endoume. 04.91.01.31.82.

Les pains de Pierre

On s'écarte un peu de Saint-Eugène. Mais comment ne pas faire un petit détour par la boulangerie de Pierre Ragot ? Pas de pâtisseries, encore moins de salades chez cet artisan arrivé du proche Fournil des Auffes il y a deux ans, mais des pains de toutes formes et de toutes saveurs que s'arrachent les grands chefs marseillais. Pains à la rouille ou au charbon végétal, à l'encre de seiche ou au petit épeautre... Et leurs mies parfaitement moelleuses

Maison Saint-Honoré, 131, rue d'Endoume. 04.91.90.25.69.

Les sorbets de Yann et Pascal

Roberto, le glacier, est reparti chez lui dans les Pouilles, mais a laissé son savoir-faire à Yann et Pascal. Eux aussi sont des minots marseillais, et leur Fabbrica s'est intégrée à Endoume comme les fruits frais dans leurs sorbets. « Tout est question de turbinage », glisse Yann, qui a réinvesti l'atelier. D'où sortent des sorbets subtilement fruités à partir des produits régionaux et des crèmes gla-



Gelateria della Fabbrica, glacier.

cées à la fleur de lait, qui voyagent entre stracciatella et amarena ou s'amuse avec les navettes à la fleur d'oranger et les biscuits préférés des enfants. ■

Gelateria della Fabbrica, 231, rue d'Endoume. 04.91.01.41.81.

■■■ L'inventeur de la merveilleuse glace à la navette y répète ses gammes entre verrines, pavés ou bâtonnets, où se mêlent agrumes, calissons, straciatella...

Le Glacier du roi, 4, place de Lenche (2^e) et 39, rue Papety (7^e). 04.91.91.01.16.

Le boulanger haute couture

Avez-vous goûté les meringues d'Elyse ? De la dentelle qui fond entre les lèvres. Les mots manquent pour décrire la douceur et la subtilité des dacquoises, génoises et tartes à la framboise que Xavier, le créatif pâtissier, revisite avec fougue. Réputée pour ses gâteaux des rois, Elyse mérite que l'on quitte le bord de mer pour s'enfoncer vers Saint-Julien.

Elyse, 63, avenue du 24-Avril-1915, 12^e. 04.91.19.21.15.

Chocolats et huile d'olive

L'huile d'olive est un excellent conservateur et se marie parfaitement avec le chocolat. Surprenant ? Faites un détour par la nouvelle boutique de L'Espérantine, sous les voûtes de la Major, et vous succomberez. Les chocolats en forme de feuille d'olivier, qui marient parfums de menthe, d'orange confite et d'huile d'olive, invitent à déguster aussi biscuits, navettes et glaces, juste en face du MuCEM.

L'Espérantine, 2, quai de la Tourette et 70, rue Caisserie, 2^e. 04.91.67.40.31.

Les sandwiches de Fanny

Sa boutique bleue au carrelage rétro et ses tabourets hauts attirent comme un aimant. Derrière le Vieux-Port, Stéphanie a repris son ancien local à pain pour s'atteler à la confection de sandwiches d'un autre monde. Aux kefte, au poulet mariné au citron ou à l'agneau, ses préparations envoûtent le palais sous le croustillant de ses pains. L'en-cas parfait pour vacanciers pressés.

Chez Fanny, 28, rue Bonneterie, 2^e.

04.91.44.25.85.

Glaces hallucinantes

L'Elephant rose à pois blancs est en train de se fabriquer un statut d'incontournable. Tant par la qualité de ses crèmes glacées et sorbets que par ses parfums insolites : miel-fleur d'orange, gingembre, fleur d'hibiscus ou ananas-basilic. Jean, le créateur, propose aussi des galettes au sarrasin qu'il mélange avec ses glaces...

L'Elephant rose à pois blancs, 3, rue des Trois-Rois, 6^e.

04.91.47.34.68.



L'Espérantine, chocolatier.

Après le marché



Les Halles de la Major

Les soirs de fin de semaine, quand le soleil descend derrière les docks du port, c'est guinguette et transat aux halles. Le pari d'Antoine Siffrein-Blanc s'est joliment enraciné en deux ans. Sous les voûtes sublimes de la cathédrale de la Major, les deux étages de son établissement déséplissent rarement. Le vivier et les idées moléculaires de l'écailler Nico côtoient les lasagnes italiennes de l'épicerie La Casertane, les tapas créatifs de Thomas Hallier ou les pâtisseries du chef trois étoiles Gérald Passédat. Du sur-mesure qui s'accompagne de surprises en soirée et d'un caviste aux excellents conseils.

Les Halles de la Major, 2, quai de la Tourette, 2^e.

04.91.45.80.10.

Le marché Saint-Victor

Atmosphère plus bobo et décalée dans ce marché qui abritait, récemment encore, un fleuriste. Nous sommes cette fois à Saint-Victor, quartier dominant le Vieux-Port, où se multiplient les bonnes adresses et où flotte la fleur d'orange du Four des navettes, tout proche. Ce sont aussi Madrid et Barcelone qui s'invitent quand on pénètre dans ce petit marché couvert où de grosses tables en bois et des tabourets attendent le chaland. Tapas, évidemment, charcuterie méditerranéenne, écailler, fromages, thés et cafés... En passant du camion-restaurant au marché, Jérémy Despiéds, l'inventeur des lieux, a eu le nez fin.

Marché Saint-Victor, 33, rue d'Endoume, 7^e. 06.20.59.24.49.

A Cassis



Le café des Halles.



Les caves des Halles.

Le marché des Docks

Il faut d'abord flâner dans ces nouveaux docks revisités par l'architecte Marc Pietri. Passer les cours en couleur et les boutiques, se laisser attirer par les arômes de café grillé et de pizzas. Tout au bout des docks centenaires, qui naissent à la Joliette, le marché mélange ses tables et ses comptoirs. Le traiteur Marrou, le boucher Flandin et l'épicerie Olivadors sont des piliers de la gastronomie marseillaise. S'y ajoutent en notes agréables un primeur, un poissonnier, un pizzaiolo, un torréfacteur et un bistrot. C'est tout nouveau et c'est déjà du niveau des belles enseignes culinaires lyonnaises.

Le marché des Docks, 10, place de la Joliette, 2^e.



Pastis & compagnie invite à déguster des pastis à l'ancienne.



Tant de Pastis

« Vente en vrac », est-il écrit sur la vitrine où s'alignent en couleur liqueurs et anisés. A l'intérieur, dans le bric-à-brac des cartons et des verres vendus comme des antiquités, des citernes de 20 litres invitent à déguster des pastis à l'ancienne, bleu ou lou garagai. On peut s'asseoir sur la petite terrasse, écouter Roger, patron emblématique, et se laisser aller.

Pastis & compagnie, 9 bis, rue Brémond.
04.42.70.21.55.

Croquants craquants

Rien que pour ses pâtes de fruits au cassis enrobées de chocolat et ses péquélots, biscuits croquants à l'anis ou à la fleur d'oranger, il

fait bon pousser la porte de cette échoppe rétro, installée à deux pas du port. Mais on peut aussi craquer pour les huiles d'olive et les meringues.

Autrefois, 6, boulevard Victor-Hugo.
04.42.01.39.05.

Juste sucré

Les années passent, et les ganaches, les macarons et les citrons meringués de Jacques Coste affolent toujours plus les papilles des Cassidains. Derrière la devanture rouge et les comptoirs surannés, la pâtisserie de cet ancien militaire révèle des saveurs éclatantes. Qui se déclinent aussi en succulents sorbets et glaces.

Sucr'E délices, 4, rue Alexandre-Gervais.
04.42.03.59.79.

Douze élixirs de Cassis

Les douze domaines de Cassis sont représentés ici, aux côtés des vins de Provence et de Méditerranée.

Dans ses alcôves, Le Chai cassidain laisse reposer et vieillir ses bouteilles, que les clients goûtent ensuite au bar tout en grignotant. Et Pascaline, la maîtresse des lieux, a un si joli sourire...

Le Chai cassidain, 6, rue Séverin-Icard. 04.42.01.99.80.



Autrefois, une échoppe à Cassis.

Nos bonnes tables

Les restaurants préférés du Point.

PAR FRANÇOIS TONNERRE

La Villa Madie

Salade de rougets aux pois chiches, thon grillé, légumes à la ricotta, millefeuille à la vanille... Sous l'apparente simplicité de son bistrot du soir, La Villa Madie nous transporte au large de l'anse de Corton, parfumée d'essences de pins, où le chef Dimitri Droisneau, passé par Le Bristol et Lucas Carton, travaille ses 2 étoiles Michelin. La table gastronomique de Cassis cultive, dans un esprit

familial, méditerranéen mais posé, une cuisine fine et ensoleillée. Le long des baies vitrées se présentent, ensemble, lapin et crevettes Palamos, rhubarbe et carabineros, ris de veau et courgettes à l'écorce de cédrat. Les prix, évidemment, s'envolent parfois, le menu du soir démarrant à 70 €. Anse de Corton, avenue du Revestel, Cassis. 04.96.18.00.00.

Poissonnerie Laurent

Autant prévenir tout de suite: située au bout du petit port cassidain, la poissonnerie Laurent ne craint pas de faire grimper l'addition. Il arrive aussi que les poissons recherchés ne soient pas là. C'est le revers de la médaille de cet établissement centenaire qui reste un havre de produits frais et de cuisine sérieuse au milieu des attrape-touristes. Le service y est simple, à l'image des citations de Coluche ou Cendrars qui bordent les tables. Sur un étal, la pêche du jour se transforme en daurades et loups grillés, tartares de rascasse ou soupe de poisson parfaitement

La terrasse de La Villa Madie.



assaisonnés. Avec, en prime, une vue voluptueuse sur le port et le cap Canaille.

5, quai Jean-Jacques-Barthélemy, Cassis. 04.42.01.71.56.

Pastis & olives

Jean-Pierre Russo et son bel humour ont laissé les clés de l'institution Grand Latin à Olivier Luisetti, ancien patron du Bouchon provençal.

Il ne sera pas difficile de s'habituer à la nouvelle enseigne. Pastis & olives incarne le Sud, simple et chaleureux, teinté d'Italie. Déco contemporaine et sans chichis, cuisine toujours grande ouverte au fond. Impossible de ne pas se laisser tenter, à l'heure de l'apéro, par les anchois, les tartines de buffala et les panisses. Difficile de résister en cette saison aux salades de poulpe et ceviches d'espadon. Régressif à souhait, le tiramisu Nutella-granola devrait, lui, être remboursé par la Sécurité sociale...

27, rue Sainte, Marseille. 04.91.54.08.27.



La Poissonnerie Laurent, à Cassis.

L'Embarcadère

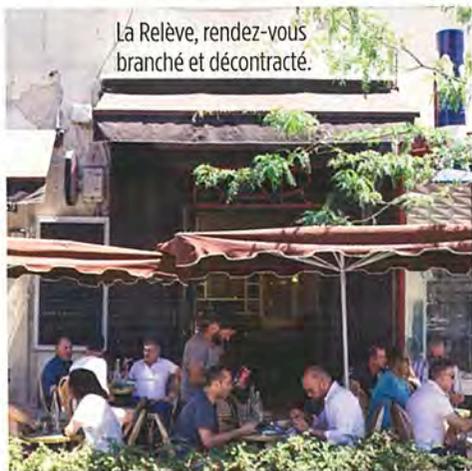
Et pourquoi pas une soupe de poisson face au MuCem? Dans la palanquée d'adresses récentes, L'Embarcadère se distingue prestement. Grandes baies vitrées, terrasse confortable et, à l'intérieur, un style brasserie avec carrelage noir et blanc et banquettes moutarde. Côté carte, on est dans la bistronomie, mélange de produits sains et de cuisine soignée. L'été, on goûtera des tomates au pistou d'amande, ses effilochés d'agneau aux noisettes et citron confit et ses viandes parfaitement grillées. Les prix grimpent un peu (20 euros le plat) mais se justifient sans souci.

Les Voûtes, place Albert-Londres, Marseille.
04.91.44.05.19.

La Relève

Dans sa cuisine minuscule, Denis Palumbo puise herbes et épices à l'instinct. Ajoute un légume, essaime ses poivres... Et propose des plats autour de 15 € – trois le midi –, pas plus, incroyablement originaux et parfumés, où se mêlent cochon de lait et pâtes aux

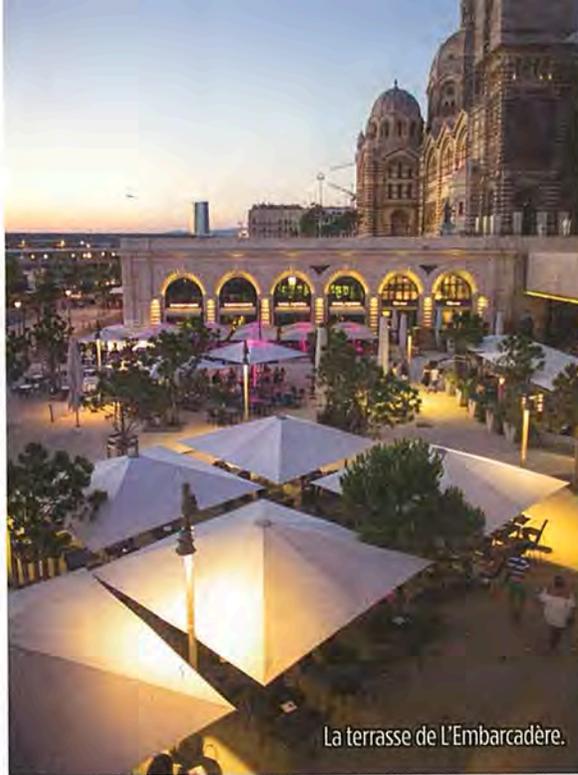
La Relève, rendez-vous branché et décontracté.



légumes confits, poissons aux herbes du moment et pêches pochées à l'hibiscus. Ancien bar à taxis racheté par trois audacieux toqués et cavistes marseillais, La Relève s'est imposée en rendez-vous branché et décontracté. Tout est maison, tapas du soir et desserts compris – ah, le gâteau au chocolat! –, dans ce lieu cosy à la terrasse gentiment désordonnée.

ROMAIN BEURRIER/REA

47, rue d'Endoume, Marseille. 04.95.09.87.81.



La terrasse de L'Embarcadère.



Le 13B, à la décoration contemporaine et aérée.

Le 13B

Il faut goûter les bons plats de Rafal, cuisinier de Varsovie passé par New York et l'Australie: tartines de sardine et beurre aux algues, saumon gravlax et mangue, cabillaud et oranges, cheese-cake... Des couleurs et du peps dans une déco résolument contemporaine et aérée sous les hauts plafonds de cette table née il y a moins d'un an. Le temps pour Edouard Bales-tier, baroudeur dont c'est le premier restaurant, de s'installer. Le soir, la petite terrasse avec ses lampions est un plaisir à goûter à deux. Et les prix sont tout à fait raisonnables.

Le 13B, 13, rue Breteuil, Marseille. 04.91.33.08.67.

La Goccia d'Olio

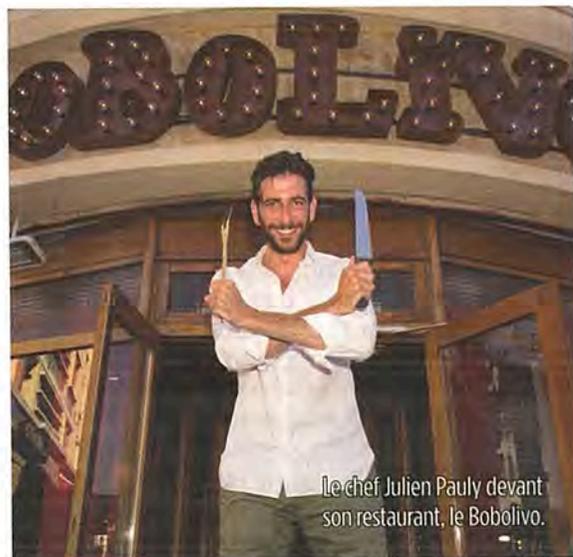
Quand Alfredo vous prépare ses fleurs de courgette farcies, tranche sa bresaola ou avance son filet de bœuf délicatement huilé, roquette et parmesan, l'Italie est dans votre bouche. La ruelle du centre de Cassis qui abrite La Goccia d'Olio, sa terrasse apaisée et sa salle traditionnelle prend des airs de Parme ou de Trastevere, à Rome. Les prix sont à l'avenant – comptez 40 € pour un repas –, pour une cuisine minute précise et charnelle. Et si vous doutiez encore de la capacité des Italiens à se concentrer sur leurs desserts, laissez-vous tenter par l'*affogato al caffè*, où l'expresso brûlant fait fondre la glace vanille...

19, rue Michel-Arnaud, Cassis. 04.42.01.38.31.

Le Bobolivo

La cuisine fine et généreuse de Julien Pauly, ancien du Grand Latin, pâtissier à ses heures, semble accompagner la bonne humeur de ce bistrot aux formes arrondies, à la terrasse délicieusement ombragée. On peut se laisser prendre au jeu croustillant des entrées à partager, goûter les gnocchis poêlés dans la salade parfumée au pistou, craquer pour le «boboburger» juteux à l'envi, les grillades au feu de bois ou la souris d'agneau confite au miel et épices. Une adresse à glisser à l'oreille de vrais amis ■

29, rue Caisserie, Marseille. 04.91.31.38.21.



Le chef Julien Pauly devant son restaurant, le Bobolivo.

Dans les cuisines d'Alexandre Mazzia



L'étoile montante de Marseille nous a ouvert ses portes.

PAR THIERRY NOIR

Alexandre Mazzia est plus qu'un chef cuisinier. C'est un guide qui vous prend fermement par la main pour vous embarquer dans un monde inconnu de saveurs, de textures et de couleurs. C'est d'ailleurs en ces termes que le maître d'hôtel du restaurant présente le menu: «*Le chef vous propose un voyage*», nous annonce-t-on. Parmi les escales du jour, lors de notre visite: petits pois et mandarine; anguille et chocolat; biscotte végétale et fleurs; pistache-grenade-parmesan; œufs de truite et de saumon

sauvage marinés dans du saké et lait fumé; daurade des profondeurs, cerise, sucre de bacon et mélasse de carotte; chair d'araignée de mer, semoule, extrait de fleur d'oranger et fleur de câprier; framboise harissa... Ici, on ne choisit que le montant de l'addition (35 ou 49 euros le midi, 69 ou 87 euros le soir). Et le nombre de mets varie selon le menu: quatre ou cinq étapes pour le petit, six ou sept pour le grand.

«*Tous les jours, je sers des plats différents. C'est la récolte du jour qui décide du menu. Mais, au cours d'un même service, la carte peut varier d'une table à l'autre, en fonction des ingrédients à ma disposition*», explique Alexandre Mazzia. Son credo, c'est l'inventivité, en

Le chef signe une cuisine précise et poétique. Ci-dessous, une fleur de câprier délicatement déposée à la pince.



fonction de la qualité des produits. «*Je ne prends que les plus beaux morceaux des plus beaux poissons de la pêche du jour. Si rien ne me plaît, je ne prends rien*, précise le chef étoilé qui, plus qu'une cuisine de saison,

revendique une cuisine du moment. *Je choisis mes fruits et mes légumes lorsqu'ils sont au meilleur de leur maturité. Parfois, dans une saison, je ne travaille un produit que quelques jours. D'une semaine à l'autre, le soleil, la pluie, le vent changent le goût. Mais cela donne une liberté créatrice incroyable.*»

Une inventivité qui vaut à Alexandre Mazzia d'être la nouvelle coqueluche de Marseille: le carnet de réservation de la salle de 24 places («*Je ne veux pas plus grand*

JB, SON MARAÎCHER

«*Goûte-moi cette fraise, c'est une annabelle. Encore meilleure que l'anaïs.*» Jean-Baptiste Alfonso (à droite sur la photo) tend précieusement le fruit à Alexandre Mazzia. Le chef la sent, la mange et ferme les yeux. On pourrait presque voir sur son visage les émotions suscitées par ce fruit. «*Extraordinaire*», glisse-t-il. Nous sommes à Bandol, dans le jardin de celui que tout le monde surnomme JB et qui est l'un des principaux fournisseurs en fruits et légumes d'Alexandre Mazzia. Installé sur 9 000 mètres carrés sur le versant d'une colline glissant langoureusement vers la mer, JB travaille en bio, mais aussi en permaculture. Une technique qui demande de « fabriquer » son propre sol (une couche de bois, puis une couche de compost sur une couche de feuilles vertes) et permet, en associant savamment les variétés de légumes, de compenser l'absence d'engrais ou d'insecticides. Ici, le maraîcher sélectionne les meilleurs produits du terroir : tomates, asperges, melons de Saint-Cyr, artichauts (spinoso sardo), fleurs comestibles. Il a aussi quelques espèces rares en Provence, comme ces poires qui mûrissent à la Saint-Jean pour l'arrivée de l'été. Mais cet ancien œnologue fait aussi pousser des mangues, du poivre du Sichuan, de la goyave-fraise, du citrus caviar, des pistachiers ainsi que des dizaines d'espèces exotiques. Il a même planté un percoq, hybride de pêcher et d'abricotier. Parfois, il arrose ses produits avec des infusions de cacao ou du purin de coquilles d'oursin, « pour donner un goût iodé ». Le grand gaillard jovial ose, tente, expérimente : « *Je préfère mourir avec mes propres erreurs qu'avec celles des autres.* » ■

Jean-Baptiste Alfonso, 14, allée des Tamaris, Saint-Cyr-sur-Mer. procinto@hotmail.fr.



pour ne pas perdre le contact avec les clients», glisse le chef) est rempli dix à quinze jours à l'avance. Certains font même l'aller-retour depuis la Suisse ou l'Angleterre pour y manger. Classé parmi les 50 chefs les plus créatifs du monde par le magazine néerlandais *LXRY*, Alexandre Mazzia a été annoncé par le Gault & Millau comme « le Gagnaire de demain ». Tous les mois, il invite un grand chef à venir inventer ici une recette et lui répond par une nouvelle création. « *Au-delà d'une simple quatre mains, c'est une réflexion sur le chemin créatif des cuisiniers* », explique-t-il. David Toutain et Yohan Conte, entre autres, ont tenté le voyage.

Artiste. Lui aussi a effectué un sacré voyage avant de déposer ses couteaux à Marseille. Né au Congo, qu'il a quitté à



Un de ses plats signature, la biscotte végétale.

l'adolescence, il se souvient des après-midi passés en pirogue pour aller chasser la murène, revoit les étals de poissons fraîchement pêchés, barracudas et capitaines. Il a en mémoire les effluves de mangues, de goyaves et autres fruits tropicaux. Diplômé de l'École hôtelière Santos-Dumont, à Saint-Cloud, il a fait ses classes à Paris chez Fauchon, « du temps de Pierre Hermé », précise-t-il, avant de poursuivre notamment chez le triple étoilé Martín Berasategui. « *On fait d'abord la cuisine de l'école hôtelière, puis celle du chef qu'on sert, puis on accommode à sa sauce. Et enfin, on fait la cuisine de l'homme qu'on est* », résume l'artiste. Pas de doute, c'est bien tout Alexandre Mazzia qui est dans l'assiette ■

AM par Alexandre Mazzia, 9, rue François-Rocca, 04.91.24.83.63.

Ses autres fournisseurs

Les Jardins du pays d'Aubagne

765, route des Aubes, Aubagne. Virginie Makeeff vend ses fleurs comestibles sur le marché paysan d'Aubagne les samedis et dimanches matin et sur le marché du cours Julien, à Marseille, les mercredis matin. 06.20.34.89.32.

Asperges de Roques-Hautes

Chemin des Marmets, Sénas. Sylvain Erhardt : 06.84.37.55.89.

Le Carré des huiles

17, rue Gérald-Rey, Arles. Xavier Alazard : 04.90.96.73.40.

SA RECETTE



Moules, hareng, noix de coco et eau de tomate, sumac pimenté



Ingrédients (pour 4 personnes)

- 200 g de moules de Port-de-Bouc
- 2 filets de maquereau
- 55 g de lait de coco
- 2 kg de tomates anciennes de couleur
- Huiles de piment et de coriandre
- 70 g de hareng
- 1 pamplemousse rose
- 250 ml de crème épaisse
- Poudres de curry vert, de sumac et de macis
- Ciboulette, coriandre, aneth, sancho, agastache, baselle
- Sel de nacre
- 1 muscade blanche
- Saké

- Cuire les moules à la marinière, déglacer au lait de coco et saké. Récupérer l'eau de cuisson en la filtrant. La disposer sur une plaque, mettre au four et surveiller la coagulation afin d'avoir une texture de voile. Décoquiller les moules et les ébarber.
- Découper en brunoise le hareng et l'assaisonner avec une huile de coriandre. Ajouter une pointe de curry vert et de poudre de macis.
- Avec l'autre partie du jus de cuisson, ajouter un filet de jus de pamplemousse et des herbes aromatiques à votre convenance avec la crème : ciboulette, aneth, agastache, coriandre, sancho.
- Faire dégorger les tomates avec du sel de nacre. Filtrer sans écraser la matière. Agrémenter de poudre de sumac.

Dépaysement assuré

Tour du monde des saveurs dans la cité phocéenne.

PAR THIERRY NOIR



ALGÉRIE

Fémina

Inauguré en 1921, Chez Hamou Kachetel est toujours resté dans la même famille. « Je l'ai rebaptisé Fémina en 1988, pour rendre hommage aux femmes qui travaillent en général et à mes huit sœurs en particulier », confie Moustapha, quatrième génération.

Mais, à la carte, toujours la même spécialité : le couscous à la graine d'orge, plus goûteux que la semoule de blé. Une recette kabyle, accompagnée de légumes inattendus : lentilles, haricots blancs, pommes de terre, carottes, pois chiches... La graine, présentée dans

un plat en forme de calebasse, se déguste avec une cuillère en bois. 1, rue du Musée. 04.91.54.03.56. Couscous entre 12,90 et 25,90 €.

THAÏLANDE

Le Siam

Ici, près de 70 % des produits viennent directement d'Asie du Sud-Est. « J'ai même reçu le label Thai Select du ministère des Affaires étrangères de Bangkok », se félicite le patron, Charles Noël. Natif de Chang Mai, « temple de la gastronomie thaïe », le chef, Panu, sert « la cuisine royale, encore plus raffinée que la cuisine de rue », ajoute Charles Noël. L'homme, qui revendique

Spécialité de Moustapha Kachetel, qui a rebaptisé son restaurant Fémina, en hommage à ses huit sœurs : le couscous à la graine d'orge.

Et aussi

Rue des Trois-Rois : Kortchma (Ukraine), Okaasan (Japon), Les Saveurs mexicaines, La Traversée du Grec, Belle-Ile-en-Mer (créole), O Pakistan.
Rue Pastoret : Le Ziguinchor (Sénégal).

une toque au Gault & Millau, propose entre autres merveilles les célèbres soupes Tom Yam Kung (gambas piquantes et citronnelle) et Tom Kha Kaï (au lait de coco). On conseille aussi les crevettes au tamarin (Goung Ma Kham). 25, promenade du Grand-Large. 04.91.73.91.08. Menu découverte à 72 € pour deux personnes.

LIBAN

Wadina

Wael Tarhini est né dans un Liban en guerre. Mais c'est une cuisine de paix et d'amour que proposent Wahina et sa femme, Dina. « La réunion de nos deux prénoms a donné Wadina, qui signifie "notre vallée" »



en arabe », précise-t-il. Au menu : de délicats mezze, un houmous à tomber par terre et surtout un vrai taboulé. Le vin et la bière proviennent directement du pays du Cèdre, comme les épices. 133, rue Breteuil. 04.91.48.28.91. Menus de 14 à 18 €.

Vous reprendrez bien un peu de sauterelles ?

Christophe Perna et Nicolas Logiudice ont repris Le Bar à tapas, dont ils ont pimenté le menu classique : mojito moléculaire (avec des billes de jus de fruits) et insectes à la carte : « Les fourmis ont un goût acidulé, vinaigré. La chenille noire a un goût très fort, qui tire sur l'artichaut. Les termites rouges font



Au menu du Bar à tapas : la plancha d'insectes.

penser au bacon, les sauterelles aux noisettes, les scorpions à des crackers salés. Le ver à soie, c'est un peu gras », préviennent-ils. Ces insectes, soumis à une réglementation draconienne, proviennent d'un élevage certifié situé au Luxembourg. « Ils ne donnent que des protéines, pas de lipides et peu de glucides », professent les deux compères. A découvrir aussi, la *Mertensia maritima*, une plante qui a le goût de l'huître ■

Le BAT, 17, rue des Trois-Frères-Barthélémy. 06.19.89.06.70. Portion d'insectes entre 5 et 8 €.



Eric Priore élève des chèvres et fabrique du fromage à Septèmes-les-Vallons.



Les marchés de producteurs

Marché au poisson du Vieux-Port, tous les matins jusqu'à 13 h. Quai de la Fraternité, Marseille.

Marché de Gardanne, pour les fruits, les légumes, mais aussi pour les volailles vivantes. Tous les dimanches matin.

Marché des Pennes-Mirabeau, pour les fruits et légumes bio, le poisson et la viande en circuit court. Tous les samedis matin. Parking Jean-Moulin, quartier de la Gavotte, Les Pennes-Mirabeau.

vient tous les trois jours acheter du lait à la ferme de Barbaraou. Le domaine fait de prés, de pinède et de garrigue est géré par Sébastien Testa, qui élabore toutes sortes de fromages de vache : du cantal, de la tomme des Pyrénées ou d'Aveyron, d'autres fabriqués à la mode du gruyère ou de la mozzarella. Le fromager a même inventé le Carré marseillais. Autant de succulents produits à prix raisonnables (31 € le kilo, dégressifs selon la quantité), vendus à des restaurants ou à des particuliers. On peut même y acheter, sur commande, de la viande des veaux qui estivent dans les alpages de Valberg.

Fromagerie de Barbaraou, 90, chemin de Barbaraou, Allauch. 06.99.89.45.67.

La brousse du Rove

Rien ne prédestinait Eric Priore, 48 ans, à devenir chevrier. Son amour du fromage l'a conduit, après une longue carrière d'imprimeur et une période de chômage, à se former à l'art de sa fabrication, puis à reprendre un troupeau de 122 chèvres du Rove, aux longues cornes si caractéristiques. Avec leur lait, il fabrique de fins et délicats fromages de chèvre, mais aussi des yaourts et la fameuse brousse du Rove, qui doit obtenir son AOP en 2017. « Nous allons aussi bientôt ouvrir une ferme pédagogique », se réjouit ce converti, qui fournit quatre Amap, l'Intermarché de la ville et quelques marchés alentour. La Cabro Estelado, 11, chemin des Freyguières, de 13h à 17h sauf les jeudis, Septèmes-les-Vallons. 06.63.45.41.66.

Les fruits de mer de Camargue

Depuis quelques années, huîtres et moules sont produites à proximité de la Camargue. Aux Viviers de Carteau, précisément, où l'on trouve aussi des tellines, des violets et, en saison, des oursins. La petite entreprise tient également un stand au marché de Plan-de-Campagne, où une quarantaine de maraîchers locaux (pas tous bio) donnent rendez-vous l'été ■ Les Viviers de Carteau, They-Saint-Antoine, Port-Saint-Louis-du-Rhône, et marché de Plan-de-Campagne, face au Conforama. 04.42.86.20.82.

Tous à la ferme !

Nos meilleures adresses pour locavores.

PAR THIERRY NOIR

Les légumes bio de Rémy

« La ferme de Ravel a appartenu à la famille de Marcel Pagnol. Il a même été retrouvé du matériel de cinéma dans la grange. » Rémy Clérin s'en amuse, mais les terres qu'il loue ont aujourd'hui une autre vocation. Après avoir étudié le phytosanitaire des grandes cultures céréalières, le jeune homme de 25 ans a tout laissé tomber pour se lancer dans le maraîchage bio. « Je m'inspire un peu de la permaculture, mais ce n'est pas un dogme. Je privilégie le bon sens paysan », confie-t-il. Ici, près du village de La Treille, il cultive dans un fond de vallon de 6 900 mètres carrés et sur des restanques, dont il remonte les murs de pierre sèche, des tomates, des haricots, des courges, des poivrons et toutes sortes de légumes de

saison. « Pour me diversifier, je cultive aussi des fleurs comestibles, je fais du miel et de l'huile d'olive, et j'éleve des poules pondeuses. » Ce passionné s'est même lancé dans la culture du crocus, dont la délicate récolte du pistil donne le précieux safran. Ferme de Ravel, 146, route de la Treille, Marseille. 06.06.65.07.95.

Le carré marseillais de Barbaraou

« Il y a 9 vaches au total, qui paissent sur 25 hectares », explique Véronique, qui, avec ses deux enfants,

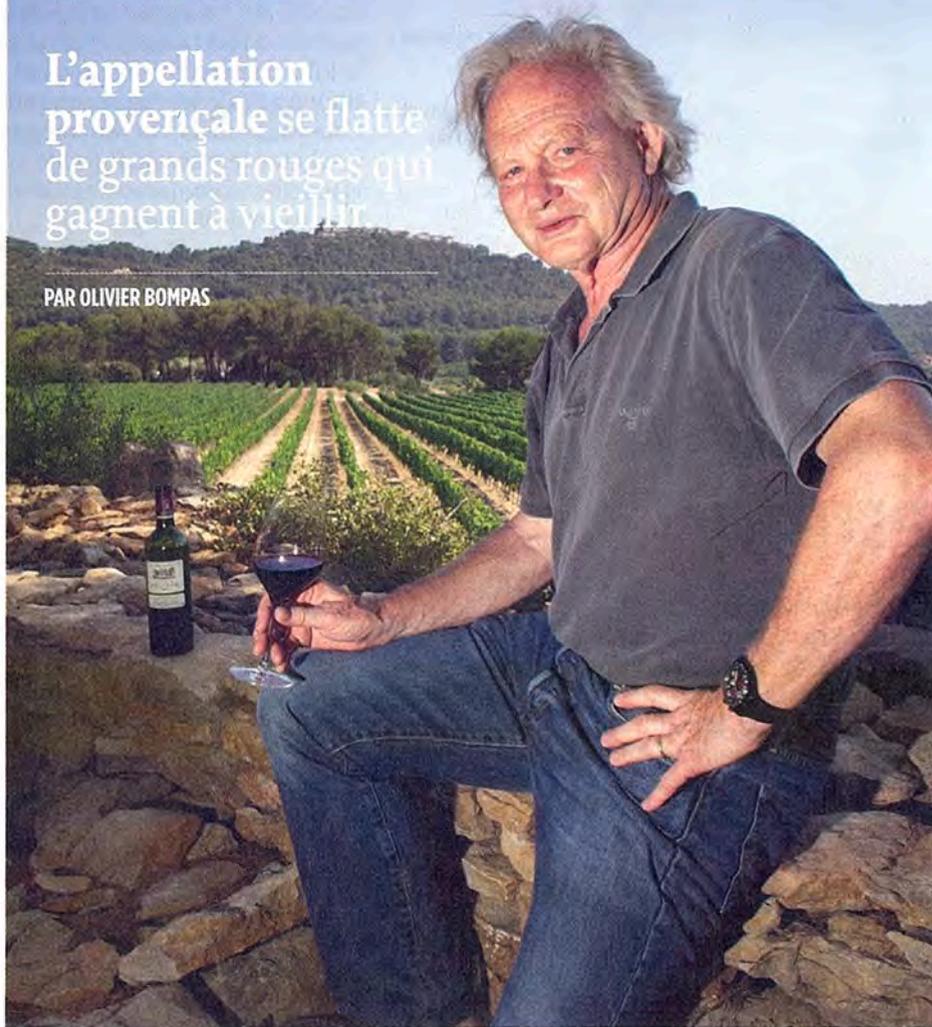


Sébastien Testa, producteur de fromage et dernier vacher d'Allauch.

Bandol, les pieds dans l'eau, la tête au soleil

L'appellation provençale se flatte de grands rouges qui gagnent à vieillir.

PAR OLIVIER BOMPAS



Vignoble de coteaux arides, situé entre le massif de la Sainte-Baume et la Méditerranée, bandol est connu pour ses rouges à base de cépage mourvèdre. Des vins riches qui demandent quelques années de garde pour exprimer tout leur potentiel. On y trouve également d'étonnantes rosés nuancés de notes de fenouil et de résine, et une petite production de vins blancs.

Jean-Luc Dumoutier
Domaine de l'Olivette.

« Chez nous, le vin est une affaire de famille. Pour ma part, j'ai repris l'exploitation entre 2000 et 2005, après une première partie de vie professionnelle dans un tout autre domaine, les matières plastiques... C'est un changement de vie total ! Je connaissais bien la propriété, mais j'y suis toujours venu en vacancier. On a 55 hectares, pratiquement tout en appellation bandol. Ce qui me fait plaisir, c'est que ma fille a l'air de suivre mes traces. Pouvoir se consacrer au vin dans un écrin comme l'appellation bandol, c'est à la fois une immense chance et une contrainte : l'exigence de qualité est constante. L'appellation a été créée autour du mourvèdre, pour produire des vins rouges puissants, qui gagnent à vieillir. On a pu faire ensuite des rosés et des blancs, mais toujours avec la volonté de se situer dans la qualité. Des vins assez originaux, à la fois gras et frais, de gastronomie. Il faut maintenir les rouges malgré la mode des rosés. L'appellation, c'est 75 % de rosés, et quand on est présent sur les salons, on vend 60 % de rouge... L'image de l'appellation reste forte chez les amateurs éclairés ! » ■

Gamme de 13 à 35 €. Domaine de l'Olivette.
Jean-Luc et Elisabeth Dumoutier, 519, chemin de l'Olivette, Le Castellet. 04.94.98.58.85, www.domaine-olivette.com.

ET AUSSI

Domaine Castell-Reynoard

Julien Castell incarne une nouvelle génération de vigneron qui ne cèdent pas à la mode du tout-rosé. Au prix d'un travail de grande précision au vignoble, conduit en agriculture biologique, il produit des vins ciselés, d'une remarquable

fraîcheur. « Chaque année, je consacre un demi-hectare de plus à la production de rouge », sourit-il, expliquant : « J'aime les grands vins complexes. On peut le faire avec les rouges, c'est ce que demandent les clients fidèles. »

Gamme de 9 à 18 €. Julien Castell, 1000 A, chemin de Thouron, La Cadière-d'Azur. 04.94.90.10.16, www.castell-reynoard.com.

Vignobles Gueissard

Clément et Pauline se sont rencontrés durant leurs études, puis ont voyagé trois ans à travers le monde avant de se poser au cœur du petit vignoble de bandol : « On a nos propres vignes et on achète des raisins, comme en Australie. Peu de gens font cela ici. En tant que vigneron, il nous faut

les rouges, ce sont les vins de garde, c'est un travail particulier, sur le long terme, mais on ne perd pas de vue que le bandol rosé est aussi un vin de gastronomie, pour les connaisseurs. » ■

Gamme de 7,50 à 17,50 €. Clément Minne et Pauline Giraud, route de la Gare, allée des Figuiers, Sanary-sur-Mer. 09.81.49.76.00, www.lesvignoblesgueissard.com.

11 LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE

1 Un président reconnu

Marseille Plus le mag – N°12 Spécial été 2016

2 People Immo - CIMP : Fabrice Alimi rempile

Immobilier by La Provence – 06.10.2016

3 Rendez-vous – Marseille, porte de l'Afrique

Immobilier by La Provence – 17.11.2016

4 People Immo – « Leur différence, c'est leur chance »

Immobilier by La Provence – 24.11.2016

5 Le CIMP vise l'Afrique

Les Nouvelles Publications – 02.12.2016



Depuis trois ans, Fabrice Alimi, promoteur entreprenant et atypique, préside le Club de l'Immobilier Marseille Provence.

Il souhaite cet été s'engager pour un nouveau mandat à la tête de cette entité fédérant les acteurs du territoire dans les secteurs de l'acte de bâtir.

UN PRÉSIDENT RECONNU

Fabrice Alimi marié et père de trois enfants, a un parcours singulier ! Ce promoteur atypique qui n'est pas un homme du sérail a fait ses classes non pas dans un grand groupe de construction mais dans le marketing et la communication. «J'ai collaboré pendant dix ans dans des cabinets de gestion du patrimoine immobilier et c'est en 1994 que j'ai décidé de m'installer à mon compte». A 31 ans, il crée A et Associés, holding de tête et différentes sociétés dont Novelis, la plus connue, et commercialise des opérations d'immobilier neuf. S'il continue à pratiquer pour le compte de tiers jusqu'en 2005, il préfère réaliser ses propres opérations dès 2000. «Cela m'a amené à effectuer toutes les fonctions du point 0 à la livraison du client final», souligne-t-il.

Ses tâches comprennent aussi bien le montage d'opération, la commercialisation, la réalisation et la maîtrise totale du projet. «La qualité du travail est le reflet de la qualité sur chaque stade et d'une volonté d'être pointu et perfectionniste», confie cet hyperactif. Ce groupe qui comprend douze salariés réalise seulement deux à trois opérations par an de 15 à 40 logements dans le secteur résidentiel, de l'habitat haut de gamme pour le particulier et l'investisseur sur un secteur allant d'Aix à Aubagne. Six Pyramides sont venues récompenser son travail dont trois grands prix et la fameuse Villa Solal en 2009.

Des acteurs engagés

Novelis est attachée à deux fils rouges,

la nécessité de s'adapter à l'évolution réglementaire et la recherche d'un produit de qualité. «En marge de ces obligations, nous apportons deux valeurs ajoutées, la performance énergétique et le respect de l'environnement», confie-t-il. Depuis plusieurs années, il s'investit au Club de l'Immobilier, tout d'abord en tant que trésorier puis président. L'objectif est de fédérer des acteurs majeurs, de faire émerger de jeunes générations, d'établir des passerelles avec les autres acteurs en périphérie de ses métiers et les autres clubs. L'engagement d'une vingtaine de membres très actifs a permis de multiplier le réseau et son influence sur le territoire. «Notre secteur a un poids économique et génère des emplois», précise-t-il. Les actions en manque pas, la Journée de l'Immobilier et sa fameuse Nuit, deux pièces maîtresses destinées pour l'une, à faire mieux connaître le territoire, et pour l'autre, à se retrouver le temps d'une soirée festive très prisée. Aux côtés de ces deux actions complémentaires, les rencontres avec des hommes remarquables, à un rythme annuel ou bisannuel, les Business Games, compétition stimulante entre étudiants de l'ESPI (Ecole Supérieure des Professions Immobilières) complètent le programme. «Nous leur confions une parcelle de territoire, ils apportent avec un rendu innovant, un regard décalé à l'approche pragmatique du promoteur», évoque-t-il.

Des visites instructives

Depuis deux ans, le Club noue un partenariat avec plusieurs écoles de tous

les horizons et apporte ainsi une analyse prospective sur la métropole. Des voyages sont même proposées avec d'autres clubs réunissant une quinzaine de personnes, professionnels et élus, sur des destinations françaises et européennes (Saint-Etienne, Montpellier, Milan, Madrid, Amsterdam, Varsovie) afin d'acquiescer de bonnes pratiques. Enfin, en 2015, le Club a initié les Assises de la Performance Énergétique. «Il fallait se mobiliser car ce sont des enjeux majeurs pour les générations à venir», insiste Fabrice Alimi. Cet événement qui s'est tenu à deux reprises au théâtre de la Minoterie, a mis en avant des technologies avant-gardistes, a évoqué ce qui se passe ailleurs et a permis de mettre à l'honneur à chaque fois une personnalité marquante. Autre action, la création d'une commission questions urbaines dont l'objectif est de fluidifier le processus dans la décision et l'instruction des permis de construire et de rentrer dans un schéma de concertation entre opérateurs et pouvoirs publics.

De plus, le Club développe un véritable maillage sur le territoire en ouvrant des délégations, en créant des antennes à Toulon et à Aix-en-Provence et prochainement, à Nice, à la Réunion ou encore à Paris. «Les Clubs créent du réseau, permettent de nouer des échanges, favorisent le lobbying, mais ne sont pas corporatistes. Chacun défend pour autant sa chapelle», explique-t-il.

People Immo

CIMP : FABRICE ALIMI REMPLI

C'est un homme dynamique, avenant et qui ne fait pas mystère de ses ambitions. Élu à l'unanimité par ses pairs, Fabrice Alimi rempile pour trois ans à la présidence du Club Immobilier Marseille Provence.

Bis repetita placent. On le savait totalement investi dans sa fonction, innovant sans cesse, s'impliquant sans compter, étendant les missions d'un club qu'il définit volontiers comme un « agitateur transversal, cabotin engagé, animateur de neurones ». Le 13 septembre dernier, Fabrice Alimi, patron du Groupe A&A, a été réélu à la présidence du Club Immobilier Marseille Provence (CIMP). Après un premier mandat de trois ans qui a vu la transformation de l'association en véritable club de lobbying. Cet homme au franc parler assumé, a reçu à l'unanimité la confiance renouvelée de ses pairs.

Le Club Immobilier Marseille Provence naît il y a une vingtaine d'années, de l'esprit d'anciens de Sup de Co, qui, lors d'une manifestation nationale du Club des Clubs Immobiliers, décident d'instaurer un déjeuner régulier entre acteurs de l'immobilier. En 2004, ce qui n'était jusqu'à présent qu'un « entre nous confortable », organise une grande soirée : la Nuit de l'immobilier. 250 personnes étaient attendues, 700 se sont présen-



tées ! Un succès désormais pérenne, qui a forgé la réputation du Club. « *L'événement est devenu incontournable pour tout le secteur immobilier, mais aussi les élus locaux, les leaders d'opinion, le monde économique... Une belle performance pour un club qui ne compte qu'une quarantaine de membres, numerus clausus oblige !* », déclarait Fabrice Alimi. Un impact local que son Président, élu en 2013, a immédiatement souhaité étendre à l'échelle du territoire Métropolitain : « *Ce Club transversal est un outil de lobbying de la filière immobilière. Il doit être*

influent sur le développement urbain du territoire, je tiens à ce que nous soyons force de proposition .../... J'ambitionne aussi, que ce travail collectif permette d'aller plus avant vers une ville durable, renforcée par une meilleure qualité architecturale ».

Le Club Immobilier Marseille Provence a désormais sa feuille de route pour les trois années à venir, feuille de route qui risque à nouveau de « bousculer les codes ». Car son Président, bien connu pour sa contagieuse énergie, a décidé d'accélérer les actions engagées, notamment auprès des institutions du territoire et de faire du maillage territorial une priorité. Par ailleurs, quelques nouvelles commissions vont voir le jour : Afrique, ambassadeurs du territoire, ateliers thématiques « métiers », jeunes et générations YZ, mutation digitale...

Le CIMP devrait donc encore faire parler de lui, et au-delà de la Nuit de l'immobilier, c'est tout un pan de l'activité du territoire, rattaché à l'univers de l'immobilier, que le Club va secouer ! Pour accompagner Fabrice Alimi dans ses actions, Marc Fornos intègre la vice-présidence ; Emmanuel Gard prend la fonction de Secrétaire ; Frédérique Streit œuvrera au poste de trésorière ; tandis que Benoît Rosenfeld sera chargé des missions qui incombent au secrétaire adjoint.

Rendez-vous MARSEILLE, PORTE DE L'AFRIQUE

MARDI 22 NOVEMBRE, LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE ORGANISE UNE RENCONTRE AUTOUR DU MARCHÉ IMMOBILIER AFRICAIN

La situation géographique de la Cité Phocéenne fait d'elle un pivot central sur le bassin méditerranéen, un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique. Si cette position lui confère des atouts considérables en matière de commerce maritime et de culture notamment, les avantages ne s'arrêtent pas là. Le Club Immobilier Marseille Provence l'a bien compris. Convaincus que Marseille occupe une place particulière auprès des décideurs africains, ses membres organisent, mardi 22 novembre, une soirée sur le thème « Marseille, porte de l'Afrique ». Ce rendez-vous se tiendra au campus Euroméditerranée IFSI, de 19 h 30 à 22 h 30. Il y sera question de marché immobilier africain, sous la forme d'un débat et d'échanges. Plusieurs acteurs

et opérateurs apporteront leurs témoignages, partageront leurs expériences et leurs visions de ce marché, afin de permettre aux professionnels du secteur de mieux l'appréhender. Parmi les intervenants, René Moundzika, fondateur du Cercle Immobilier Pan-Africain (CIPA), Léon Lucile, fondateur du groupe Construction alternative de la maison individuelle à la ville nouvelle (CIOA), Nicolas Ponson, co-fondateur de Redman, qui a deux projets à Dakar, ou encore Frédéric Lassale du groupe TPFI, qui possède des filiales à Abidjan, Casablanca et Dakar. **« C'est la première fois que nous organisons une rencontre avec l'Afrique »**, indique Fabrice Alimi, Président du Club Immobilier Marseille Provence. **« De nombreux pays de ce continent connaissent**



une croissance à deux chiffres. Les pays francophones d'Afrique de l'ouest sont en forte demande d'accompagnement et d'une expertise structurante. En partageant nos expériences, nous pouvons incarner un relais de croissance extraordinaire ».

« Marseille, porte de l'Afrique » est organisé en partenariat avec le CIPA, une association dédiée aux professionnels de l'immobilier ayant affaire, de près ou de loin, aux questions immobilières sur le continent africain.

« LEUR DIFFÉRENCE, C'EST LEUR CHANCE »

Le mardi 15 novembre, le Club Immobilier Marseille Provence organisait la première rencontre « Marseille, porte de l'Afrique ». Antoine Viallet, conseil en immobilier d'entreprise, à l'origine de l'événement, nous explique les enjeux du marché africain.

Pourquoi vous intéressez au marché africain ?

En France, l'acte de bâtir est de plus en plus complexe. Là où l'on mettait deux ans pour un projet, on en met quatre aujourd'hui. Tout est trop normé, trop réglementé. Nous pensons qu'il est intéressant de s'orienter vers un environnement plus entraînant et plus simple, où la demande est forte. Parmi les pays qui répondent à ces critères, j'ai une appétence particulière pour ceux du continent africain. C'est le moment de s'y intéresser, la Provence peut y tirer son épingle du jeu.

Quelle partie du territoire a suscité votre intérêt ?

Il y a une dizaine d'années, tous les regards se tournaient vers le Maghreb, Casablanca et la zone franche de Tanger en tête. Aujourd'hui, ce marché est en passe de devenir mature dans certaines agglomérations et le Maghreb s'est structuré. Certaines compagnies françaises s'y sont établies et rayonnent vers le sud. Alors qu'il y a dix ans, il fallait

monter à Paris pour s'envoler vers Dakar, Abidjan ou Yaoundé, de nos jours, la Royal Air Maroc permet d'embarquer à Marseille et de transiter par le hub de Casablanca. De nouveaux horizons s'offrent en Afrique subsaharienne francophone.

Constatez-vous une émergence de la demande ?

Oui, tous azimuts : consommation, formation, expertise... La demande est à l'image de la France des trente glorieuses : très forte, alors que l'offre est faible. Certains marchés sont en avance dans la région. Abidjan possède de nombreux immeubles de bureaux, mais partiellement obsolètes. À Dakar ou Douala, il n'existe pratiquement pas de centres commerciaux.

Cette demande est-elle soutenue par une forte croissance ?

Oui, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun connaissent une croissance de l'ordre de 4,5 à 9 %. Ces pays connaissent un problème de bancarisation. Pour y pallier, les ingénieurs locaux ont exploité l'essor du téléphone mobile pour développer la Orange Money, une application qui fait office de monnaie d'échange. En France, Orange, qui a racheté Groupama Banque, pourrait imaginer un tel outil. Les opportunités de développement vont dans les deux



sens. Leur différence, c'est leur chance.

Quelle place pour Marseille et la région, dans les enjeux africains ?

Marseille a une place unique de porte d'entrée de l'Afrique. Ça n'est pas un hasard, si Dakar et Abidjan sont jumelées avec elle. Nos entreprises ont tout intérêt à développer des liens commerciaux avec ces pays. En ce sens, le Club Immobilier Marseille Provence entend leur apporter des informations très factuelles. Les intervenants de cette rencontre ont abordé des sujets concrets : « Comment construire 5000 logements étudiants à Dakar, bâtir une maison à 4000 €, une autre à deux millions... ». Il s'agit d'écouter et d'échanger avec ceux qui montent des opérations immobilières sur place et de valoriser leurs retours d'expérience.

LE CIMP VISE L'AFRIQUE

LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE (CIMP) A ORGANISÉ MI-NOVEMBRE SA PREMIÈRE SOIRÉE DÉDIÉE À L'AFRIQUE. UNE PREMIÈRE QUI DEVRAIT DEVENIR UN NOUVEAU RENDEZ-VOUS RÉCURRENT DU CLUB.



Les participants à la réunion autour du président Alimi

Marseille, porte de l'Afrique. Le ton de la soirée était donné avec cette thématique porteuse de rapprochement. « Comme vous le savez, nous sommes un acteur de lobbying majeur sur le territoire, mais désormais aussi bien au-delà. Nous avons créé avant l'été une antenne du club dans l'océan indien. Nous ne pouvons passer à côté de l'Afrique, car Marseille n'en est-elle pas sa plus proche voisine ? » souligne Fabrice Alimi, président du Club immobilier Marseille Provence (CIMP).

Première édition africaine

Le projet de cette soirée thématique a mis deux ans à mûrir, porté par Renaud Tarrazi et Antoine Violet, deux passionnés du continent. Durant plus de deux heures, les

témoins se sont donc succédé pour donner leurs conseils et faire leur retour d'expérience sur leur implantation, que ce soit au Cameroun, au Sénégal ou en Côte d'Ivoire.

« Nous ne pouvons passer à côté de l'Afrique, car Marseille n'en est-elle pas sa plus proche voisine ? »

Le Cipa, Cercle immobilier panafricain, était bien sûr invité, puisqu'il dispose d'une antenne marseillaise active. Ses missions ? Créer un réseau de professionnels sensibles aux problématiques immobilières en Afrique, fédérer des cercles de réflexions et se poser en plate-forme d'échanges et d'informations entre les deux

continents. Le témoignage de Redman a été très remarqué. Redman est né il y a dix ans à Marseille, de la rencontre de Matthias Navarro, juriste, et de Nicolas Ponsion, ingénieur. Leur idée ? Combiner l'asset management* et le développement immobilier, afin de « maximiser la création de valeur des projets » pour imaginer un nouveau métier autour de l'asset développement, ou le développement des atouts. La genèse du projet de la construction d'un campus universitaire à Dakar était tout simplement passionnante ! Ensemble, les membres du Club Immobilier Marseille Provence fédèrent leurs atouts et visent la même étoile africaine.

Alexandra Zilbermann

* Gestion d'actifs

Première édition d'un débat dédié à l'immobilier en Afrique, initié par le Club immobilier Marseille Provence, un continent avec lequel le club marseillais a décidé de tisser des partenariats.



REVUE de PRESSE

Marseille et ses environs



Photos : Laurent Carte